





DOCUMENT DE REFERENCE

2014

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Le présent Document de référence contient l'ensemble des éléments du rapport financier annuel



Le présent Document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 13 avril 2015 sous le numéro D.15-0326, conformément aux dispositions de l'article 212-13 de son Règlement général.

Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.



Message du Président du Conseil d'administration	4
Message de la Directrice générale	6



1 PRESENTATION DU GROUPE GAUMONT 9

Historique	10
Chiffres clés consolidés	11



2 ACTIVITE 13

Panorama du marché	14
Résultats des activités du groupe Gaumont	25
Activité et résultats de la société Gaumont	31
Facteurs de risques	34



3 RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES 41

Informations sociétales	42
Informations sociales	49
Informations environnementales	53
Approche méthodologique	55
Attestation de présence et avis de sincérité portant sur les informations sociales, sociétales et environnementales	56



4 ETATS FINANCIERS CONSOLIDES 59

Etat de la situation financière consolidée	60
Compte de résultat consolidé	62
Etat du résultat global	63
Variations des capitaux propres consolidés	64
Tableau des flux de trésorerie consolidés	65
Annexe aux comptes consolidés	66
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	117



5 COMPTES ANNUELS DE GAUMONT 119

Bilan	120
Compte de résultat	122
Tableau des flux de trésorerie	123
Annexe aux comptes annuels	124
Tableau des filiales	149
Tableau des participations	150
Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	151





6 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE 153

Informations concernant les mandataires sociaux	154
Compléments d'informations relatifs aux dirigeants et aux mandataires sociaux	164
Rapport du Président du Conseil d'administration sur la gouvernance et le contrôle interne	165
Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil d'administration de la société Gaumont	175



7 ASSEMBLEE GENERALE MIXTE ANNUELLE DU 5 MAI 2015 177

Rapport spécial du Conseil d'administration sur les plans d'options	178
Rapport spécial du Conseil d'administration relatif au programme de rachat d'actions	179
Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	180
Rapport des Commissaires aux comptes sur la réduction du capital	181
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'autorisation d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions	182
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et/ou de diverses valeurs mobilières avec maintien du droit préférentiel de souscription	183
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise du groupe Gaumont	184



8 RENSEIGNEMENTS GENERAUX 201

Rapport du Conseil d'administration sur les projets de résolution	185
Projets de résolution	188
Projet de statuts	194
Renseignements généraux concernant la société Gaumont	202
Actionnariat de la société	204
Informations concernant le capital	208
Informations sur le marché des titres	212



9 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES 213

Calendrier de l'information financière en 2015	214
Documents accessibles au public	214
Informations financières historiques	215
Responsables de l'information	216
Table de concordance	218
Table de réconciliation : Rapport financier annuel	220
Table de réconciliation : Rapport de gestion du Conseil d'administration	221
Table de correspondance : Responsabilité sociétale des entreprises	223





Message du Président du Conseil d'administration

120 ans, quel âge ! Pour un être humain c'est trop, pour un monument c'est peu, pour Gaumont c'est son histoire, l'histoire du cinéma. Gaumont n'a pas inventé le cinéma, Gaumont n'a pas produit le premier film. Gaumont est simplement né l'année de cette invention, s'est construit et développé autour de cette invention à laquelle il a cru et croit encore. 120 ans c'est peu...

Léon Gaumont, Fondé de pouvoir au *Comptoir Général de la Photographie* de Félix Richard, assiste à l'avant-première mondiale de la première projection donnée le 22 mars 1895 à *La Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale* qui, dit-il quarante ans plus tard, a *déterminé son orientation vers l'industrie du cinématographe*.

Trois mois plus tard, le 6 juillet 1895, Léon Gaumont rachète le *Comptoir*, le 2 septembre 1895 il fonde la société *L. Gaumont et Cie*.

Léon Gaumont travaille d'arrache-pied avec Georges Demeny sur ce qui devient le *Chronophotographe*.

Léon Gaumont croit au futur de ce nouvel équipement. Il poursuit la recherche dans tous les domaines. Selon Alice Guy, *Léon Gaumont est hanté par le désir de donner aux images le son, la couleur, le relief*. Après avoir construit des appareils sonores sous licence de brevets Lumière, il crée le *Chronophone* en 1903, le *Chronomégraphone* en 1905 et l'*Elgéphone* en 1906.

La couleur pour laquelle il développe en 1911 le *Chronochrome*, projecteur qui enregistre la scène sous les trois couleurs fondamentales, la trichromie, ancêtre du *Technicolor*. Plus que quiconque, il croit en l'avenir des cinémas. Avec le rachat de l'*Hippodrome*, construit pour l'Exposition universelle de 1900, il crée le *Gaumont Palace* inauguré le 30 septembre 1911, la plus grande salle de cinéma du monde. Pour remplir ses salles et mieux vendre ses appareils de projection, il autorise Alice Guy à produire des films, *sous réserve que ce ne soit pas cher et en dehors des heures de bureau*. Enfin, après avoir envoyé, comme les Lumière, des opérateurs filmer la venue du tsar Nicolas II à l'occasion de la pose de la première pierre du Pont Alexandre III le 7 octobre 1896 et avoir passé des scénettes en avant-programme, il crée un service d'Actualités en 1908 qui devient journal hebdomadaire le 8 octobre 1910. Gaumont avec ses confrères Lumière, Méliès et Pathé donne à la France jusqu'à la Grande Guerre, la première place dans l'industrie cinématographique mondiale.

Depuis, traversant les crises et les conflits, Gaumont continue à faire fleurir ses marguerites aux quatre coins du monde, construisant aujourd'hui l'histoire de demain.

Réservée pendant un demi-siècle aux grands écrans extérieurs, les cinémas ; arrosant le demi-siècle suivant les écrans fixes des foyers, les téléviseurs ; l'image animée trouve une nouvelle jeunesse depuis 20 ans, omniprésente sur tous les écrans, à commencer par les plus petits, sans pour autant délaisser les grands...

Le cinéma est un des acteurs majeurs de l'exceptionnelle révolution culturelle qui depuis 120 ans transforme les cœurs et les esprits.

Les bouleversements ne sont pas dus aux tuyaux mais à ce qu'ils transportent. Les tuyaux permettent un acheminement meilleur, plus volumineux, plus rapide, plus lointain, plus diversifié, mais ce n'est pas la ligne à haute tension qui chauffe le foyer, c'est l'électricité qu'elle transporte.

Que serait Internet sans les images animées ? Certes les *tweet* sont pour l'essentiel « littéraires », mais le reste, ce qui encombre la toile ? Ce sont les images tournées par des amateurs ou des journalistes, de la jeune colombienne qui meurt sous nos yeux impuissants lors d'un glissement de terrain provoqué par une éruption volcanique⁽¹⁾, des tours jumelles qui s'effondrent à New York, du tsunami en Thaïlande, de l'atterrissage de Philae sur une planète, des hélicoptères des sportifs de *Dropped* qui s'écrasent en Argentine... Ce sont surtout les images des professionnels qui mettent en valeur, pardon messieurs, les talents de Brigitte, Catherine, Isabelle, Jeanne, Marion, Martine, Mélanie, Michèle, Mireille, Musidora, Renée, Romy, Simone, Sophie, ... et de celles que nous inventons depuis notre naissance et que nous continuerons d'inventer dans les siècles à venir.

Je crois à l'avenir du cinéma.

Du cinéma dans les salles. Loin de ces portables que consultent à Venise des amoureux en voyage de noces, qui éclairent leurs visages tendus au *Florian* comme sur les gondoles.

Le cinéma reste un havre de paix où, coupés des bruits de l'extérieur, des spectateurs peuvent regarder un film du début à la fin, sans zapping ni interruptions. Ils en sortent enthousiastes ou déçus. Nous passons alors au film suivant. Sinon, le film vit des décennies sur tous les écrans, grands ou petits, sous réserve que les droits de ceux qui l'ont produit soient protégés, que le téléchargement illicite, cancer de la création, soit éradiqué et que quelques politiciens aussi incultes que dépourvus de réflexion ne saccagent pas à Bruxelles un édifice construit pierre à pierre depuis deux siècles.

(1) L'éruption du volcan Nevado del Ruiz a lieu le 13 novembre 1985. Omayra Sanchez meurt au bout de trois jours face aux caméras du monde entier faute de moyens de secours appropriés.

L'attentat contre les tours jumelles de New York a lieu le 11 septembre 2001. Il fait près de 3 000 victimes.

Le tsunami en Thaïlande a lieu le 26 décembre 2004. Il a fait plus de 200 000 morts.

Le 12 novembre 2014, dans le cadre de la mission Rosetta, le robot Philae, après dix années de voyage, atterrit sur la planète Tchourioumov-Guérassimenko distante de quelques 500 millions de km.

Lors du tournage de la série *Dropped* pour TF1 deux hélicoptères se sont heurtés en plein vol le 10 mars 2015 causant la mort de dix personnes dont Florence Arthaud, navigatrice, notamment vainqueur de la Route du Rhum 1990, Camille Muffat, championne olympique de natation sur 400 m nage libre à Londres et Alexis Vastine, champion du monde militaire de boxe.

Non la propriété intellectuelle n'est pas le vol. Retournez votre iPhone, *designed in California, manufactured in China* est écrit sur son dos.

Que sont les fameux GAFA, acronyme de Google, Apple, Facebook et Amazon, sinon des sociétés de logiciels qui ne vivent que de propriété intellectuelle. Celle-ci est l'avenir de toutes les sociétés développées.

Il nous appartient de faire des films qui rencontrent le public. Il appartient à la société de protéger les droits de ceux qui les réalisent.

Le ton politique a changé grâce à Manuel Valls qui s'est exprimé en ces termes le 15 septembre : *Il faut défendre les droits des créateurs. Nous avons sans doute sous-estimé l'impact du piratage de masse. Il est pourtant une vraie source d'appauvrissement pour l'ensemble du secteur de la création.*

Compte tenu des promesses de campagne du Président de la République, de la frilosité des députés, de droite comme de gauche, pour s'attaquer aux jeunes internautes, l'action se poursuit à *droit constant*. « A droit constant » c'est mobiliser plus et mieux les services de la police et de la gendarmerie, qui semblent réceptifs, comme ceux de la justice.

Lundi 23 mars une *charte de bonnes pratiques* a été signée sous le parrainage de la Ministre de la Culture et de la communication entre les ayants droit et les régies publicitaires. Celles-ci s'engagent à ne plus mettre d'annonces sur les sites dédiés à la piraterie. Cette charte doit être suivie par une autre concernant les moyens de paiement. Même si la route est longue, le véhicule est désembourbé et avance.

A côté du téléchargement illicite, cancer qui n'est pas éradiqué mais dont la dangerosité est mieux évaluée, une autre menace ne doit pas être sous-estimée : l'avenir du droit d'auteur. Il a un adversaire, l'Europe. Je suis un européen convaincu. Les générations précédentes ont chacune connu leur guerre avec l'Allemagne, trois guerres fratricides en 70 ans. Il y a 70 ans que nous sommes en paix en Europe. C'est si long que certains commencent à oublier l'apport des pères fondateurs de l'Europe, sa diversité et d'abord sa diversité culturelle. Vouloir faire un marché unique des biens et services culturels c'est jeter à la déchetterie les langues, les traditions, les coutumes, la culture, écrite avec ou sans C majuscule.

Comment ose-t-on confier à l'unique députée du parti pirate le rapport sur le droit d'auteur sinon pour rendre anti-européens les européens les plus convaincus.

Le droit d'auteur est menacé.

La France se mobilise au plus haut niveau pour associer à ce combat d'autres grands responsables politiques, à commencer par Angela Merkel. Espérons qu'elle y parviendra avec le soutien de tous les talents.

Sous ces réserves, je crois plus que jamais à l'avenir du cinéma c'est-à-dire à ces images spécifiques dont la première destination est la salle de cinéma. Car au-delà de ses caractéristiques physiques comme techniques, la salle est un lieu d'émotion collective. Dans ce monde de plus en plus individualiste, les hommes et les femmes ont besoin de se retrouver pour partager des émotions communes. Les Zénith construits dans les années 70, comme les stades construits pour la Coupe du monde il y a moins de vingt ans, sont aujourd'hui trop petits.

L'homme ne vit pas seulement de pain.

Evoquer ces 120 années n'est pas l'entretien d'une nostalgie dépassée, mais le témoignage de pionniers qui ont autant foi en leur propre audace que dans le goût de leurs contemporains.

Les pages les plus récentes de l'histoire du cinéma français, notamment celles de Gaumont, prouvent à l'envi que leurs successeurs sont leurs dignes héritiers, s'appropriant les propos de Louis Feuillade écrits en 1921, *la seule chose qui compte est de savoir si, dans ce film, sommeille une princesse endormie qu'un magicien réveillera tout à l'heure sous les rayons de la lampe merveilleuse...*

Nicolas SEYDOUX, le 30 mars 2015



Message de la Directrice générale

2014 est une très bonne année pour le cinéma français.

208 millions d'entrées, 15 millions de plus qu'en 2013. Après 2011 qui totalisait 217 millions d'entrées, c'est le deuxième meilleur cumul depuis 1967.

2014 c'est aussi la place à 4 euros pour les moins de 14 ans, une année avec peu de films américains, une fréquentation très forte pendant les périodes de vacances scolaires ainsi que le mardi soir grâce aux tarifs promotionnels proposés, et des films populaires dont les entrées en province font le succès, créant un véritable fossé avec Paris.

Les films français, et particulièrement la comédie française, sont à l'honneur : *Qu'est ce qu'on a fait au bon Dieu ?*, *Supercondriaque*, *Lucy* et *La famille Bélier* occupent les premières places du classement 2014 permettant ainsi au cinéma français d'obtenir une part de marché de 44 %.

Dans ce contexte favorable aux films français, Gaumont s'en sort convenablement.

Sans jamais abandonner son cœur de métier, celui du cinéma, Gaumont s'est également diversifié au cours de ces dernières années et connaît un essor important de ses activités de production télévisuelle, tant dans l'animation que dans la fiction, aussi bien en France qu'à l'international.

Ainsi le chiffre d'affaires consolidé de Gaumont progresse de 12 % pour atteindre € 190 millions en 2014 contre € 169 millions en 2013.

Gaumont a sorti 13 films et réalise comme l'an passé plus de 10 millions d'entrées. *Samba* d'Eric Toledano et Olivier Nakache et *La French* de Cédric Jimenez réalisent près de la moitié des entrées de l'année. Les résultats des autres films sont plus mitigés, avec une forte déception concernant *Grace de Monaco* et *Mea Culpa*. Le chiffre d'affaires pour la distribution en salles s'élève à € 25,7 millions en 2014 contre € 25,5 millions en 2013.

Le marché de la vidéo continue de chuter et recule de 14 % en valeur en 2014. Celui de la vidéo à la demande reste stable depuis près de trois ans, et ne compense pas la baisse de plus de 60 % en 10 ans de la vidéo physique. Le chiffre d'affaires de la vidéo et de la vidéo à la demande s'élève à € 13,8 millions en 2014 contre € 12,8 millions en 2013. Les deux succès de l'année, *Belle et Sébastien* notamment en vidéo physique et *Les garçons et Guillaume, à table !* en vidéo à la demande avec plus de 300 000 actes, expliquent l'essentiel de l'augmentation de l'année.

Dans une année où le football a dominé les audiences sur TF1, Coupe du Monde oblige, *Intouchables*, hissé à la première place de la case « cinéma » avec plus de 13,9 millions de téléspectateurs et 49 % de part d'audience, confirme la place prépondérante du cinéma dans les grilles de programmation des chaînes de télévision. Près de 250 films Gaumont ont été diffusés sur l'ensemble des chaînes de télévision en 2014 pour un chiffre d'affaires de € 17,3 millions contre € 23,5 millions en 2013.

A l'international, Gaumont maintient un chiffre d'affaires élevé avec € 32,6 millions en 2014 contre € 31,6 millions en 2013 grâce aux nouveautés comme *L'extravagant voyage du jeune et prodigieux T.S. Spivet*, *Mea Culpa*, *Belle et Sébastien* et *Intouchables* dont l'effet se poursuit depuis sa sortie en 2011.

L'activité de Gaumont Pathé Archives a été riche et conforme aux prévisions avec un chiffre d'affaires stable de l'ordre de € 2 millions, grâce notamment aux commémorations du centenaire de la Première Guerre Mondiale et à la quarantaine de documentaires auxquelles nous avons contribué sur le sujet.

En 2014, plus de 600 heures de fictions françaises inédites ont été produites par près de 70 producteurs. Dans un marché où les séries télévisuelles sont plus que jamais consommées par les téléspectateurs, la fiction française a pris un retard considérable sur les autres grands pays européens et vis-à-vis de la fiction anglo-saxonne, prépondérante sur les écrans des chaînes françaises. Elle doit donc se développer tout en s'adaptant à un paysage audiovisuel en pleine mutation. Le mode de consommation change. Le public souhaite voir l'intégralité des épisodes immédiatement, ce qui favorise le téléchargement illégal, mais permet aussi l'émergence de nouveaux acteurs comme Netflix.

L'activité de Gaumont Télévision en France s'est fortement intensifiée en 2014 grâce à l'aboutissement de développements internes comme *Résistance* (série de 6 x 52 minutes) pour TF1, *Hôtel de la plage* (série de 6 x 52 minutes) pour France 2, *Interventions* (série de 6 x 52 minutes) pour TF1 et *La trouvaille de Juliette* (unitaire de 90 minutes) pour France 3, soit plus de 17 heures de fictions produites. En 2015, France 2 diffusera la saison 2 d'*Hôtel de la plage* et une nouvelle série sera tournée au second semestre pour M6, *Blanc* de Pascal Chaumeil.

L'activité de production de séries d'animation est un long processus de fabrication. Les productions et livraisons peuvent s'étaler sur plusieurs années. La série de 104 épisodes de *Calimero*, dont la livraison a commencé en 2013, finira d'être livrée à TF1 en 2015. *Oui-Oui* est en cours de production pour France Télévision ainsi que *Bienvenue à Bric-à-Broc* pour Canal+. La série d'animation *Belle et Sébastien* pour M6 devrait rentrer en production en 2015.

Le chiffre d'affaires lié aux fictions et aux séries d'animation françaises s'élève à € 25 millions contre € 8,4 millions en 2013.

L'activité de Gaumont International Television aux Etats-Unis est également très intensive depuis sa création il y a moins de 5 ans. Les séries américaines *Hannibal* et *Hemlock Grove* ont vu le jour en 2013. L'une a pour partenaires principaux NBC, AXN-Sony et Prosieben, Canal + et Sky en Europe ; l'autre Netflix. Depuis, ces deux séries ont été renouvelées pour leur troisième saison. Deux nouvelles séries sont actuellement en cours de production pour Netflix et seront aussi livrées en 2015. *Narcos*, en cours de tournage en Colombie et *F is for Family*, série d'animation réalisée en collaboration avec Gaumont Animation en France.

Le chiffre d'affaires lié aux fictions américaines s'élève à € 64,4 millions contre € 57,2 millions en 2013.

Enfin, Les Cinémas Gaumont Pathé, détenus à 34 % par Gaumont, poursuivent leur politique de développement et de réaménagement de leur parc de salles constitué de près de 1 000 écrans répartis en France, aux Pays-Bas et en Suisse. Le chiffre d'affaires s'élève à € 686,3 millions en 2014 contre € 668,2 millions en 2013 ; la hausse provenant essentiellement du marché français où les entrées progressent de plus de 5 % à l'instar du marché.

Il est difficile d'énumérer tous les développements tant ils sont nombreux. Gaumont souhaite aujourd'hui créer une véritable synergie entre les métiers et les départements internes, travailler avec le plus grand nombre de diffuseurs en France, en Europe et ailleurs, et ouvrir les passerelles de la création avec les talents pour passer du long-métrage à la fiction télévisuelle, ou inversement.

14 films sortiront en 2015. Sans tomber dans le jeunisme à tout prix, il y a une réelle volonté chez Gaumont de découvrir de nouveaux talents en produisant des premiers films. Le premier des premiers films est *Toute première fois* de Mathieu Govare et Noémie Saglio, qui a été récompensé par deux prix au festival de l'Alpe d'Huez. Puis *Adama* de Mathieu Vadepied, qui fut le chef opérateur d'*Intouchables*, *La résistance de l'air* de Fred Grivois et *Nous trois ou rien* de Kheiron.

Nous mettrons également en avant des réalisatrices comme Emma Luchini avec *Un début prometteur*, puis à nouveau Noémie Saglio et Eloïse Lang avec leur fameuse *Connasse, princesse des cœurs*. Nous retrouvons des auteurs que nous souhaitons suivre : Philippe Guillard avec *On voulait tout casser*, Jérôme Enrico avec *Cerise* et Rémi Bezançon avec *Nos futurs*. D'autres talents feront leur début chez Gaumont : Christian Vincent avec *L'Hermine*, Philippe Leguay avec *Floride* et Jean-Patrick Benes avec *Arès*. Enfin nous clôturerons l'année avec le nouvel opus de *Belle et Sébastien, l'aventure continue* réalisé par Christian Duguay.

En 2015, Gaumont fêtera ses 120 ans. Les frères Lumière précèdent de quelques mois Léon Gaumont dans la naissance du cinéma. Tandis qu'une exposition leur rendra hommage au Grand Palais, Gaumont déroulera son histoire dans un parcours ludique pour tous pendant trois mois au Centquatre, dans le 19^{ème} arrondissement de Paris.

Je tiens à remercier tous les actionnaires pour leur soutien et leur fidélité, ainsi que l'ensemble du personnel pour le concours qu'il a apporté aux diverses activités de la société et notamment ceux qui au sein du comité d'entreprise ou des délégations professionnelles ont contribué au bon fonctionnement des institutions légales et des œuvres sociales.

Sidonie DUMAS, le 1^{er} avril 2015



1 PRESENTATION DU GROUPE GAUMONT

Historique 10

Chiffres clés consolidés 11



Historique

- 1895 ▶ Dépôt des statuts de la société en commandite simple L. Gaumont et Cie.
- 1907 ▶ La société L. Gaumont et Cie est transformée en société anonyme et devient la Société des Etablissements Gaumont (SEG).
- 1925 ▶ Création de la société Gaumont Metro Goldwyn (GMG), en association avec la Metro Goldwyn Mayer, qui assure la distribution des films sur le territoire français.
- 1928 ▶ Dissolution de la GMG.
- 1930 ▶ La SEG donne naissance à la Gaumont Franco Film Aubert (GFFA).
- 1938 ▶ La GFFA devient la Société Nouvelle des Etablissements Gaumont (SNEG).
- 1975 ▶ La SNEG devient Gaumont.
- 1993 ▶ Création de Gaumont Buena Vista International, en association avec Buena Vista International, filiale de Disney, qui assure la distribution des films sur le territoire français.
- 2001 ▶ Naissance d'EuroPalaces, renommée en 2010 Les Cinémas Gaumont Pathé, suite au regroupement des activités d'exploitation de salles de cinéma des sociétés Gaumont et Pathé qui détiennent respectivement 34 % et 66 % du capital du premier exploitant français et l'un des acteurs majeurs de l'exploitation européenne.
- 2002 ▶ Acquisition par Gaumont de la société Télédis.
- 2003 ▶ Création de Gaumont Vidéo, éditeur vidéo du Groupe.
Création de Gaumont Pathé Archives suite au regroupement des fonds d'archives d'actualités cinématographiques et audiovisuelles des sociétés Gaumont et Pathé qui détiennent respectivement 57,5 % et 42,5 % de cette société qui offre un pôle incontournable d'images sur l'histoire du 20^e siècle.
- 2004 ▶ Fin de l'association entre Gaumont et Buena Vista International.
Création du GIE Gaumont Columbia TriStar Films, en association avec Columbia TriStar Films, qui assure la distribution des films sur le territoire français.
Acquisition par Gaumont de la société Les Films du Livradois.
- 2007 ▶ Acquisition par Gaumont des sociétés LGM Participations et LGM Cinémas.
Acquisition par Gaumont de la société Arkéion Films.
Acquisition par Gaumont de la société Alphanim, renommée Gaumont Animation en 2013, l'un des premiers producteurs de séries animées pour la télévision.
- 2008 ▶ Acquisition par Gaumont de la société Productions de la Guéville renommée Autrement Productions.
Dissolution du GIE Gaumont Columbia TriStar Films.
- 2010 ▶ Prise de participation de Gaumont dans le capital de la société de production Légende, devenant ainsi partenaires à long terme pour la production et la distribution de longs-métrages et de séries télévisuelles.
Création aux Etats-Unis de Gaumont International Télévision Llc, structure de production de séries télévisuelles destinées au marché américain et international.
- 2012 ▶ Acquisition par Gaumont de la société NEF (Nouvelles Editions de Films), fondée en 1956 et détentrice de la quasi-totalité des œuvres de Louis Malle.
- 2013 ▶ Acquisition par Gaumont de la société Fideline Films, détentrice des principaux films de Pierre Richard.



Chiffres clés consolidés

(en millions d'euros sauf indication contraire)	Normes IFRS				
	31.12.14	31.12.13	31.12.12	31.12.11	31.12.10
Production cinématographique	96,8	99,8	92,1	111,7	93,3
Salles France	25,7	25,5	12,3	55,4	16,1
Vidéo France	10,5	9,4	11,3	11,7	13,3
Vidéo à la demande France	3,3	3,4	2,6	2,1	0,9
Télévision France	17,3	23,5	26,3	21,9	31,8
International	32,6	31,6	34,7	15,7	25,8
Autres ⁽¹⁾	7,4	6,4	4,9	4,9	5,4
Production télévisuelle	89,4	65,5	9,0	5,7	8,6
Fictions américaines	64,4	57,2	-	-	-
Fictions françaises	18,2	0,2	1,7	1,8	0,7
Films et séries d'animation	6,8	8,1	7,3	3,9	7,9
Redevance de marque ⁽²⁾	3,8	3,8	4,0	2,1	-
Chiffre d'affaires	190,0	169,1	105,1	119,5	101,9
Résultat net part du Groupe	18,3	12,7	21,2	26,6	12,1
Résultat net par action (en euros)	4,3	3,0	5,0	6,2	2,9
Capitaux propres part du Groupe	251,4	240,1 ⁽⁴⁾	264,5	252,1	227,2
Dividende par action (en euro)	1,0 ⁽³⁾	1,0	1,0	1,3	0,3
Investissements :					
Films cinématographiques	37,6	53,0	21,4	24,9	30,9
Séries animées et fictions télévisuelles françaises	20,7	22,3	13,0	10,6	8,6
Fictions télévisuelles américaines	67,3	50,9	48,0	-	-
Variations de périmètre	0,9	1,7	3,3	0,4	6,0
Autres	1,7	3,6	3,0	0,8	0,8
Investissements	128,2	131,5	88,7	36,7	46,3

(1) Dont principalement les activités de Gaumont Pathé Archives, la vente de produits dérivés et l'édition musicale.

(2) Redevance mise en place en juillet 2011.

(3) Dividende proposé à l'Assemblée générale du 5 mai 2015.

(4) L'écart d'acquisition lié au rachat des minoritaires de Pathé Holding BV par Les Cinémas Gaumont Pathé a été comptabilisé en diminution des capitaux propres pour un montant de M€ 30, conformément aux normes IFRS.



PRESENTATION DU GROUPE GAUMONT

2 ACTIVITE

Panorama du marché	14
Résultats des activités du groupe Gaumont	25
Activité et résultats de la société Gaumont	31
Facteurs de risques	34



Panorama du marché

La production cinématographique

Recul confirmé du devis moyen en 2014

Evolution du nombre de films et des investissements

	Nombre de films			Investissements (en millions d'euros)		
	2014	2013	2012	2014	2013	2012
Films d'initiative française	203	209	209	799	1 020	1 066
Films à majorité étrangère	55	61	70	195	226	277
TOTAL	258	270	279	994	1 246	1 342

Source : Rapport CNC – Les premiers chiffres de la production cinématographique 2014.

258 films ont été agréés en 2014, soit 12 films de moins que l'année précédente. Pour la quatrième année consécutive les investissements dans la production sont en recul et s'établissent à € 1 milliard en 2014. Le devis moyen continue de diminuer à € 3,85 millions par film en 2014 contre € 4,6 millions en 2013 et € 4,8 millions en 2012.

Les films d'initiative française toujours largement majoritaires

Les films d'initiative française représentent 78,7 % de la production totale, soit 203 films produits en 2014. Les investissements mobilisés s'élèvent à € 0,8 milliard en 2014, pour un devis moyen de € 3,9 millions en baisse de 19,3 % par rapport à 2013.

55 films avec un financement majoritairement étranger ont été agréés en 2014, soit 21,3 % de la production totale. Le devis moyen de ces films passe de € 3,7 millions en 2013 à € 3,5 millions en 2014.

La distribution cinématographique

Classement 2014 des distributeurs

Rang 2014	Rang 2013	Distributeur	Total entrées 2014 (en millions)	Part de marché (en %)
1	3	Twentieth Century Fox	27,9	14,8 %
2	1	Warner Bros. Pictures France	17,7	9,4 %
3	14	UGC Distribution	15,0	8,0 %
4	2	The Walt Disney Company France	13,4	7,1 %
5	7	Metropolitan Filmexport	12,3	6,5 %

Source : Le film français N° 3625 du 30 janvier 2015 – Bilan distribution.

Twentieth Century Fox prend la première place du classement des distributeurs en France en 2014, avec une augmentation de 73 % du nombre total de ses entrées par rapport à 2013. Parmi les 24 films sortis par le distributeur en 2014, 10 films dépassent un million d'entrées : *La planète des singes : l'affrontement* est quatrième au box-office 2014 avec 3,7 millions d'entrées, *Dragons 2* réalise 3,4 millions d'entrées et *X-Men : days of future past* 3,3 millions d'entrées.

Warner Bros. Pictures France se positionne en deuxième place du classement. Les 3 meilleurs films de son programme de sorties 2014 sont : *Le Hobbit : la bataille des cinq armées*, onzième au box-office avec 3 millions d'entrées, *Interstellar* et *300 : la naissance d'un empire* qui réalisent respectivement 2,5 millions d'entrées et 1,6 million d'entrées.

Troisième au classement des distributeurs, UGC Distribution obtient la première place au box-office grâce au film *Qu'est qu'on a fait au bon Dieu ?* qui réalise 12,3 millions d'entrées.

The Walt Disney Company France est cette année en quatrième position grâce au film *Les gardiens de la galaxie* qui réalise 2,4 millions d'entrées. Le distributeur compte 4 autres films au-delà d'un million d'entrées : *Maléfique*, *Captain America*, *le soldat de l'hiver*, *Clochette et la fée pirate* et *Planes 2*.

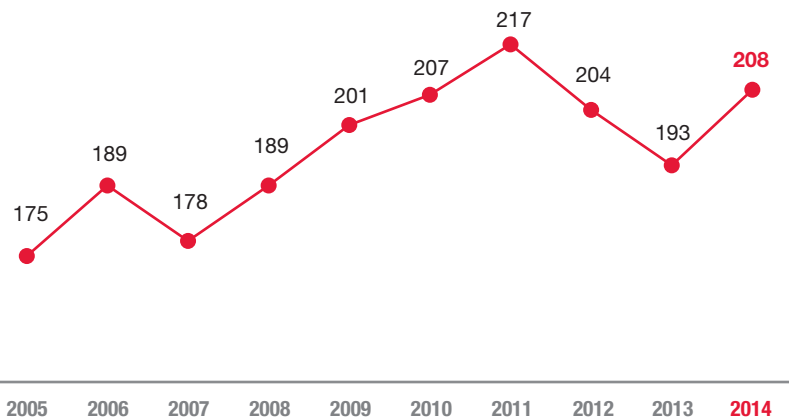
Metropolitan Filmexport occupe en 2014 la cinquième place du classement. Parmi les 25 films distribués en 2014, 3 films dépassent un million d'entrées : *Le loup de Wall Street* et *Hunger games : la révolte 1^{re} partie* avec 3 millions d'entrées chacun, et *Expendables 3* avec 1,1 million d'entrées.

L'exploitation cinématographique

La fréquentation des salles repasse au dessus de 200 millions d'entrées

La fréquentation des salles augmente et passe de 193 millions d'entrées à 208 millions d'entrées soit une augmentation de 8 % par rapport à 2013 ce qui constitue le deuxième plus haut niveau depuis 1967.

Evolution des entrées sur dix ans (en millions d'entrées)

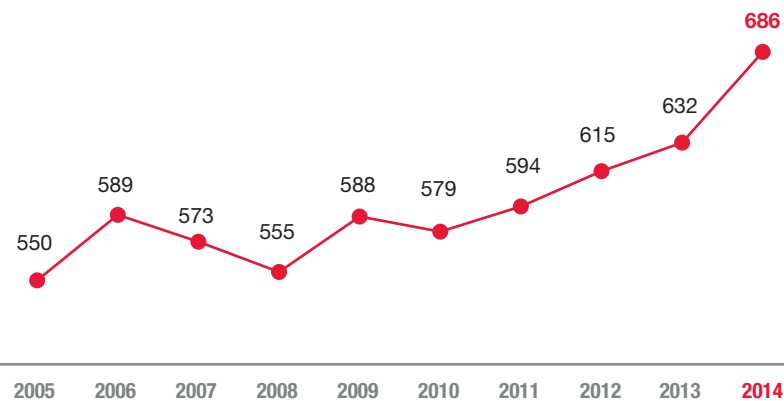


Source : CNC – Fréquentation cinématographique : retour sur l'année 2014.

Un nombre croissant de films sortis en salles

686 nouveaux films sont sortis en salles en 2014 contre 632 films en 2013 et 615 en 2012, soit une moyenne de près de 13 films par semaine.

Evolution du nombre de films sortis sur dix ans*



* Hors ressorties.

Source : Le film français N° 3625 du 30 janvier 2015 – Bilan distribution.

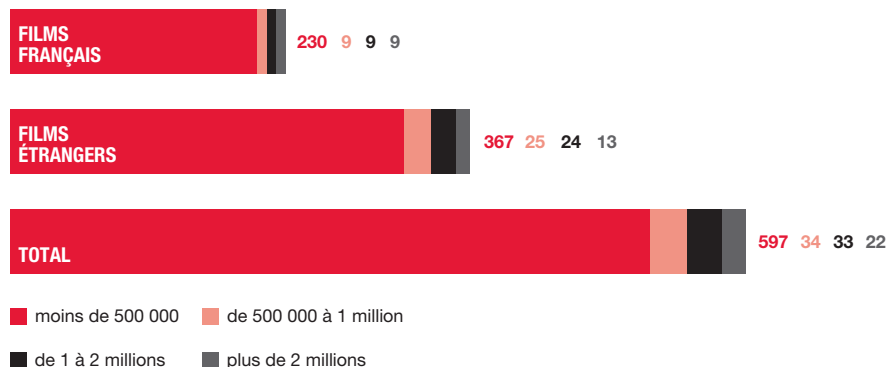


ACTIVITE

Panorama du marché

55 films réalisent plus d'un million d'entrées

Répartition des films en fonction du nombre d'entrées



Sur les 686 films sortis en salles en 2014, 22 films réalisent plus de 2 millions d'entrées, soit 3 % des films comme en 2013. Le cinéma américain obtient les meilleurs résultats du box-office avec 12 films au-delà de ce seuil. Le cinéma français progresse avec 9 films au-delà de 2 millions d'entrées soit 6 films de plus par rapport à 2013. Seul 1 film étranger atteint 2 millions d'entrées en 2014.

55 films réalisent plus d'un million d'entrées, dont 18 films français et 30 américains, des niveaux comparables à ceux de 2013 avec 15 films français et 33 films américains.

Source : Le film français N° 3625 du 30 janvier 2015 – Bilan distribution.

Les films français dominent le box-office 2014

Classement 2014 des films

Rang	Titre	Distributeur	Entrées France (en millions)
1	<i>Qu'est qu'on a fait au bon Dieu ? (Fr)</i>	UGC Distribution	12,3
2	<i>Supercondriaque (Fr)</i>	Pathé Distribution	5,3
3	<i>Lucy (Fr)</i>	EuropaCorp Distribution	5,2
4	<i>La planète des singes : l'affrontement (3D) (US)</i>	Twentieth Century Fox	3,8
5	<i>Dragons 2 (3D) (US)</i>	Twentieth Century Fox	3,4

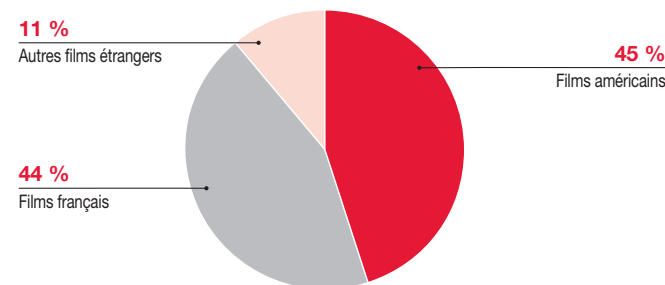
Source : Le film français N° 3625 du 30 janvier 2015 – entrées arrêtées au 24 décembre 2014.

Trois films français se placent dans le Top 5 du classement 2014 : *Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?* avec 12,3 millions d'entrées, *Supercondriaque* avec 5,3 millions d'entrées et *Lucy* avec 5,2 millions d'entrées. Les autres principaux succès français sont *Samba* et *Les vacances du petit Nicolas* qui réalisent respectivement 3,1 millions d'entrées et 3 millions d'entrées.

Le cinéma américain complète le Top 5 du box-office. *La planète des singes : l'affrontement* qui prend la quatrième place avec 3,8 millions d'entrées et *Dragons 2* avec 3,4 millions d'entrées. Les autres principaux succès américains sont *X-Men : days of future past* et *Rio 2* avec 3,3 millions d'entrées chacun. Cette année aucun film américain n'a franchi la barre des 5 millions d'entrées.

La part de marché des films français augmente et atteint son plus haut niveau depuis 30 ans

Parts de marché des films par nationalité en 2014



La fréquentation des films français augmente de 40,2 % en 2014 par rapport à 2013, passant de 64,2 millions d'entrées à 91,6 millions d'entrées et atteint son niveau le plus haut depuis 30 ans (94,2 millions en 1984).

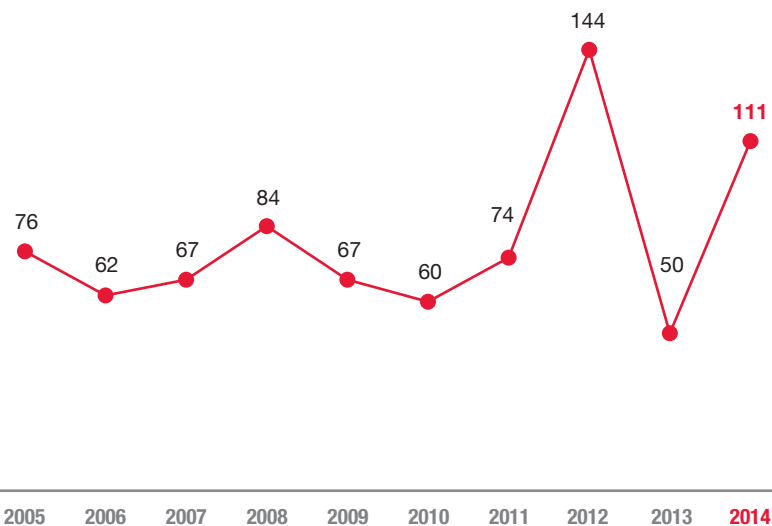
La part de marché des films français passe de 33,8 % en 2013 à 44 % tandis que les parts du cinéma américain et des autres films étrangers reculent pour atteindre respectivement 45 % et 11 %.

Source : CNC – Fréquentation cinématographique : retour sur l'année 2014.

Le marché international pour les films français

Rebond de la fréquentation internationale du cinéma français

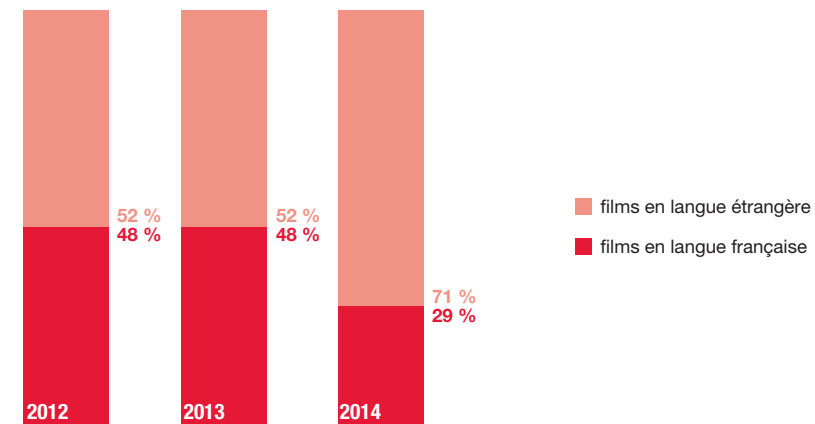
Evolution des entrées du cinéma français à l'international (en millions d'entrées)



La fréquentation internationale des films français en 2014 atteint son deuxième record depuis 20 ans avec 111 millions d'entrées pour € 640 millions de recettes, soit une hausse respective de 119 % et 114 % par rapport à 2013. 70 films font plus de 100 000 entrées et 14 films ont rassemblé plus d'1 million d'entrées.

Le film de Luc Besson, *Lucy*, concentre à lui seul 53,6 millions d'entrées et devient le plus gros succès français à l'étranger. *Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?* en deuxième position, séduit 6,7 millions de spectateurs. Suivent *La Belle et la Bête* avec 4,4 millions d'entrées et *Grace de Monaco* avec 3 millions d'entrées. Les quatre films représentent ensemble 61 % des entrées de films français à l'étranger.

Répartition des entrées selon la langue originale



La répartition de la fréquentation internationale des films français est de 71 % pour les films en langue étrangère et de 29 % pour les films en langue française. Les films en langue française affichent leur taux le plus bas depuis 2007, cette diminution est expliquée par le succès de *Lucy* qui est en langue anglaise et qui représente près de 50 % des entrées.

La fréquentation internationale des films français augmente de 26 % pour les films en langue française, passant de 25 millions d'entrées en 2013 à 32 millions d'entrées en 2014, et de 211 % pour les films en langue étrangère passant de 25,5 millions d'entrées en 2013 à 79 millions en 2014.

L'Europe occidentale, premier marché d'exportation du cinéma français

En 2014, la fréquentation en Europe occidentale représente 30 % des entrées des films français enregistrés à l'international contre 37 % en 2013.

L'Allemagne représente 26 % des entrées de l'Europe occidentale avec 8,6 millions d'entrées. Les deux premiers films français sur ce marché sont *Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?* avec 3,7 millions d'entrées et *Lucy* qui réalise 1,6 million d'entrées.

Au Royaume-Uni, les films français enregistrent 3 millions d'entrées. Les meilleurs résultats ont été réalisés par *Lucy* avec 2,2 millions d'entrées.

En Suisse, la fréquentation progresse de 70 % à 2,2 millions d'entrées. *Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?* réalise la meilleure performance avec 460 000 entrées.

Les marchés espagnol et italien représentent 33 % des entrées de l'Europe occidentale. L'Espagne est en hausse de 138 % à 4,7 millions d'entrées et l'Italie est en hausse de 59 % à 6,2 millions d'entrées.



ACTIVITE

Panorama du marché

Hors Europe, le cinéma français est présent sur tous les territoires

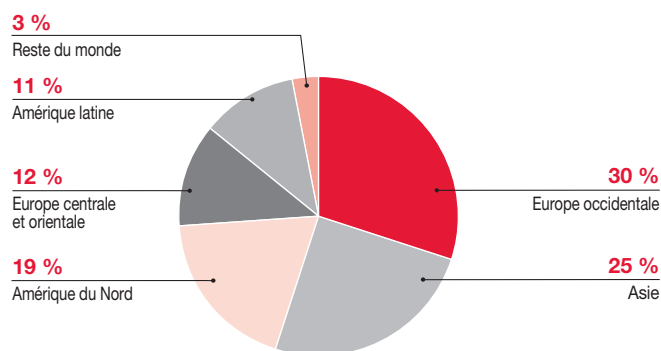
Pour la deuxième année consécutive, l'Asie est le deuxième marché d'exportation de films français avec 28,5 millions d'entrées. Sur ce marché, le premier succès est *Lucy* qui dépasse 13 millions d'entrées.

Malgré les quotas qui limitent les sorties à 8 films français, la Chine progresse cette année de 234 % avec 17,3 millions de spectateurs.

L'Amérique du Nord reste la troisième zone territoriale avec 21,7 millions d'entrées. Les deux premiers films, *Lucy* et *Brick Mansions* réalisent respectivement 16,1 millions d'entrées et 2,6 millions d'entrées.

En Russie, le volume d'entrées progresse de 251 % à 7,4 millions de spectateurs en 2014 contre 2,1 millions en 2013.

Répartition par zone géographique des entrées réalisées par les films français à l'international



Source : Rapport Unifrance – Les résultats des films français à l'international en 2014.

La production de fiction aux Etats-Unis

Un marché dominé par les studios de télévision des majors du cinéma

Aux Etats-Unis le marché de la production de fiction télévisuelle se partage essentiellement entre 6 studios de production, principalement des filiales des *majors* du cinéma, qui concentrent plus de 90 % des investissements : ABC Studios, CBS Television, Warner Bros, Universal Television, Sony Pictures Television et Twentieth Century Fox.

Le reste du marché se répartit entre plus de 500 producteurs indépendants dont les plus actifs sont Lionsgate, eOne, Gaumont International Television, FremantleMedia, BBC Worldwide productions, ITV studios et Endemol studios.

Source : CSA, juillet 2012 – La production de fiction aux Etats-Unis.

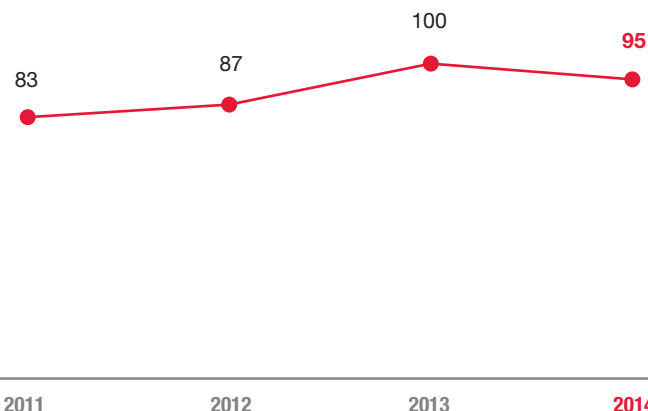
La fiction reste dominante dans l'offre des programmes

La fiction est le deuxième genre dans l'offre de programmes des *networks* et se positionne comme un programme de soirée. Chaque année, chaque *network* américain diffuse entre 8 à 10 séries. Les *networks* produisent majoritairement des séries de 22 épisodes, pour un budget moyen par épisode de \$ 3 à 4 millions. Une même série peut être rediffusée entre 2 et 3 fois. Les chaînes du câble produisent majoritairement des séries de 13 épisodes, pour un budget moyen par épisode de \$ 1,5 à 2,5 millions. Une même série peut être rediffusée entre 17 et 18 fois.

Source : CSA, juillet 2012 – La production de fiction aux Etats-Unis.

Chaque année les *networks* commandent une centaine de nouveaux projets. Le taux de transformation de ces pilotes en commande de séries est très disparate d'une année à l'autre et d'une chaîne à l'autre. Le nombre de séries commandées progresse de 36 à 47 entre 2012 et 2013 pour les cinq principaux *networks*. Les séries dramatiques sont majoritaires et représentent 62 % des commandes en 2013 contre 56 % en 2012.

Evolution des commandes de pilotes

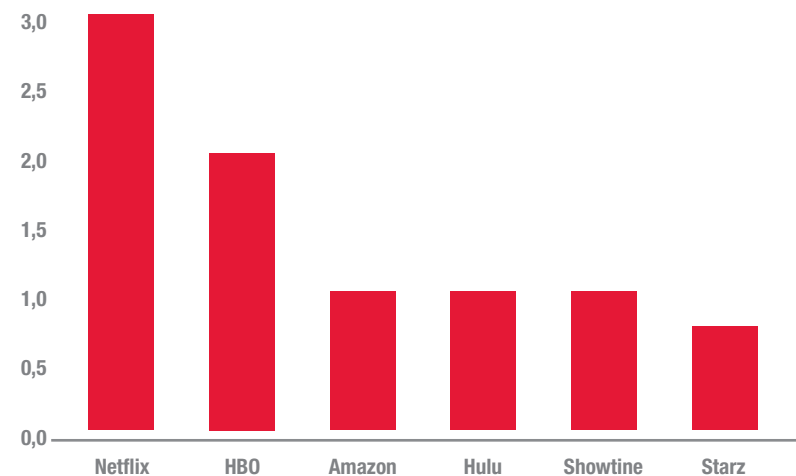


Source : TV By the Numbers du 19 février 2013 et du 20 février 2014.

Une contribution croissante des distributeurs de contenus en ligne dans le financement de la fiction américaine

L'essentiel des coûts de production des fictions américaines est traditionnellement couvert par les préventes faites aux chaînes du câble (télévision par abonnement et télévision câblée avec publicité), et par les préventes aux *networks* américains (chaînes gratuites financées par la publicité essentiellement). La contribution des distributeurs de contenus en ligne tels Netflix, Amazon, iTunes et Hulu, nouveaux entrants sur ce marché, devient significative dès 2011. Ces distributeurs investissent largement dans des séries originales et dans l'acquisition de contenus, donnant ainsi un nouvel élan au marché. Netflix, principal intervenant du segment, a dépensé en 2014 \$ 2,8 milliards de dollars en programmes dont \$ 243 millions en production originale et annonce une accélération de sa politique d'investissement pour les années à venir.

Investissements dans les programmes en 2014 (en milliards de dollars)



Source : Company Reports, Janney Capital Markets.

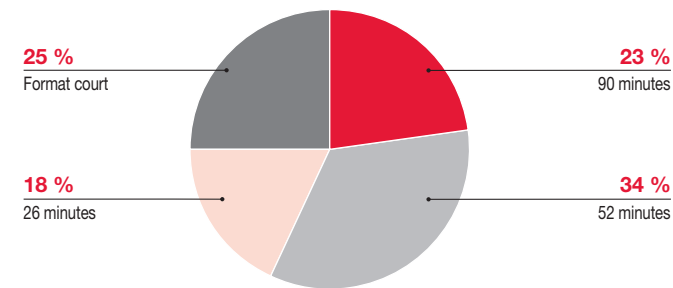
Les investissements massifs de ces nouveaux acteurs et leur nouveau mode de production en *direct-to-series* obligent les *networks* à s'engager de plus en plus dans des productions de séries sans passer par l'étape du pilote.

La production de fiction française

Le volume de production de la fiction française reste stable

Le volume annuel de production de fiction oscille depuis 10 ans autour de 800 heures avec un pic à 912 heures en 2008.

Répartition du volume de production par format



Source : CNC – La production audiovisuelle aidée en 2013 (avril 2014).

Les séries de 52 minutes représentent toujours le premier format de fiction avec 34 %, devant le format court à 25 %. Le volume de 52 minutes est en hausse de 28 % par rapport à 2012 à 263 heures. A l'inverse les volumes des 90 minutes et 26 minutes connaissent un nombre d'heures en baisse par rapport à 2012.

Les diffuseurs demeurent les premiers contributeurs au financement de la fiction française

Les apports des chaînes nationales gratuites représentent plus de 90 % des investissements totaux des diffuseurs dans la production de fiction en 2013 contre 91,5 % en 2012. Les chaînes payantes, y compris Canal+, couvrent 9,6 % des apports totaux, contre 8,2 % en 2012.

Les apports du CNC augmentent de 6,7 % à € 78 millions contre € 73 millions en 2012. Les apports étrangers sont en diminution pour la première année depuis 2009 de 42,3 % et représentent € 27,1 millions d'investissements en 2013. Les années précédentes avaient bénéficiées deancements de coproduction d'envergure internationale qui n'ont pas toutes été reconduites en 2013.



ACTIVITE

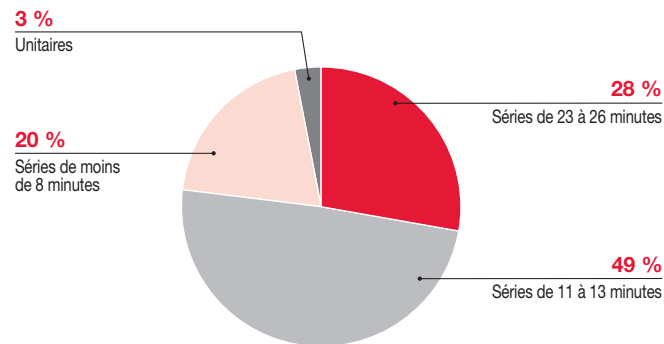
Panorama du marché

La production de programmes d'animation en France

Augmentation du volume de production de programmes d'animation

Le volume de production d'animation passe de 298 heures en 2012 à 326 heures en 2013 soit une hausse de 9,1 %.

Répartition du volume de production par format



Source : CNC – La production audiovisuelle aidée en 2013 (avril 2014).

Les séries de 11 à 13 minutes, en forte progression, représentent 49 % de la production annuelle en 2013. Les séries de moins de 8 minutes voient leur volume de production baisser de 48 % et deviennent le troisième format d'animation. Enfin les séries de 23 à 26 minutes augmentent de 14,5 % par rapport à 2012.

Les financements étrangers soutiennent la production de programmes d'animation

L'animation est le genre pour lequel les interventions étrangères sont les plus importantes. Sur les cinq dernières années, la part des financements étrangers dans le financement total des programmes d'animation représentent entre 20 % et 30 % des devis.

La part de la contribution des diffuseurs s'établit autour de 27 % tandis que la part des apports des producteurs est de 20 %. L'apport horaire du CNC est en progression de 7,4 % et les aides du CNC représentent 19 % en moyenne des devis de production contre 20 % 2012. Les autres sources de financement, qui demeurent minoritaires, sont constituées par les subventions et les financements des Sofica.

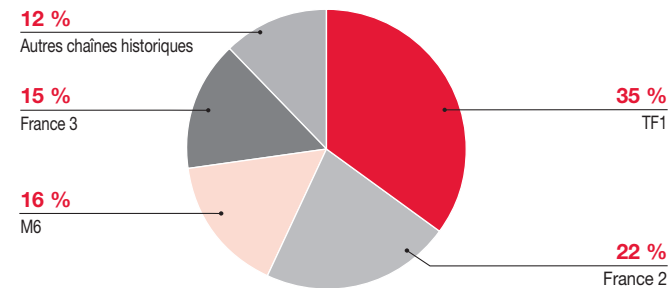
Source : CNC – La production audiovisuelle aidée en 2013 (avril 2014).

Le paysage audiovisuel en France

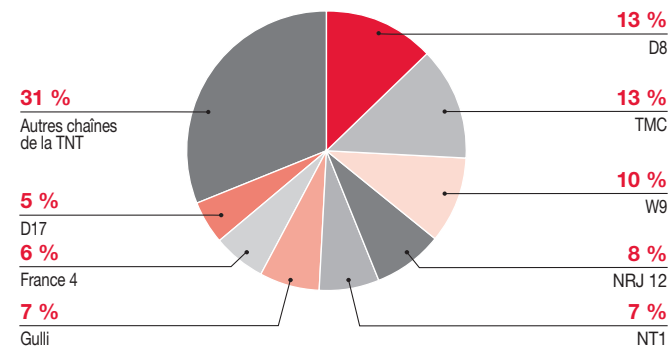
Stabilisation des parts de marché des chaînes historiques et de la TNT

La répartition des parts de marché entre les différents types de chaînes reste stable en 2014 : les chaînes historiques captent toujours près de 65 % des audiences et depuis quatre ans, les chaînes de la TNT représentent environ 25 % du marché.

Répartition des audiences des chaînes historiques



Répartition des audiences des chaînes de la TNT



TF1 toujours en première position, enregistre une hausse de sa part de marché de 0,1 point et représente 22,9 % des audiences nationales. La chaîne intègre par 95 fois le Top 100 des meilleures audiences de 2014. France 2 demeure la deuxième chaîne nationale avec une hausse de 0,1 point à 14,1 %. En troisième position, M6 enregistre une baisse de 0,5 point à 10,1 % de parts de marché. Canal+ perd 0,2 point à 2,6 % et Arte reste stable à 2 %.

Avec 25 chaînes à fin 2014, la télévision numérique terrestre (TNT) rassemble environ 25 % des audiences pour la quatrième année consécutive. D8 prend la 5^e place du classement national et devient leader des chaînes de la télévision numérique terrestre à 3,3 %, juste devant TMC qui perd 0,3 point à 3,1 % et se positionne à la 6^e place des chaînes nationales. W9 perd 0,3 point à 2,6 % de parts de marché tout comme NRJ12 qui perd 0,3 point à 1,9 % de parts d'audience.

Sources : Médiamat annuel Médiamétrie 2014 du 5 janvier 2015 ; Le film français N° 3622-3623 du 16 janvier 2015.

Augmentation des audiences des séries françaises

Trois genres de programmes composent l'essentiel du classement des 100 meilleures audiences annuelles de la télévision : la fiction américaine, les divertissements et le sport. La fiction américaine reste le genre le plus regardé mais enregistre une baisse. Elle occupe 32 rangs en 2014 contre 57 rangs un an plus tôt.

En 2014, le nombre de séries françaises dans le classement des meilleures audiences annuelles est en forte progression, avec 18 fictions soit deux fois plus que l'an dernier dont *Profilage* au 34^e rang et *Section de recherches* au 82^e rang. Les deux programmes courts *Nos chers voisins* et *Pep's* intègrent une nouvelle fois le palmarès et occupent respectivement la 51^e place et la 68^e place.

Source : Le film français N° 3622-3623 du 16 janvier 2015.

Le cinéma reste stable au classement des 100 meilleures audiences de la télévision française

Meilleures audiences des films diffusés sur les chaînes historiques en 2014

Rang	Titre	Chaîne	Audience (en millions de téléspectateurs)
1	<i>Intouchables (Fr)</i>	TF1	13,9
2	<i>Bienvenue chez les Ch'tis (Fr)</i>	TF1	11,5
3	<i>Les Tuche (Fr)</i>	TF1	8,6
4	<i>Le prénom (Fr)</i>	TF1	8,0
5	<i>Die Hard 4 : retour en enfer (US)</i>	TF1	7,4

Source : Le film français N° 3622-3623 du 16 janvier 2015.

Le cinéma occupe six places dans le Top 100 des meilleures audiences de la télévision française en 2014, comme l'année précédente.

Le top 20 des meilleures audiences cinéma comprend en 2014 neuf rediffusions contre quatre en 2013.

Parmi les 20 meilleures audiences cinéma de l'année, six films français sont présents dont *Intouchables* à la 1^{re} place avec 13,9 millions de téléspectateurs pour sa 1^{re} diffusion.

Parmi les rediffusions, *Bienvenue chez les Ch'tis* réalise une très belle audience à 11,5 millions de téléspectateurs, classé à la 2^e place contre 14,4 millions de téléspectateurs lors de sa programmation inédite. *La grande vadrouille* rassemble 7,3 millions de téléspectateurs pour sa 18^e programmation et se place en 6^e position. Le film *L'enquête Corse* se positionne en 14^e position avec 6,2 millions de téléspectateurs.

Par ailleurs, huit chaînes de la TNT réalisent leur meilleure audience avec un film.

Source : Le film français N° 3622-3623 du 16 janvier 2015.

Le paysage audiovisuel aux Etats-Unis

Les networks dominent toujours le paysage audiovisuel

Aux Etats-Unis, le paysage audiovisuel est dominé par cinq grands *networks* qui concentrent près de 25 % de la totalité des audiences : CBS, ABC (groupe Disney), NBC (groupe Universal), FOX et The CW (CBS/Time Warner). Le reste du marché se partage entre plusieurs dizaines de chaînes thématiques du câble, dont la plupart ont une faible audience. De manière générale, aucun diffuseur n'atteint individuellement 10 % de parts de marché.

Malgré une perte de plus d'un million de téléspectateurs CBS demeure la première chaîne aux Etats-Unis depuis plusieurs années. NBC progresse de 2,5 millions de téléspectateurs et prend la 2^e place du classement.

Classement des 4 premières chaînes américaines

Rang	Network	Audience (en millions de téléspectateurs)	Evolution
1	CBS	10,7	- 9 %
2	NBC	9,3	33 %
3	ABC	7,6	- 3 %
4	Fox	7,4	4 %

Source : TV By the Numbers, 20 mai 2014.

La fiction domine le classement des meilleures audiences américaines

Plusieurs genres de programmes se partagent les meilleures audiences de la télévision américaine : la fiction, les émissions de télé-réalité et de divertissement, les séries d'animation et le sport.

La fiction est le genre le plus regardé de la saison 2013-2014 avec 72 places dans le classement des 100 meilleures audiences de la télévision américaine. Les meilleures audiences sont réalisées par les séries *The Big Bang Theory*, *NCIS* et *NCIS : LA* qui sont respectivement deuxième, troisième et quatrième au classement, réunissant chacune en moyenne près de 19 millions de téléspectateurs.



ACTIVITE

Panorama du marché

Le sport détient la première place du classement grâce au *Sunday night football* qui a réuni plus de 21 millions de téléspectateurs. Ce segment apparaît deux fois au classement.

Les émissions de télé-réalité et de divertissement représentent 24 % des 100 meilleures audiences. Les émissions *Dancing with the stars* et *The Voice* occupent la cinquième, la septième et la neuvième place de ce classement réunissant entre 14 et 15 millions de téléspectateurs.

Les séries d'animation figurent à deux reprises dans le classement. Les meilleures audiences sont enregistrées par les séries d'animation *The Simpsons* et *Bob's burgers*.

Classement des 10 meilleures audiences de la télévision américaine – Saison 2013-2014

Rang	Programme	Audience (en millions de téléspectateurs)	Genre	Network
1	<i>Sunday night football</i>	21,5	Sport	NBC
2	<i>The Big Bang Theory</i>	20,0	Fiction	CBS
3	<i>NCIS</i>	19,8	Fiction	CBS
4	<i>NCIS : LA</i>	16,0	Fiction	CBS
5	<i>Dancing with the stars</i>	15,2	Télé-réalité	ABC
6	<i>Blacklist</i>	15,0	Fiction	NBC
7	<i>The Voice</i>	14,6	Télé-réalité	NBC
8	<i>Person of interest</i>	14,0	Fiction	CBS
9	<i>The Voice</i>	13,9	Télé-réalité	NBC
10	<i>Blue bloods</i>	13,6	Fiction	CBS

Sources : Nielsen Media Research ; Deadline Hollywood « Full 2013-2014 TV Season Series Rankings ».

La vidéo à la demande

Un modèle international en constante évolution

La vidéo à la demande se décline en trois modèles principaux :

- la location ou le téléchargement temporaire qui permet de disposer d'un film ou d'une série pour une durée ou un nombre de visionnage limité ;
- l'achat ou le téléchargement définitif ;
- l'abonnement mensuel, donnant accès à l'ensemble du catalogue du diffuseur en téléchargement temporaire. L'accès peut être sans limite ou à concurrence d'un nombre de films ou d'un plafond de consommation fixé mensuellement.

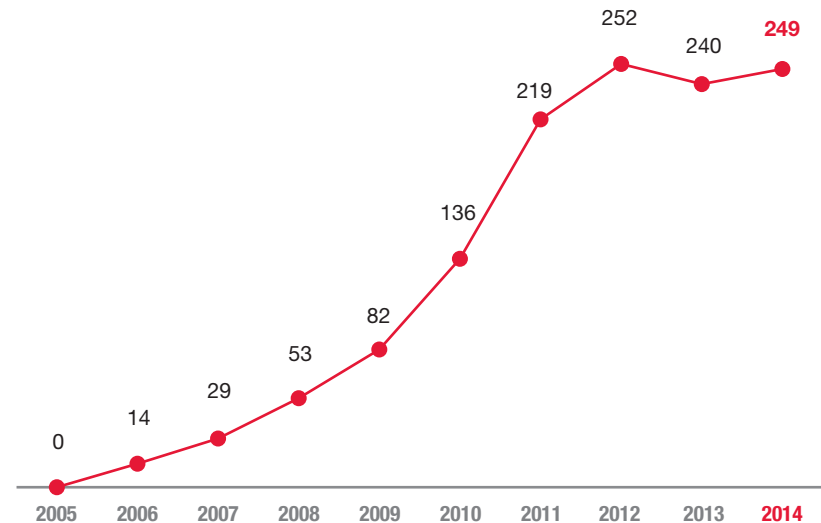
Par la variété de son offre et sa facilité d'utilisation en mode nomade, la vidéo à la demande s'intègre parfaitement aux nouvelles habitudes de consommation et attire de nombreux investisseurs. Les diffuseurs traditionnels de programmes, fournisseurs d'accès et chaînes de télévision, sont aujourd'hui concurrencés par des nouveaux entrants, acteurs purs de l'internet qui s'affranchissent des frontières.

Depuis 2007, Netflix propose un service de vidéo à la demande sur internet aux Etats-Unis avec une offre par abonnement qui permet aux utilisateurs d'accéder pour un prix mensuel de \$ 7,99 à un catalogue de plusieurs milliers de titres. Avec plus de 36 millions d'abonnés aux Etats-Unis et 14 millions à l'international en septembre 2014, Netflix s'étend peu à peu dans le monde entier au rythme de plusieurs lancements par an et aurait recruté en 2014 plus de 7 millions d'abonnés.

Le potentiel de ce marché attire d'autres groupes tels Amazon, YouTube, Wuaki.tv ou Hulu et pousse à une diversification de l'offre via l'acquisition et la diffusion de séries originales telles *House of cards* ou *Hemlock Grove* chez Netflix et *Transparent* chez Amazon.

Stabilisation du marché de la vidéo à la demande en France

Evolution du chiffre d'affaires V à D (en millions d'euros)



Source : Baromètre digital GfK-NPA.

Après 4 années de forte croissance et une première baisse en 2013, le marché de la vidéo à la demande se stabilise à € 249 millions en 2014 contre € 240 millions en 2013.

La SVàD, un nouveau mode de consommation encore confidentiel

En France, le marché de la vidéo à la demande est encore dominé par le modèle de ventes à l'acte qui représente 90 % du chiffre d'affaires en 2013 et 2014.

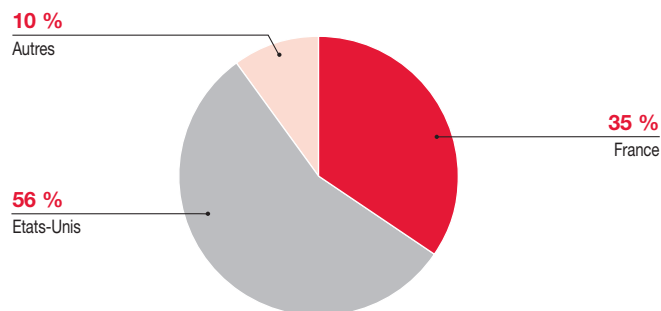
Le modèle par abonnement (SVàD) se développe et représente 10 % du marché total de la vidéo à la demande en 2014.

L'arrivée de Netflix en France en septembre 2014 a permis de faire connaître ce nouveau mode de consommation. Aujourd'hui 70 % des internautes connaissent ce type de service contre 59 % en 2013. L'offre française est cependant limitée puisqu'il existe seulement 5 acteurs : CanalPlay, leader du marché avec 500 000 abonnés à décembre 2014, Netflix crédité de 250 000 abonnés à décembre 2014, Mubi, Filmo TV et Jook. Les offres de vidéo à la demande par abonnement ont un prix mensuel qui oscille entre € 6,99 et € 11,99.

Le cinéma reste le segment majoritaire

La part du cinéma se maintient à 78 % du volume total des transactions. Le marché adulte, deuxième segment avec 11 % du volume des transactions, accuse une baisse de 8 % alors que les marchés de la fiction et de la jeunesse se maintiennent.

Origine géographique des films consommés en VàD (hors SVàD)



La part du cinéma français sur le segment du film est en hausse et s'établit à 35 %. Les films américains restent majoritaires et représentent 55 % des transactions, hors illimitées.

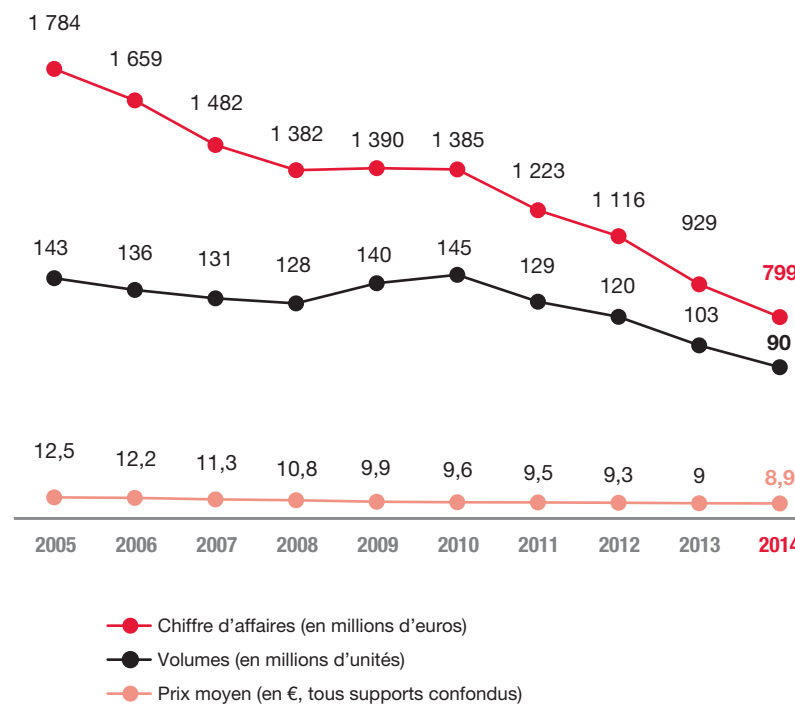
En 2014, les quatre titres les plus regardés ont été *La reine des neiges* avec 935 800 actes, *Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu ?* avec 632 700 actes, *Supercondriaque* avec 343 600 actes et *Gravity* avec 242 600 actes.

Source : Baromètre digital GfK-NPA décembre 2014, étude VOD 360 Médiamétrie – décembre 2014, étude Digital TV Research.

La vidéo en France

Les marchés du DVD et du Blu-ray continuent de baisser

Evolution du marché de la vidéo



En 2014, les Français ont dépensé € 800 millions en achats de DVD et de supports haute définition Blu-ray, un marché en baisse de 14,0 % par rapport à 2013 contre une baisse de près 16,7 % l'an passé.

Le marché de la vidéo représente 90 millions d'unités vendues, soit une baisse de 12,4 % par rapport à 2013. En volume les marchés du DVD et du Blu-ray reculent respectivement de 14,2 % et de 0,6 % par rapport à 2013.



ACTIVITE

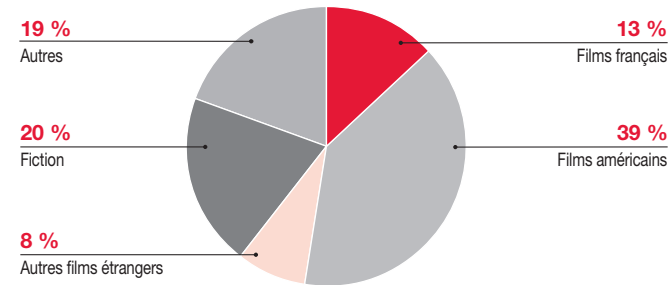
Panorama du marché

Le DVD continue de capter la grande majorité du marché et représente en valeur 76 % des ventes en 2014 contre 78 % en 2013. En 10 ans, les ventes de DVD ont été divisées par trois. Les volumes reculent de 14,2 % à 77,2 millions d'unités vendues en 2014 contre 89,9 millions d'unités en 2013. En 2014, le prix moyen d'un DVD de catalogue progresse et s'établit à € 8,86. Celui des DVD de nouveautés baisse à € 16,59.

Le volume des ventes de Blu-ray est stable entre 2013 et 2014 avec 13,1 millions d'unités. La baisse du prix moyen d'un Blu-ray en nouveauté est de 3,5 % pour s'établir à € 22,39 en 2014. Le chiffre d'affaires du Blu-ray représente € 188,3 millions, soit 24 % du chiffre d'affaires de la vidéo contre 22 % en 2013. Les ventes de Blu-ray ne compensent pas la baisse des ventes de DVD et reviennent à leur niveau de 2010.

Le cinéma domine toujours le marché de la vidéo

Parts de marché vidéo selon le contenu



En valeur, le cinéma continue d'occuper la première place sur le marché de la vidéo et se maintient à 60 % du total des recettes en 2014. Les résultats des ventes en volume comme en valeur sont à la baisse, respectivement de 14,8 % et 14,4 %.

Le cinéma français est le troisième segment du marché de la vidéo et représente 13 % du marché pour un montant de recettes de € 106 millions en 2014.

Les films américains, premier segment du marché de la vidéo, restent majoritaires et baissent légèrement en passant de 40 % en 2013 à 39 % en 2014. Pour autant, le chiffre d'affaires des films américains diminue de 12,9 % pour atteindre € 310 millions en 2014. En volume, près de 26 millions de DVD et Blu-ray de films américains ont été vendus en France en 2014, soit une baisse de 13,2 % par rapport à 2013. Les films américains réalisent 73,2 % du chiffre d'affaires des ventes de films en Blu-ray.

Comme en 2013, la fiction représente 20 % du marché de la vidéo en 2014 et constitue le deuxième segment le plus vendu en vidéo. Les recettes de la fiction reculent de 12,1 % à € 163,5 millions. La fiction américaine et la fiction française représentent respectivement 70 % et 11 % des ventes de ce segment.

Source : Baromètre Vidéo CNC-GfK : le marché de la vidéo physique en 2014.



Résultats des activités du groupe Gaumont

Chiffres clés

	2014		2013		variation
	en milliers d'euros	en % du chiffre d'affaires	en milliers d'euros	en % du chiffre d'affaires	
Chiffre d'affaires	190 074	100 %	169 106	100 %	12 %
Résultat opérationnel des activités de production et de distribution cinématographique et télévisuelle ⁽¹⁾	31 649	17 %	35 537	21 %	- 11 %
Résultat opérationnel des activités d'exploitation des salles ⁽¹⁾	22 688	12 %	17 763	11 %	28 %
Résultat opérationnel après quote-part du résultat net des entreprises associées	21 267	11 %	19 254	11 %	10 %
Résultat net consolidé	18 386	10 %	12 776	8 %	44 %
Investissements de l'activité de production cinématographique	37 583	20 %	53 035	31 %	- 29 %
Investissements de l'activité de production télévisuelle	88 044	46 %	73 195	43 %	20 %

(1) Après quote-part du résultat net des entreprises associées, hors frais de structure.

Les résultats consolidés

Chiffre d'affaires par activité

Le chiffre d'affaires consolidé de Gaumont s'élève à k€ 190 074 en 2014 contre k€ 169 106 en 2013. L'accroissement du chiffre d'affaires tient à l'essor des activités de production télévisuelle.

La production et la distribution d'œuvres cinématographiques

Le chiffre d'affaires de l'activité de production cinématographique s'élève à k€ 96 832 en 2014 contre k€ 99 741 en 2013.

La distribution en salles

Le chiffre d'affaires lié à la distribution des films dans les salles en France s'élève à k€ 25 662 au 31 décembre 2014 contre k€ 25 502 au 31 décembre 2013.

Treize films de long-métrage sont sortis au cours de l'exercice 2014 :

- *L'amour est un crime parfait* de Jean-Marie et Arnaud Larrieu, avec Karin Viard, Maïwenn, Sara Forestier, Mathieu Amalric et Denis Podalydès, sorti le 15 janvier ;
- *Mea Culpa* de Fred Cavayé, avec Gilles Lellouche, Vincent Lindon et Nadine Labaki, sorti le 5 février ;
- *Diplomatie* de Volker Schlöndorff, avec Niels Arestrup et André Dussollier, sorti le 5 mars ;
- *Avis de mistral* de Rose Bosch, avec Jean Reno et Ana Galiena, sorti le 2 avril ;
- *Libre et assoupi* de Benjamin Guedj, avec Baptiste Lecaplain, Charlotte Le Bon, Félix Moati et Denis Podalydès, sorti le 7 mai ;
- *Grace de Monaco* d'Olivier Dahan, avec Nicole Kidman et Tim Roth, sorti le 14 mai ;
- *Amour sur place ou à emporter* d'Amelle Chahbi, avec Amelle Chahbi et Noom Diawara, sorti le 28 mai ;
- *A toute épreuve* d'Antoine Blossier, avec Marc Lavoine, Samy Seghir et Thomas Solivérès, sorti le 9 juillet ;
- *Gemma Boverly* d'Anne Fontaine, avec Gemma Arterton et Fabrice Luchini, sorti le 10 septembre ;
- *Samba* d'Eric Toledano et Olivier Nakache, avec Omar Sy, Charlotte Gainsbourg et Tahar Rahim, sorti le 15 octobre ;
- *Respire* de Mélanie Laurent, avec Isabelle Carré, Joséphine Japy et Lou de Laâge, sorti le 12 novembre ;
- *La French* de Cédric Jimenez, avec Jean Dujardin, Gilles Lellouche, Benoît Magimel et Mélanie Doutey, sorti le 3 décembre ;
- *Le temps des aveux* de Régis Wargnier, avec Raphaël Personnaz et Olivier Gourmet, sorti le 17 décembre.

Gaumont réalise comme l'an passé plus de 10 millions d'entrées, pour 13 films sortis au cours de l'année. Deux films réalisent près de la moitié des entrées de l'année : *Samba* avec 3,2 millions d'entrées et *La French* avec 1,3 million d'entrées. Les deux derniers films sortis en 2013, *Les garçons et Guillaume*, *à table !* et *Belle et Sébastien* réalisent 2,2 millions d'entrées en 2014, totalisant respectivement 2,9 et 3 millions d'entrées sur l'ensemble de leur exploitation.

En comparaison, Gaumont a distribué onze films en salles au cours de l'année 2013.



ACTIVITE

Résultats des activités du groupe Gaumont

L'édition vidéo et la vidéo à la demande

Le chiffre d'affaires lié à la distribution en vidéo et vidéo à la demande en France s'élève à k€ 13 785 en 2014 contre k€ 12 777 en 2013.

Les ventes de la vidéo physique en France progressent pour atteindre k€ 10 454 en 2014 contre k€ 9 362 en 2013. Elles sont portées par les ventes de nouveautés, 12 films récents édités en 2014 contre 9 en 2013, et particulièrement par les ventes de *Belle et Sébastien* et *Les garçons et Guillaume, à table !*. A l'instar du marché, les ventes de films du catalogue quant à elles, diminuent par rapport à l'an passé. Les ventes en vidéo physique représentent 1,6 million d'unités vendues.

Les ventes en vidéo à la demande sont stables et s'élèvent à k€ 3 331 en 2014 contre k€ 3 415 en 2013. Elles bénéficient, des ventes du film *Les garçons et Guillaume, à table !* qui représentent près de 25 % du chiffre d'affaires, devenant ainsi la meilleure vente en vidéo à la demande de Gaumont avec 320 000 actes.

La vente de droits de diffusion aux télévisions

Le chiffre d'affaires lié aux ventes de droits de diffusion aux chaînes de télévision françaises s'élève à k€ 17 329 en 2014 contre k€ 23 510 en 2013.

Gaumont ayant privilégié des apports forfaitaires pour les productions récentes, aucune prévente de nouveau film aux chaînes de télévision n'a été constatée au cours de l'année, alors qu'en 2013 les préventes pour le film *En solitaire* s'élevaient à k€ 4 760.

Les ventes de films du catalogue se maintiennent à un bon niveau tant auprès des chaînes historiques que des chaînes de la TNT, qui représentent respectivement 46 % et 39 % du chiffre d'affaires « Télévision France » en 2014. Près de 220 films ont été vendus depuis le début de l'année, dont notamment *Les visiteurs II*, *Le placard*, *La conquête*, *Le cinquième élément*, la trilogie des *Fantômas* et *Le cerveau*.

Les ventes de droits à l'international

Le chiffre d'affaires lié aux ventes à l'international s'élève à k€ 32 598 en 2014 contre k€ 31 647 en 2013 qui bénéficiait encore du succès du film *Intouchables* à l'international. Les ventes de films nouveaux sont satisfaisantes notamment celles de *L'extravagant voyage du jeune et prodigieux T.S. Spivet*, *Samba*, *Mea Culpa* et *Belle et Sébastien*.

Les autres activités

Le chiffre d'affaires des autres activités s'élève à k€ 7 458 en 2014 contre k€ 6 305 en 2013. Il correspond principalement à l'exploitation des images d'archives par Gaumont Pathé Archives, à l'édition musicale, aux produits liés aux échanges de marchandises media et à la vente de produits dérivés.

La production et la distribution de fictions et de séries d'animation pour la télévision

Le chiffre d'affaires de l'activité de production télévisuelle s'élève à k€ 89 429 en 2014 contre k€ 65 522 en 2013.

Les ventes de séries de fiction américaine représentent un chiffre d'affaires de k€ 64 398 en 2014 contre k€ 57 163 en 2013. En 2014, les programmes suivants ont été livrés :

- la deuxième saison de la série de 10 épisodes *Hemlock Grove*, à Netflix. Cette série, réalisée par Eli Roth, avec Famke Janssen et Bill Skarsgard est disponible dans son intégralité depuis le 11 juillet 2014 sur la plateforme de vidéo à la demande en ligne de l'opérateur ;

- la deuxième saison de la série de 13 épisodes *Hannibal*. Réalisée par David Slade, avec Mads Mikkelsen, Hugh Dancy et Laurence Fishburne, la série a été vendue notamment à NBC aux Etats-Unis, Rogers au Canada, Sky en Angleterre, Canal+ en France, Prosieben en Allemagne, Mediaset en Italie et Axn (groupe Sony) pour son réseau mondial de télévision payante, et a été diffusée à partir du 28 février 2014 sur NBC.

Le chiffre d'affaires lié aux fictions et aux séries d'animation françaises s'élève à k€ 25 031 en 2014 contre k€ 8 359 en 2013, et est composé des ventes de :

- la série de 6 épisodes *Résistance*, réalisée par David Delrieux, avec Fanny Ardant, Richard Berry et Isabelle Nanty, livrée à TF1 et dont la diffusion a démarré le 19 mai 2014 ;
- la première saison de 6 épisodes de la série *Hôtel de la plage*, livrée à France 2. Réalisée par Christian Merret-Palmair, avec Bruno Solo et Jonathan Zaccai, elle a été diffusée à partir du 16 juillet 2014 ;
- la série de 6 épisodes *Interventions*, réalisée par Eric Summer, avec Anthony Delon, dont la diffusion sur TF1 a eu lieu à partir du 24 novembre 2014 ;
- l'unitaire *La trouvaille de Juliette*, livré à France 3. Ce téléfilm réalisé par Jérôme Navarro, avec Macha Méril et Hélène Vincent a été diffusé le 16 décembre 2014 ;
- 26 nouveaux épisodes de la série d'animation *Calimero*, livrés à TF1. La diffusion de cette série a démarré le 9 février 2014.

La redevance de marque

Le produit de la redevance de marque versée par Les Cinémas Gaumont Pathé, s'élève à k€ 3 813 en 2014 contre k€ 3 843 en 2013.

Résultat opérationnel des activités de production et de distribution cinématographique et télévisuelle

Le résultat opérationnel des activités de production et de distribution cinématographique et télévisuelle après quote-part du résultat net des entreprises associées, hors frais de structure, s'élève à k€ 31 649 en 2014 contre k€ 35 537 en 2013 et comprend :

- la part de résultat attribuée aux films de long-métrage pour k€ 18 969 en 2014 contre k€ 22 968 en 2013, incluant la quote-part du résultat net du groupe Légende ;
- la part de résultat attribuée aux séries d'animation et de fictions télévisuelles pour k€ 12 680 en 2014 contre k€ 12 569 en 2013, dont k€ 11 167 pour les séries américaines en 2014 et k€ 1 513 pour les productions françaises, après la prise en compte d'une dépréciation exceptionnelle du *goodwill* de Gaumont Animation pour un montant de k€ 2 250.

Résultat opérationnel de l'exploitation des salles

Le résultat opérationnel de l'exploitation des salles après quote-part du résultat net des entreprises associées, hors frais de structure, s'élève à k€ 22 688 en 2014 contre k€ 17 763 en 2013 et comprend :

- le produit de la redevance de marque versée par Les Cinémas Gaumont Pathé pour k€ 3 813 en 2014 contre k€ 3 843 en 2013 ;



- la quote-part du résultat net des entreprises associées, pour k€ 18 875 en 2014, contre k€ 13 920 en 2013. Cette quote-part comprend principalement le résultat du groupe Les Cinémas Gaumont Pathé, détenu à 34 %, qui s'élève à k€ 18 731 en 2014 contre k€ 13 813 en 2013.

Les Cinémas Gaumont Pathé exploitent un total de 995 salles à fin décembre 2014 réparties dans trois pays : la France (756 salles), les Pays-Bas (171 salles) et la Suisse (68 salles).

Le chiffre d'affaires consolidé des Cinémas Gaumont Pathé s'élève à k€ 686 307 en 2014, contre k€ 668 216 en 2013.

Les Cinémas Gaumont Pathé réalisent 65,7 millions d'entrées en 2014, en hausse de 2 % par rapport à 2013. La situation est contrastée selon les pays où le groupe est implanté :

- en France les entrées atteignent 49,5 millions, soit une hausse de 5 % dans un marché en hausse de près de 8 %. La part de marché des Cinémas Gaumont Pathé est d'environ 24 % ;
- en Suisse les entrées baissent de 8 % par rapport à 2013 à 3,1 millions d'entrées ;
- aux Pays-Bas les entrées diminuent de 4 % et s'établissent à 13,1 millions d'entrées.

Le résultat d'exploitation est un bénéfice qui s'élève à k€ 101 460 en 2014 contre k€ 93 918 en 2013.

Les frais financiers nets s'établissent à k€ 10 426 en 2014 contre k€ 11 885 en 2013.

Le résultat exceptionnel 2014 est une perte de k€ 5 931 contre une perte de k€ 5 616 en 2013.

Le résultat net consolidé part du groupe s'établit à k€ 52 070 en 2014, contre k€ 40 316 en 2013. La quote-part de résultat revenant à Gaumont, après retraitements IFRS, s'élève à k€ 18 731 en 2014, contre k€ 13 813 en 2013.

Les investissements des Cinémas Gaumont Pathé s'élèvent à k€ 94 242 en 2014 contre k€ 241 344 en 2013. En 2013, les investissements comprenaient k€ 166 349 d'acquisition de titres, notamment liés à l'acquisition des actions détenues par Pathé SAS dans le capital de Pathé Holding BV. En 2014, les acquisitions de titres s'établissent à k€ 15 895.

L'endettement financier net du groupe est de k€ 294 231 au 31 décembre 2014, contre k€ 290 829 au 31 décembre 2013.

Au 31 décembre 2014, les capitaux propres du groupe Les Cinémas Gaumont Pathé s'élèvent à k€ 537 530 contre k€ 501 238 au 31 décembre 2013, et le total de bilan s'établit à k€ 1 132 966 au 31 décembre 2014 contre k€ 1 103 296 au 31 décembre 2013.

Résultat opérationnel après quote-part du résultat net des entreprises associées

Le résultat opérationnel après quote-part de résultat des entreprises associées est un bénéfice de k€ 21 267 en 2014 contre k€ 19 254 en 2013 et comprend :

- le résultat opérationnel des activités de production et de distribution cinématographique et télévisuelle, tel que détaillé ci-dessus ;
- le résultat opérationnel issu de l'exploitation des salles, tel que détaillé ci-dessus ;
- les frais de structure des différentes activités opérationnelles et des services fonctionnels, y compris les produits et charges non courants liés aux cessions d'actifs, pour k€ 33 070 en 2014 contre k€ 34 046 en 2013.

Résultat net

Le résultat net est un bénéfice de k€ 18 386 en 2014 contre un bénéfice de k€ 12 776 en 2013 et comprend :

- le résultat opérationnel après quote-part du résultat net des entreprises associées, tel que détaillé ci-dessus ;
- le coût de l'endettement financier net de k€ 6 557 en 2014 contre k€ 6 215 en 2013 ;
- les autres produits financiers nets de k€ 4 768, qui incluent notamment les frais financiers incorporés aux coûts des films et des séries jusqu'à la date de mise en exploitation et k€ 2 892 de gains de change liés à l'évolution favorable du dollar sur l'exercice ;
- une charge d'impôt de k€ 1 092 incluant notamment une charge d'impôt différé de k€ 870 et une charge de taxe sur les montants distribués pour k€ 134.

La part du résultat net attribuable aux actionnaires minoritaires est de k€ 64 en 2014 contre k€ 86 en 2013.

Le résultat net part du Groupe se solde par un bénéfice de k€ 18 323 en 2014 contre un bénéfice de k€ 12 690 en 2013.

Structure financière et flux de trésorerie

Au 31 décembre 2014, les capitaux propres s'élèvent à k€ 254 289 contre k€ 243 061 au 31 décembre 2013, pour un total de la situation financière consolidée de k€ 573 947, contre k€ 513 914 l'année précédente.

Endettement financier

L'endettement net du Groupe s'établit à k€ 178 444 au 31 décembre 2014 contre k€ 171 710 au 31 décembre 2013.

Cet endettement est constitué de :

- l'endettement net relatif au financement des besoins généraux de Gaumont et de ses filiales qui s'établit à k€ 105 442 au 31 décembre 2014 contre k€ 109 180 au 31 décembre 2013 ;
- l'endettement net relatif aux crédits de production auto-liquidatifs assis sur les recettes de préfinancement et d'exploitation des séries françaises et américaines qui s'établit à k€ 67 027 au 31 décembre 2014 contre k€ 58 304 au 31 décembre 2013 ;
- les autres dettes financières qui s'établissent à k€ 5 975 au 31 décembre 2014 contre k€ 4 226 au 31 décembre 2013.

En France, compte tenu de sa politique de croissance, Gaumont estime que ses besoins de financement, hors acquisitions éventuelles, seront couverts par les flux de trésorerie d'exploitation, la ligne de crédit renouvelable et l'emprunt obligataire.

Aux Etats-Unis, le Groupe prévoit de continuer à recourir à des crédits bancaires dédiés à la production et garantis exclusivement par les actifs détenus par les filiales américaines, sans aucun recours contre le Groupe en France.

Le Groupe considère disposer des moyens suffisants pour honorer ses engagements et assurer la continuité de ses activités.



ACTIVITE

Résultats des activités du groupe Gaumont

Dette corporate

En 2014, Gaumont a procédé à une restructuration de la partie de sa dette financière destinée au financement de ses besoins généraux et de ceux de ses filiales. Cette opération, réalisée en novembre et décembre 2014, a mené :

- à la conclusion auprès d'un pool bancaire, le 5 novembre 2014, d'une nouvelle convention de crédit renouvelable d'un montant maximum de k€ 80 000 pour une durée de 5 ans, sans garanties, mais assortie de trois ratios financiers à respecter semestriellement ;
- à l'émission en deux phases, le 14 novembre puis le 22 décembre 2014, d'un emprunt obligataire sous forme de placement privé coté en euro (EuroPP) d'un montant total de k€ 60 000 en deux tranches, à échéances du 15 novembre 2021 et du 15 novembre 2024 et portant coupon annuel respectivement de 4,75 % et 5,125 %. L'emprunt obligataire est assorti des mêmes ratios que la convention de crédit renouvelable conclue le 5 novembre 2014 ;
- au remboursement par anticipation le 14 novembre 2014 de l'intégralité de l'encours de sa ligne de crédit renouvelable d'un montant maximum de k€ 125 000, conclue le 26 avril 2012, soit k€ 107 000, et à la levée de l'ensemble des nantissements associés à cette convention de crédit.

Les caractéristiques de la convention de crédit renouvelable et de l'emprunt obligataire, ainsi que les ratios qui les accompagnent sont présentés respectivement en notes 3.12 et 6.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

Au 31 décembre 2014, le montant non utilisé de la ligne de crédit s'élève à k€ 12 000.

Crédits de production auto-liquidatifs

Afin de financer ses activités de production télévisuelles, le Groupe contracte régulièrement des crédits de production auto-liquidatifs, assis sur les créances des œuvres financées.

Dans le cadre du financement des séries américaines, sept crédits de production ont été contractés depuis 2012. Ces crédits sont accordés aux sociétés de production, filiales de Gaumont International Television, par des établissements financiers américains spécialisés dans le financement des sociétés de production. Ils sont exclusivement affectés au financement de la production des séries concernées et sont garantis, jusqu'à recouvrement des sommes prêtées et des intérêts y afférents, par le nantissement des actifs financés et de l'intégralité des recettes de préfinancement et d'exploitation de ces œuvres, à l'exclusion de toute autre garantie. Les crédits sont assortis d'un contrat de garantie de bonne fin conclu auprès d'une compagnie spécialisée dans la production audiovisuelle.

Le premier des sept crédits, contracté en 2012 pour le financement de la première saison de la série *Hannibal*, est arrivé à échéance en 2014. Le solde du crédit a fait l'objet d'un remboursement au cours du quatrième trimestre 2014. Les six crédits toujours en cours ont été accordés aux filiales de Gaumont International Television pour un montant global de k\$ 268 994 et présentent un encours cumulé de k\$ 84 361 au 31 décembre 2014, dont k\$ 14 998 exigibles en 2015. Trois de ces crédits ont été souscrits dans le cadre du financement des séries en cours de production et présentent un montant disponible de k\$ 76 437 au 31 décembre 2014. Les caractéristiques individuelles de ces crédits de production sont présentées en note 3.12 de l'annexe aux comptes consolidés.

Dans le cadre du financement des productions télévisuelles françaises, le Groupe a recours à la cession de créances de type Dailly. Les créances cédées dans le cadre de ces contrats sont des créances

liées au préfinancement de la production, telles que les préventes au principal diffuseur, les apports de coproducteurs ou encore le fonds de soutien à l'industrie audiovisuelle. Au 31 décembre 2014, l'encours des cessions de créances s'établit à k€ 5 549. Le montant non utilisé de ces crédits s'élève à k€ 5 463.

Autres dettes financières

A fin 2014, elles comprennent notamment k€ 2 785 de dettes envers la Caisse des dépôts et consignations au titre de la participation de cet établissement au programme de restauration de films.

Flux de trésorerie

Les activités du Groupe ont généré en 2014 un flux de trésorerie net de k€ 142 770, contre k€ 101 536 en 2013.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement se sont élevés à k€ 131 107 en 2014 contre k€ 126 372 en 2013.

Au titre des opérations de financement, l'année 2014 présente un versement de dividendes de k€ 4 266, une augmentation de la dette à hauteur de k€ 18 855 et le paiement des intérêts sur emprunts pour k€ 4 618.

Au 31 décembre 2014, le Groupe dispose d'une trésorerie de k€ 27 478, contre k€ 5 264 à l'ouverture de l'exercice, soit une variation positive de k€ 22 214.

Investissements

Sur les deux derniers exercices, les investissements ont été les suivants :

(en milliers d'euros)	2014	2013
Immobilisations incorporelles	125 818	126 864
Immobilisations corporelles	1 500	1 060
Immobilisations financières	47	1 867
Acquisition de titres de sociétés consolidées	874	1 700
TOTAL INVESTISSEMENTS	128 239	131 491

Ces chiffres ne prennent pas en compte la variation des dettes sur acquisitions d'immobilisations.

Les investissements en immobilisations incorporelles de l'exercice 2014 comprennent :

- les productions cinématographiques pour k€ 37 583, contre k€ 53 035 en 2013 ;
- les productions de séries télévisuelles américaines pour k€ 67 337 contre k€ 50 893 en 2013 ;
- les productions de séries animées et de fictions télévisuelles françaises pour k€ 20 707 contre k€ 22 302 en 2013 ;
- d'autres éléments incorporels pour k€ 191 en 2014, contre k€ 634 en 2013.



Les investissements cinématographiques ont été financés par la ligne de crédit renouvelable.

Les investissements réalisés dans la production de séries d'animation et de fictions en France et aux Etats-Unis ont été financés principalement par les crédits de production auto-liquidatifs.

Les acquisitions de titres consolidés correspondent à l'acquisition par Gaumont en juin 2014 d'une quote-part complémentaire de 3,77 % dans le capital de la société Légende.

Préventes et taux de couverture

Production cinématographique

Sur les treize films produits ou coproduits par Gaumont en 2014, aucun film n'a été financé en tant que producteur délégué. L'ensemble des films a fait l'objet d'un apport de coproduction pour un montant forfaitaire. Ce type d'apport permet à Gaumont de limiter son risque financier au montant investi. En contrepartie, l'essentiel du coût du film et des financements, tels que les apports et les préventes, est constaté chez le producteur délégué.

Production télévisuelle française

Le Groupe a produit et livré cinq œuvres audiovisuelles en 2014. Le taux de couverture global de ces œuvres est supérieur à 100 %.

Production télévisuelle américaine

Le Groupe a produit et livré les deuxièmes saisons de deux séries américaines, *Hemlock Grove* et *Hannibal*. Le taux de couverture global de ces œuvres s'est élevé à 96 %.

Frais préliminaires

Les frais préliminaires regroupent les coûts liés à un projet de film, de série d'animation ou de fiction télévisuelle, engagés avant de prendre la décision définitive d'investissement dans ledit projet. Il peut s'agir notamment de droits d'auteurs, de coûts liés à la réécriture du scénario, de frais de repérage ou de recherche documentaire. Ces frais sont reconnus en charges au moment de leur engagement et sont complémentaires des investissements.

Au titre de l'exercice 2014, les frais préliminaires engagés dans le cadre de projets cinématographiques, nets des cessions, se sont élevés à k€ 1 943 contre k€ 1 649 en 2013. Les frais préliminaires relatifs à des projets de séries d'animation et des fictions télévisuelles s'établissent à k€ 603 en 2014 contre k€ 416 en 2013.

Perspectives 2015

Quatorze films de long-métrage sortiront en 2015 :

- *Toute première fois* de Noémie Saglio et Maxime Govare, avec Pio Marmaï et Franck Gastambide. Sorti le 28 janvier, il totalise 420 000 entrées à fin février 2015 ;
- *Cerise* de Jérôme Enrico, avec Jonathan Zaccàï et Zoé Adjani-Vallat, sortira le 1^{er} avril ;
- *Connasse, princesse des cœurs* de Noémie Saglio et Eloïse Lang, avec Camille Cottin, sortira le 29 avril ;
- *On voulait tout casser* de Philippe Guillard, avec Kad Merad, Benoît Magimel, Charles Berling et Vincent Moscato, sortira le 3 juin ;
- *La résistance de l'air* de Fred Grivois, avec Ludivine Sagnier et Reda Kateb, sortira le 17 juin ;
- *Nous trois ou rien* de Kheiron et Christophe Vassort, avec Kheiron et Leïla Bekhti ;
- *Adama* de Mathieu Vadepied, avec Balamine Touré et Ali Bidanessy ;
- *Un début prometteur* d'Emma Luchini, avec Manu Payet et Fabrice Luchini ;
- *Floride* de Philippe Le Guay, avec Jean Rochefort et Sandrine Kiberlain ;
- *L'Hermine* de Christian Vincent, avec Fabrice Luchini et Sidse Knudsen ;
- *Nos futurs* de Rémy Bezançon, avec Pierre Rochefort et Pio Marmaï ;
- *Arès* de Jean-Patrick Benes, avec Ola Rapace ;
- *Belle et Sébastien, l'aventure continue* de Christian Duguay, avec Tcheke Karyo et Félix Bossuet ;
- *The boy and the beast*, film d'animation de Mamoru Hosada.

Sept séries télévisuelles seront livrées en 2015 :

- *Hemlock Grove 3^e saison*, fiction américaine de 10 épisodes d'Eli Roth, avec Famke Janssen, Bill Skarsgard et Dougray Scott, à Netflix ;
- *Hannibal 3^e saison*, fiction américaine de 13 épisodes de Bryan Fuller, avec Mads Mikkelsen, Hugh Dancy et Laurence Fishburne, à NBC et aux principaux diffuseurs des saisons précédentes ;
- *Narcos*, fiction américaine de 10 épisodes de José Padilha, avec Wagner Moura et Pedro Pascal, à Netflix ;
- *F is for Family*, série d'animation de 6 épisodes, à Netflix ;
- *Hôtel de la plage 2^e saison*, fiction française de 6 épisodes, avec Bruno Solo, Jonathan Zaccàï et Yvon Back, à France 2 ;
- *Calimero*, série d'animation de 52 épisodes à TF1 ;
- *Bienvenue à Bric-à-Broc*, série d'animation de 39 épisodes à Canal+.

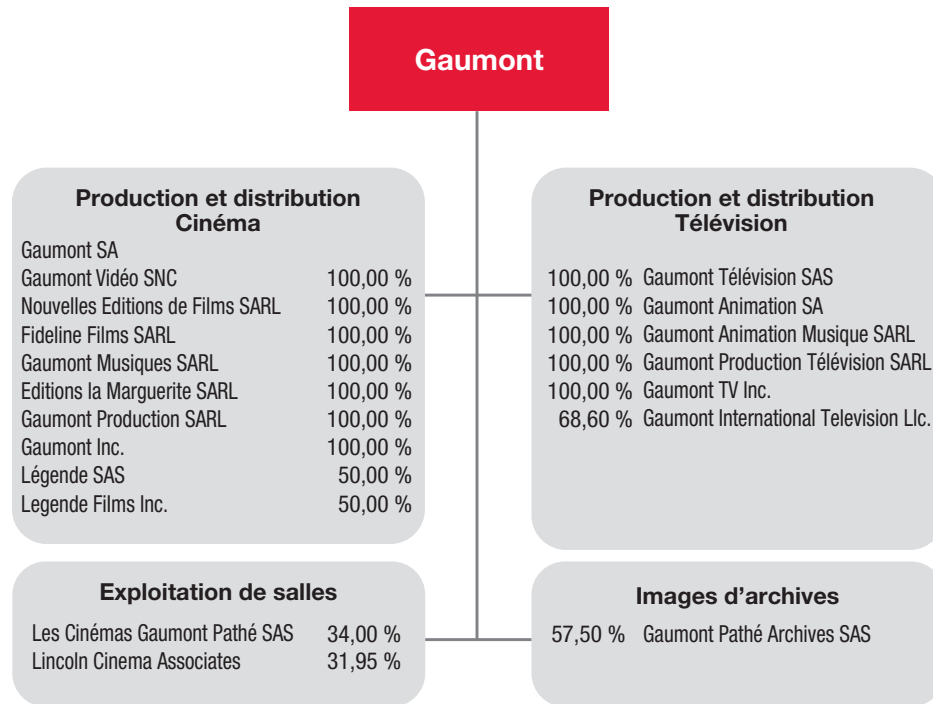


ACTIVITE

Résultats des activités du groupe Gaumont

Evolution du périmètre

Principales sociétés du groupe Gaumont au 31 décembre 2014.



En juin 2014, Gaumont SA a acquis une participation complémentaire de 3,77 % dans le groupe Légende pour un prix d'acquisition de k€ 874. Par ailleurs, en juin 2014, la société Légende SAS a acquis 17,5 % de ses propres actions puis a procédé à l'annulation de ces actions. Cette opération a eu pour conséquence d'augmenter la participation de Gaumont dans Légende de 41,25 % à 50 %.



Activité et résultats de la société Gaumont

Analyse du chiffre d'affaires et des résultats

Les principales activités de Gaumont SA sont la production et la distribution de films cinématographiques. Le chiffre d'affaires de Gaumont s'établit à k€ 95 996 en 2014, contre k€ 99 801 en 2013.

Le chiffre d'affaires provenant de la distribution des films en salles en France s'élève à k€ 25 662 en 2014 contre k€ 25 502 en 2013. Gaumont réalise, comme l'an passé, plus de 10 millions d'entrées pour 13 films sortis au cours de l'année. *Samba* et *La French* réalisent ensemble près de la moitié des entrées de l'année. Les deux derniers films sortis en 2013, *Les garçons et Guillaume, à table !* et *Belle et Sébastien* réalisent quant à eux 2,2 millions d'entrées en 2014 et totalisent respectivement 2,9 et 3 millions d'entrées sur l'ensemble de leur exploitation.

Le chiffre d'affaires lié aux ventes en vidéo à la demande et à l'édition en vidéo des films dont Gaumont est producteur ou coproducteur s'élève à k€ 5 801 en 2014 contre k€ 5 512 en 2013. La contribution des nouveautés, en particulier les ventes en vidéo à la demande de *Les garçons et Guillaume, à table !* et les ventes en vidéo physique de *Belle et Sébastien*, ainsi que l'exploitation des séries télévisées américaines permet d'atténuer les effets de la baisse du marché.

Les ventes de droits aux chaînes de télévision françaises atteignent k€ 17 329 en 2014 contre k€ 23 510 en 2013. Alors qu'aucune prévente des nouveaux films aux chaînes de télévision n'a été constatée en 2014, les ventes de films du catalogue sont relativement stables et restent satisfaisantes avec près de 220 films vendus au cours de l'année 2014 aux chaînes de télévision françaises.

Le chiffre d'affaires lié aux ventes à l'international s'élève à k€ 31 964 en 2014 contre k€ 31 128 en 2013. Les principaux contributeurs sont *Samba* et *Mea Culpa* pour les films sortis au cours de l'année 2014 et *L'extravagant voyage du jeune et prodigieux T.S. Spivet* et *Belle et Sébastien* pour les films sortis l'an passé. Les ventes du film *Intouchables* s'élèvent à k€ 4 510 et les ventes de films du catalogue restent relativement stables.

Le chiffre d'affaires des autres activités s'élève à k€ 15 240 en 2014 contre k€ 14 149 en 2013. Il comprend notamment la redevance de marque Gaumont des Cinémas Gaumont Pathé pour k€ 3 813, des produits liés aux échanges de marchandises média pour k€ 2 311, des revenus de location immobilière pour k€ 725 et des produits d'assistance et de mise à disposition de personnel aux filiales pour k€ 2 040.

Le résultat d'exploitation est une perte de k€ 6 338 en 2014, contre un bénéfice de k€ 132 en 2013.

Le coût de l'endettement financier brut s'élève à k€ 3 283 en 2014, contre k€ 3 367 en 2013.

Le résultat financier se solde par un bénéfice de k€ 9 861 en 2014 contre k€ 4 682 en 2013 et inclut les dividendes reçus des filiales pour k€ 10 847 en 2014 contre k€ 11 115 en 2013. En 2013, le résultat financier comprenait également une dépréciation des titres de participation pour k€ 5 500.

Le résultat courant avant impôts se solde par un bénéfice de k€ 3 523 en 2014, contre un bénéfice k€ 4 814 en 2013.

Le résultat exceptionnel est un profit de k€ 2 150 en 2014 contre k€ 1 452 en 2013. Ce résultat comprend une reprise d'amortissements dérogatoires des films de k€ 2 207 en 2014 contre k€ 1 526 en 2013.

Le bénéfice net de Gaumont s'établit à k€ 5 549 en 2014 contre k€ 6 379 en 2013, après prise en compte d'une charge d'impôt de k€ 124 en 2014.

Information sur les délais de paiement des fournisseurs

Au 31 décembre 2014, la décomposition du solde des dettes fournisseurs de Gaumont SA par date d'échéance est la suivante :

	31.12.14	Non échues	Echéancier	
			Echues depuis 2 mois au maximum	Echues depuis + de 2 mois
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 766	6 993	687	86
TOTAL	7 766	6 993	687	86

En comparaison, au 31 décembre 2013, la répartition était la suivante :

	31.12.13	Non échues	Echéancier	
			Echues depuis 2 mois au maximum	Echues depuis + de 2 mois
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 722	8 875	698	149
TOTAL	9 722	8 875	698	149



ACTIVITE

Activité et résultats de la société Gaumont

Rôle de Gaumont au sein du Groupe

Prestations de la mère pour ses filiales

Gaumont assure la fonction de Direction générale pour l'ensemble des filiales qu'elle contrôle. Elle assure également pour ces entités, à l'exception de Gaumont Animation, de Gaumont Pathé Archives et des filiales américaines, les fonctions support classiques : administration, finances, juridique, ressources humaines et informatique. Pour ces prestations, Gaumont perçoit une rémunération qui s'est élevée à k€ 1 268 en 2014, contre k€ 910 en 2013.

A l'exception de Gaumont Animation et Gaumont Pathé Archives, les filiales françaises contrôlées sont hébergées au sein des locaux de Gaumont SA. A ce titre, Gaumont facture à ses filiales un loyer qui s'est élevé à k€ 81 en 2014, contre k€ 36 en 2013.

Gaumont Vidéo verse à Gaumont SA des redevances pour l'exploitation vidéographique des films. Ces redevances, proportionnelles aux ventes, se sont élevées à k€ 1 873 en 2014 contre k€ 1 374 en 2013.

Depuis 2012, Gaumont SA assure pour sa filiale Gaumont International Television, les fonctions de support juridique, financier et technique pour les ventes internationales hors Amérique du Nord, et le recouvrement des factures. A ce titre, Gaumont perçoit une rémunération qui s'est élevée à k€ 906 en 2014 contre k€ 962 en 2013.

Gestion de la trésorerie

Le Groupe a mis en place une gestion centralisée de la trésorerie, rémunérée au taux moyen du marché, Gaumont assurant la gestion de la trésorerie de ses filiales. Les Cinémas Gaumont Pathé et Légende ne sont pas incluses dans le périmètre de ces conventions.

Intégration fiscale

Toutes les filiales détenues directement ou indirectement à plus de 95 % sont organisées en groupe d'intégration fiscale autour de Gaumont SA. Une convention d'intégration fiscale prévoit les modalités de répartition de l'impôt entre les sociétés du Groupe. Cette convention, tacitement renouvelable, a été conclue pour une durée initiale de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2013.

Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Depuis le 1^{er} janvier 2015, aucun événement significatif n'est intervenu.



Résultats de la société Gaumont au cours des cinq derniers exercices

(en euros)	2014	2013	2012	2011	2010
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	34 180 240	34 180 240	34 180 240	34 180 240	34 180 240
Nombre d'actions émises	4 272 530	4 272 530	4 272 530	4 272 530	4 272 530
Nombre d'obligations convertibles en actions.	-	-	-	-	-
Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaires hors taxes	95 996 221	99 800 639	89 102 737	100 882 528	79 142 306
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	41 179 055	54 023 122	43 218 641	44 043 413	51 889 484
Impôts sur les bénéfices (+ produit/- charge)	- 123 943	113 035	907 147	2 707 828	851 349
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	5 549 272	6 378 815	12 814 247	7 696 857	26 527 094
Montant des bénéfices distribués	4 266 045	4 265 835	5 546 803	1 279 886	1 281 451
Résultat des opérations réduit à une action					
Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	9,61	12,67	10,33	10,94	12,34
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	1,30	1,49	3,00	1,80	6,21
Dividende net versé à chaque action	1,00	1,00	1,30	0,30	0,30
Personnel					
Nombre de salariés (<i>effectif moyen</i>)	133	126	122	117	115
Montant de la masse salariale	10 203 107	10 270 487	10 520 652	10 638 411	8 983 597
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	4 203 107	4 022 764	3 865 743	3 901 711	3 296 253



Facteurs de risques

Les investisseurs sont invités à prendre connaissance des risques décrits ci-dessous avant de prendre leur décision d'investissement.

Gaumont a procédé à une revue des risques auxquels il est susceptible d'être exposé et dont il estime que la réalisation pourrait avoir un effet défavorable significatif sur ses activités, sa situation financière ou ses résultats. Gaumont considère qu'il n'existe pas de risques significatifs autres que ceux présentés ci-après.

Risques inhérents à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

Risques liés à la conjoncture économique

Le cinéma en France est peu affecté par la crise économique. Si l'on considère l'évolution de la fréquentation des salles depuis quelques années, et les chiffres 2014 en particulier, le cinéma reste un loisir plébiscité, accessible aux ménages, qui attire d'autant plus facilement le public que l'offre est très diversifiée.

De son côté, la télévision est toujours le média le plus populaire. Néanmoins, le modèle économique des groupes audiovisuels étant fortement lié aux recettes publicitaires plus sensibles à la crise, les investissements des diffuseurs dans les productions cinématographiques et télévisuelles peuvent en être affectés.

Risques liés à l'environnement concurrentiel

Le marché de la production cinématographique

Le secteur de la production et de la distribution de films est un marché extrêmement concurrentiel où le succès des films auprès du public a un impact significatif sur les résultats.

Gaumont ne peut garantir le succès commercial des films qu'il produit, coproduit et distribue. En effet, même si les qualités artistiques et techniques sont essentielles, le succès d'un film dépend d'autres facteurs difficiles à appréhender et à mesurer, comme la sensibilité du public au sujet abordé, la popularité des acteurs au moment de la sortie du film en salles, le nombre de films disponibles sur une période donnée, l'attrait des films concurrents, voire même la météo.

Gaumont fêtera ses 120 ans en 2015. Depuis plus d'un siècle, la société est présente sur ce marché concurrentiel et estime que son expérience et son savoir-faire lui permettent de poursuivre sa politique de développement de projets et de production de longs-métrages diversifiés. En outre, Gaumont cherche toujours à s'associer à des professionnels confirmés, assurant ainsi des productions de qualité à destination d'un public exigeant, qu'il faut savoir séduire au bon moment.

Afin d'augmenter ses chances de succès, Gaumont s'emploie à enrichir et diversifier ses productions en permanence. Cet enrichissement passe d'abord par la diversification artistique, en multipliant les genres et les sujets abordés mais aussi par la découverte et l'accompagnement de nouveaux talents.

Le marché de la production télévisuelle

En France, l'activité de production télévisuelle présente un risque important de dépendance vis-à-vis des diffuseurs, relativement peu nombreux et fortement concentrés. Le nombre de séries proposé par les chaînes de télévision est en constante augmentation et la série télévisuelle a aujourd'hui une place prépondérante aux heures de grande écoute. Néanmoins, face à la profusion des séries américaines et des émissions de flux qui dominent les grilles de programmation, les séries françaises ont parfois du mal à trouver leur public.

Dans ce contexte concurrentiel, Gaumont développe l'activité de production télévisuelle en veillant à maintenir ses coûts de fonctionnement à un niveau maîtrisé et en optimisant l'emploi de ses frais généraux. L'implication des structures françaises dans des coproductions de séries internationales contribue également à cette démarche.

Aux Etats-Unis, dans un marché très concurrentiel, le Groupe sélectionne des projets de séries américaines ayant un fort potentiel international et fait le choix d'un modèle de production et de livraison de saisons complètes plutôt que de pilotes, permettant d'optimiser les frais généraux et les frais de développement liés à cette activité.

Gaumont et ses filiales ont choisi de développer une production diversifiée de séries télévisuelles, en France et à l'étranger, et se positionnent en permanence sur de nouveaux marchés, en Amérique du Nord, en Europe et dans le reste du monde.

Le marché de l'animation

Le marché de l'animation est un marché dynamique, qui s'adresse en priorité aux enfants et aux jeunes adultes. Ce secteur est d'autant plus concurrentiel que l'offre est large et que les créneaux de diffusion sont limités.

Les films de long-métrage d'animation sont de plus en plus nombreux dans le paysage audiovisuel. Leur programmation en salles se fait habituellement pendant les congés scolaires ou à l'approche des fêtes de fin d'année, de manière à augmenter les chances de succès du film. Or le nombre de ces périodes étant réduit, plusieurs films à destination d'un public jeune sortent en même temps et se partagent la fréquentation des salles.

A la télévision, les programmes d'animation sont habituellement diffusés le matin, le mercredi ou le week-end, et pendant les congés scolaires. Seules les chaînes thématiques dédiées aux enfants proposent une diffusion en continu à tout moment de la journée. Cette limitation fait de l'animation une activité fortement saisonnière, qui contraint les producteurs dans la détermination de leur calendrier de livraison des programmes.

Gaumont, présent dans ce secteur par le biais de sa filiale Gaumont Animation, produit des séries d'animation destinées à la télévision et à la distribution en vidéo et des films de long-métrage pour le cinéma. Afin de se démarquer de ses concurrents, le Groupe opte pour des productions autour de personnages classiques de l'univers jeunesse, des adaptations d'œuvres sous licences, et complète son offre avec des séries ayant une portée plus internationale.

Risques liés aux perspectives de commercialisation

Importance de la réglementation sur la chronologie de diffusion des films par les différents médias

En France, l'exploitation d'une œuvre cinématographique doit suivre la « chronologie des médias », expression qui désigne la succession des fenêtres d'exploitation d'un film à compter de sa sortie en salles, conformément à l'arrêté du 9 juillet 2009 : en vidéo et vidéo à la demande (après quatre mois), puis sur les chaînes de télévision payantes (après dix ou douze mois), puis sur les chaînes de télévision en clair (après vingt-deux, vingt-quatre ou trente mois), puis sur la vidéo à la demande par abonnement (après trente-six mois) et enfin sur la vidéo à la demande gratuite (au bout de quarante-huit mois).

Le succès d'une œuvre audiovisuelle est aujourd'hui mesuré sur toute la durée de son exploitation. La succession des modes de diffusion et leur chronologie conditionne ce succès, car tous ces médias de diffusion, bien qu'ils constituent des sources de revenus complémentaires, sont aussi concurrents entre eux. Une modification de la chronologie des médias affecterait donc nécessairement le chiffre d'affaires et les résultats du Groupe.

Gaumont suit avec intérêt les discussions autour de la chronologie des médias afin d'anticiper au mieux toute modification, du système actuel, qui pourrait compromettre l'équilibre global du marché.

Risques liés à la transformation du paysage audiovisuel français

En France, les chaînes de télévision représentent une des principales sources de financement et de débouchés pour les œuvres cinématographiques et constituent le marché principal pour la commercialisation des œuvres de fiction et d'animation. C'est pourquoi les modifications du paysage audiovisuel peuvent avoir un impact significatif sur les résultats du Groupe.

La diminution de la place faite au cinéma dans les grilles de programmation, notamment des chaînes historiques rend plus difficile la vente des droits de diffusion des films, bien que le système réglementaire français impose toujours aux chaînes de télévision d'acheter et de diffuser une part minimale de contenus produits en Europe et de contenus en langue française. Le développement des chaînes thématiques de cinéma et de la télévision numérique terrestre compense en partie la baisse du volume des acquisitions de films par les chaînes historiques, avec toutefois une diminution du prix moyen des cessions de droits de diffusion. Dans cet environnement, Gaumont s'emploie à optimiser l'exploitation de son catalogue de films composé de plus de 1 000 titres.

La baisse des achats de fictions et documentaires français au profit des émissions de flux (jeux, variétés, télé-réalité) et des séries américaines pourrait pénaliser de manière significative le développement de l'activité de production télévisuelle en France.

Face à cette situation, Gaumont, a choisi de produire des séries américaines via sa filiale aux Etats-Unis, Gaumont International Television, de développer des séries internationales et européennes et de

développer les synergies commerciales autour d'un catalogue mixte d'œuvres cinématographiques et télévisuelles.

La production de séries et de films d'animation est également affectée par les transformations du paysage audiovisuel français, notamment par l'apparition des chaînes thématiques. Les chaînes jeunesse offrent de nouvelles perspectives de commercialisation aux œuvres mais disposent de budgets inférieurs aux chaînes historiques. Afin de multiplier ses opportunités commerciales, Gaumont et ses filiales s'attachent à conclure des partenariats avec l'ensemble des acteurs du marché, en France et à l'international.

Risques liés aux évolutions technologiques

Les technologies numériques entraînent des transformations majeures dans l'industrie cinématographique. Ces évolutions sont visibles à tous les niveaux de la chaîne de production et de distribution, et nécessitent d'importants investissements pour l'ensemble des acteurs du marché.

Risques liés à la numérisation du cinéma

La révolution du numérique et la convergence entre les contenus traditionnels et les technologies numériques ont substantiellement modifié la manière dont les films sont produits et distribués en salles et sur les autres supports : télévision, vidéo, vidéo à la demande.

En quatre ans, pour permettre la diffusion d'œuvres numérisées, les investissements dans les salles ont été considérables. La quasi-totalité du parc de salles de cinéma en France est aujourd'hui équipé en numérique. La loi sur le financement du passage au numérique obligeant les distributeurs à participer au financement de l'équipement numérique des salles et les aides nationales et régionales, ont grandement favorisé cette expansion rapide du parc.

Gaumont a été l'un des premiers distributeurs français à proposer ses films en format numérique, et ce quel que soit le support de transmission de la copie aux salles de cinéma. A ce jour, l'intégralité des nouveaux films distribués par Gaumont en salles est disponible sur ce support.

Par ailleurs, les sociétés disposant d'un catalogue de films se trouvent dans l'obligation de procéder à la restauration et la numérisation des œuvres anciennes si elles souhaitent en poursuivre l'exploitation, eu égard aux standards imposés par les chaînes de télévision.

Avec un catalogue de films de plus de 1 000 titres, Gaumont est particulièrement attentif à ces transformations et a pris très tôt des mesures pour préserver son activité. Depuis 2009, Gaumont a mis en place des programmes de numérisation et de restauration de plus de 400 titres de son catalogue. Mais la course aux nouvelles technologies et la rapidité de changement des standards pourrait nécessiter de nouveaux investissements significatifs.

Risques liés aux impacts des nouvelles technologies sur le marché de la vidéo

La restauration et la numérisation de son catalogue permettent également à Gaumont de proposer en vidéo des œuvres totalement inédites sur ce support, et d'élargir son offre de vidéo dématérialisée et de vidéo haute définition.

Le marché du DVD en basse définition, après avoir connu de fortes années de croissance, est en recul depuis plus de dix ans et le marché du Blu-ray en haute définition ne parvient pas à compenser la baisse des autres supports, malgré la multiplication des opérations tarifaires promotionnelles.



ACTIVITE

Facteurs de risques

La vidéo à la demande progresse et se développe grâce notamment à l'émergence de nouvelles plateformes de vidéo en ligne et aux offres de vidéo à la demande par abonnement. Mais les revenus issus de ce marché restent encore inférieurs à ceux de la vidéo physique, le modèle économique étant généralement moins favorable aux éditeurs.

Le développement de l'ensemble des services en ligne permettant un téléchargement à domicile d'œuvres audiovisuelles modifie la chaîne de distribution et de diffusion des œuvres cinématographiques et les habitudes de consommation. L'arrivée d'opérateurs proposant des offres d'abonnement à téléchargement illimité financièrement avantageux contribue à ces transformations.

Afin de bénéficier au maximum du développement du marché de la vidéo à la demande, Gaumont a conclu des accords de partenariat avec les principaux acteurs du marché et porte une attention particulière aux nouvelles offres disponibles, comme la vidéo à la demande par abonnement.

Risques de piratage

Les évolutions numériques, et notamment internet, ont entraîné le développement du téléchargement illicite d'œuvres et autres contenus numériques. Ces pratiques sont pénalisantes et mettent en danger la création et la diffusion culturelle. Afin de lutter contre ce phénomène, la France s'est dotée d'une autorité publique indépendante, la Hadopi (Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet). Ses différents champs d'intervention et missions qui sont définis dans le Code de la propriété intellectuelle visent notamment à protéger les œuvres à l'égard des atteintes aux droits qui leur sont attachés, dans le cadre de la « réponse graduée ».

Néanmoins, l'allègement du dispositif de la réponse graduée confirmé par le décret du 8 juillet 2013 supprimant la coupure d'accès à Internet en cas de téléchargement illégal met en péril ce dispositif de protection.

En 2014, une étude sur l'utilisation en France des sites de vidéo illégaux sur internet en *direct download* (DDL), *peer to peer* (P2P) et en *streaming* a été réalisée par Médiamétrie à la demande de l'Association de lutte contre la piraterie audiovisuelle (ALPA), avec la collaboration du CNC. Près d'un internaute sur trois consulte au moins une fois par an un site dédié à la contrefaçon audiovisuelle. Chacun des trois protocoles utilisés (DDL, P2P et *streaming*) représente sensiblement un tiers des usages, même si le *streaming* est aujourd'hui le protocole le plus utilisé.

Par ailleurs, la numérisation des films facilite la création, la transmission et le partage de copies non autorisées de haute qualité.

Gaumont est particulièrement sensibilisé aux risques que le piratage fait porter à l'exploitation des œuvres et soutient le développement des mesures d'avertissements et de sanctions instaurées par la loi Hadopi autorisant la constatation des infractions par les agents de la Haute autorité, le contrôle de la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet. Gaumont considère que ce dispositif favorise la diffusion et la protection de la création sur internet.

A titre préventif, Gaumont encadre strictement les conditions de fabrication, de promotion et d'exploitation des œuvres, afin de limiter les risques de copies frauduleuses. Gaumont veille notamment à intégrer une protection en amont, de sécurisation et de traçabilité des copies, par un « marquage » ou une « empreinte » des œuvres, en collaboration étroite avec les laboratoires, auditoriums et entreprises de stockage avec lesquels il travaille.

Les œuvres de Gaumont font l'objet d'une déclaration à la société TMG, plateforme technique mandatée par l'ALPA pour détecter les fraudes. L'ALPA alimente ensuite la Hadopi en données relatives à des connexions illicites lui permettant de procéder à la « réponse graduée ».

Gaumont assure également une veille sur les réseaux de communication au public en ligne, permettant de détecter la présence non autorisée d'une œuvre et de limiter les risques de piratage, particulièrement lors de sa sortie en salles, en vidéo, en vidéo à la demande et plus généralement lors de sa diffusion quel que soit le support.

Enfin, les contrats avec les opérateurs de vidéo à la demande, les chaînes de télévision et les contrats de vente de droits à l'international comportent une clause spécifique engageant la société tierce à respecter les systèmes de protection validés par Gaumont.

Risques liés aux politiques françaises de soutien à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

Le fonds de soutien audiovisuel

L'activité cinématographique est soumise en France à une réglementation complexe que le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) est chargé de faire appliquer. Ce système réglementaire français, et dans une moindre mesure le système européen, apporte des avantages importants aux sociétés du cinéma et de l'audiovisuel.

Le financement d'un film est constitué en majorité de financements privés, producteurs privés ou chaînes de télévision, d'apports en préachat de droits de diffusion et enfin d'aides sélectives. Parmi ces aides figure le fonds de soutien pour les activités cinématographiques et télévisuelles, géré par le CNC.

Le soutien financier à la production cinématographique est essentiellement financé par une taxe spéciale prélevée sur le prix des billets. Le produit de ce prélèvement est ensuite redistribué aux producteurs de films, aux distributeurs, aux éditeurs vidéo et aux exploitants de salles, afin de les inciter à investir dans des films nouveaux ou dans la modernisation de leurs salles. Gaumont bénéficie de ces mesures, et notamment du système du fonds de soutien automatique du CNC pour ses activités de production, de distribution et d'édition vidéo.

De son côté, le soutien financier à la production d'œuvres télévisuelles, également appelé COSIP (Compte de soutien à l'industrie des programmes audiovisuels), est alimenté principalement par la taxe sur les vidéogrammes et la taxe provenant de la télévision. Le COSIP est reversé aux producteurs délégués sur la base de la durée du programme et de son genre. Ces derniers peuvent alors le réinvestir dans les futures productions.

Gaumont estime que ce système participe au maintien d'une activité de production diversifiée en France, tant au niveau de la nature, du genre de l'œuvre que de son coût, et que la remise en cause du dispositif aurait des conséquences significatives sur son activité.

Les préventes aux chaînes de télévision

La réglementation française prévoit également l'obligation pour les chaînes de télévision de contribuer financièrement à la production d'œuvres cinématographiques d'expression originale française, en consacrant un pourcentage de leur chiffre d'affaires au préachat de droits de diffusion ou à des

investissements en parts producteur. En contrepartie de ces investissements, les chaînes de télévision bénéficient de droits exclusifs de première diffusion.

Les chaînes de télévision représentent de ce fait une importante source de financement pour la production des œuvres cinématographiques et contribuent en moyenne à environ un tiers du budget d'un film, réparti entre préachats et apports de coproduction. La diminution de la place faite au cinéma dans la grille de programmation, notamment des chaînes historiques, pourrait à l'avenir rendre plus difficile le préfinancement des nouveaux films.

Tout comme le financement des productions cinématographiques, le financement des productions télévisuelles (fictions, séries et documentaires) repose essentiellement sur les chaînes de télévision dans la mesure où en France, les chaînes de télévision sont légalement tenues d'investir un pourcentage de leurs ressources dans des programmes de fiction.

Gaumont estime que ce système participe au maintien d'une activité de production audiovisuelle en France, et que la remise en cause du dispositif pourrait avoir des conséquences significatives sur son activité.

Risques liés aux opérations de Gaumont et de ses filiales

Risques liés au financement des productions

Risques relatifs à la capacité de financement du volume de production cinématographique

Le cinéma est une activité qui nécessite d'importants investissements, préalablement au début d'exploitation. Premier intervenant dans la vie économique d'un film, le producteur est celui qui a la charge de mobiliser les capitaux nécessaires à sa production.

Le risque d'un producteur dépend de son mode de participation dans chaque film produit ou coproduit :

- lorsqu'il intervient en tant que producteur ou coproducteur délégué, il est chargé d'organiser le financement du film avant la mise en production. Au cours de la production, il est responsable de l'ensemble des décisions relatives au contenu de l'œuvre, tant sur les aspects artistiques que financiers, et supporte les éventuels dépassements de budget. Dans certains cas, le rôle de producteur délégué peut être confié à deux coproducteurs, qui assumeront conjointement la responsabilité des décisions ;
- lorsqu'il intervient en qualité de coproducteur non délégué, il limite sa contribution et son risque à un apport forfaitaire. L'engagement étant limité à cet apport, l'essentiel du risque de financement est porté par le producteur délégué.

Dans l'objectif de maîtriser ses capacités d'investissement et de financement, Gaumont s'engage dans des productions à budgets variables, alternant des projets à haut budget et à budget plus modéré, et diversifie la nature des apports effectués.

Lorsqu'il agit en tant que producteur ou coproducteur délégué, Gaumont ne décide de la mise en production d'un film que lorsque le taux de couverture financière est jugé satisfaisant compte tenu des

engagements fermes obtenus, dont principalement les apports en coproduction, préventes de droits aux chaînes de télévision, préventes aux distributeurs étrangers et minimums garantis de distribution. Lorsque Gaumont participe à une production de manière forfaitaire, et bien que son risque soit limité à son apport, il s'assure auprès du producteur délégué que le financement est suffisant avant d'acter sa décision d'investissement.

Risques liés au financement de la production télévisuelle

Les fictions en langue française présentent généralement une durée d'exploitation limitée. A part dans de rares cas, ces œuvres font l'objet d'une diffusion unique et présentent peu d'opportunités de commercialisation à long terme et sur d'autres supports. Il est donc important pour les producteurs de limiter, dès la phase de préfinancement, les risques de pertes.

Les séries américaines bénéficient de débouchés plus nombreux à l'international et d'un cycle d'exploitation plus long : de nombreuses séries s'étendent sur au moins deux saisons et font l'objet d'exploitation en vidéo et en vidéo à la demande, ce qui permet d'amortir les investissements sur une période plus longue.

Pour ses productions françaises, Gaumont et ses filiales veillent à ce que chaque mise en production fasse l'objet au préalable d'un plan de financement associant des partenaires diversifiés, couvrant l'intégralité des coûts à engager et permettant de dégager une marge. Les plans de financement sont constitués principalement des préventes aux chaînes de télévision, du soutien à la production audiovisuelle et du crédit d'impôt audiovisuel.

Gaumont porte une attention particulière au préfinancement des productions de séries télévisuelles américaines et ne décide de la mise en production que lorsque le taux de couverture financière est jugé satisfaisant compte tenu notamment des préventes de droits et des crédits d'impôts. Le Groupe s'assure en outre que les perspectives commerciales du projet à l'international sont suffisantes.

Risques liés à la maîtrise des coûts de production

Délais de production et dépassement de budget des films de long métrage

De nombreux événements extérieurs peuvent engendrer des retards de production, une inflation des coûts de production, une augmentation des charges financières associées ou la nécessité de décalage de la sortie du film. Le risque associé à ces événements dépend du type de participation du producteur dans le financement du film :

- lorsqu'il agit en tant que producteur ou coproducteur délégué, le producteur assume (seul ou avec le producteur co-délégué) le risque lié à l'augmentation des coûts de production prévus et des charges financières, et bénéficie seul des économies le cas échéant. Afin de limiter le risque d'augmentation des coûts en cas de retards dans la production, le budget inclut une ligne spécifique pour les imprévus, usuellement fixée à 10 % du coût de production. Des assurances peuvent également être contractées pour couvrir les aléas ;
- lorsqu'il agit en tant que coproducteur non délégué, le risque du producteur se limite à sa contribution financière, les dépassements de budget étant à la charge du producteur délégué.



ACTIVITE

Facteurs de risques

Afin de limiter son exposition au risque, Gaumont alterne les investissements en production déléguée et les investissements forfaitaires. En outre, lorsqu'il agit en tant que producteur délégué, Gaumont confie la supervision de la production à un producteur exécutif dont le rôle est notamment d'assurer le suivi budgétaire du film, d'autoriser les dépenses, de veiller au respect du calendrier de tournage et de superviser les travaux de montage. Ce producteur exécutif peut être salarié de Gaumont ou indépendant. Il effectue sa mission sous la direction de Gaumont et en étroite collaboration avec l'administrateur du film.

Délais de production et dépassement de budget des fictions télévisuelles et séries d'animation

En France, dans la mesure où le potentiel de commercialisation à long terme des productions télévisuelles est limité, les financements préalables couvrent habituellement l'intégralité du budget de production. Du fait de ce modèle économique, la maîtrise des coûts de production est essentielle à la préservation de l'équilibre financier de l'activité.

Aux Etats-Unis, le producteur assume le risque de dépassement du budget et bénéficie des éventuelles économies. Afin de limiter les risques, il est d'usage d'inclure dans le budget une part d'imprévus et de souscrire à une garantie de bonne fin auprès de tiers spécialisés dans cette activité.

Pour ses productions télévisuelles le Groupe adopte une organisation permettant le suivi permanent et le contrôle de la production par le recours à un producteur exécutif, et souscrit systématiquement pour ses productions américaines à une garantie de bonne fin.

Risques liés à la croissance du Groupe

Gaumont considère, en tant que plus ancienne société de production française, qu'elle se doit de participer à la préservation du patrimoine cinématographique français. De ce fait, les opérations de croissance externe que le Groupe est amené à réaliser portent régulièrement sur des sociétés de production indépendantes ou d'anciennes sociétés de production ayant conservé à leur actif un catalogue de films.

Ces opérations de croissance présentent un risque limité, dans la mesure où Gaumont, par ses propres activités, dispose d'une bonne connaissance du marché.

Dans tous les cas, le Groupe s'efforce de maintenir l'équilibre global qui caractérise son modèle économique : associer aux activités de production et de distribution dont les résultats peuvent être aléatoires, des activités aux résultats par nature plus récurrents comme l'exploitation d'un catalogue, et des ressources financières régulières comme celles tirées de sa participation dans l'un des principaux réseaux de salles, Les Cinémas Gaumont Pathé.

Par ailleurs, lorsque l'opportunité se présente, Gaumont n'hésite pas à se diversifier et à s'implanter sur de nouveaux marchés, en France comme à l'étranger. Il s'associe pour cela régulièrement à des partenaires dont la qualité et la notoriété sont reconnues dans le secteur, de manière à maîtriser les risques liés à ces nouvelles activités.

Risques juridiques

Risques liés à l'obtention d'autorisations d'exploiter

Le droit d'exploitation d'un film et les conditions de son exploitation dépendent en France d'un certain nombre d'autorisations administratives.

L'exploitation d'une œuvre en salles est soumise à l'obtention d'un visa d'exploitation, délivré par le Ministre de la Culture au distributeur du film. Les textes régissant l'attribution de ce visa précisent que cette autorisation administrative ne peut être refusée que pour des motifs relatifs à « la protection de l'enfance et de la jeunesse ou au respect de la dignité humaine ». C'est pourquoi l'obtention du visa est conditionnée par un avis de la Commission de classification des œuvres cinématographiques.

Parallèlement, la diffusion de programmes à la télévision est soumise à un système similaire de classification, organisé par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, incluant la diffusion de pictogrammes visuels rappelant la tranche d'âge recommandée pour le programme.

Afin de limiter les risques liés à l'obtention du visa d'exploitation, Gaumont et ses filiales s'attachent à produire et distribuer des films et des séries accessibles à tous les publics.

Risques liés aux droits de propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle constitue le cœur de l'industrie culturelle et artistique. Comme les autres industries culturelles, l'industrie cinématographique est donc exposée à des risques juridiques, incluant principalement les litiges relatifs aux droits de propriété intellectuelle et au partage des recettes d'une œuvre.

La chaîne de droits est l'un des éléments essentiels permettant une exploitation et une jouissance paisible des droits, car toute rupture dans la chaîne des droits pourrait entraîner l'impossibilité d'exploiter le film et exposerait Gaumont à des poursuites judiciaires.

Afin de limiter au maximum les risques de contestation des droits de propriété d'une œuvre, lorsqu'ils ont la qualité de producteur délégué, Gaumont et ses filiales déclarent systématiquement qu'ils sont le titulaire des droits d'auteur et droits voisins permettant la production et l'exploitation des œuvres et qu'ils s'assurent de la conservation du matériel.

Lorsque Gaumont n'est pas producteur délégué d'un film, il est coproducteur et/ou distributeur et s'expose au risque de non-validité de la chaîne des droits. Afin de réduire ce risque, Gaumont s'assure du respect de la chaîne des droits en exigeant la livraison des contrats lorsqu'il s'engage en tant que coproducteur ou de distributeur. Gaumont exige que l'ensemble des contrats lui soit remis au plus tard avant la sortie du film, et en effectue une analyse précise. En cas de litige, le Groupe dispose en outre d'un recours contre son cocontractant. A l'inverse, lorsque Gaumont est producteur délégué et cède les droits d'exploitation à des tiers, il garantit ces derniers contre les recours.

En cas de litige concernant les droits de propriété intellectuelle, le Groupe constate dans ses comptes des provisions concernant ces risques. Ces provisions sont présentées en note 3.11 de l'annexe aux comptes consolidés.

Risques de litiges commerciaux et salariaux

Outre les risques relatifs à la propriété intellectuelle, l'industrie cinématographique peut être exposée à d'autres risques spécifiques d'ordre judiciaire.

Tout litige ou décision judiciaire, en faveur ou non du Groupe, peut engendrer des frais importants et une publicité défavorable affectant le Groupe ou les membres de sa direction.

Une provision pour risque est constituée dès lors que le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers, supposant une sortie de ressources, et que le montant du dédommagement peut être estimé de façon fiable.

Les provisions pour risques et charges relatives à des litiges commerciaux et salariaux sont présentées en note 3.11 de l'annexe aux comptes consolidés.

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage dont la société a connaissance, en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du Groupe.

Assurance et couverture des risques juridiques

Gaumont a souscrit des polices d'assurance dont la nature des garanties, les limites des couvertures et les franchises sont conformes aux usages en vigueur et répondent à une recherche d'optimisation des coûts.

Ces polices sont les suivantes :

- une police « dommages aux biens » qui garantit le patrimoine de la société (immobilier, filmographique, informatique) contre tous dommages matériels directs causés aux biens assurés, ainsi que les frais et pertes consécutifs et les frais supplémentaires résultant de ces dommages ;
- une police « tous risques objets d'art » qui garantit les œuvres et les collections du Musée Gaumont contre tous risques de perte, vol, incendie et autres dommages matériels ;
- une police « responsabilité civile professionnelle » qui garantit contre les conséquences de la responsabilité civile qui incomberait à la société suite aux dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, causés aux tiers ;
- une police « responsabilité civile des mandataires sociaux » qui garantit toute réclamation introduite à l'encontre des dirigeants mettant en jeu leur responsabilité civile personnelle ou solidaire et imputable à toute faute professionnelle, réelle ou alléguée, commise dans l'exercice de leurs fonctions ;
- une police « missions professionnelles » qui couvre les risques de rapatriement et les frais médicaux des personnes en mission ;
- une police « missions automobile » qui couvre les risques lors des déplacements professionnels effectués par le personnel utilisant son propre véhicule ;
- une police « automobile » qui couvre les risques inhérents à la flotte automobile ;
- une police d'assurance « production » souscrite pour chaque film produit par Gaumont qui couvre la phase de préparation et de production à hauteur du devis du film, les risques maladie-accident liés aux acteurs principaux et au réalisateur et les risques de dégradation des négatifs. Gaumont ne souscrit pas de garantie de bonne fin pour les films français, mais peut en souscrire pour les films et séries américains, conformément aux pratiques du secteur.

Risques financiers

Risques de crédit et de contrepartie

Risque de défaillance des clients

Le risque client est présenté en note 6.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

Risque de dépendance vis-à-vis des clients

Pour l'exercice 2014, les dix premiers clients représentent 62,6 % du chiffre d'affaires consolidé.

Clients	Chiffre d'affaires consolidé	
	en milliers d'euros	en %
1. Netflix	37 839	19,9 %
2. Groupe TF1	21 808	11,5 %
3. Groupe France Télévisions	18 056	9,5 %
4. Groupe Les Cinémas Gaumont Pathé	9 992	5,3 %
5. NBC	8 012	4,2 %
6. Groupe Canal+	6 444	3,4 %
7. Groupe Sony	5 549	2,9 %
8. CCP Spivet Film Holdings, LLC	4 443	2,3 %
9. Amazon	3 567	1,9 %
10. Groupe UGC	3 188	1,7 %
TOTAL	118 898	62,6 %
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE	190 074	100,00 %

Autres risques de dépendance

Gaumont n'est pas exposé à un risque de dépendance en matière industrielle, commerciale, financière ou de propriété industrielle (brevet, licence...) susceptible d'avoir une importance significative sur l'activité ou la rentabilité du Groupe.

Gaumont n'est pas exposé à un risque de dépendance vis-à-vis de ses fournisseurs ou de ses sous-traitants.



ACTIVITE

Facteurs de risques

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est présenté en note 6.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

Gaumont procède régulièrement à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère disposer des moyens suffisants pour honorer ses engagements et assurer la continuité de ses activités.

La structure financière et les flux de trésorerie sont présentés en pages 27 à 29 de ce Document de référence.

Risques de marché

Le risque de taux, le risque de change et le risque action sont présentés en note 6.4 de l'annexe aux comptes consolidés.

3

RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES

Informations sociétales	42	Approche méthodologique	55
Informations sociales	49	Attestation de présence et avis de sincérité portant sur les informations sociales, sociétales et environnementales	56
Informations environnementales	53		



Informations sociétales

Empreinte sociétale et culturelle de Gaumont en France et à l'étranger

Créée en 1895 par Léon Gaumont, Gaumont est la seule entreprise de cinéma au monde qui soit aujourd'hui aussi ancienne que le cinéma lui-même.

Dès le début du 20^e siècle, Gaumont se lance dans la production cinématographique avec Alice Guy, première femme réalisatrice, puis avec Louis Feuillade, célèbre notamment pour *Les vampires*, *Fantômas* et *Judex*.

Tout au long du 20^e siècle, et notamment à partir des années 1950, suite à l'arrivée du producteur Alain Poiré, Gaumont produit et distribue plus de 300 longs-métrages, parmi lesquels on compte certains des plus grands succès du cinéma français, et s'associe à des réalisateurs de renom tels que Sacha Guitry, Edouard Molinaro, Yves Robert, Georges Lautner, André Cayatte, Gérard Oury, Claude Pinoteau, Francis Veber et Jean-Paul Rappeneau.

En 1975, Monsieur Nicolas Seydoux reprend la société et lui donne un nouvel élan. Il engage une politique de production ambitieuse et étend les activités de Gaumont à l'international. Avec Daniel Toscani du Plantier, Directeur général, il impose un style flamboyant et mène une politique de production européenne associant grands succès populaires et œuvres avant-gardistes. Gaumont lance également le concept du film-opéra en produisant *Carmen* de Francesco Rosi et *Don Giovanni* de Joseph Losey. A partir de la fin des années quatre-vingt, sous la direction de Patrice Ledoux puis de Sidonie Dumas, Gaumont s'oriente vers la promotion de jeunes talents. On compte alors des œuvres à grand succès telles que *Le grand bleu* et *Le cinquième élément* de Luc Besson, *Les visiteurs* de Jean-Marie Poiré ou *Intouchables* d'Eric Toledano et Olivier Nakache.

Gaumont compte aujourd'hui à son catalogue des centaines de chefs-d'œuvre qui ont fait rêver des centaines de millions de spectateurs à travers le monde. Des *Tontons flingueurs* à *OSS 117*, de *Cent mille dollars au soleil* au *Dîner de cons*, de *La folie des grandeurs* à *La boum*, de *La chèvre* à *La nuit de Varennes*, de *Fantômas* à *Intouchables*, ses films déroulent un générique de stars et de réalisateurs hors pair, et ont écrit quelques-unes des plus belles pages du cinéma.

120 ans de cinéma en 2015

Afin de célébrer son 120^e anniversaire, Gaumont organise une exposition au Centquatre, 104 rue d'Aubervilliers, Paris 19^e, du 15 avril au 5 août 2015. Cette exposition, a pour but de faire découvrir au grand public l'histoire du cinéma à travers la production, les auteurs, les acteurs et l'histoire de Gaumont. Cet événement fera découvrir aux visiteurs l'envers du décor et des trésors méconnus, grâce à des ateliers pédagogiques, des projections sur grand écran de films du patrimoine et une exposition interactive autour des objets du Musée Gaumont.

Afin d'accompagner cet anniversaire, 3 ouvrages verront le jour dans l'année :

- un premier recueil édité par les Editions de la Martinière et écrit par Jean-Luc Douin sortira au mois d'avril 2015. Il retracera les 120 ans de Gaumont à la manière d'un catalogue d'exposition et sera illustré par 400 photos fournies par le Musée Gaumont ;
- en septembre sortira une réédition mise à jour du livre « Gaumont un siècle de cinéma » de François Garçon, édité en 1994 aux éditions Découverte Gallimard ;
- enfin à l'automne, un recueil entièrement dédié aux affiches Gaumont comprenant plus de 1 000 illustrations sortira aux éditions Glénat.

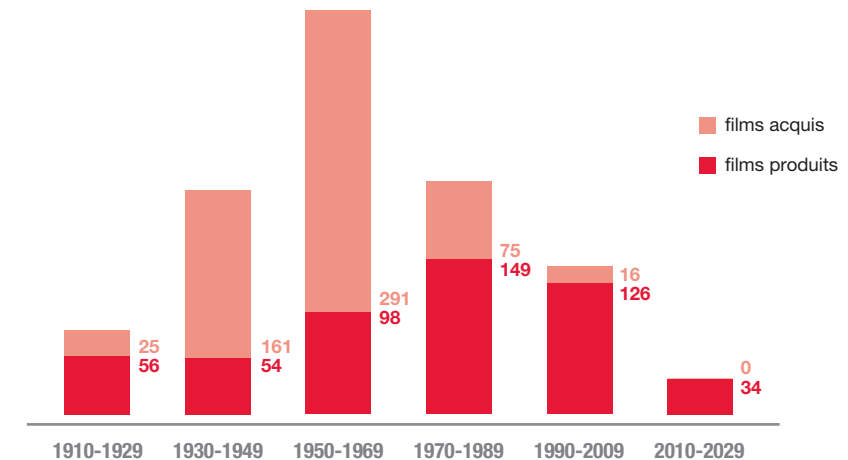
Gaumont Vidéo éditera pour sa part 9 coffrets DVD autour du patrimoine de Gaumont. Le premier, constitué uniquement de films muets couvrira la période de 1895 à 1929 et sera disponible en avril. Ensuite, 2 coffrets par mois sortiront jusqu'en septembre et témoigneront de la richesse du catalogue de Gaumont et du cinéma français.

Par ailleurs, plusieurs pays étrangers ont souhaité célébrer cet anniversaire et des événements se tiendront tout au long de l'année, notamment en Espagne, au Portugal, en Italie et aux Etats-Unis.

Un patrimoine d'œuvres cinématographiques important

Par son histoire et sa longévité, Gaumont a largement contribué à la création d'œuvres cinématographiques et joue un rôle essentiel pour la préservation de ce patrimoine français. Avec plus de 1 000 films de long-métrage, le catalogue Gaumont, deuxième catalogue de France en nombre d'œuvres, représente fidèlement toute l'histoire du cinéma français depuis son origine jusqu'à nos jours.

Répartition des longs-métrages Gaumont par période





Fort de cette histoire et conscient de son rôle, Gaumont crée dès 1989 le Musée Gaumont, un lieu dédié à l'histoire du cinéma, où sont rassemblés documents, correspondances, objets et matériels ayant accompagné la production et la sortie des films de son catalogue depuis sa création. Tout ce qui a trait à l'histoire de la société est méticuleusement rassemblé, acquis, restauré et conservé dans les locaux du siège de la société. Au fil des ans, cette documentation de référence est devenue une source d'information précieuse et singulière pour les universitaires, les chercheurs et les professionnels de l'image.

Afin de partager cette part d'histoire avec le plus grand nombre, le Musée Gaumont est ouvert au public lors des Journées du Patrimoine. A cette occasion, 240 visiteurs ont été accueillis en 2014.

Enfin, Gaumont Pathé Archives, société créée en 2003 par Gaumont et Pathé, constitue la première banque francophone d'images animées noir et blanc et couleurs et rassemble 250 000 documents et 17 000 films et documentaires illustrant l'histoire du 20^e siècle et l'actualité du 21^e siècle. Ces images proviennent notamment des journaux cinématographiques hebdomadaires Gaumont Actualités, Eclair Journal et Pathé Journal diffusés dans les salles au milieu du 20^e siècle, avant la projection des films.

Le cinéma, un véhicule pour la promotion de la culture française à l'étranger

Par son activité et son patrimoine, Gaumont participe activement au maintien du cinéma français et à sa promotion en France et à l'étranger, ce qui contribue à la représentation et au rayonnement culturel de la France dans le monde.

Aujourd'hui, le cinéma français est un cinéma fort sur son propre territoire avec environ 44 % des parts de marché en 2014, une exception en Europe. Il est également la seconde cinématographie en volume d'exportation après les Etats-Unis, avec deux tiers de la production française exportée vers au moins un territoire étranger. Cela représente :

- 600 films français sortis en salle chaque année dans le monde ;
- 30 à 40 films français diffusés par jour sur les télévisions étrangères ;
- 70 millions de spectateurs de films français chaque année* dans les salles de cinéma du monde entier ;
- 400 millions d'euros de recettes annuelles dans les salles à l'étranger*.

Sources : Unifrance (www.unifrance.org), « Bilan 2013 du cinéma français à l'international » et « Box Office monde » ; Observatoire européen de l'audiovisuel (www.obs.coe.int).

Gaumont distribue son catalogue de films dans plus de 70 territoires dans le monde et près de 300 films de long-métrage ont été exploités à l'étranger en 2014. Parmi les grands succès de Gaumont à l'étranger figure le film *Intouchables* d'Eric Toledano et Olivier Nakache avec François Cluzet et Omar Sy. Depuis sa sortie en France fin 2011 et dans plus de 70 territoires étrangers, *Intouchables* a réalisé plus de 51 millions d'entrées, dont 31,8 millions hors de l'Hexagone. Avec plus de 440 millions de dollars de recettes en salles, c'est aujourd'hui le plus grand succès de tous les temps dans le monde pour un film en langue française.

* Moyenne sur 10 ans.

<i>Intouchables</i> – Territoires au-delà du million d'entrées	Nombre d'entrées (en millions)
France	19,4
Allemagne	9,0
Italie	2,8
Espagne	2,5
Corée du Sud	1,7
Mexique	1,6
Etats-Unis et Canada	1,5
Suisse	1,5
Japon	1,3
Pays-Bas	1,2
Brésil	1,1
TOTAL	43,6
Part du nombre d'entrées globales	85 %

Depuis sa création Gaumont a toujours été promoteur d'originalité, conservateur d'un patrimoine et acteur dans l'expansion de la culture française à l'étranger. L'essentiel des actions de Gaumont est mené dans une volonté de laisser une empreinte sociétale et culturelle en France tout comme à l'international.

Dans ce contexte, depuis la fin des années 2000, Gaumont a adjoint à son activité historique de production et de distribution cinématographique, une activité de production d'œuvres destinées à la télévision. Après l'acquisition fin 2008 de la société Alphanim, un des principaux studios français de production d'animation, Gaumont a créé en 2010 deux sociétés dédiées à la production de fictions : Gaumont Télévision en France et Gaumont International Television à Los Angeles. Les premières séries produites par ces filiales ont été un succès : aux Etats-Unis, les séries originales *Hannibal* et *Hemlock Grove* ont été renouvelées pour une 3^e saison et en France *Hôtel de la plage*, l'adaptation du film éponyme, a été renouvelée par France 2.

Relations avec les parties prenantes

Cartographie des parties prenantes

A ce jour, Gaumont exerce son activité de production et de distribution télévisuelle en complément de sa présence à tous les niveaux de la chaîne de valeur de l'industrie cinématographique : la production de films, la distribution de films en France ou à l'étranger par tous moyens et sur tous les supports (salles, télévision, vidéo, vidéo à la demande) et l'exploitation de salles de cinéma au travers de sa participation dans Les Cinémas Gaumont Pathé, un des plus importants réseaux de salles en Europe, présent en France, aux Pays-Bas et en Suisse avec au total près de 1 000 écrans.



RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES

Informations sociétales

Gaumont est en relation directe avec l'ensemble des acteurs de l'industrie cinématographique et audiovisuelle, et en particulier :

- les auteurs, scénaristes, dialoguistes et réalisateurs, sans lesquels les films et les séries n'existeraient pas et qui apportent l'innovation et la créativité nécessaires au succès d'une œuvre auprès du public ;
- les producteurs ou coproducteurs, avec lesquels Gaumont partage ses expériences de production et les risques attachés ;
- les équipes de tournage et de montage, essentiellement des intermittents du spectacle, qui apportent leur savoir-faire pour produire des films et des séries de qualité ;
- les acteurs de l'industrie technique qui assistent Gaumont dans la fabrication et le stockage du « matériel source » et du matériel d'exploitation des œuvres, en 35 mm comme en numérique ;
- les pouvoirs publics et les organisations publiques, et particulièrement le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC), qui organise les activités au niveau réglementaire et qui gère les aides nécessaires au financement des productions, notamment par le programme de soutien à l'industrie cinématographique et audiovisuelle ;
- les exploitants de salles, indépendants ou organisés en réseaux, qui diffusent les films en salles ;
- les chaînes de télévision, principaux financeurs des nouvelles productions, avec lesquelles Gaumont conclut des accords de coproduction et de préachat des droits de diffusion télévisuelle, et qui constituent le principal débouché pour les productions télévisuelles et les films du catalogue ;
- les distributeurs étrangers qui acquièrent les droits d'exploitation des films à l'international ;
- les opérateurs de télécommunication qui proposent de nouvelles offres de commercialisation des films en vidéo à la demande.

Conditions de dialogue avec les parties prenantes

Désireux de s'investir au-delà des relations commerciales, Gaumont est membre de différentes organisations professionnelles et syndicales de l'industrie du cinéma, de l'audiovisuel et du multimédia :

- l'Association des producteurs indépendants (API), syndicat réunissant les sociétés de production Gaumont, Pathé, MK2 et UGC, et dont Monsieur Nicolas Seydoux est Président ;
- la Fédération nationale des cinémas français (FNCF), union de syndicats professionnels de propriétaires et exploitants de salles de cinéma, qui regroupe la quasi-totalité des 5 000 salles de cinéma françaises dans toute leur diversité – grandes entreprises nationales, petites et moyennes exploitations, salles d'art et d'essai, salles municipales ;
- la Fédération nationale des distributeurs de films (FNDF), qui rassemble plus de 50 sociétés de distribution de films. Cette fédération, dont le Directeur de la distribution France de Gaumont est l'un des administrateurs, représente les distributeurs dans le cadre de différents festivals et événements professionnels et organise avec la FNCF la Journée des distributeurs, événement professionnel désormais incontournable ;
- le Syndicat de l'édition vidéo numérique (SEVN), qui réunit les éditeurs et les distributeurs d'œuvres audiovisuelles et cinématographiques éditées en DVD, en Blu-ray ou commercialisées en vidéo à la demande locative ou en vente électronique. Le SEVN, dont le Directeur vidéo, télévision et nouveaux médias de Gaumont est Vice-président du Comité exécutif, compte 17 membres éditeurs représentant

l'essentiel du marché de l'édition-distribution, et des membres associés appartenant à des secteurs professionnels périphériques tels que les industries techniques (laboratoires, presseurs...) ;

- l'Association des exportateurs de films (ADEF), qui rassemble la quasi-totalité des exportateurs français de films de long-métrage. L'ADEF, dont le Directeur adjoint des ventes internationales de Gaumont est Vice-président membre du Comité exécutif, collabore étroitement avec UniFrance Films pour la conception et la réalisation des opérations à l'étranger afin d'assurer la présence du cinéma français et des exportateurs dans les principaux festivals et marchés internationaux, et avec le CNC dont elle reçoit l'aide financière ;
- UniFrance, sous la tutelle du CNC, qui compte environ 600 adhérents, producteurs de longs et courts-métrages, exportateurs, réalisateurs, comédiens, auteurs et agents artistiques. Cet organisme, dont la Directrice des ventes internationales de Gaumont est membre du Comité exécutif, est chargé de la promotion du cinéma français dans le monde, accompagne les films français sur les marchés internationaux, de leur vente à leur distribution, et organise des manifestations dédiées au cinéma français ;
- l'Indépendant film & television alliance (IFTA), organisation internationale vieille de plus de 30 ans, qui regroupe près de 150 sociétés majeures de la production et distribution de films et programmes de télévision dans le monde, réparties sur 23 pays. L'IFTA est notamment reconnue pour l'organisation d'un des plus grands marchés du film dans le monde, l'American film market (AFM) à Los Angeles, qui réunit chaque année plus de 8 000 sociétés issues de 70 pays ;
- le Syndicat des producteurs de films d'animation (SPFA), qui réunit les principaux producteurs de séries et films d'animation en France, et dont le Directeur général de Gaumont Animation est membre du Conseil.

Cette présence au sein des différentes organisations professionnelles et syndicales permet à Gaumont de prendre part aux nombreux chantiers, études et réflexions menés chaque année sur tous les sujets relatifs à la profession et au secteur.

Actions de soutien, de partenariat ou de mécénat

Dans le cadre de ses partenariats, Gaumont a choisi de soutenir différents acteurs soucieux de la transmission du patrimoine cinématographique français au plus grand nombre. Ces choix illustrent l'attachement de Gaumont à faire valoir une politique patrimoniale forte. Dans cet esprit, Gaumont est partenaire :

- de l'association Les toiles enchantées. Depuis 1997, Gaumont apporte son soutien à cette association qui sillonne en camion les routes de France et offre gratuitement aux enfants hospitalisés ou handicapés des projections de films à l'affiche. Dans ce cadre, Gaumont met gracieusement à disposition des copies de ses films sortis chaque année ;
- du Centre des monuments nationaux. Dans le cadre des expositions, Gaumont renouvelle son soutien et fournit gracieusement depuis 2010 des pièces de ses collections telles que des costumes, éléments de décors, affiches, photos ou matériel d'exploitation.

Par ailleurs, Gaumont intervient régulièrement en tant que partenaire d'expositions, tel que, en 2014 :

- l'exposition « Planète mode de Jean-Paul Gaultier », qui continue son itinérance à travers le monde et pour laquelle Gaumont a prêté des dessins originaux des costumes du film de Luc Besson *Le cinquième élément* ;



- « Musique et Cinéma » présentée à Sao Paulo du 11 septembre 2014 au 11 janvier 2015 ;
- « La tour Eiffel et le cinéma » qui se tient au 1^{er} étage de la Tour Eiffel jusqu'en 2019 ;
- « Gabin/Ventura » au Musée Jean Gabin à Mériel, pour laquelle le musée a prêté des affiches, des photos et le scénario du film *Le rouge est mis* de Jean Delannoy.

Enfin, Gaumont participe régulièrement à des ouvrages et catalogues d'exposition autour du cinéma tel qu'en 2014 :

- le catalogue de l'exposition « Le cinéma s'affiche pendant la grande guerre » à Compiègne ;
- le catalogue de l'exposition « Le musée imaginaire d'Henri Langlois » publié aux Editions Flammarion ;
- « Il était une fois le cinéma », ouvrage de Jean-Michel Frodon, aux éditions Gallimard Jeunesse.

Impact territorial, économique et social de l'activité

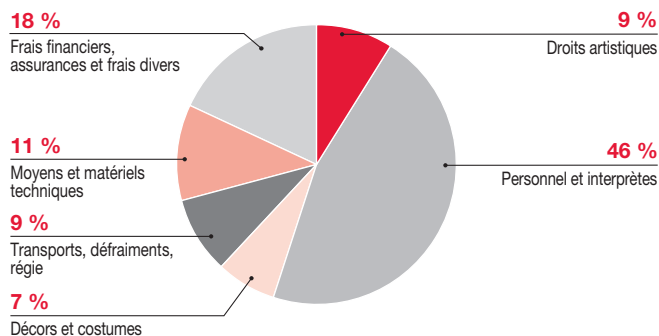
Empreinte économique de Gaumont

Le souhait de Gaumont est de continuer à produire des œuvres cinématographiques et télévisuelles pour enrichir son catalogue et accompagner les talents dans l'expression de leur création artistique.

En 2014, la production cinématographique française représente environ 258 films de long-métrage pour un budget global de 1 milliard d'euros d'investissement, soit un budget moyen de 3,9 millions d'euros par film ⁽¹⁾.

Gaumont produit une dizaine de films par an, dont les budgets sont généralement plus élevés que la moyenne. Au cours de l'année 2014, Gaumont a produit ou coproduit 13 films (hors animation) qui sortiront en 2015, représentant un budget de production cumulé d'environ 86 millions d'euros, soit 5 % de la production nationale en volume et 8,7 % de la production française en valeur. Parmi ces 13 films, 5 ont été tournés en partie hors du territoire national dont 3 en Union européenne.

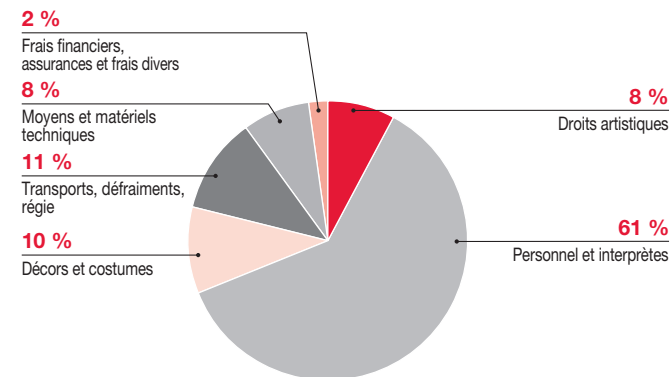
Répartition des dépenses de production cinématographique par nature



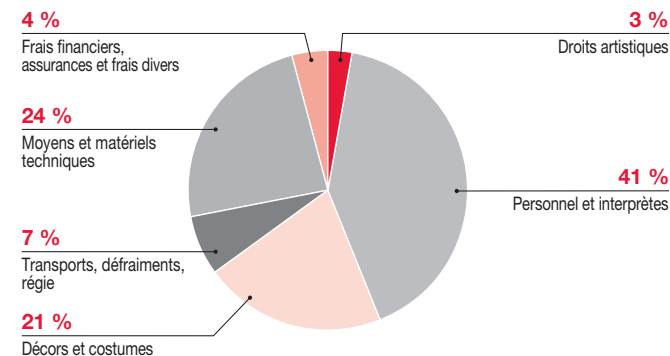
(1) Données du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC).

Dans le cadre de ses activités de production télévisuelle, Gaumont a produit en 2014 environ 10 heures de fiction française et 20 heures de fiction américaine, représentant un budget de production cumulé de 13 millions d'euros pour les séries françaises et 83 millions de dollars pour les séries américaines. Les tournages ont eu lieu en France, en Amérique du Nord et en Colombie.

Répartition des dépenses de production télévisuelle française par nature



Répartition des dépenses de production télévisuelle américaine par nature



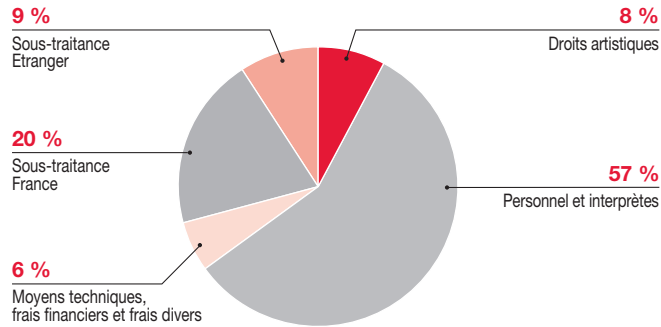


RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES

Informations sociétales

Dans le cadre de ses activités de production d'animation, Gaumont a produit environ 17 heures de séries d'animation en 2014, représentant un budget de production cumulé de 6 millions d'euros.

Répartition des dépenses de production d'animation par nature



Pris dans leur ensemble, les budgets des productions s'établissent en 2014 à près de 170 millions d'euros et sont employés à plus de 50 % à rémunérer les auteurs, artistes, interprètes et techniciens intervenants sur les productions. Dans le cadre de la production de films et de séries d'animation, Gaumont a régulièrement recours à la sous-traitance pour absorber le surcroît de travail et pallier les effets cycliques de l'activité. Le Groupe veille à faire appel à des studios d'animation français et étrangers reconnus et respectueux des conventions internationales en matière de conditions de travail. Les dépenses de sous-traitance correspondent donc essentiellement à des coûts de personnel externalisé.

Empreinte de l'activité en matière d'emploi des intermittents

Gaumont recourt à l'emploi d'intermittents dans le cadre de la production des films et séries, pour des emplois de courte durée.

En tant que producteur, Gaumont est amené à intervenir de diverses manières, chaque fonction ayant ses propres responsabilités, notamment au regard du droit du travail. Ainsi, lorsque le Groupe est producteur exécutif d'un film ou d'une série, il contracte directement avec les intermittents employés pour la production et assume la responsabilité de l'employeur dans la relation contractuelle. Lorsque le Groupe participe à une production en tant que producteur délégué (non exécutif) ou coproducteur non délégué, la responsabilité de l'employeur est assumée par le producteur exécutif, agissant sous la direction du producteur délégué.

En 2014, le Groupe a employé directement, en tant que producteur exécutif, 1 950 intermittents pour un volume global d'environ 205 000 heures. En outre, dans le cadre des productions déléguées pour lesquelles il n'intervient pas en tant que producteur exécutif, le Groupe a contribué à l'emploi de 9 588 personnes, en France et aux Etats-Unis, représentant environ 695 000 heures de travail, dont environ 540 000 heures réalisées sur les productions des séries américaines.

La répartition des effectifs intermittents employés dans la production des œuvres dont le Groupe est producteur délégué (exécutif ou non), par profession et selon le pays d'origine de la société productrice, se présente de la manière suivante :

Branche d'activité	2014					2013				
	Nombre d'intermittents par profession				Volume d'heures ⁽¹⁾ (en milliers)	Nombre d'intermittents par profession				Volume d'heures ⁽¹⁾ (en milliers)
	Techniciens	Artistes/ Acteurs	Figurants	Total		Techniciens	Artistes/ Acteurs	Figurants	Total	
Production de films pour le cinéma ⁽²⁾	568	257	1 142	1 967	150	1 043	357	3 080	4 480	273
Production de séries et films d'animation	173	3	-	176	84	196	6	-	202	110
Production de fictions télévisuelles	3 123	570	5 702	9 395	662	2 809	522	2 995	6 326	728
TOTAL	3 864	830	6 844	11 538	896	4 048	885	6 075	11 008	1 112
dont France	1 181	495	1 946	3 622	329	1 775	592	4 675	7 042	528
dont Etats-Unis	2 683	335	4 898	7 916	562	2 273	293	1 400	3 966	584

(1) Le nombre d'heures quotidien dépend notamment de la convention collective, de la durée du contrat et de la fonction de chaque intermittent. A titre d'exemple : les techniciens ont un horaire quotidien de 7 heures dans l'animation, 8 heures dans la fiction de télévision française et le cinéma et un horaire variant de 8 à 12 heures selon les accords, dans les productions américaines.

(2) Données pour 5 films sur 6 produits en 2014 en tant que producteur délégué. Les données du dernier film ne sont pas disponibles.



Aux Etats-Unis, 17 % des intermittents employés sur les productions en 2014 sont membre d'un *Union* (équivalent d'un syndicat).

Les intermittents employés directement par les sociétés françaises du Groupe bénéficient, selon le type de production concernée, de la convention collective de la production de films d'animation, de la production audiovisuelle, ou de la convention collective de la production cinématographique, signée en 2012 par les principaux syndicats de producteurs. Les intermittents employés par les partenaires de Gaumont lorsqu'ils sont producteur exécutif relèvent de la convention collective de leur propre convention collective ou du Code du travail. Au total en 2014, 49 % des intermittents employés sur des productions françaises du Groupe ont bénéficié d'une convention collective.

Les conventions collectives comme les *Unions* américaines définissent des grilles de salaires minimums applicables aux techniciens. Les conventions collectives françaises prévoient en outre un plafonnement des horaires de travail et le paiement des heures supplémentaires et des heures de nuit.

En tant que distributeur, Gaumont est également amené à employer des intermittents dans le cadre d'opérations promotionnelles, de tournées ou de festivals. En 2014, 54 personnes ont ainsi été employées pour un total de 3 108 heures.

Sous-traitance et relations avec les fournisseurs

Outre les relations de partenariat que Gaumont entretient avec les producteurs et coproducteurs pour la production de nouveaux films, Gaumont développe des liens très étroits avec deux catégories de sous-traitants indispensables à ses activités de production et distribution de films et de séries télévisuelles : les laboratoires techniques et les distributeurs vidéo.

Les laboratoires techniques interviennent à chacune des grandes étapes de la réalisation d'un film, de la création à la postproduction : montage, étalonnage, sous-titrage, tirage de copies ; et pour le stockage sur supports photochimiques ou numériques, ce dernier format étant majoritairement utilisé depuis trois ans. Les laboratoires techniques participent également à la création d'effets spéciaux, au montage des génériques ou films-annonces, à la restauration des œuvres anciennes, à la création des masters vidéo, et sont un partenaire essentiel pour l'obtention des « prêts à diffuser » (PAD) pour les diffusions télévisuelles.

Etant donné le caractère critique de ce maillon de la chaîne de valeurs, Gaumont a développé au fil du temps des relations étroites avec la société Eclair, premier laboratoire de développement de films en France, dont le savoir-faire est issu d'une expérience longue de plus d'un siècle au service du 7^e Art. Deux salariés de Gaumont sont intégrés en permanence au sein des équipes Eclair pour coordonner les différentes actions, en lien avec les services techniques de Gaumont.

Pour la distribution en vidéo de ses films, Gaumont a conclu un partenariat avec Paramount home entertainment France, qui est aujourd'hui en charge de la commercialisation, du stockage, de la logistique et de la livraison physique des produits vidéo (DVD, Blu-ray) auprès des grandes surfaces et des grandes enseignes de distribution. Gaumont a initié cette collaboration en 2008 au vu de la complémentarité du catalogue Paramount, composé principalement de films en langue anglaise très grand public, avec le catalogue Gaumont constitué de films français, majoritairement des comédies, et de la qualité des forces de vente de Paramount en France. Le plan marketing et publicitaire, les actions de placement de produit et les opérations commerciales sont préalablement discutés entre les équipes de Paramount et les équipes vidéo de Gaumont.

Loyauté des pratiques

La préservation de la propriété intellectuelle et de la chaîne de droits vis-à-vis des auteurs ou de leurs ayants droit

« A travers les âges, quelques auteurs, peu nombreux, ont su séduire et innover. La représentation de la pensée humaine, quelle qu'en soit la forme, est l'apanage de quelques grands talents. » (extrait du message du Président de Gaumont dans le Document de référence de l'année 2009). L'économie du cinéma repose sur la création, c'est pourquoi Gaumont s'efforce de développer des relations transparentes et pérennes avec ses auteurs.

Le secteur de la création étant porté par le droit d'auteur, la préservation de la propriété intellectuelle, artistique et littéraire, et le respect de la chaîne de droits vis-à-vis des tiers sont des piliers de la politique de Gaumont, qu'illustre notamment sa participation à l'ALPA (Association de lutte contre la piraterie audiovisuelle), acteur reconnu de la lutte contre le piratage dont le secteur est victime et bénéficiant du soutien financier du Ministère de la culture et de la communication.

La gestion des contrats d'auteur

Dans un souci de préservation de la propriété intellectuelle et de la chaîne de droits vis-à-vis des auteurs, des scénaristes ou de leurs ayants droit, Gaumont s'efforce d'imposer des modèles de contrats élaborés par son service juridique dans le respect du droit et en accord avec ses interlocuteurs (principalement SACD, agents, avocats).

Gaumont s'efforce de maintenir des relations de confiance en toute transparence vis-à-vis de ses auteurs ou ayants droit. Bien que non tenu de délivrer une mission de conseil, Gaumont accompagne ses auteurs et se fait un devoir de répondre à leurs interrogations et de faire preuve de disponibilité et de pédagogie.

La politique de Gaumont envers ses auteurs favorise le développement de relations durables et de confiance, et, au cours de son histoire Gaumont a soutenu et accompagné plusieurs grands noms du cinéma français.

Les contrats d'auteur sont conclus pour la durée légale des droits d'auteur ou pour une durée de 30 ans minimum à compter de la sortie en salles de l'œuvre, afin de permettre une exploitation paisible de l'œuvre dans le temps.

A fin 2014, plus de 2 000 contrats d'auteur étaient actifs et faisaient l'objet d'une gestion en interne. En outre, en 2014, 138 contrats concernant 85 auteurs différents et portants sur 104 films, ont fait l'objet d'un renouvellement de droit d'auteur. Des chiffres qui sont en hausse par rapport aux années précédentes.

La transparence dans les reversements aux ayants droit

Gaumont a le souci permanent de maintenir un service de qualité en matière de rendus de comptes.

Que ce soit avec les talents et leurs représentants (agents, successions...), les sociétés de production, les partenaires financiers ou les organismes professionnels (CNC, SACD, ADAMI...), Gaumont cherche



RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES

Informations sociétales

à entretenir des relations de confiance et de transparence dans le plus strict respect des engagements contractuels et interprofessionnels.

Dans ce but, Gaumont développe des outils informatiques en interne depuis plus de 15 ans et a mis en place des procédures garantissant la fiabilité et l'auditabilité de la remontée de recettes. Le Groupe emploie, au sein du département des redevances, une équipe de sept personnes qui s'efforce d'apporter les réponses les plus immédiates et précises possible à ses interlocuteurs.

Chaque année, près de 3 000 décomptes sont établis par cette équipe dans le respect des recommandations sur la transparence ⁽¹⁾ entre les producteurs, les distributeurs et les auteurs et autres ayants droit. Environ la moitié des décomptes donnent lieu à un reversement.

Gaumont acteur de la lutte contre le piratage

Gaumont protège les œuvres et objets auxquels est attaché un droit d'auteur ou un droit voisin en référençant au maximum ses œuvres auprès des institutions légales.

A la demande de Gaumont, un numéro ISAN (*International standard audiovisual number*) est attribué à chaque nouvelle œuvre. Issu de l'initiative conjointe d'organisations professionnelles du secteur du cinéma et de l'audiovisuel dont Gaumont est membre, l'ISAN est un numéro unique permettant l'immatriculation des œuvres audiovisuelles de toute nature. L'ISAN constitue un atout majeur dans le contrôle et la gestion de la diffusion des œuvres dans l'environnement numérique.

Par ailleurs, Gaumont et ses filiales veillent à intégrer une protection assurant la sécurisation et la traçabilité des copies par un marquage ou une empreinte des œuvres. Ce système de détection permet de bloquer la diffusion de contenus protégés par le droit d'auteur. De plus, Gaumont assure une veille sur les réseaux de communication au public en ligne, afin de détecter la présence non autorisée d'une œuvre et de limiter les risques de piratage.

Enfin, pour renforcer davantage la lutte contre le piratage, Gaumont travaille en collaboration avec l'ALPA présidée par Monsieur Nicolas Seydoux.

Droits de l'Homme

Gaumont exerce ses activités essentiellement dans des pays respectueux de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de l'ONU.

Protection, santé et sécurité des consommateurs

Protection des mineurs

La France est dotée d'un système de classification des œuvres cinématographiques contrôlé par la Commission de classification du CNC, les associations familiales, l'administration, les institutions expertes de l'enfance et les professionnels du cinéma. Cette commission dispose d'une gamme d'interdictions graduée : moins de 12 ans, moins de 16 ans, moins de 18 ans, classement X et interdiction totale. Ses avis, presque toujours suivis par le Ministre de la culture et de la communication, sont prescrits pour les salles mais déterminent aussi l'horaire de diffusion des films à la télévision et sont repris lors des sorties en vidéo physique ou des diffusions en vidéo à la demande. Les avertissements doivent être exposés à la vue du public à l'entrée des salles où l'œuvre est proposée.

Sans obligation légale et en parallèle des avis de la commission, Gaumont est parfois amené à avertir spontanément les exploitants du caractère sensible de certaines scènes de ses films.

Accès à un public malentendant ou malvoyant

Afin de répondre aux attentes d'un public malentendant ou malvoyant, Gaumont met à disposition des exploitants depuis 2011 des versions sous-titrées ou en audio description. Par ailleurs, un courrier électronique périodique est adressé à des associations afin de les tenir informées de l'actualité des sorties, par le biais notamment de bandes annonces sous-titrées.

Depuis 2008, Gaumont Vidéo édite systématiquement ses nouveautés en DVD et Blu-ray avec sous-titrages pour sourds et malentendants et en audio-description.

(1) Rapport de René Bonnell « Le droit des auteurs dans le domaine cinématographique : coûts, recettes et transparence », décembre 2008 et Rapport de Michel Gomez « Mission sur la transparence de la filière cinématographique – la relation entre le producteur et ses mandataires », septembre 2011.



Informations sociales

Emploi

Répartition des effectifs

Effectifs salariés

Au 31 décembre 2014, le Groupe emploie 202 salariés, hors intermittents.

L'effectif moyen 2014 s'établit à 193 équivalents temps plein et se répartit au sein du Groupe de la manière suivante :

Branche d'activité	2014			2013		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Gaumont SA	46	86	132	43	83	126
Filiales de production et distribution de films pour le cinéma ⁽¹⁾	9	11	20	8	13	21
Production de séries et films d'animation	8	7	15	10	7	17
Production de fictions télévisuelles	14	12	26	8	11	19
EFFECTIF MOYEN	77	116	193	69	114	183
dont France	67	107	174	63	105	168
dont Etats-Unis	10	9	19	6	9	15

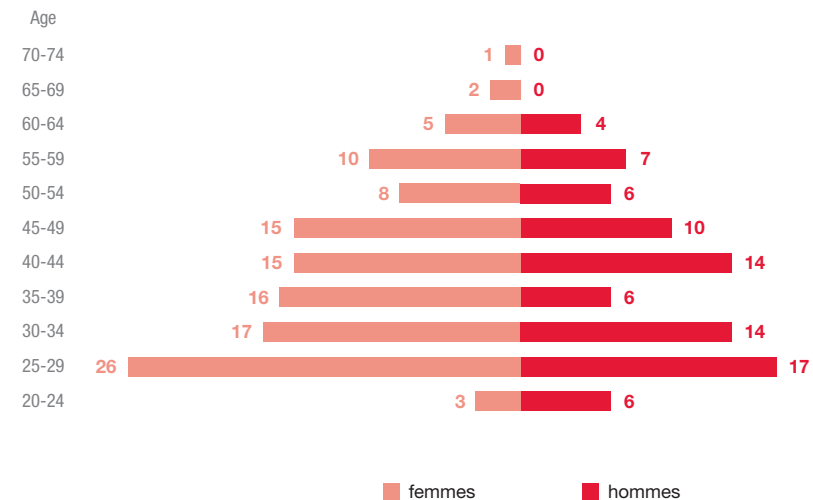
(1) Les sociétés d'exploitation des images d'archives sont incluses dans ce périmètre.

L'effectif du Groupe est en croissance, essentiellement du fait du développement des activités de production de programmes pour la télévision en France et aux Etats-Unis. Les CDI représentent 86 % de l'effectif moyen total.

Globalement, l'effectif est constitué à 60 % de femmes et à 40 % d'hommes.

L'âge moyen des salariés présents au 31 décembre 2014 est de 40 ans pour les femmes et 39 ans pour les hommes.

La répartition de l'effectif moyen par tranche d'âge est présentée ci-contre.



Emploi de stagiaires

Le Groupe souhaite participer activement à la formation et à l'intégration des jeunes. Les sociétés du Groupe accueillent ainsi régulièrement des stagiaires d'école ou d'université pour des stages d'une durée pouvant aller d'une semaine à six mois.

En 2014, le Groupe a accueilli 61 stagiaires rémunérés, qui ont représenté ensemble environ 3 551 jours de travail, soit 14 équivalents temps plein.

Par ailleurs, Gaumont participe activement aux actions de l'éducation nationale en faveur de la découverte du monde de l'entreprise et accueille chaque année de nombreux élèves de 3^e et de 2^{de} dans le cadre de leur stage découverte. En 2014, 43 élèves ont ainsi été accueillis au sein du Groupe pour 1 à 2 semaines de stage individuel.

Afin de rendre ces stages le plus didactique possible, la Direction des ressources humaines a construit un programme spécifique réparti par demi-journées permettant aux élèves de découvrir les différents métiers de l'entreprise, de visiter le Musée Gaumont, d'assister à des projections de films avant leur sortie et de se rendre, en fonction des possibilités, dans un laboratoire technique ou sur un tournage.



RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES

Informations sociales

Embauches et licenciements

L'ancienneté moyenne est en légère baisse par rapport à 2013 et s'établit à 10 années pour les femmes et 8 années pour les hommes.

Les mouvements ayant affecté l'effectif salarié à durée indéterminée du Groupe en 2014 se présentent de la manière suivante :

	Homme	Femme	Total
Embauches	11	9	20
Démissions	3	4	7
Licenciements & ruptures conventionnelles	1	3	4
Départ à la retraite	1	2	3

L'effectif en CDI du Groupe a augmenté de 8,7 % entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2014, ce qui correspond à l'emploi de 14 personnes supplémentaires. Cette croissance est essentiellement liée au développement des activités télévisuelles françaises et américaines.

Le Groupe a employé en moyenne 28 personnes en contrats à durée déterminée en 2014, contre 23 en 2013. Trente-cinq nouveaux contrats à durée déterminée ont été signés au cours de la période, dont 2 aux Etats-Unis. Parmi ces contrats, 8 étaient liés à des manifestations professionnelles ponctuelles et notamment le Festival de Cannes. Par ailleurs, 9 contrats à durée déterminée ont été convertis en contrat à durée indéterminée en 2014.

Rémunérations

Rémunération brute globale

Le montant global des rémunérations brutes versées au cours de l'année 2014, par Gaumont et ses filiales consolidées par la méthode de l'intégration globale, s'est élevé à k€ 14 268, contre k€ 12 412 en 2013, soit une augmentation de 15 %. Le salaire moyen annuel s'établit à k€ 74 en 2014, contre k€ 68 en 2013.

Intéressement et plan d'épargne entreprise

Les sociétés Gaumont, Gaumont Vidéo, Gaumont Télévision et Prestations et Services sont rassemblées au sein d'une Union économique et sociale (l'UES).

Les salariés de l'UES bénéficient d'un accord prévoyant le versement d'un intéressement calculé à partir du résultat net consolidé avant impôts. Les sommes sont réparties entre les salariés, pour 50 % de manière uniforme et pour 50 % proportionnellement aux salaires.

Un plan d'épargne d'entreprise permet au salarié qui y verse tout ou partie de sa prime d'intéressement d'obtenir en outre un abondement égal au maximum aux 2/3 du montant de l'intéressement calculé sur la base uniforme, et dans la limite de 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale.

En 2014, un intéressement global de k€ 363 a été versé, représentant une moyenne de k€ 2 par salarié. L'abondement sur les sommes placées s'est élevé à k€ 87. L'intéressement dû au titre des résultats de 2014 et enregistré dans les comptes au 31 décembre 2014 s'établit à k€ 539.

Les salariés de Gaumont Pathé Archives, société qui ne fait pas partie de l'UES, bénéficient d'un plan d'épargne d'entreprise distinct. Ce dernier est alimenté par les versements volontaires des salariés y adhérant. Au début de chaque année civile, l'adhérent s'engage à effectuer chaque mois un versement au plan d'épargne d'entreprise. Les versements sont effectués par prélèvement mensuel sur le salaire.

Indépendamment des versements volontaires mensuels, chaque adhérent a la possibilité d'effectuer au minimum deux versements exceptionnels dans l'année, aux dates de son choix. Gaumont Pathé Archives effectue un versement complémentaire aux versements volontaires des salariés, dit « abondement », plafonné à € 1 829,39 par salarié. En 2014, 13 salariés ont souscrit à ce plan. Les versements au titre du plan d'épargne représentent k€ 13 et le total des abondements versés par la société s'est élevé à k€ 22.

Participation des salariés aux résultats

Les salariés de l'UES bénéficient en outre, conformément à la législation, d'une participation aux résultats calculée en application des textes en vigueur. En 2014, le Groupe a procédé à un versement global de k€ 77, complété d'un abondement sur les sommes placées de k€ 17. Au titre de l'année 2014, la réserve spéciale de participation enregistrée dans les comptes s'élève à k€ 72.

Attribution d'options de souscription d'actions

Depuis 1987, Gaumont a institué huit plans de souscription d'actions au profit d'un certain nombre de ses salariés, et notamment de ses cadres. Aucun nouveau plan n'a été établi depuis 2005.

Le détail des plans d'option toujours en cours au 31 décembre 2014 est présenté pages 208-209 de ce Document de référence.

Organisation du temps travail

Accords d'entreprise relatifs à l'organisation du temps de travail

Au sein de l'UES, un accord sur l'organisation du temps de travail conclu en mars 2010 organise le temps de travail des salariés en fonction de leur degré d'autonomie. En 2014, un avenant a été ajouté à cet accord, permettant aux salariés relevant de l'horaire collectif de regrouper leurs jours de repos compensateur acquis ou de les adjoindre à des jours de congés payés.

Les salariés qui disposent d'une réelle autonomie dans l'organisation de leur temps de travail et dont les fonctions le justifient, relèvent d'une convention annuelle en jours. Le forfait annuel de jours travaillés, sous réserve de l'acquisition de droits à congés payés complets, est de 218 jours par an.

Les autres salariés ont une durée du travail répartie sur l'année. Ils suivent un horaire collectif hebdomadaire de 36,80 heures et bénéficient de jours de repos dont le nombre varie en fonction du nombre de jours ouvrés légalement chômés.

Gaumont n'a signé à ce jour aucun accord particulier concernant l'organisation du temps de travail des salariés américains. Les contrats de travail sont régis par les textes en vigueur dans les Etats concernés.



Effectifs à temps partiel

L'effectif à temps partiel est constitué de 1 homme et de 12 femmes, équivalent à 7 équivalents temps plein, soit 4 % de l'effectif moyen du Groupe.

Absentéisme

Le Groupe constate de manière générale un faible taux d'absentéisme parmi ses salariés. Ainsi, en 2014, les salariés du Groupe ont cumulé 1 783 jours d'absence, hors congés payés et jours de repos liés à la réduction du temps de travail, soit un taux d'absentéisme ⁽¹⁾ de 4 %.

40 % des absences de la période sont liés à des congés pour maternité et/ou paternité et 304 jours d'absence sur le total sont relatifs à une personne en longue maladie.

Relations sociales

Organisation du dialogue social

Les sociétés Gaumont, Gaumont Vidéo, Gaumont Télévision et Prestations et Services, organisées en Union économique et sociale (UES) ainsi que, à titre individuel Gaumont Pathé Archives et Gaumont Animation, sont toutes dotées d'une convention collective correspondant à leur activité principale et d'instances de représentation du personnel avec lesquelles le Groupe s'attache à mener une politique de dialogue social soutenu.

Le Groupe compte 12 représentants du personnel en 2014, contre 8 en 2013. 2 représentants du personnel, membres du Comité d'entreprise, sont affiliés à des organisations syndicales.

Au cours de l'exercice 2014, 25 réunions se sont tenues avec les différents comités d'entreprise ou les représentants du personnel, toutes entités confondues.

Bilan des accords collectifs

En 2014, à l'issue des négociations engagées l'année précédente, un accord relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes a été conclu, ainsi qu'un avenant à l'accord sur le temps de travail.

(1) (Nombre de jours d'absence (hors congés payés) × 7 heures / 1 820) / effectif moyen

Santé et sécurité au travail

Les problématiques de santé et sécurité au travail sont au cœur des préoccupations du Groupe. Au sein de l'UES, aucun accord collectif n'a été conclu en matière de santé et de sécurité au travail, néanmoins ces sujets sont abordés avec le Comité d'hygiène et de sécurité lors de réunions trimestrielles et des mesures constantes d'amélioration de l'environnement et des conditions de travail sont mises en œuvre.

Tous les 2 ans, les salariés titulaires du diplôme de sauveteur secouriste du travail suivent un recyclage afin d'assurer le maintien de leurs connaissances. Chaque année, des nouveaux salariés sont par ailleurs formés à ce diplôme dont le but est de pouvoir porter les premiers secours à toute victime d'un accident du travail ou d'un malaise, mais aussi d'être un acteur de la prévention dans l'entreprise. En 2014, 8 salariés ont suivi des formations relatives à la santé et la sécurité au travail.

Le nombre d'accidents du travail constatés au sein du Groupe est traditionnellement faible. En 2014, aucun accident du travail n'a été recensé, contre six en 2013.

Le Groupe n'a pas enregistré de cas de maladie professionnelle en 2014.

Formation

Le Groupe propose à ses salariés un accompagnement constant en matière de formation professionnelle, de maintien et d'amélioration des compétences. Les besoins et souhaits en matière de formation sont abordés au moins une fois par an lors des entretiens annuels.

En 2014, 44 salariés ont bénéficié d'une formation, soit 23 % de l'effectif moyen. 1 009 heures de formation ont été dispensées, soit en moyenne 23 heures par salarié.

Ces actions de formation visent l'ensemble des domaines d'activité du Groupe et sont accessibles aux salariés quel que soit leur âge ou leur statut. En 2014, 17 salariés de plus de 10 années d'ancienneté ont suivi des formations. Ils ont bénéficié au total de 438 heures de formation professionnelle.



Egalité de traitement

Egalité professionnelle homme/femme

Au sein du Groupe, la répartition des hommes et des femmes par catégorie socioprofessionnelle se présente de la manière suivante :

Catégorie	Hommes	Femmes	Total
Cadres	49	60	109
Agents de maîtrise	10	31	41
Employés	18	25	43
TOTAL	77	116	193
<i>soit en % de l'ensemble</i>	<i>40 %</i>	<i>60 %</i>	

Pris dans son ensemble, le Groupe emploie 60 % de femmes et 40 % d'hommes.

Cet équilibre des genres peut être observé à tous les niveaux hiérarchiques et continue d'être présent dans les recrutements les plus récents :

- l'effectif d'encadrement du Groupe est constitué à 55 % de femmes et à 45 % d'hommes ;
- le Comité de direction présidé par la Directrice générale, qui se tient chaque semaine en présence du Président du Conseil d'administration, comprend 14 membres salariés dont 7 femmes et 7 hommes ;
- les effectifs de moins de 2 ans sont constitués pour 45 % d'hommes et 55 % de femmes.

On constate par ailleurs que pour un âge moyen identique autour de 40 ans, les femmes présentent en moyenne une ancienneté supérieure à celle des hommes.

Emploi et insertion des travailleurs handicapés

Les sociétés du Groupe souhaitent participer à l'insertion des travailleurs handicapés et s'efforcent de promouvoir leur emploi. Malgré cela, en 2014, les travailleurs handicapés ne représentent que 1 % de l'effectif moyen du Groupe.

Non-discrimination

En application des obligations légales, les dispositions relatives à la lutte contre les discriminations au travail font l'objet d'un affichage au sein des locaux.

Dans le cadre de sa politique de recrutement et afin de favoriser la diversité dans les candidatures, le Groupe veille à ce qu'aucun critère illicite ou discriminatoire n'apparaisse lors de la diffusion d'offres d'emploi, tant en interne qu'en externe, et ce, quels que soient la nature du contrat de travail et le type d'emploi proposé.

Quel que soit le candidat reçu, le processus de recrutement de Gaumont est unique et des critères strictement identiques de sélection sont appliqués. Le recrutement, la rémunération ou l'avancement de carrières ne sont ainsi basés que sur les seules compétences, aptitudes et expériences professionnelles.

Promotion et respect des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail

Les relations sociales du Groupe sont soumises aux règles en vigueur en France ou aux Etats-Unis, seuls pays dans lesquels le Groupe est implanté et intervient directement. Dans ces pays, les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, en particulier celles relatives au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective, à l'interdiction du travail forcé ou obligatoire, et à la non-discrimination professionnelle, sont traduites dans le droit local, appliqué par le Groupe.

En matière de travail des enfants, la loi française prévoit que les enfants de moins de 16 ans ne peuvent être employés par les entreprises du spectacle sans autorisation administrative préalable. Cette autorisation, délivrée par le Préfet du département dans lequel l'entreprise est domiciliée, est accordée sur avis d'une commission qui examine notamment au cas par cas :

- la moralité du rôle ou de la prestation ;
- l'aptitude de l'enfant à assurer le travail qui lui est proposé (en fonction de son âge, de sa scolarité et de son état de santé) ;
- les conditions d'emploi de l'enfant (rythme des représentations, rémunération, congés et temps de repos, hygiène et sécurité, sauvegarde de sa santé et de sa moralité) ;
- les dispositions prises en vue d'assurer à l'enfant une scolarité normale.

Les horaires de travail sont par ailleurs strictement encadrés.

En 2014, les sociétés du Groupe ont employé directement 71 enfants de moins de 16 ans sur ses productions de longs-métrages et de séries télévisuelles, pour un total de 2 010 heures de travail. Par ailleurs, 219 enfants ont été employés par les partenaires du Groupe sur des tournages dans lesquels Gaumont assure le rôle de coproducteur délégué.



Informations environnementales

Les activités permanentes de Gaumont et de ses filiales sont essentiellement administratives et commerciales. Pour l'exercice de ses activités, le Groupe est implanté sur trois sites en région parisienne et un site à Los Angeles et occupe de petites surfaces de bureaux (inférieures à 100 m²) à New York. Le Groupe est propriétaire de son siège social à Neuilly-sur-Seine, de deux immeubles commerciaux sur les Champs-Élysées à Paris, et d'un ensemble immobilier d'habitation situé en Ile-de-France.

Pour son activité de production cinématographique, le Groupe est responsable des décisions relatives à la production uniquement lorsqu'il intervient comme producteur délégué. Depuis quelques années, le Groupe intervient très majoritairement en tant que coproducteur, et n'est donc pas directement responsable des décisions relatives aux productions pouvant avoir un impact sur l'environnement. En 2014, sur 258 films cinématographiques produits en France, Gaumont est intervenu dans la production de 13 films, mais aucun en tant que producteur délégué.

Dans le cas des productions télévisuelles (fiction et animation), le Groupe exerce quasi exclusivement en tant que producteur délégué. Il est donc responsable des impacts environnementaux de ses productions. Toutefois la production du Groupe reste très limitée : Gaumont animation et Gaumont Télévision ont produit ensemble moins de 30 heures de programmes pour la télévision, dont environ 25 en tant que producteur délégué, sur environ 800 heures de fiction et 300 heures de programmes d'animation produites en France chaque année. Aux Etats-Unis, Gaumont International Télévision a produit en 2014 environ 20 heures de programmes, soit l'équivalent de 2 séries de 12 épisodes, dans un marché qui compte chaque année près d'une centaine de séries renouvelées et autant de pilotes de séries originales commandés.

De manière générale, l'impact environnemental du Groupe reste donc limité.

Politique générale

Le Groupe assume la responsabilité des impacts environnementaux issus de ses activités administratives et commerciales, ainsi que de ses biens immobiliers.

Pour ses activités administratives, le Groupe s'emploie à recourir à des matériaux recyclés et à faible consommation énergétique, mais ces activités, de par leur envergure limitée, n'entraînent pas d'impacts environnementaux significatifs.

Dans ses activités de production et de distribution, le Groupe privilégie la qualité artistique et technique des œuvres produites et distribuées et s'attache à réduire ses impacts environnementaux lorsque cela ne modifie pas la qualité des œuvres produites. A titre d'exemple, le Groupe tourne aujourd'hui la majorité de ses films sur support numérique, limitant ainsi l'utilisation de bandes magnétiques.

Ses activités directes n'entraînent pas de risque environnemental significatif, aucune mesure systématique n'est prise par le Groupe, ni imposée à ses sous-traitants et aucune action spécifique de formation du personnel ou de prévention des risques de pollution n'a été menée.

Dans la mesure où ses activités ont un impact limité sur l'environnement, le Groupe ne constitue pas de provisions pour risques environnementaux.

Pollution et gestion des déchets

Les activités du groupe Gaumont n'entraînent aucune pollution significative de l'air, de l'eau et du sol, ni aucune émission significative de pollution environnementale, sonore ou visuelle.

La gestion des déchets issus des tournages est de la responsabilité du producteur délégué. Du fait du petit nombre de productions dans lesquelles le Groupe intervient en tant que producteur délégué, la production de déchets directement attribuable au Groupe reste marginale.

La gestion des copies, de leur fabrication et de leur destruction après la fin de l'exploitation en salles, est de la responsabilité du distributeur. Lorsque le Groupe distribue ses films, il fait appel à des sous-traitants spécialisés qui procèdent à la destruction des copies dans le respect des normes en vigueur. En outre, la numérisation croissante des copies et le recours de plus en plus systématique aux supports dématérialisés tendent à réduire largement la production de déchets et l'émission de substances polluantes.

Utilisation durable des ressources

L'utilisation de ressources par le Groupe est essentiellement liée à ses activités administratives et à ses tournages. Pour son fonctionnement, le Groupe utilise l'eau à usage domestique exclusivement et la principale matière première consommée est le papier d'impression. Sur les tournages, l'utilisation de matières premières est fonction des besoins particuliers de chaque film, toutefois l'impact environnemental attribuable au Groupe reste très limité dans la mesure où les productions du Groupe en tant que producteur délégué représentent moins de 3 % des volumes de production, en France comme aux Etats-Unis.

En matière énergétique, le Groupe mène une politique de consommation raisonnée, incluant notamment la régulation automatique de la température ambiante des locaux, l'utilisation de détecteurs de mouvements pour les éclairages... Dans le cas des productions, les choix énergétiques du Groupe sont adaptés aux besoins particuliers de chaque tournage. Les dépenses énergétiques représentent globalement moins de 1 % des coûts de production.

Dans le cadre de son activité d'édition vidéo, le Groupe produit environ 1,5 million de DVD et Blu-ray chaque année. La fabrication, le stockage et la gestion des supports en fin de vie sont entièrement sous-traités à des sociétés spécialisées.

L'utilisation des sols par le groupe Gaumont n'est pas significative. Elle se limite à l'occupation de quelques bâtiments en milieu urbain.



Changement climatique et biodiversité

Il est généralement admis que l'impact écologique du secteur de l'audiovisuel et du cinéma est peu significatif au regard d'autres secteurs d'activités. En 2011, une première étude d'évaluation de l'empreinte carbone du secteur, menée par la société Carbone 4 est venue confirmer ce point. Il ressort en effet de l'étude que la filière dans son ensemble produit annuellement environ 1 million de tonnes d'équivalent CO₂, soit moins de 0,2 % du total des émissions de CO₂ en France (données statistiques du Ministère de l'écologie et du développement durable/Agence Internationale de l'énergie).

Selon l'étude de Carbone 4, le quart de ces émissions est directement issu de la production des œuvres, 44 % sont directement liés à leur exploitation en salles, leur diffusion sur les chaînes de télévision et leur distribution en vidéo et 25 % des émissions sont indirectement générées par la filière dans la mesure où elles sont le fait des déplacements des spectateurs vers les salles de cinéma.

Du fait du nombre limité de productions dans lesquelles le Groupe intervient en tant que producteur délégué, les émissions de gaz à effet de serre directement attribuables au Groupe restent marginales.

Les changements climatiques ne représentent pas un risque et n'offrent aucune opportunité particulière pour les activités du Groupe.

Les activités du Groupe ne portent pas atteinte à l'équilibre biologique ou aux milieux naturels et espèces protégées, autrement que par le biais de leur empreinte carbone.



Approche méthodologique

Le présent chapitre est établi en application de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, précisé dans sa mise en application par le Décret n° 2012-557 du 24 avril 2012, codifié aux articles R. 225-104, R. 225-105, R. 225-105-1 et R. 225-105-2 du Code de commerce.

Périmètre de responsabilité

Le périmètre de responsabilité du Groupe est défini de la manière suivante.

Les informations sociales sont établies au niveau du Groupe consolidé et comprennent toutes les sociétés, françaises ou étrangères, intégrées au périmètre de consolidation selon la méthode de l'intégration globale.

Les données environnementales concernent principalement les sociétés de production cinématographique et audiovisuelle. Le périmètre de responsabilité du Groupe est en outre limité aux productions dans lesquelles il agit en tant que producteur délégué.

Collecte de l'information

Les informations permettant l'établissement de ce rapport sont collectées par le biais de reportings annuels auprès des différents services en charge du suivi de ces données : Ressources humaines, administrateurs et contrôleurs de production, Service royalties, Service juridique, Service communication... Les données transmises le sont sous la responsabilité des services concernés. Un contrôle de cohérence est effectué au niveau du Groupe dans le cadre de leur consolidation.

Indicateurs

Les indicateurs présentés par le Groupe sont utilisés de manière constante d'une période à l'autre. Lorsque cela est nécessaire, des précisions sur la définition de l'indicateur retenue par le Groupe sont fournies en note. Les données de ce rapport concernent l'exercice 2014, sauf indication contraire.

Une table de correspondance permettant une lecture de ce rapport au regard des exigences de l'article R. 225-105-1 du Code de commerce est présentée en page 223 de ce Document de référence.



Attestation de présence et avis de sincérité portant sur les informations sociales, sociétales et environnementales

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux Actionnaires,

A la suite de la demande qui nous a été faite par la société GAUMONT, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées présentées dans le rapport annuel, intégrant le rapport de gestion établi au titre de l'exercice clos le 31/12/2014 en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce. RSE France a la qualité d'Organisme Tiers Indépendant (OTI) accrédité par le Cofrac sous le n°3-1051 (portée disponible sur www.cofrac.fr).

Responsabilité de la Société

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les informations environnementales, sociétales et sociales consolidées prévues à l'article R. 225-105-1 du Code de commerce (ci-après les « Informations »), établies conformément aux référentiels utilisés (le « Référentiel ») par la société.

Indépendance et système de management de la qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, notre code de déontologie ainsi que les dispositions prévues dans la norme ISO 17020. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de management de la qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer la conformité avec les règles déontologiques, les textes légaux et réglementaires applicables et la norme ISO 17020.

Responsabilité de l'Organisme Tiers Indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations sont présentes dans le rapport annuel ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R. 225-105 du Code de commerce et du décret n° 2012-557 du 24 avril 2012 (attestation de présence) ;
- d'exprimer un avis motivé sur le fait que les Informations sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère (avis de sincérité).

1. Attestation de présence

Nous avons comparé les Informations avec la liste prévue par l'article R. 225-105-1 du Code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L. 233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

En cas d'omission de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions du décret n° 2012-557 du 24 avril 2012.

Sur la base de ces travaux, nous attestons de la présence dans le rapport annuel des Informations environnementales, sociétales et sociales requises par l'article R. 225-105-1 du Code de commerce.



2. Avis de sincérité

Nature et étendue des travaux

Nous avons effectué nos travaux en nous appuyant sur notre méthodologie qui tient compte, d'une part des recommandations de la norme internationale ISAE 3000 (*International Standard on Assurance Engagements*) concernant les missions d'assurance sur les informations autres que financières, d'autre part aux recommandations du groupe de travail mis en place par l'Afnor sur la vérification extra-financière.

Nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa neutralité, sa clarté et sa fiabilité.

La société établit des comptes consolidés. Le périmètre de nos travaux a porté sur l'intégralité du périmètre consolidé.

Nous avons sélectionné les informations qui nous paraissent les plus significatives en termes d'impacts au regard des activités et des implantations de la société. Ces informations sont liées aux problématiques intermittents, effectifs, rémunération, embauches/licenciements, santé/sécurité, formation, stagiaires. Nous avons vérifié par des tests de détail les indicateurs que nous avons considéré les plus importants⁽¹⁾.

Nous avons vérifié la mise en place par la société d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations. Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatifs à l'élaboration des Informations. Nous avons identifié les personnes responsables du reporting social, sociétal et environnemental au sein de l'entité consolidante et les personnes impliquées dans la collecte au niveau des entités contributrices.

Nous avons procédé à la revue des procédures de reporting des données environnementales, sociétales et sociales. Cette revue vise à s'assurer de :

- la pertinence du référentiel ;
- la description du périmètre ;
- la fiabilité des outils et méthodes employés (revue des systèmes d'information) ;
- le caractère compréhensible des définitions et applications.

Nos travaux ont couvert 73 % de la valeur consolidée des indicateurs chiffrés relatifs au volet social et 100 % de la valeur consolidée des indicateurs chiffrés relatifs au volet environnemental.

Nous avons mis en œuvre des diligences limitées devant conduire à une assurance modérée (au sens de l'ISAE 3000) sur le fait que les Informations ne comportent pas d'anomalies significatives de nature à remettre en cause leur sincérité. Une assurance de niveau plus élevé aurait nécessité des travaux plus étendus.

Concernant les informations quantitatives sélectionnées :

- au niveau de l'entité consolidante et des entités contrôlées, nous avons mis en œuvre des procédures analytiques et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation de ces informations ;
- au niveau des entités contrôlées, nous avons d'une part conduit des entretiens pour vérifier la correcte compréhension et application des procédures et obtenir les informations nous permettant de mener nos vérifications ; d'autre part mis en œuvre des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données ;
- nous avons retenu une marge d'erreur admissible de 5 % à l'intérieur de laquelle les éventuelles irrégularités relevées ne sont pas considérées comme des anomalies.

Concernant les informations qualitatives sélectionnées :

Au niveau de l'entité consolidante et des entités contrôlées, nous avons conduit des entretiens et vérifié, sur la base de sondages et d'analyse de documents, la sincérité des allégations ainsi que la consolidation des allégations émises par la société.

Trois personnes ont été mobilisées pour nos travaux dont les signataires du présent rapport. Nous avons conduit sept entretiens. La mission a été effectuée entre le 8 janvier et le 17 mars 2015 et a duré cinq jours/hommes.

Nous estimons que nos travaux fournissent une base suffisante à la conclusion exprimée ci-après.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations ont été établies de manière sincère.

Paris, le 17 mars 2015

RSE France

Isabelle LHOSTE

Gérard SCHOUN

(1) Nombre d'intermittents par profession, effectif total de fin de période ventilé par sexe, branche d'activité, zone géographique, âge moyen et ancienneté moyenne, embauches, départs par nature, rémunération brute totale, nombre d'employés à temps partiel, nombre de jour d'absence, accidents du travail, nombre d'heures de formation, nombre de personnes ayant bénéficié d'une formation, effectif total par genre et par catégorie, enfants employés directement.



RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES

4 ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

<u>Etat de la situation financière consolidée</u>	<u>60</u>	<u>Tableau des flux de trésorerie consolidés</u>	<u>65</u>
<u>Compte de résultat consolidé</u>	<u>62</u>	<u>Annexe aux comptes consolidés</u>	<u>66</u>
<u>Etat du résultat global</u>	<u>63</u>	<u>Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés</u>	<u>117</u>
<u>Variations des capitaux propres consolidés</u>	<u>64</u>		



Etat de la situation financière consolidée

Actif (en milliers d'euros)	Note	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Ecarts d'acquisition nets	3.1	12 035	14 285	14 285
Films et droits audiovisuels nets	3.2	157 992	145 091	124 833
Autres immobilisations incorporelles nettes	3.3	787	962	690
Immobilisations corporelles nettes	3.4	32 293	31 999	32 339
Participations dans des entreprises associées	3.5	207 305	197 245	224 668
Autres actifs financiers nets	3.6	1 125	1 961	592
Actifs d'impôts non courants	4.8	1 663	1 605	3 749
Actifs non courants		413 200	393 148	401 156
Stocks	3.7	503	584	524
Créances clients nettes	3.8	90 306	74 885	37 554
Actifs d'impôts courants	3.8	1 600	2 551	1 966
Autres créances nettes et autres actifs financiers courants	3.8	40 818	36 952	42 717
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.9	27 520	5 794	10 754
Actifs courants		160 747	120 766	93 515
TOTAL ACTIF		573 947	513 914	494 671



Passif (en milliers d'euros)	Note	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Capital		34 180	34 180	34 180
Réserves et résultat		217 217	205 965	230 270
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		251 397	240 145	264 450
Intérêts ne conférant pas le contrôle		2 892	2 916	2 826
Capitaux propres	3.10	254 289	243 061	267 276
Provisions non courantes	3.11	3 079	2 655	2 711
Passifs d'impôts non courants	4.8	1 927	1 440	1 167
Dettes financières à plus d'un an	3.12	185 491	151 509	142 332
Autres dettes non courantes	3.13	706	820	940
Passifs non courants		191 203	156 424	147 150
Provisions courantes	3.11	1 262	1 087	1 492
Dettes financières à moins d'un an	3.12	20 473	25 995	6 517
Fournisseurs	3.13	12 856	16 739	10 310
Passifs d'impôts courants	3.13	-	78	79
Autres dettes	3.13	93 864	70 530	61 847
Passifs courants		128 455	114 429	80 245
TOTAL PASSIF		573 947	513 914	494 671



Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Note	2014	2013	2012
Chiffre d'affaires	4.1	190 074	169 106	105 144
Achats		- 2 014	- 2 153	- 2 096
Charges de personnel	4.2	- 25 257	- 26 588	- 27 810
Autres produits et charges opérationnels courants	4.3	- 36 897	- 26 763	- 30 892
Dépréciations, amortissements et provisions	4.4	- 121 017	- 108 121	- 36 631
Résultat opérationnel courant		4 889	5 481	7 715
Autres produits et charges opérationnels non courants	4.5	- 1 967	- 10	- 644
Résultat opérationnel		2 922	5 471	7 071
Quote-part du résultat net des entreprises associées	4.7	18 345	13 783	16 439
Résultat opérationnel après quote-part du résultat net des entreprises associées		21 267	19 254	23 510
Coût de l'endettement financier brut		- 6 560	- 6 220	- 4 674
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		3	5	14
Coût de l'endettement financier net		- 6 557	- 6 215	- 4 660
Autres produits et charges financiers	4.6	4 768	1 055	1 331
Résultat avant impôts		19 478	14 094	20 181
Impôts	4.8	- 1 092	- 1 318	1 093
RESULTAT NET		18 386	12 776	21 274
Dont part attribuable aux intérêts ne conférant pas le contrôle		64	86	54
Dont part attribuable aux actionnaires de la société mère		18 322	12 690	21 220
Résultat net par action attribuable aux actionnaires de la société mère				
• Nombre moyen d'actions en circulation	4.9	4 272 530	4 272 530	4 272 530
• En euro par action		4,29	2,97	4,97
Résultat net dilué par action attribuable aux actionnaires de la société mère				
• Nombre potentiel moyen d'actions	4.9	4 272 530	4 272 530	4 272 530
• En euro par action		4,29	2,97	4,97



Etat du résultat global

(en milliers d'euros)

	Note	2014	2013	2012
Résultat net		18 386	12 776	21 274
Différence de conversion des activités à l'étranger		703	- 160	- 48
Quote-part dans les écarts de conversion des activités à l'étranger des entreprises associées		230	- 279	- 2 023
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		-	-	-
Variation de la juste valeur des instruments financiers de couverture	6.5	- 1 060	1 320	- 964
Quote-part dans les variations de la juste valeur des instruments financiers de couverture des entreprises associées		- 1 470	- 3 625	-
Impôts sur les éléments reconnus directement en capitaux propres	4.8	435	- 476	362
Autres éléments du résultat global qui pourront être reclassés ultérieurement en résultat net		- 1 162	- 3 220	- 2 673
Variation de l'excédent de réévaluation d'actifs		-	-	-
Ecart actuariels sur les régimes à prestation définies	3.11	- 30	254	- 631
Quote-part dans les écarts actuariels des entreprises associées		- 313	32	- 237
Impôts sur les éléments reconnus directement en capitaux propres	4.8	10	- 85	210
Autres éléments du résultat global qui ne peuvent pas être reclassés en résultat net		- 333	201	- 658
Total des autres éléments du résultat global après impôts		- 1 495	- 3 019	- 3 331
RESULTAT GLOBAL POUR LA PERIODE		16 891	9 757	17 943
Dont part attribuable aux intérêts ne conférant pas le contrôle		61	90	33
Dont part attribuable aux actionnaires de la société mère		16 830	9 667	17 910



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Variations des capitaux propres consolidés

Variations des capitaux propres consolidés

Variations des capitaux propres <i>(en milliers d'euros)</i>	Attribuables aux actionnaires de la société mère						Total	Attribuables aux intérêts ne conférant pas le contrôle	Total capitaux propres
	Nombre d'actions	Capital	Réserves liées au capital ⁽¹⁾	Actions propres	Réserves et résultats	Autres éléments du résultat global			
AU 31 DECEMBRE 2012	4 272 530	34 180	27 771	- 265	182 741	20 023	264 450	2 826	267 276
Résultat net de la période	-	-	-	-	12 690	-	12 690	86	12 776
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	- 3 023	- 3 023	4	- 3 019
Résultat global de la période	-	-	-	-	12 690	- 3 023	9 667	90	9 757
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-	-	- 4 266	-	- 4 266	-	- 4 266
Elimination des titres d'autocontrôle	-	-	-	5	- 10	-	- 5	-	- 5
Autres ⁽²⁾	-	-	-	-	- 29 701	-	- 29 701	-	- 29 701
AU 31 DECEMBRE 2013	4 272 530	34 180	27 771	- 260	161 454	17 000	240 145	2 916	243 061
Résultat net de la période	-	-	-	-	18 322	-	18 322	64	18 386
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	- 1 492	- 1 492	- 3	- 1 495
Résultat global de la période	-	-	-	-	18 322	- 1 492	16 830	61	16 891
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-	-	- 4 266	-	- 4 266	- 85	- 4 351
Elimination des titres d'autocontrôle	-	-	-	8	15	-	23	-	23
Autres ⁽³⁾	-	-	-	-	- 1 335	-	- 1 335	-	- 1 335
AU 31 DECEMBRE 2014	4 272 530	34 180	27 771	- 252	174 190	15 508	251 397	2 892	254 289

(1) Primes d'émission, primes d'apport, primes de fusion, réserves légales.

(2) Pour l'essentiel, incidence de la transaction de rachat de titres détenus par des actionnaires minoritaires au sein du sous-groupe Les Cinémas Gaumont Pathé, mis en équivalence.

(3) Pour l'essentiel, incidence de l'opération de rachat et annulation d'une partie de ses propres actions par la société Légende, mise en équivalence.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en milliers d'euros)	Note	2014	2013	2012
Opérations d'exploitation				
Résultat net consolidé (y compris intérêts ne conférant pas le contrôle)		18 386	12 776	21 274
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	5.1	121 860	107 911	36 560
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	3.1	2 250	-	440
Gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses	1.3	-	-	-
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	6.5	- 566	- 6	83
Charges et produits calculés liés aux plans de souscription d'actions et assimilés		-	-	-
Autres charges et produits calculés		- 3 161	-	32
Résultat net des cessions d'immobilisations		- 3	- 308	541
Quote-part de résultat des entreprises associées	4.7	- 18 345	- 13 783	- 16 439
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	5.2	6 266	7 638	9 666
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts		126 687	114 228	52 157
Coût de l'endettement financier net		6 557	6 215	4 660
Charge d'impôts (y compris impôts différés)	4.8	1 092	1 318	- 1 093
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts		134 336	121 761	55 724
Impôts versés		- 260	- 230	16
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	5.3	8 694	- 19 995	5 516
(A) Flux net de trésorerie généré par l'activité		142 770	101 536	61 256
Opérations d'investissement				
Cessions d'immobilisations		366	645	494
Acquisitions d'immobilisations	5.4	- 127 365	- 129 791	- 85 398
Variation des dettes sur immobilisations	5.5	- 3 234	4 496	- 3 681
Incidence des variations de périmètre nette de la trésorerie acquise	5.6	- 874	- 1 722	- 3 067
(B) Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		- 131 107	- 126 372	- 91 652
Opérations de financement				
Augmentation de capital de Gaumont SA	3.10	-	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de Gaumont SA	3.10	- 4 266	- 4 266	- 5 547
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés consolidées		- 85	-	-
Mouvements sur actions propres		23	- 5	12
Variation des dettes financières	3.12	18 855	28 777	43 544
Intérêts payés		- 4 618	- 5 228	- 3 777
(C) Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		9 909	19 278	34 232
(D) Incidence des variations des cours des devises		642	88	- 131
VARIATION GLOBALE DE LA TRESORERIE : (A) + (B) + (C) + (D)		22 214	- 5 470	3 705
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		5 794	10 754	7 391
Soldes créditeurs de banques à l'ouverture		- 530	- 20	- 362
Trésorerie à l'ouverture		5 264	10 734	7 029
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	3.9	27 520	5 794	10 754
Soldes créditeurs de banques à la clôture	3.12	- 42	- 530	- 20
Trésorerie à la clôture		27 478	5 264	10 734
VARIATION GLOBALE DE LA TRESORERIE		22 214	- 5 470	3 705



Annexe aux comptes consolidés

Note	Page	Note	Page	Note	Page
1. Le groupe Gaumont	67	3. Notes sur l'état de la situation financière consolidée	79	5. Notes sur le tableau des flux de trésorerie	98
1.1. Activités du Groupe.....	67	3.1. Ecarts d'acquisition.....	79	5.1. Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions hors actifs circulants.....	98
1.2. Evénements marquants de la période.....	67	3.2. Films et droits audiovisuels.....	80	5.2. Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	98
1.3. Périmètre de consolidation	67	3.3. Autres immobilisations incorporelles	81	5.3. Variation du besoin en fonds de roulement net lié à l'activité	98
2. Principes et méthodes comptables	69	3.4. Immobilisations corporelles	81	5.4. Acquisitions d'immobilisations, hors titres consolidés...	100
2.1. Principes généraux.....	69	3.5. Participations dans des entreprises associées.....	82	5.5. Variation des dettes sur immobilisations	100
2.2. Evolution du référentiel IFRS.....	69	3.6. Autres actifs financiers	83	5.6. Incidence des variations de périmètre	100
2.3. Méthodes de consolidation.....	71	3.7. Stocks.....	83	6. Autres informations.....	101
2.4. Regroupements d'entreprises.....	71	3.8. Créances clients et autres actifs courants.....	83	6.1. Effectif moyen ventilé par catégorie.....	101
2.5. Evaluation et présentation des états financiers consolidés.....	72	3.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie	84	6.2. Rémunérations des mandataires sociaux.....	101
2.6. Immobilisations incorporelles.....	73	3.10. Capitaux propres	84	6.3. Engagements et passifs éventuels	101
2.7. Immobilisations corporelles	74	3.11. Provisions courantes et non courantes	86	6.4. Risques financiers	103
2.8. Dépréciation des actifs.....	74	3.12. Dettes financières.....	90	6.5. Instruments financiers	106
2.9. Stocks.....	75	3.13. Dettes fournisseurs et autres passifs.....	93	6.6. Secteurs opérationnels	110
2.10. Actifs et passifs financiers.....	75	4. Notes sur le compte de résultat consolidé	93	6.7. Honoraires des Commissaires aux comptes.....	116
2.11. Instruments de capitaux propres	76	4.1. Chiffre d'affaires.....	93	6.8. Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice	116
2.12. Provisions et passifs éventuels	76	4.2. Charges de personnel	93		
2.13. Avantages au personnel.....	76	4.3. Autres produits et charges opérationnels courants.....	94		
2.14. Impôts et taxes.....	77	4.4. Dépréciations, amortissements et provisions.....	94		
2.15. Secteurs opérationnels	77	4.5. Autres produits et charges opérationnels non courants... 95			
2.16. Chiffre d'affaires.....	77	4.6. Autres produits et charges financiers	95		
2.17. Subventions et aides publiques	78	4.7. Quote-part du résultat net des entreprises associées.....	95		
2.18. Résultat opérationnel	79	4.8. Impôts.....	95		
2.19. Résultat par action	79	4.9. Résultat par action	97		



1. Le groupe Gaumont

1.1. Activités du Groupe

Le groupe Gaumont est spécialisé dans la production et la distribution de films cinématographiques, activité qu'il exerce depuis 1895, et développe depuis quelques années une activité de production de programmes destinés à la télévision. Ces programmes comprennent principalement des séries américaines, des séries françaises et des séries d'animation.

Par ailleurs, après avoir associé son parc de salles début 2000 à celui de Pathé, Gaumont détient une participation de 34 % dans Les Cinémas Gaumont Pathé, un important réseau d'exploitation de salles de cinéma présent en France, en Suisse et aux Pays-Bas.

1.2. Evénements marquants de la période

Fin 2014, Gaumont a procédé à une restructuration de sa dette financière et a émis un emprunt obligataire d'un montant total de k€ 60 000 à maturité de 7 à 10 ans en complément d'une nouvelle convention de crédit renouvelable d'un montant maximum de k€ 80 000 sur 5 ans, en remplacement de la précédente ligne de crédit de k€ 125 000.

Le détail de ces opérations est présenté en note 3.12.

1.3. Périmètre de consolidation

Evolution du périmètre de consolidation

En juin 2014, Gaumont SA a acquis une participation complémentaire de 3,77 % dans le groupe Légende pour un prix d'acquisition de k€ 874.

L'allocation définitive du prix d'acquisition est précisée ci-dessous.

(en milliers d'euros)

Coût d'acquisition (A)	874
Situation nette après ajustements de juste valeur	7 967
Pourcentage de situation nette acquise	3,77 %
Situation nette acquise après ajustements de juste valeur (B)	300
ECART D'ACQUISITION (G = A - B)	574

Par ailleurs, en juin 2014, la société Légende SAS a acquis 17,5 % de ses propres actions puis a procédé à l'annulation de ces actions. Cette opération a eu pour conséquence d'augmenter la participation du groupe Gaumont dans Légende de 41,25 % à 50 %.

La réduction de capital de Légende a induit pour Gaumont une réduction de la valeur des titres mis en équivalence et des capitaux propres du Groupe de k€ 1 333.

Dans le cadre de ces opérations, le Groupe a procédé à une revue des conditions de contrôle du groupe Légende au regard de la norme IFRS 10 et a conclu à l'absence de contrôle de Gaumont sur Légende. La société Légende et ses filiales, détenues à 50 %, continuent d'être incorporées dans les comptes consolidés selon la méthode de la mise en équivalence.



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Annexe aux comptes consolidés

Principales sociétés consolidées

Société et forme	Siège social	Siren	% intérêt	% contrôle	Méthode intégration
Société mère :					
Gaumont SA	30, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly/Seine	562 018 002	100,00		IG
Sociétés françaises :					
Production et distribution cinéma :					
Fideline Films SARL	30, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly/Seine	308 240 480	100,00	100,00	IG
Nouvelles Editions de Films SARL	30, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly/Seine	562 054 817	100,00	100,00	IG
Gaumont Production SARL	5, rue du Colisée, 75008 Paris	352 072 904	100,00	100,00	IG
Gaumont Vidéo SNC	30, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly/Seine	384 171 567	100,00	100,00	IG
Editions la Marguerite SARL	30, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly/Seine	602 024 150	100,00	100,00	IG
Gaumont Musiques SARL	30, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly/Seine	494 535 255	100,00	100,00	IG
Légende SAS	15, av. d'Eylau, 75116 Paris	449 912 609	50,00	50,00	MEQ
Production de fictions télévisuelles et séries d'animation :					
Gaumont Télévision SAS	30, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly/Seine	340 538 693	100,00	100,00	IG
Gaumont Production Télévision SARL	5, rue du Colisée, 75008 Paris	322 996 257	100,00	100,00	IG
Gaumont Animation SA	142, rue de Charonne, 75011 Paris	411 459 811	100,00	100,00	IG
Gaumont Animation Musique SARL	142, rue de Charonne, 75011 Paris	433 438 769	100,00	100,00	IG
Exploitation des salles :					
Les Cinémas Gaumont Pathé SAS	2, rue Lamennais, 75008 Paris	392 962 304	34,00	34,00	MEQ
Archives :					
Gaumont Pathé Archives SAS	30, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly/Seine	444 567 218	57,50	57,50	IG
Sociétés étrangères :					
Etats-Unis :					
Gaumont Inc.	520 W 43rd Street, New York, NY 10036	Etats-Unis	100,00	100,00	IG
Lincoln Cinema Associates	1886 Broadway, New York, NY 10023	Etats-Unis	31,95	31,95	MEQ
Legende Films Inc.	15233 Ventura Blvd, Sherman Oaks, CA 91403	Etats-Unis	50,00	50,00	MEQ
Gaumont TV Inc.	750 San Vincente Blvd, Suite 1550, West Hollywood, CA 90069	Etats-Unis	100,00	100,00	IG
Gaumont International Television Llc	750 San Vincente Blvd, Suite 1550, West Hollywood, CA 90069	Etats-Unis	100,00	68,60	IG
Ouroboros Productions Llc	750 San Vincente Blvd, Suite 1550, West Hollywood, CA 90069	Etats-Unis	100,00	68,60	IG
Chiswick Productions Llc	750 San Vincente Blvd, Suite 1550, West Hollywood, CA 90069	Etats-Unis	100,00	68,60	IG
Narcos Productions Llc	750 San Vincente Blvd, Suite 1550, West Hollywood, CA 90069	Etats-Unis	100,00	68,60	IG
Leodoro Productions Llc	750 San Vincente Blvd, Suite 1550, West Hollywood, CA 90069	Etats-Unis	100,00	68,60	IG

IG : Intégration globale.

MEQ : Mise en équivalence.



2. Principes et méthodes comptables

2.1. Principes généraux

En application du Règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2014 ont été préparés conformément aux *International Financial Reporting Standards* (IFRS) tels qu'adoptés par l'Union européenne et applicables à cette date.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2014 et disponibles sur le site : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, à l'exception des normes IFRS et interprétations IFRIC applicables à compter du 1^{er} janvier 2014 et des normes éventuellement appliquées par anticipation, dont le détail et l'incidence individuelle sont décrits en note 2.2.

Le Groupe applique également la recommandation ANC 2013-01 du 4 avril 2013 relative à la présentation de la quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence, dans le compte de résultat consolidé et dans l'information sectorielle. Les activités de production cinématographique et d'exploitation des salles de cinéma opérées par les entreprises associées étant dans le prolongement direct des activités de production et de distribution exercées par les entités consolidées par intégration globale, le Groupe estime qu'une présentation de la quote-part du résultat des entreprises associées immédiatement à la suite du résultat opérationnel des entités consolidées par intégration globale constitue une amélioration de l'information financière.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros notés k€ sauf indication contraire.

Les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2014 ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 5 mars 2015. Ils seront soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée générale du 5 mai 2015.

2.2. Evolution du référentiel IFRS

Effet des normes IFRS et interprétations IFRIC applicables à compter du 1^{er} janvier 2014

Norme		Date d'application ⁽¹⁾	Incidence sur les états financiers consolidés du groupe Gaumont
IAS 27 Révisée	Etats financiers individuels	01/01/2014	Non applicable
IAS 28 Révisée	Participation dans des entreprises associées et coentreprises	01/01/2014	Sans incidence sur les états financiers consolidés
IFRS 10	Etats financiers consolidés	01/01/2014	Sans incidence sur les états financiers consolidés
IFRS 11	Partenariats	01/01/2014	Sans incidence sur les états financiers consolidés
IFRS 12	Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités	01/01/2014	Pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés
Amendements à IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12	Application en période transitoire	01/01/2014	Pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés
Amendements à IFRS 10, IFRS 12, IAS 27	Entités d'investissements	01/01/2014	Non applicable
Amendements à IAS 36	Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers	01/01/2014	Pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés
Amendements à IAS 39	Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture	01/01/2014	Pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés
Amendements à IAS 32	Compensation d'actifs et de passifs financiers	01/01/2014	Pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés

(1) Sauf indication contraire, applicable aux exercices ouverts à compter de la date indiquée (date d'application UE).

**Textes adoptés par l'Union européenne, et d'application non encore obligatoire au 31 décembre 2014**

Norme		Date d'application ⁽¹⁾	Incidence sur les états financiers consolidés du groupe Gaumont
IFRIC 21	Droits ou taxes	17/06/2014	Pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés
Améliorations annuelles	Cycles 2011-2013	01/01/2015	Pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés

(1) Sauf indication contraire, applicable aux exercices ouverts à compter de la date indiquée (date d'application UE).

En ce qui concerne l'interprétation IFRIC 21 adoptée par l'Union Européenne en date du 17 juin 2014 et applicable aux exercices ouverts à compter de cette date, le Groupe n'a pas souhaité retenir l'option d'une application anticipée au 1^{er} janvier 2014.

Effet des normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB mais non encore adoptés par l'Union européenne au 31 décembre 2014

Norme		Date d'application ⁽¹⁾	Incidence sur les états financiers consolidés du groupe Gaumont
IFRS 9	Instruments financiers (classification et évaluation)	01/01/2018	En attente – Le processus d'adoption de cette norme par l'UE a été suspendu
IFRS 14	Comptes de report réglementaire	01/01/2016	Non applicable
IFRS 15	Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	01/01/2017	Les impacts de la norme sont en cours d'évaluation
Amendements à IFRS 9, IFRS 7 et IAS 39	Instruments financiers (comptabilité de couverture)	A déterminer	En attente – Le processus d'adoption de la norme IFRS 9 par l'UE a été suspendu
Amendements à IAS 19	Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel	01/07/2014	Pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés
Amendements à IFRS 11	Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans les entreprises communes	01/01/2016	Pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés
Amendements à IAS 16 et IAS 38	Eclaircissements sur les modes d'amortissement acceptables	01/01/2016	Les impacts de la norme sont en cours d'évaluation
Amendements à IAS 16 et IAS 41	Agriculture : plantes productrices	01/01/2016	Non applicable
Amendements à IAS 27	Utilisation de la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers individuels	01/01/2016	Non applicable
Amendements à IFRS 10 et IAS 28	Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise	A déterminer	Non applicable
Amendements à IAS 1	Information financière	01/01/2016	Pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés
Amendements à IFRS 10, IFRS 12, IAS 28	Entités d'investissements : application de l'exception à la consolidation	01/01/2016	Non applicable
Améliorations annuelles	Cycles 2010-2012	01/07/2014	Pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés
Améliorations annuelles	Cycles 2012-2014	01/01/2016	Pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés

(1) Sauf indication contraire, applicable aux exercices ouverts à compter de la date indiquée (date d'application IASB).

Le Groupe a décidé de ne pas utiliser la faculté offerte par la Commission européenne d'appliquer de manière anticipée certaines normes ou interprétations non encore adoptées.



2.3. Méthodes de consolidation

L'entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2014, des normes IFRS 10, 11 et 12 sur la consolidation a conduit à mettre à jour les principes et méthodes comptables, et en particulier les notes relatives aux méthodes de consolidation. Pour autant, l'application de ces nouvelles normes n'entraîne pas d'incidence sur les comptes consolidés de Gaumont, autre que certains ajouts à l'information fournie concernant les entreprises associées.

Entités contrôlées

Une entité est une filiale consolidée selon la méthode de l'intégration globale dès lors que la société mère exerce sur celle-ci un contrôle direct ou indirect.

En application de la norme IFRS 10, le contrôle est établi lorsque les critères suivants sont cumulativement remplis :

- la société mère a le pouvoir sur une entité ;
- la société mère est exposée ou a le droit à des rendements variables en fonction des performances de l'entité, en raison des liens qui les unissent ;
- la société mère a la capacité d'utiliser son pouvoir pour influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient de l'entité.

Le pouvoir est défini comme les droits effectifs de toutes natures conférant à la société mère la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de l'entité, indépendamment de l'exercice effectif de ces droits. Les activités pertinentes sont celles qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entité.

La société mère est tenue de présenter des états financiers consolidés dans lesquels les actifs, les passifs, les capitaux propres, les produits, les charges et les flux de la société mère et de ses filiales sont présentés selon des méthodes comptables uniformes, comme ceux d'une entité économique unique.

Les filiales sont consolidées à compter de la date à laquelle la société mère en obtient le contrôle. Les modifications du pourcentage de détention d'une filiale qui n'entraînent pas la perte de contrôle sont des transactions portant sur les capitaux propres. Lorsque la société mère perd le contrôle sur une filiale, les actifs et passifs de cette filiale sont sortis des états financiers consolidés et le profit ou la perte associée à la perte de contrôle est comptabilisé en résultat de la période. Le cas échéant, la participation résiduelle conservée dans l'entité est évaluée à la juste valeur à la date de la perte du contrôle.

Les participations ne donnant pas le contrôle, définies comme la part d'intérêts dans une filiale qui n'est pas attribuable directement ou indirectement à la société mère, doivent être présentées distinctement des capitaux propres revenant aux actionnaires de la société mère.

Le contrôle d'une filiale ne peut être exercé que par une seule société mère. En cas de contrôle collectif, aucun investisseur n'est réputé contrôler individuellement l'entité et chaque investisseur comptabilise ses intérêts dans l'entité selon la méthode préconisée par la norme applicable. Une entité non contrôlée peut être qualifiée de partenariat au sens d'IFRS 11, d'entreprise associée ou de coentreprise au sens d'IAS 28 révisée, ou d'instrument financier au sens d'IFRS 9.

En application de la norme IFRS 10, les sociétés sur lesquelles Gaumont détient le contrôle sont consolidées. La quote-part de l'actif net et du bénéfice net attribuable aux actionnaires n'ayant pas le contrôle est présentée distinctement en tant qu'intérêts ne conférant pas le contrôle dans l'état de situation financière consolidée et au compte de résultat consolidé.

Entreprises associées et coentreprises

En application des normes IFRS 11 et IAS 28 révisée, les intérêts détenus dans une coentreprise ou une entreprise associée sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Une coentreprise est une entreprise sur laquelle deux investisseurs ou plus exercent un contrôle conjoint et ont un droit sur l'actif net. Le contrôle conjoint s'entend du partage contractuellement convenu du contrôle de l'entité et n'existe que lorsque les décisions relatives aux activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties qui se partagent le contrôle. Une entreprise associée est une entité sur laquelle l'investisseur exerce une influence notable, définie comme le droit de participer aux décisions financières et opérationnelles sans exercer de contrôle sur ces décisions.

La méthode de la mise en équivalence consiste à comptabiliser initialement la participation à son coût, puis d'ajuster sa valeur postérieurement à l'acquisition, pour prendre en compte les changements de la quote-part de l'investisseur dans l'actif net de l'entité. L'écart d'acquisition est inclus dans la valeur comptable de la participation.

Les comptes utilisés par l'investisseur pour déterminer sa quote-part dans l'actif net de l'entité doivent être établis en utilisant des méthodes comptables identiques à celles de l'investisseur.

Le résultat net de l'investisseur comprend la quote-part du résultat net de l'entité mise en équivalence. Les autres éléments du résultat global de l'investisseur incluent sa quote-part dans les autres éléments du résultat global de l'entité. Des ajustements sont apportés le cas échéant à la quote-part de l'investisseur dans le résultat net de l'entité pour tenir compte notamment des amortissements de la juste valeur des actifs et des passifs acquis et des pertes de valeur de l'écart d'acquisition.

Si la quote-part de l'investisseur dans les pertes d'une entité mise en équivalence excède sa participation dans celle-ci, l'investisseur cesse de comptabiliser sa quote-part dans les pertes ultérieures. Lorsque la quote-part est ramenée à zéro, les pertes supplémentaires font l'objet d'une provision au passif de la situation financière si l'investisseur a contracté une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes. Lorsque l'entité redevient bénéficiaire, l'investisseur ne recommence à comptabiliser sa quote-part dans les profits qu'après avoir dépassé sa quote-part de pertes nettes non comptabilisées.

En application d'IAS 28, les sociétés dans lesquelles Gaumont exerce une influence notable ou un contrôle conjoint sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part de l'actif net des entités mises en équivalence revenant à Gaumont est inscrite à l'actif de la situation financière au poste « Participations dans des entreprises associées ». Cette quote-part est, le cas échéant, complétée des écarts d'évaluation attribuables aux actifs et passifs des sociétés concernées et des écarts d'acquisition constatés lors de l'acquisition.

2.4. Regroupements d'entreprises

Comptabilisation des regroupements d'entreprise

En application de la norme IFRS 3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Sur option applicable à chaque opération, l'écart d'acquisition est évalué à la date de prise de contrôle, soit par différence entre le prix d'acquisition et la quote-part des actifs, passifs et passifs éventuels



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Annexe aux comptes consolidés

évalués à leur juste valeur, soit en incluant les intérêts minoritaires, évalués à la juste valeur. Cette option, dite du « goodwill complet », aboutit à la constatation d'un écart d'acquisition sur les participations ne donnant pas le contrôle.

Les compléments de prix sont inclus dans le prix d'acquisition à leur juste valeur à la date de la prise de contrôle. Les ajustements ultérieurs de cette valeur sont enregistrés en écart d'acquisition s'ils surviennent dans la période d'affectation de douze mois, ou en résultat au-delà de ce délai.

Les coûts directs liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges de la période.

Dans le cas de rachats successifs aboutissant à la prise de contrôle de l'entité, les quotes-parts détenues antérieurement à la prise de contrôle font l'objet d'une revalorisation à la juste valeur à la date de la prise de contrôle. Les impacts de ces réévaluations sont enregistrés en contrepartie du résultat.

Les variations ultérieures du pourcentage d'intérêt sans remise en cause du contrôle de la société acquise constituent des opérations entre actionnaires et n'ont pas d'impact sur le résultat ou l'écart d'acquisition. La différence entre la valeur de rachat et la valeur de la quote-part acquise (ou cédée) est comptabilisée en capitaux propres.

Evaluation des écarts d'acquisition

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3, le Groupe finalise l'analyse des écarts de première consolidation dans un délai maximum de 12 mois suivant la date d'acquisition.

L'écart d'acquisition est affecté au plus petit groupe identifiable d'actifs ou unités génératrices de trésorerie.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais chaque unité génératrice de trésorerie fait individuellement l'objet, à chaque clôture annuelle, d'un test de dépréciation. Le test de dépréciation est réalisé en comparant la valeur recouvrable et la valeur comptable de la ou des unités génératrices de trésorerie auxquelles l'écart d'acquisition a été affecté.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur (généralement le prix de marché), nette des coûts de cession, et la valeur d'utilité déterminée en utilisant notamment la méthode des flux nets de trésorerie futurs actualisés.

Pour ses acquisitions passées, le Groupe a défini chaque entité acquise comme une unité génératrice de trésorerie.

Les principales hypothèses retenues pour la réalisation des tests de dépréciation dépendent de l'activité dont relève l'unité génératrice de trésorerie.

Pour les activités de production et de distribution cinématographique et télévisuelle, les flux de trésorerie sont issus des plans d'affaires établis sur une période de 2 ans minimum puis extrapolés par application d'un taux de croissance sur une durée définie ou indéfinie propre à chaque activité. L'actualisation des flux est effectuée en utilisant un taux adapté à la nature de l'activité. Les hypothèses retenues pour réaliser le test de dépréciation sont décrites en note 3.1 pour chaque écart d'acquisition individuellement significatif.

Concernant le cas particulier des entités d'exploitation des salles de cinéma, le Groupe applique une méthode conforme aux usages de la profession, qui consiste à déterminer la juste valeur nette des coûts de cession selon une méthode d'évaluation basée sur un multiple de l'Ebitda normatif diminué de la dette nette. Cette méthode est notamment utilisée, en accord avec les partenaires bancaires de Gaumont, pour déterminer la valeur des actifs liés à cette activité, telle que prise en compte dans le calcul des ratios financiers.

Si les valeurs comptables de l'unité génératrice de trésorerie excèdent la valeur recouvrable, les actifs de l'unité génératrice de trésorerie sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont imputées en priorité à l'écart d'acquisition et inscrites en « Autres produits et charges opérationnels non courants ».

Les pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles.

Les écarts d'acquisition relatifs aux participations dans des entités mises en équivalences sont présentés au poste « Participations dans des entreprises associées ».

2.5. Evaluation et présentation des états financiers consolidés

Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception de certains terrains et constructions évalués à la juste valeur au 1^{er} janvier 2004. Par ailleurs, certaines normes du référentiel IFRS peuvent prévoir d'autres modalités d'évaluation applicables à des catégories d'actifs et de passifs particulières. Les modalités d'évaluation propres à chaque catégorie d'actifs et de passifs sont décrites dans les notes suivantes.

Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers consolidés conduit la Direction du Groupe à établir des estimations s'appuyant sur des hypothèses et susceptibles d'avoir un impact sur la valeur des actifs et des passifs à la date d'arrêt des comptes et sur les produits et charges de la période. Les estimations sont réalisées en tenant compte de l'expérience et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent de base à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Ces estimations sont réexaminées de façon continue. Néanmoins, les montants définitifs qui figureront dans les futurs états financiers consolidés pourront être différents des valeurs actuellement estimées. Le recours aux estimations concerne notamment la valorisation des actifs corporels et incorporels, l'amortissement des films, l'évaluation des pertes de valeur sur les actifs financiers, la reconnaissance d'actifs d'impôts différés, et les provisions courantes et non courantes. Des précisions concernant ces estimations sont fournies dans les différentes notes ci-dessous.

Méthode de conversion des éléments en devises

Etats financiers des filiales étrangères

Les filiales étrangères ont pour devise de fonctionnement leur monnaie locale, définie comme la monnaie de l'environnement économique dans lequel l'entité opère.

Les états financiers de ces filiales sont convertis en euro, devise fonctionnelle de la société mère, lors de leur intégration dans les comptes consolidés. En application de la norme IAS 21, l'état de situation financière des entités est converti en euro au cours de clôture, leur compte de résultat est converti au cours de change moyen de la période considérée. Les différences résultant de la conversion sont enregistrées en réserve de conversion dans les capitaux propres consolidés et rapportés au résultat lors de la sortie de l'entité du périmètre de consolidation.



Opérations en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ». En application de cette norme :

- les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties en monnaie locale au cours du jour de la transaction ;
- les éléments monétaires de l'état de situation financière sont réévalués au cours de clôture à chaque arrêté comptable et les écarts de conversion correspondants sont inscrits en compte de résultat ;
- les écarts de change sur un élément monétaire faisant partie de l'investissement net dans un établissement étranger sont comptabilisés en autres éléments du résultat global et reclassés en résultat net lors de la sortie de l'investissement net.

Structure de l'état de situation financière consolidée

L'application de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » rend obligatoire la distinction courants/non-courants des éléments de l'état de situation financière.

En conséquence, l'état de situation financière consolidée présente :

- les actifs courants qui sont ceux que le Groupe s'attend à réaliser ou à consommer dans le cadre du cycle normal d'exploitation. Tous les autres actifs sont considérés comme des actifs non courants ;
- les passifs courants qui sont ceux dont le Groupe s'attend à ce qu'ils soient réglés dans le cadre du cycle normal d'exploitation. Tous les autres passifs sont considérés comme des passifs non courants.

2.6. Immobilisations incorporelles

Conformément à la norme IAS 38, seuls les éléments identifiables dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que des avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Frais préliminaires

Les frais préliminaires représentent les dépenses engagées avant la décision de mise en production, telles que la recherche de sujets ou de talents et les repérages nécessaires au développement des projets. Ces frais sont enregistrés en charges de l'exercice.

Films et droits audiovisuels

Les films et droits audiovisuels comprennent :

- les coûts de productions des œuvres dont le Groupe est producteur délégué, destinées à être exploitées, en France ou à l'étranger, par tous procédés audiovisuels ;
- les parts de coproduction françaises ou étrangères ;
- les droits acquis permettant l'exploitation d'une œuvre audiovisuelle.

La valeur brute inscrite à l'actif de la situation financière est constituée notamment :

- des coûts de production des œuvres cinématographiques et télévisuelles, nets des apports des coproducteurs, lorsque le Groupe est intervenu dans la production de l'œuvre comme producteur délégué et exécutif ;
- du montant des apports forfaitaires, lorsque le Groupe est intervenu dans la production en tant que coproducteur ;
- du montant des avances non remboursables versées au producteur délégué lorsque le Groupe est intervenu en tant que distributeur ;
- du coût d'acquisition des droits incorporels et corporels, lorsque le Groupe n'est pas intervenu dans la production de l'œuvre.

Le coût immobilisé des œuvres produites comprend les frais financiers encourus pendant la période de production, ainsi qu'une quote-part de frais de structure directement attribuable aux productions.

Amortissement des films et droits audiovisuels

Les amortissements sont calculés en appliquant à la valeur nette comptable au 1^{er} janvier le ratio *recettes nettes acquises dans l'exercice sur recettes nettes totales*.

Les recettes nettes totales comprennent la part revenant à Gaumont des recettes nettes acquises dans l'exercice, et des recettes nettes prévisionnelles, sur une durée de 10 ans maximum à compter de la date de première exploitation.

Les recettes prévisionnelles sont examinées périodiquement par la direction et ajustées, si nécessaire, en tenant compte des résultats de l'exploitation, des nouveaux contrats signés ou prévus et de l'environnement audiovisuel existant à la date de clôture des comptes.

Dans le cas où la valeur nette de l'investissement résultant de l'application de cette méthode s'avère supérieure aux recettes nettes prévisionnelles, un amortissement complémentaire est constaté pour couvrir l'insuffisance de recettes.

A compter de l'exercice 2011, une valeur résiduelle est affectée aux films cinématographiques, produits postérieurement à l'année 2001, ayant rencontré un large succès et pour lesquels Gaumont anticipe des recettes futures bien au-delà de dix années. Cette valeur, qui vient en déduction de la valeur amortissable du film, est fonction du nombre d'entrées réalisées lors de son exploitation en salles et de ses caractéristiques artistiques. La justification du caractère recouvrable de cette valeur résiduelle est revue lors de chaque clôture en application des dispositions de la norme IAS 36.

Productions en cours

Les productions en cours représentent l'ensemble des coûts directs et des frais financiers engagés pour produire un film ou une série et incluent une quote-part de frais de structure directement attribuable aux productions. Les coûts de production sont transférés du poste « Productions en cours » vers le poste d'immobilisation définitif lorsque les productions sont achevées et disponibles pour l'exploitation.

Une dépréciation peut être comptabilisée sur les productions en cours s'il s'avère que le budget initialement prévu fait l'objet d'un dépassement significatif ou lorsque, pour des films ayant été exploités entre la clôture et l'arrêté des comptes, l'estimation des recettes futures est inférieure à la valeur de l'investissement.



Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent :

- des logiciels acquis, amortis sur une durée de un à trois ans ;
- des droits musicaux, amortis selon le régime dérogatoire applicable à la production musicale : 75 % la première année et 25 % la seconde ; ou linéairement sur cinq ans dans le cas de rachat de catalogue.

2.7. Immobilisations corporelles

Evaluation des immobilisations corporelles

En application de la norme IAS 16, seuls les éléments identifiables dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que des avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition, à l'exception de certaines immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation au cours de l'exercice 1978.

Le Groupe a opté dans le cadre de la première application des normes IFRS pour l'évaluation à la juste valeur de certains terrains et constructions situés au cœur du quartier des affaires parisien. Il s'agit :

- du siège social de Gaumont sis à Neuilly-sur-Seine ;
- de l'immeuble sis 5 rue du Colisée à Paris (8^e) ;
- du cinéma Gaumont Ambassade situé sur les Champs-Élysées à Paris (8^e).

Ces réévaluations ont été réalisées sur la base d'expertises indépendantes.

Amortissement des immobilisations corporelles

En application des dispositions de la norme IAS 16, les immobilisations sont amorties sur la durée prévue de leur utilisation. Chaque composant individuellement significatif fait l'objet d'une évaluation et d'un amortissement distinct.

Les principales durées d'amortissement retenues par le Groupe sont les suivantes :

Durées d'utilisation

Constructions ⁽¹⁾	25 à 40 ans
Agencements et aménagements des constructions	5 à 10 ans
Matériel d'exploitation et autres immobilisations corporelles	4 à 8 ans

(1) Les constructions ayant fait l'objet d'une évaluation à la juste valeur comme coût présumé dans le cadre du passage aux normes IFRS sont amorties sur 40 ans à compter de la première application de ces normes.

Immobilisations prises en location-financement

La norme IAS 17 définit le contrat de location financement comme un contrat de location ayant pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif. La qualification de contrat de financement est déterminée indépendamment du transfert effectif de propriété en fin de contrat.

En application de la norme IAS 17, au début de la période de location, l'actif pris en location-financement est inscrit à l'actif et au passif pour des montants égaux à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Le taux d'actualisation à utiliser pour calculer la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location est le taux d'intérêt implicite du contrat de location.

Les paiements minimaux au titre de la location sont ventilés à chaque échéance entre charge financière et amortissement du solde de la dette.

Un amortissement est calculé sur la durée d'utilisation attendue, selon une méthode cohérente avec celle appliquée aux actifs détenus en propre par le Groupe. Dans le cas où il existe une certitude raisonnable que le Groupe deviendra propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location, la période d'utilisation attendue est la durée d'utilité de l'actif, sinon l'actif est amorti sur la plus courte de la durée du contrat de location et de sa durée d'utilité.

2.8. Dépréciation des actifs

En application de la norme IAS 36, la valeur comptable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles est revue à chaque clôture et fait l'objet d'un test dès l'apparition d'un indice de perte de valeur.

Dans le cas des actifs à durée de vie indéfinie, le test est effectué au minimum une fois par an. Pour le Groupe, seuls les écarts d'acquisition entrent dans cette catégorie d'actifs. Les modalités de réalisation des tests de valeur des écarts d'acquisition est présenté en note 2.4.

Dans le cas des immobilisations incorporelles à durée définie et des immobilisations corporelles, lorsqu'un indice de perte de valeur est identifié, le Groupe procède à une estimation de la valeur recouvrable de l'actif, définie comme la plus élevée de la juste valeur, diminuée du coût de cession, et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession.

Dans le cas où la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable, une dépréciation est comptabilisée pour ramener la valeur comptable à la valeur recouvrable.

Les pertes de valeur relatives aux immobilisations incorporelles à durée de vie définie et aux immobilisations corporelles peuvent être reprises ultérieurement si la valeur nette recouvrable redevient supérieure à la valeur nette comptable, dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée.



2.9. Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût d'entrée, qui correspond à leur valeur d'acquisition, ou de leur valeur de réalisation.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur de marché est devenue inférieure à la valeur comptable.

2.10. Actifs et passifs financiers

En référence aux normes IAS 39, IFRS 13 et IFRS 7, les actifs financiers sont regroupés en trois catégories distinctes :

- les actifs financiers évalués au coût amorti, qui comprennent essentiellement les prêts et les créances ;
- les actifs financiers détenus à des fins de transaction, évalués à la juste valeur par le biais du résultat net ;
- les actifs financiers disponibles à la vente, évalués à la juste valeur par les capitaux propres.

Les passifs financiers comprennent quant à eux pour l'essentiel les dettes financières, qui sont évaluées au coût amorti.

Les normes IFRS 13 et IFRS 7 classifient en outre les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur selon trois niveaux hiérarchiques, en fonction du caractère plus ou moins observable de la juste valeur de l'instrument :

- les instruments de niveau 1 sont les instruments financiers cotés sur un marché actif ;
- les instruments de niveau 2 sont ceux pour lesquels l'évaluation à la juste valeur nécessite le recours à des techniques s'appuyant sur des données de marché observables ;
- les instruments de niveau 3 sont évalués en recourant à des techniques s'appuyant sur des données non observables.

Evaluation des actifs financiers

Titres de participation

Les titres de participation représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées.

Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont analysés comme disponibles à la vente et sont donc comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres.

Pour les titres cotés, cette juste valeur correspond au cours de bourse. Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût historique d'acquisition.

En cas d'indication objective d'une dépréciation de l'actif financier, et notamment en cas de baisse significative ou durable de la valeur de l'actif, une dépréciation est comptabilisée en contrepartie du compte de résultat. La reprise de cette dépréciation par le résultat n'interviendra qu'au moment de la cession des titres.

Créances rattachées à des participations, prêts, dépôts et cautionnements

Ces actifs financiers sont évalués au coût amorti. Leur valeur dans l'état de situation financière comprend le capital restant dû et la part non amortie des coûts d'acquisition.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La dépréciation correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement.

Clients et autres créances

Les créances client sont comptabilisées au coût amorti. Leur valeur à l'actif de la situation financière correspond à leur valeur nominale, déduction faite des dépréciations sur les montants non recouvrables.

Une estimation du montant non recouvrable est réalisée individuellement pour chaque créance lorsqu'il n'est plus probable que la totalité de la créance pourra être recouvrée. La part non recouvrable des créances fait l'objet d'une dépréciation.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités en comptes courants bancaires, les caisses et les parts d'OPCVM de trésorerie qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme, eu égard à l'intention de la direction, et qui ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt.

Ces instruments financiers sont évalués à leur juste valeur par le biais du résultat.

Evaluation des passifs financiers

Emprunts et dettes financières

Les emprunts et autres dettes financières sont évalués au coût amorti, sur la base du taux d'intérêt effectif de l'opération, incluant le coût des frais d'émission d'emprunt.

Soficas

Les droits à recettes des Soficas garanties par Gaumont sont évalués au coût amorti et inscrits pour leur valeur nominale au passif de l'état de situation financière. Les reversements des parts de recettes auxquelles les Soficas ont droit sont imputés directement en diminution de ce passif.

Promesses d'achat et de vente

Selon la norme IAS 32, lorsque le Groupe s'est engagé irrévocablement et inconditionnellement à acheter auprès des actionnaires minoritaires d'une filiale l'intégralité des titres (« promesse d'achat ») et inversement, les actionnaires minoritaires de la filiale se sont engagés à vendre au Groupe l'intégralité des titres (« promesse de vente »), les engagements de rachats sur la part attribuable aux actionnaires minoritaires (« puts ») sont considérés comme une dette et font l'objet d'une réévaluation.

Le Groupe comptabilise un passif financier en contrepartie de la diminution de la part attribuable aux actionnaires minoritaires et le cas échéant en écarts d'acquisition pour le solde. Les variations ultérieures de valeur sont comptabilisées comme des reclassements au sein des capitaux propres sans incidence sur le résultat.



Instruments financiers dérivés et opérations de couverture

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer et réduire son exposition aux risques de variation des taux d'intérêt et des cours de change. Ces instruments comprennent notamment des contrats d'échange de taux d'intérêt, des options de change et de taux et des contrats à terme d'achat ou de vente de devises.

Les instruments financiers dérivés sont initialement reconnus à leur juste valeur à la date d'entrée en vigueur des contrats puis réévalués à chaque clôture, conformément à la norme IAS 39. La juste valeur des instruments financiers dérivés est présentée dans l'état de situation financière en « Autres créances » ou « Autres dettes », selon qu'elle se traduit par une plus-value ou une moins-value latente.

Instruments financiers dérivés non qualifiés de couverture

Pour les instruments non qualifiés de couverture, la variation de juste valeur est présentée en résultat financier, au poste « Autres produits et charges financiers ».

Instruments financiers dérivés qualifiés de couverture

La norme IAS 39 définit trois catégories d'instruments de couverture, chaque catégorie ayant ses modalités de comptabilisation propres :

- les couvertures de juste valeur ont pour objet de couvrir l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, ayant un impact sur le résultat ;
- les couvertures de flux de trésorerie ont pour objet de couvrir l'exposition aux variations des flux de trésorerie attribuables à un risque spécifique associé à un actif ou un passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable, et qui pourrait affecter le résultat ;
- les couvertures d'un investissement net en devises ont pour objet de couvrir l'exposition aux variations de change d'un investissement dans une entité étrangère.

Lorsque le Groupe procède à la mise en place d'une opération de couverture, il s'assure :

- qu'il existe une désignation et une documentation formalisées décrivant la relation de couverture ainsi que l'objectif de la direction en matière de gestion des risques et de stratégie de couverture à l'initiation de l'opération ;
- que la direction s'attend à ce que la couverture soit hautement efficace dans la compensation des risques ;
- que les transactions prévues faisant l'objet de la couverture sont hautement probables et comportent une exposition aux variations de flux de trésorerie qui pourrait *in fine* affecter le compte de résultat ;
- que l'efficacité de la couverture peut être mesurée de façon fiable ;
- que l'efficacité de la couverture est évaluée de façon continue et que la couverture est déterminée comme hautement efficace durant toute la durée de la couverture.

Dans le cas des opérations de couverture des flux de trésorerie, les variations de juste valeur relatives à la part efficace de l'instrument financier dérivé sont comptabilisées en capitaux propres. La part inefficace de ces variations est comptabilisée en résultat opérationnel ou en résultat financier de la période, selon la nature de l'élément couvert. Les variations de juste valeur enregistrées en capitaux

propres sont recyclées dans le résultat de la période au cours de laquelle la transaction couverte se réalise et affecte le compte de résultat.

2.11. Instruments de capitaux propres

Options de souscription d'actions

Des options de souscription d'actions ont été accordées à certains dirigeants et salariés du Groupe. Ces options donnent lieu, lors de leur exercice, à l'émission d'actions nouvelles par augmentation de capital.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 2, la juste valeur des options est évaluée à la date d'attribution sur la base du modèle mathématique de Black & Scholes. La juste valeur est reconnue en charges de personnel linéairement sur la période d'acquisition des droits, et comptabilisée en contrepartie des capitaux propres.

Actions d'autocontrôle

Les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres à leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes sont inscrits dans les réserves consolidées pour leur montant net d'impôt.

2.12. Provisions et passifs éventuels

Conformément à la norme IAS 37, une provision est constituée lorsqu'il existe à la date de clôture une obligation à l'égard d'un tiers, résultant d'un événement passé, et qu'il est probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente pour le Groupe, dont le montant peut être évalué de façon fiable.

2.13. Avantages au personnel

Provisions pour indemnités de fin de carrière

La provision pour indemnité de fin de carrière couvre l'engagement de retraite du Groupe vis-à-vis de ses salariés.

Cet engagement est limité aux indemnités de fin de carrière prévues par les conventions collectives des sociétés du Groupe. Conformément à la norme IAS 19, la provision est évaluée par des actuaires indépendants selon la méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, sur la base du salaire de fin de carrière et en tenant compte notamment :

- des droits conventionnels évalués en fonction de l'ancienneté acquise par les différentes catégories de personnel ;
- d'une hypothèse de date de départ à la retraite variant selon la catégorie d'emploi et la date de naissance des salariés, afin de tenir compte de la réglementation en vigueur ;
- d'un taux de rotation estimé au regard de l'expérience passée ;



- des salaires et appointements, incluant les charges sociales de l'employeur évaluées selon les taux en vigueur ;
- d'un taux de revalorisation annuel des salaires ;
- de l'espérance de vie des salariés déterminée à partir de tables statistiques ;
- d'un taux d'actualisation de l'engagement de retraite, revu à chaque clôture, basé sur les taux des obligations à long terme du secteur privé (« Euro zone AA rated corporate bonds +10 years »).

En application de la norme IAS 19 :

- les engagements sont comptabilisés en totalité au passif de la situation financière consolidée ;
- le coût des services passés, les profits et pertes sur liquidation et les intérêts nets sur le passif constaté au titre des prestations définies sont comptabilisés en résultat net de la période et présentés en « Charges de personnel » ;
- les gains et pertes actuariels sont reconnus en « Autres éléments du résultat global » ;
- les impacts des modifications de régime sont constatés immédiatement en résultat net ;
- le taux de rendement attendu des actifs de couverture des régimes de retraite est aligné sur le taux d'actualisation de l'obligation au titre des régimes à prestations définies.

Le Groupe ne dispose d'aucun actif au titre des régimes de prestations définies.

Gratifications liées à l'ancienneté

Le Groupe comptabilise également ses engagements liés aux primes accordées sous réserve de certaines conditions d'ancienneté. La valeur de ces engagements est calculée en appliquant la méthode et les hypothèses utilisées pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière.

2.14. Impôts et taxes

Impôts différés

En application de la norme IAS 12, des impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable sur l'ensemble des différences temporelles identifiées entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales.

Les impôts différés actifs sur les déficits fiscaux reportables en avant sont comptabilisés lorsque leur récupération est estimée probable sur la base de plans d'affaires récents. Les actifs d'impôts différés font l'objet d'une dépréciation lorsque leur utilisation future n'est plus probable.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts connus à la date de clôture dans les différents pays.

Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

Le Groupe considère la contribution économique territoriale, et notamment la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), comme une charge opérationnelle n'entrant pas dans le champ d'application d'IAS 12. Aucun impôt différé passif n'est reconnu à ce titre.

2.15. Secteurs opérationnels

En application de la norme IFRS 8, le Groupe présente une information sectorielle correspondant aux données de gestion mises à la disposition de sa Direction générale, principal décideur opérationnel, sans aucun regroupement. Les modes d'évaluation des données chiffrées par segment opérationnel sont conformes aux principes et méthodes retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

L'organisation du Groupe s'articule autour de ses différents métiers. Le groupe Gaumont opère dans trois domaines d'activité qui constituent ses secteurs opérationnels :

- la production et la distribution de films cinématographiques, qui comprend les différentes phases d'exploitation d'un film : distribution en salles, vente aux chaînes de télévision et commercialisation en vidéo et en vidéo à la demande, tant en France qu'à l'international ;
- la production et la distribution de films et séries d'animation et de fictions télévisuelles à travers ses filiales Gaumont Animation, Gaumont Télévision et Gaumont International Television aux Etats-Unis ;
- l'exploitation de salles de cinéma via sa participation au sein de la société Les Cinémas Gaumont Pathé.

2.16. Chiffre d'affaires

Les recettes liées à l'exploitation des œuvres cinématographiques et télévisuelles sont reconnues en produits des opérations courantes dès lors que la majorité des risques et des avantages économiques futurs ont été transférés au client, sous réserve que l'ensemble des obligations contractuelles de Gaumont et de ses filiales aient été remplies.

Tant que toutes les conditions de reconnaissance décrites ci-dessous ne sont pas remplies, le chiffre d'affaires est inscrit en produits constatés d'avance dans l'état de situation financière.

Recettes salles France

Les locations de films cinématographiques aux salles de cinéma sont constatées au fur et à mesure de l'exploitation, sur la base des entrées en salles hebdomadaires.

Ventes en vidéo France

Le chiffre d'affaires résultant de l'exploitation des œuvres en vidéo est pris en compte sur la base des ventes mensuelles, au fur et à mesure des relevés de vente transmis par le distributeur ou l'éditeur.

Une provision est constatée au titre des retours estimés et des remises accordées aux clients. Cette provision est comptabilisée en diminution du chiffre d'affaires.



Exploitation en vidéo à la demande France

Le chiffre d'affaires résultant de l'exploitation des droits en vidéo à la demande locative est pris en compte sur la base des actes payants mensuels ou dans le cas des contrats comprenant un minimum garanti, dans les mêmes conditions que les droits de diffusion télévisuelle.

Cession de droits de diffusion télévisuelle France

Conformément à la norme IAS 18.14, le transfert de la majorité des risques et des avantages économiques est réputé avoir eu lieu lorsque les conditions suivantes sont cumulativement remplies :

- signature des contrats ;
- acceptation du matériel de diffusion ;
- ouverture des droits.

Une exception est faite dans le cas des préventes, pour lesquelles les risques et avantages économiques sont transférés :

- pour les films cinématographiques, à compter de la première exploitation de l'œuvre en salles, sous réserve de la signature des contrats et de l'acceptation du matériel de diffusion ;
- pour les productions télévisuelles, à compter de la livraison et de l'acceptation du matériel de diffusion par le principal diffuseur, indépendamment de la fenêtre d'ouverture des droits.

Ventes de droits à l'International

Conformément à la norme IAS 18.14, le transfert de la majorité des risques et des avantages économiques est réputé avoir eu lieu lorsque les conditions suivantes sont cumulativement remplies :

- signature des contrats ;
- acceptation du matériel de diffusion ;
- ouverture des droits.

Lorsque le contrat prévoit le versement d'un pourcentage sur les recettes provenant de l'exploitation de l'œuvre par le client au-delà du montant initial, le chiffre d'affaires correspondant est reconnu à la réception des redditions de compte, sauf s'il existe un risque significatif de non recouvrement.

Une exception est faite dans le cas des préventes, pour lesquelles les risques et avantages économiques sont transférés :

- pour les films cinématographiques, à compter de la première exploitation de l'œuvre en salles, sous réserve de la signature des contrats et de l'acceptation du matériel de diffusion ;
- pour les productions télévisuelles, à compter de la livraison et de l'acceptation du matériel de diffusion par le principal diffuseur, indépendamment de la fenêtre d'ouverture des droits.

2.17. Subventions et aides publiques

Soutien financier à l'industrie cinématographique et à l'industrie audiovisuelle

Les films sont générateurs de soutien financier du fait de leur exploitation commerciale en salles, de leur diffusion télévisuelle et de leur exploitation en vidéo. Le soutien financier à la production, à la distribution et à l'édition vidéo est enregistré au même rythme que le chiffre d'affaires des films qui le génèrent. Il est comptabilisé à l'actif de l'état de situation financière au poste « Autres créances » en contrepartie d'un compte de produits opérationnels. Le fonds de soutien investi dans la production de nouveaux films est comptabilisé en diminution du poste « Autres créances ».

Il en est de même pour le compte de soutien à l'industrie des programmes audiovisuels (COSIP). Le soutien financier à la production d'œuvres audiovisuelles est enregistré au même rythme que les recettes des séries et fictions qui le génèrent.

Subventions diverses

Les subventions perçues, dans la mesure où elles sont acquises définitivement, sont reconnues en résultat à compter de la date de première exploitation en salles des œuvres cinématographiques qu'elles concernent et, pour les productions télévisuelles, de la date de livraison et d'acceptation des séries et fictions par le principal diffuseur.

Crédits d'impôts liés aux opérations courantes

Crédit d'impôt cinéma et audiovisuel

Le crédit d'impôt dont bénéficient les sociétés de production est constaté dans les comptes consolidés en résultat opérationnel courant. Il est reconnu, à compter de la première exploitation en salles des œuvres cinématographiques ou à compter de la date de livraison et d'acceptation dans le cas des œuvres de fiction et d'animation, au prorata de l'amortissement économique de l'œuvre qu'il a contribué à financer.

Crédit d'impôt compétitivité emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi est évalué et comptabilisé en produit à recevoir au rythme de l'engagement des charges de rémunération correspondantes. En application de la norme IAS 20, l'économie correspondante est présentée en diminution des charges de personnel.

2.18. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel intègre les éléments courants et non courants liés aux opérations.

Le résultat non courant représente les opérations non récurrentes et non directement liées aux activités ordinaires.

Le résultat de cession des films, séries et droits audiovisuels associés est compris dans le résultat opérationnel courant. Le résultat de cession des autres immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles et les pertes de valeur des écarts d'acquisition sont compris dans les autres produits et charges opérationnelles non courants.

Le résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entreprises associées intègre également les quotes-parts de résultat net des entreprises associées exerçant une activité similaire ou dans le prolongement immédiat des activités des sociétés consolidées par intégration globale.

2.19. Résultat par action

En application de la norme IAS 33, le résultat de base par action est déterminé en divisant le résultat attribuable aux actionnaires de la société mère par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux actionnaires de la société mère par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, augmenté du nombre moyen pondéré d'actions qui résulterait de la levée de toutes les options de souscription d'actions dilutives exerçables au début de l'exercice.

Dans le cas des options de souscription d'actions, la différence entre le nombre d'actions ordinaires émises et le nombre d'actions ordinaires qui auraient été émises au cours moyen de marché est traitée comme une émission d'actions ordinaires ayant un effet dilutif. Les options et les bons de souscription d'actions ont un effet dilutif lorsque leur conséquence serait l'émission d'actions ordinaires à un cours inférieur au cours moyen de marché des actions ordinaires pendant la période. Les options et les bons de souscription d'actions n'ont un effet dilutif que lorsque le cours moyen de marché des actions ordinaires pendant la période excède le prix d'exercice des options ou des bons de souscription d'actions.

Lorsque le résultat de l'exercice est une perte, le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux actionnaires de la société mère par le nombre d'actions à la clôture, compte tenu du caractère relatif de l'exercice des options de souscription d'actions.

3. Notes sur l'état de la situation financière consolidée

3.1. Ecarts d'acquisition

	31.12.14	Mouvements de la période			31.12.13	31.12.12
		+	-	Autres ⁽¹⁾		
Gaumont Animation	15 794	-	-	-	15 794	15 794
Arkéion Films	-	-	-	-	-	241
Autrement Productions	-	-	-	-	-	53
Gaumont Production	-	-	-	-	-	1 815
Léonis Productions	-	-	-	-	-	740
LGM Participations	491	-	-	-	491	491
Valeur brute	16 285	-	-	-	16 285	19 134
Gaumont Production	-	-	-	-	-	- 1 271
Amortissements	-	-	-	-	-	- 1 271
Gaumont Animation	- 4 250	- 2 250	-	-	- 2 000	- 2 000
Arkéion Films	-	-	-	-	-	- 241
Autrement Productions	-	-	-	-	-	- 53
Gaumont Production	-	-	-	-	-	- 544
Léonis Productions	-	-	-	-	-	- 740
Dépréciations	- 4 250	- 2 250	-	-	- 2 000	- 3 578
VALEUR NETTE	12 035	- 2 250	-	-	14 285	14 285

(1) Variations du taux de détention, mise au rebut.

Par exception aux principes comptables exposés en note 2.4, l'écart d'acquisition relatif à Gaumont Animation inclut les frais d'acquisition, conformément à la norme IFRS 3 applicable antérieurement au 31 décembre 2009.

Les tests de dépréciation des écarts d'acquisition sont réalisés annuellement selon les prescriptions de la norme IAS 36 et en application des hypothèses décrites dans la note 2.4.



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Annexe aux comptes consolidés

Pour les écarts d'acquisition les plus significatifs, les hypothèses clés sont les suivantes :

	Catégorie d'UGT	Période de projection	Taux d'actualisation	Taux de croissance		Autres hypothèses clés	31.12.14	31.12.13	31.12.12
				à l'infini					
Gaumont Animation	Productions de films et séries d'animation	à l'infini	7,5 %	1,5 %	Budget à 2 ans ⁽¹⁾ et continuité d'activité	11 544	13 794	13 794	

(1) Les budgets s'appuient sur des engagements fermes connus à la date de la réalisation et tiennent compte des moyens immédiatement disponibles. Ils ne font appel à aucune estimation significative, à l'exception des prévisions de planning.

Le suivi de la valeur des écarts d'acquisition a fait apparaître une perte de valeur de Gaumont Animation au 31 décembre 2014, et a donné lieu à la comptabilisation d'une dépréciation de k€ 2 250.

Après dépréciation, la valeur nette comptable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) est équivalente à sa valeur d'utilité. Une variation défavorable d'une ou plusieurs hypothèses clés impliquerait la reconnaissance d'une perte de valeur complémentaire pour l'actif concerné.

La sensibilité de la valeur d'utilité aux variations des principales hypothèses est présentée ci-dessous.

Taux de croissance à l'infini	Taux d'actualisation		
	8,50 %	7,50 %	6,50 %
1,00 %	- 4 263	- 1 442	2 392
1,50 %	- 3 221	-	4 496
2,00 %	- 2 019	1 705	7 066

3.2. Films et droits audiovisuels

	31.12.14	Mouvements de la période			31.12.13	31.12.12
		+	-	Autres ⁽¹⁾		
Films et droits cinématographiques	1 645 436	30 353	-	-	1 615 083	1 543 613
Fictions et droits télévisuels	180 238	61 756	- 1 925	34 859	85 548	19 293
Films et séries d'animation	154 173	3 539	-	125	150 509	138 747
Productions musicales	2 823	-	-	-	2 823	2 819
Jeux vidéo	1 525	-	-	-	1 525	1 525
Films cinématographiques en cours de production	7 230	7 230	-	-	-	1 313
Fictions télévisuelles en cours de production	47 116	20 174	- 62	- 15 602	42 606	48 207
Films et séries d'animation en cours de production	6 978	2 575	-	- 125	4 528	7 851
Valeur brute	2 045 519	125 627	- 1 987	19 257	1 902 622	1 763 368
Films et droits cinématographiques	- 1 579 471	- 38 505	1 870	-	- 1 542 836	- 1 482 229
Fictions et droits télévisuels	- 158 807	- 78 405	1 925	- 12 019	- 70 308	- 18 983
Films et séries d'animation	- 144 901	- 5 386	524	1	- 140 040	- 132 979
Productions musicales	- 2 823	- 1	-	-	- 2 822	- 2 819
Jeux vidéo	- 1 525	-	-	-	- 1 525	- 1 525
Amortissements et dépréciations	- 1 887 527	- 122 297	4 319	- 12 018	- 1 757 531	- 1 638 535
VALEUR NETTE	157 992	3 330	2 332	7 239	145 091	124 833

(1) Variations de périmètre, virements de poste à poste, écarts de conversion.



L'augmentation de la valeur brute des films et droits cinématographiques est essentiellement liée aux investissements dans les films sortis au cours de l'exercice 2014 ou ceux dont la sortie est prévue au cours de l'année 2015.

L'augmentation de la valeur brute des fictions et droits télévisuels et des films et séries d'animation correspond aux investissements dans des séries livrées au cours de la période ou dont la production est achevée.

Au 31 décembre 2014, les fictions télévisuelles et séries d'animation en cours de production correspondent à des œuvres qui seront livrées en 2015 et 2016, notamment :

- pour les séries télévisuelles : *Hemlock Grove saison 3*, *Hannibal saison 3*, *Narcos saison 1* et *Hôtel de la Plage saison 2* ;
- pour les films et séries d'animation : *Calimero*, et *Les aventures de Oui-oui*.

A fin 2014, les films cinématographiques en cours de production comprennent un montant de k€ 5 291 correspondant aux avances réglées aux producteurs au titre des minimums garantis pour des films en attente de visa d'exploitation. A fin 2013 et à fin 2012 ces avances s'établissaient respectivement à k€ 4 646 et k€ 11 329 et étaient incluses dans les créances diverses courantes.

Les diminutions d'actifs correspondent principalement à des cessions de droits réalisées sur la période.

Les films sortis en salles entre la date de clôture et la date d'arrêtés des comptes peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsque les recettes attendues sont inférieures à l'investissement. Cette dépréciation est reprise lors de la sortie du film et son montant est compris dans l'amortissement de la période.

3.3. Autres immobilisations incorporelles

	31.12.14	Mouvements de la période			31.12.13	31.12.12
		+	-	Autres ⁽¹⁾		
Concessions, brevets, licences, marques, logiciels	3 507	191	- 155	34	3 437	2 761
Autres immobilisations incorporelles	166	-	-	-	166	166
Autres immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	- 34	34	80
Valeur brute	3 673	191	- 155	-	3 637	3 007
Concessions, brevets, licences, marques, logiciels	- 2 786	- 365	155	-	- 2 576	- 2 220
Autres immobilisations incorporelles	- 100	- 1	-	-	- 99	- 97
Amortissements, Dépréciations	- 2 886	- 366	155	-	- 2 675	- 2 317
VALEUR NETTE	787	- 175	-	-	962	690

(1) Variations de périmètre, virements de poste à poste, écarts de conversion.

3.4. Immobilisations corporelles

	31.12.14	Mouvements de la période			31.12.13	31.12.12
		+	-	Autres ⁽¹⁾		
Terrains	20 260	-	-	-	20 260	20 260
Constructions et agencements	31 551	773	- 101	5	30 874	30 397
Matériel d'exploitation	2 113	38	- 16	2	2 089	1 836
Autres immobilisations corporelles	5 454	674	- 908	9	5 679	5 488
Immobilisations corporelles en location-financement	451	451	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	15	15	-	- 5	5	5
Valeur brute	59 844	1 951	- 1 025	11	58 907	57 986
Terrains	- 310	-	-	-	- 310	- 310
Constructions et agencements	- 20 858	- 859	100	-	- 20 099	- 19 277
Matériel d'exploitation	- 1 789	- 86	15	- 1	- 1 717	- 1 624
Autres immobilisations corporelles	- 4 556	- 433	665	- 6	- 4 782	- 4 436
Immobilisations corporelles en location-financement	- 38	- 38	-	-	-	-
Amortissements, Dépréciations	- 27 551	- 1 416	780	- 7	- 26 908	- 25 647
VALEUR NETTE	32 293	535	- 245	4	31 999	32 339

(1) Variations de périmètre, virements de poste à poste, écarts de conversion.

Immobilisations prises en location-financement

En 2013, Gaumont a conclu un contrat de location financement avec un de ses sous-traitants pour l'aménagement technique de locaux privatifs de stockage de copie. Ces équipements ont été livrés et mis en service en 2014. La valeur actuelle des aménagements fournis s'établit à k€ 451 et a été inscrite à l'actif de Gaumont. Le contrat de location financement a été conclu pour une durée ferme de 12 années, sans transfert de propriété. En application de la norme IAS 17, l'amortissement des actifs est calculé sur la durée du contrat de location.

Le détail des loyers ainsi que la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sont exposés en note 6.3.



3.5. Participations dans des entreprises associées

Société	% détention	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Les Cinémas Gaumont Pathé	34,00 %	202 402	191 372	218 637
Lincoln Cinema Associates (USA)	31,95 %	400	353	407
Légende	50,00 %	4 503	5 520	5 624
Valeur brute		207 305	197 245	224 668
Dépréciations		-	-	-
VALEUR NETTE		207 305	197 245	224 668

Informations financières résumées des entreprises associées

	Les Cinémas Gaumont Pathé	Lincoln Cinema Associates (USA)	Légende
Actifs non courants	918 815	1 246	6 168
Actifs courants	139 396	120	16 572
Total actif	1 058 211	1 366	22 740
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère	412 501	1 232	2 404
Intérêts ne conférant pas le contrôle	24 803	-	-
Passifs non courants	274 321	-	6 244
Passifs courants	346 586	134	14 092
Total passif	1 058 211	1 366	22 740
Chiffre d'affaires	686 307	3 928	20 917
Résultat net	55 091	453	- 791

Les données financières résumées présentées pour Les Cinémas Gaumont Pathé et Légende sont représentatives des comptes consolidés des sous-groupes concernés établis conformément au référentiel IFRS et ajustés, le cas échéant, des incidences de l'harmonisation de règles et méthodes comptables ou des ajustements à la juste valeur effectués à leur date d'acquisition.

Intérêts détenus par le Groupe dans les entreprises associées

Les intérêts détenus par le Groupe dans les entreprises associées sont présentés dans le tableau ci-dessous.

	Les Cinémas Gaumont Pathé	Lincoln Cinema Associates (USA)	Légende
Capitaux propres de l'entreprise associée	412 501	1 232	2 404
% détention	34,00 %	31,95 %	50,00 %
Quote-part attribuable aux actionnaires de la société mère	140 250	394	1 202
Ajustements sur quote-part : annulation des résultats internes	-	6	- 556
Ecarts d'évaluation des actifs et des passifs, valeur nette	47 328	-	-
Ecarts d'acquisition, valeur nette	14 824	-	3 857
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES	202 402	400	4 503

Transactions avec les entreprises associées

Seule Gaumont SA réalise des transactions avec les entreprises associées. Ces transactions relèvent de l'activité courante et sont conclues à des conditions normales de marché.

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Créances clients	4 496	4 580	2 882
Autres créances	-	-	2 035
Dettes non courantes	706	820	940
Dettes fournisseurs	31	164	108
Dettes sur immobilisations	825	-	50
Autres dettes	167	315	673
Chiffre d'affaires et autres produits courants	11 221	9 610	9 747
Autres charges courantes	1 125	1 235	353

3.6. Autres actifs financiers

	31.12.14	Mouvements de la période			31.12.13	31.12.12
		+	-	Autres ⁽¹⁾		
Titres de participation non consolidés	3	-	-	-	3	3
Prêts, dépôts, cautionnements et autres immobilisations financières	1 125	47	- 56	- 827	1 961	589
Valeur brute	1 128	47	- 56	- 827	1 964	592
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-	-
Prêts, dépôts, cautionnements et autres immobilisations financières	- 3	-	-	-	- 3	-
Dépréciations	- 3	-	-	-	- 3	-
VALEUR NETTE	1 125	47	- 56	- 827	1 961	592

(1) Variations de périmètre, virements de poste à poste, écarts de conversion.

Les prêts comprennent, à fin 2014, une avance sur investissement d'un montant de k€ 920 hors intérêts, consentie à un coproducteur dans le cadre d'une production cinématographique.

Les autres mouvements de la période correspondent à des reclassements d'actifs financiers non courants en actifs financiers courants.

Les liquidités non investies affectées au contrat de liquidité du Groupe sont présentées en autres immobilisations financières du fait de leur indisponibilité.

Les participations non consolidées présentent un intérêt négligeable au regard de l'appréciation du patrimoine, de la situation financière et des résultats du Groupe. Elles concernent des sociétés dans lesquelles le Groupe détient moins de 10 %.

Les tests de dépréciation réalisés sur les actifs financiers n'ont pas fait apparaître de moins-value latente.

3.7. Stocks

	31.12.14	Mouvements de la période		31.12.13	31.12.12
		+	-		
Valeur brute	1 373	-	- 90	1 463	1 453
Dépréciations	- 870	-	9	- 879	- 929
VALEUR NETTE	503	-	- 81	584	524

3.8. Créances clients et autres actifs courants

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Créances clients	90 439	75 033	37 668
Actifs financiers courants	1 381	119	2 391
Avances et acomptes versés	620	1 248	2 578
Créances sociales	58	52	117
Créances fiscales	18 463	11 544	4 508
Subventions à recevoir	15 378	12 764	18 569
Actifs d'impôts courants	1 600	2 551	1 966
Comptes courants	1	1	1
Créances diverses	3 555	11 524	14 347
Instruments financiers dérivés	1 466	675	188
Charges constatées d'avance	982	930	1 694
Valeur brute	133 943	116 441	84 027
Clients	- 133	- 148	- 114
Comptes courants	-	-	-
Créances diverses	- 1 086	- 1 905	- 1 676
Dépréciations	- 1 219	- 2 053	- 1 790
VALEUR NETTE	132 724	114 388	82 237
Echéances :			
• à moins de 1 an	119 380	111 541	81 746
• de 1 à 5 ans	13 344	2 847	491
• à plus de 5 ans	-	-	-

A fin 2014, l'encours client comprend notamment la part non échue des créances liées aux préventes et à l'exploitation des séries américaines. Le niveau des créances est fortement influencé par le volume et le calendrier de livraison des séries américaines.

Au 31 décembre 2014, les créances fiscales comprennent k€ 14 027 au titre des crédits d'impôts sur les productions américaines.

La diminution des créances diverses tient notamment au reclassement des avances réglées aux producteurs au titre des minimums garantis de films en attente de visa d'exploitation, qui sont inclus à compter de 2014 dans les productions en cours. A fin 2013 et à fin 2012 ces avances s'établissaient respectivement à k€ 4 646 et k€ 11 329.



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Annexe aux comptes consolidés

Variation des dépréciations

	31.12.14	Mouvements de la période			31.12.13	31.12.12
		+	-	Autres ⁽¹⁾		
Clients	- 133	- 16	31	-	- 148	- 114
Comptes courants	-	-	-	-	-	-
Créances diverses	- 1 086	-	819	-	- 1 905	- 1 676
DEPRECIATIONS	- 1 219	- 16	850	-	- 2 053	- 1 790

(1) Variations de périmètre, virements de poste à poste, écarts de conversion.

3.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Equivalents de trésorerie	11 320	-	-
Comptes bancaires et autres disponibilités	16 200	5 794	10 754
TOTAL	27 520	5 794	10 754

Les équivalents de trésorerie sont constitués de SICAV monétaires immédiatement cessibles et qui ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur. Le niveau particulièrement élevé de la trésorerie à fin 2014 est lié au calendrier des opérations de restructuration de la dette survenues en novembre et décembre 2014.

3.10. Capitaux propres

Capital social de la société mère

Au 31 décembre 2014, le capital social de Gaumont SA est constitué de 4 272 530 actions (y compris actions d'autocontrôle) d'une valeur nominale de € 8, entièrement libérées.

Aucune variation n'a eu lieu en 2014.

	31.12.14	Mouvements de la période		31.12.13	31.12.12
		+	-		
Nombre de titres	4 272 530	-	-	4 272 530	4 272 530
Nominal	€ 8			€ 8	€ 8
CAPITAL (en euros)	34 180 240	-	-	34 180 240	34 180 240

Actions propres

Au 31 décembre 2014, Gaumont SA détient 6 495 de ses propres actions, négociées dans le cadre du contrat de liquidité. Elles sont comptabilisées en diminution des capitaux propres.

Dividendes

Le montant des dividendes versés par Gaumont SA au cours des trois derniers exercices est le suivant :

(en euros)	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Dividendes versés	4 266 045	4 265 835	5 546 804
Soit par action	1,00	1,00	1,30

Options de souscription d'actions

Depuis décembre 1987, Gaumont SA a institué huit plans d'options de souscription d'actions au profit d'un certain nombre de ses salariés, et notamment de ses cadres dirigeants, à l'exception du Président du Conseil d'administration qui ne bénéficie d'aucun plan. Tous les plans ont été analysés comme des plans réglés en instruments de capitaux propres.

Aucun nouveau plan d'options de souscription d'actions n'a été décidé au cours de l'exercice 2014.

L'Assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire de Gaumont SA du 29 avril 2014 a fait procéder le 7 mai 2014 à un versement de dividende de € 1,00 par action, par prélèvement sur le résultat de la société. Conformément aux dispositions légales prévues pour préserver l'intégralité des droits des salariés, un ajustement du prix d'offre et du nombre d'actions restant à souscrire a été effectué.

L'impact de cet ajustement sur les plans d'option est précisé dans le tableau ci-dessous.

Plan	Attributions initiales		Attributions ajustées		Options à la fin de la période			
	Prix	Nombre	Prix	Nombre	Annulées	Souscrites	Valides	Exercibles
Plan V (février 1996)	€ 50,31	104 000	€ 45,10	116 133	45 785	64 873	5 475	5 475
Plan VI (mars 1998)	€ 64,03	168 000	€ 57,40	187 624	96 079	80 367	11 178	11 178
Plan VII (avril 2002)	€ 48,00	165 000	€ 43,03	184 422	117 908	43 249	23 265	23 265
Plan VIII (février 2005)	€ 64,00	196 750	€ 57,49	219 788	92 743	2 235	124 810	124 810
TOTAL		633 750		707 967	352 515	190 724	164 728	164 728



L'évolution des options en cours de validité est présentée dans les tableaux suivants :

Plan	Date d'attribution	Période d'exercice		31.12.14	Mouvements de la période				31.12.13
		début	fin		Ajustées	Attribuées	Annulées	Souscrites	
Plan V	15.02.96	15.02.01	14.02.46	5 475	142	-	-	-	5 333
Plan VI	12.03.98	12.03.03	11.03.48	11 178	290	-	-	-	10 888
Plan VII	09.04.02	09.04.06	08.04.46	23 265	635	-	- 829	-	23 459
Plan VIII	28.02.05	28.02.09	27.02.49	124 810	3 273	-	- 1 663	-	123 200
TOTAL				164 728	4 340	-	- 2 492	-	162 880

Plan	Date d'attribution	Période d'exercice		31.12.13	Mouvements de la période				31.12.12
		début	fin		Ajustées	Attribuées	Annulées	Souscrites	
Plan V	15.02.96	15.02.01	14.02.46	5 333	147	-	- 3 173	-	8 359
Plan VI	12.03.98	12.03.03	11.03.48	10 888	330	-	- 5 320	-	15 878
Plan VII	09.04.02	09.04.06	08.04.46	23 459	650	-	-	-	22 809
Plan VIII	28.02.05	28.02.09	27.02.49	123 200	3 471	-	- 7 771	-	127 500
TOTAL				162 880	4 598	-	- 16 264	-	174 546

Au cours des trois derniers exercices, aucune charge n'a été comptabilisée au titre des plans d'options de souscription d'actions, la période d'acquisition des droits étant achevée pour tous les plans depuis le 28 février 2009.

Capitaux propres attribuables aux intérêts ne conférant pas le contrôle

La part des capitaux propres attribuable aux intérêts ne conférant pas le contrôle présente la part revenant aux actionnaires minoritaires de la société Gaumont Pathé Archives.

Instruments financiers émis par Gaumont International Television

Dans le cadre du développement de ses activités de production de séries télévisuelles aux Etats-Unis, Gaumont dispose du support d'un partenaire américain. Ce partenaire bénéficie de l'attribution gratuite d'instruments financiers (*Voting Common Interests*) émis par Gaumont International Television Llc, qui lui donnent droit à une quote-part de la trésorerie disponible. Ces titres ne répondent pas à la définition d'un instrument de capitaux propres au regard de la norme IAS 32. Ils ne donnent donc pas lieu à la comptabilisation d'intérêts minoritaires, mais à l'évaluation d'un passif financier. Au 31 décembre 2014, les perspectives de trésorerie disponible étant incertaines, aucun passif financier n'a été comptabilisé par le Groupe à ce titre.



3.11. Provisions courantes et non courantes

	31.12.14	Mouvements de la période				31.12.13	31.12.12
		Dotations	Utilisations	Reprises ⁽¹⁾	Autres ⁽²⁾		
Provisions pour retraites et assimilées	3 079	601	- 190	- 17	30	2 655	2 711
Provisions non courantes	3 079	601	- 190	- 17	30	2 655	2 711
Provisions pour litiges relatifs à la propriété intellectuelle des œuvres	130	10	-	-	-	120	208
Provisions pour litiges avec le personnel	286	86	-	-	43	157	-
Provisions pour litiges commerciaux	-	-	-	-	-	-	158
Provisions pour autres litiges	561	14	-	- 15	-	562	639
Provisions pour risques sur les participations dans des entreprises associées	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques liés aux œuvres	-	-	-	- 40	-	40	-
Autres provisions pour risques divers	107	-	-	- 35	- 26	168	301
Provisions pour charges liées aux immeubles	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour charges liées au personnel	-	-	-	-	- 17	17	186
Provisions pour impôts	178	178	-	-	-	-	-
Provisions pour autres charges	-	-	- 23	-	-	23	-
Provisions courantes	1 262	288	- 23	- 90	-	1 087	1 492
TOTAL	4 341	889	- 213	- 107	30	3 742	4 203
Impact sur le résultat opérationnel courant		889	- 213	- 107	-		
Impact sur le résultat opérationnel non courant		-	-	-	-		
Impact sur la quote-part de résultat des entreprises associées		-	-	-	-		
Impact sur les autres éléments du résultat global		-	-	-	30		

(1) Partie excédentaire des provisions.

(2) Variations de périmètre, virements de poste à poste, écarts de conversion, écarts actuariels.



Les provisions pour litiges relatifs à la propriété intellectuelle comprennent les litiges en cours avec des auteurs ou des artistes interprètes, relatifs à la propriété des œuvres.

Les provisions pour litiges commerciaux portent principalement sur les droits d'exploitation des œuvres et la relation commerciale avec les partenaires associés aux recettes d'exploitation.

Les provisions pour autres litiges concernent diverses procédures relatives à l'application de la réglementation sociale française, à l'exception de litiges prud'homaux présentés en litiges avec le personnel.

Les provisions pour risques divers couvrent des risques liés à des contrôles réglementaires ou à des partenaires en difficulté financière.

Au 31 décembre 2014, les provisions pour risques inscrites au passif ont été évaluées sur la base des montants pour lesquels le Groupe est assigné, et dont il estime probable qu'il devra s'acquitter.

Les provisions pour charges liées au personnel comprennent les provisions pour restructuration et autres cas de rupture impliquant une sortie de trésorerie probable pour le Groupe. Elles sont évaluées par référence aux obligations conventionnelles ou contractuelles, à la date de clôture.

La provision pour charges d'impôts constatée au cours de la période fait suite à un contrôle fiscal.

Provisions pour retraites et assimilées

Les provisions pour retraites et assimilées comprennent les indemnités de fin de carrière, telles que prévues par les conventions collectives des sociétés du Groupe, et les engagements liés aux primes accordées sous réserve de certaines conditions d'ancienneté. Ces provisions concernent exclusivement les salariés français du Groupe.

Les provisions pour indemnités de départ à la retraite et autres avantages se décomposent de la manière suivante :

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Indemnités de fin de carrière	2 952	2 532	2 589
Gratifications liées à l'ancienneté	127	123	122
TOTAL	3 079	2 655	2 711

L'engagement pour indemnités de fin de carrière devrait donner lieu à des versements, selon l'échéancier ci-dessous.

	2014	2013	2012
Versements attendus pour les dix années à venir			
à moins de 1 an	230	204	194
de 1 à 5 ans	561	576	189
de 5 à 10 ans	933	941	513
Duration moyenne de l'engagement <i>(en années)</i>	12,75	12,60	12,73



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Annexe aux comptes consolidés

Le détail des variations de la dette au cours des trois derniers exercices est présenté dans le tableau ci-dessous.

	2014			2013			2012		
	Indemnités de fin de carrière	Gratifications liées à l'ancienneté	Total	Indemnités de fin de carrière	Gratifications liées à l'ancienneté	Total	Indemnités de fin de carrière	Gratifications liées à l'ancienneté	Total
DETTE ACTUARIELLE EN DEBUT D'EXERCICE	2 532	123	2 655	2 589	122	2 711	1 957	106	2 063
Coût des services rendus sur la période	194	11	205	215	10	225	132	7	139
Modifications de régime	296	-	296	-	-	-	-	-	-
Prestations versées	- 173	- 17	- 190	- 87	- 8	- 95	- 218	- 8	- 226
Coût des services	317	- 6	311	128	2	130	- 86	- 1	- 87
Effet de l'actualisation	73	4	77	69	3	72	87	5	92
Coût d'intérêt	73	4	77	69	3	72	87	5	92
Ecarts actuariels reconnus en résultat net	-	6	6	-	- 4	- 4	-	12	12
Charge nette comptabilisée en résultat net	390	4	394	197	1	198	1	16	17
Ecarts d'expérience	- 79	-	- 79	- 178	-	- 178	85	-	85
Changements d'hypothèses démographiques	- 65	-	- 65	2	-	2	1	-	1
Changements d'hypothèses financières	174	-	174	- 78	-	- 78	545	-	545
Ecarts actuariels reconnus en résultat global	30	-	30	- 254	-	- 254	631	-	631
Montants reconnus en autres éléments du résultat global	30	-	30	- 254	-	- 254	631	-	631
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DETTE ACTUARIELLE EN FIN D'EXERCICE	2 952	127	3 079	2 532	123	2 655	2 589	122	2 711

Les modifications de régime correspondent pour l'essentiel à un ajustement des services passés suite à une modification dans l'interprétation de la convention collective de la distribution cinématographique.

L'engagement futur lié aux retraites et avantages assimilés a été évalué sur la base des hypothèses actuarielles suivantes :

	Indemnités de fin de carrière			Gratifications liées à l'ancienneté		
	31.12.14	31.12.13	31.12.12	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Taux d'actualisation	2,00 %	3,00 %	2,75 %	2,00 %	3,00 %	2,75 %
Taux de rendement attendu des actifs	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Taux d'inflation	1,50 %	2,00 %	2,00 %	1,50 %	2,00 %	2,00 %
Taux moyen de progression des salaires	1,50 %	2,00 %	2,00 %	1,50 %	2,00 %	2,00 %

En 2014, Gaumont a choisi de réviser le taux d'inflation et le taux de progression des salaires afin de mieux tenir compte des évolutions récentes de ces deux paramètres.

En application des hypothèses actuarielles, la charge prévisionnelle pour 2015 s'établit de la manière suivante :

	2 015		Total
	Indemnités de fin de carrière	Gratifications liées à l'ancienneté	
Coût des services rendus sur la période	213	11	224
Modification de régime	-	-	-
Coût des services	213	11	224
Effet de l'actualisation	57	3	60
Coût d'intérêt	57	3	60
CHARGE PREVISIONNELLE POUR LA PERIODE	270	14	284

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité de l'engagement et de la charge future à une variation de 0,25 point de base du taux d'actualisation. Les montants présentés correspondent à la variation par rapport à la valeur inscrite au passif de la situation financière ou par rapport à la charge prévisionnelle attendue pour l'exercice suivant.

Hypothèses	Variation de la dette actualisée			Variation du coût des services en 2015		
	Indemnités de fin de carrière	Gratifications liées à l'ancienneté	Total	Indemnités de fin de carrière	Gratifications liées à l'ancienneté	Total
Taux d'actualisation (Taux de base : 2,00 %)						
1,75 %	94	4	98	10	1	11
2,25 %	- 90	- 3	- 93	- 9	-	- 9



3.12. Dettes financières

	31.12.14	Mouvements de la période			31.12.13	31.12.12
		+	-	Autres ⁽¹⁾		
Ligne de crédit	66 542	68 000	- 114 000	- 439	112 981	94 472
Emprunts obligataires	59 442	60 000	-	- 558	-	-
Emprunt Crédit-Bail	413	451	- 38	-	-	-
Crédits de production ⁽²⁾	68 022	73 238	- 57 290	7 597	44 477	47 860
Cessions de créances	5 549	7 646	- 17 524	-	15 427	4 180
Participation financière de la Caisse des dépôts	2 785	1 820	- 594	- 1	1 560	-
Autres emprunts	1 147	238	- 24	-	933	771
Avances remboursables sur recettes de distribution	1 347	-	- 37	-	1 384	1 374
Dépôts reçus	116	-	- 2	-	118	118
Soldes créditeurs de banques	42	-	- 491	3	530	20
Intérêts courus	559	538	- 76	3	94	54
TOTAL	205 964	211 931	- 190 076	6 605	177 504	148 849
Echéances :						
• à moins de 1 an	20 473				25 995	6 517
• de 1 à 5 ans	125 237				151 509	142 332
• à plus de 5 ans	60 254				-	-

(1) Variations de périmètre, amortissement des frais sur emprunts, écarts de conversion.

(2) Les crédits de production sont présentés en fonction de leur échéance contractuelle. Toutefois, le remboursement étant réalisé par prélèvement sur les encaissements de recettes et de préfinancements des séries concernées, une partie des remboursements survient par anticipation.

Fin 2014, Gaumont a choisi de procéder à une restructuration de la partie de sa dette financière destinée au financement de ses besoins généraux et de ceux de ses filiales, et de faire appel aux marchés afin de diversifier ses sources de financement.

Ligne de crédit

Le 5 novembre 2014, Gaumont a conclu une nouvelle convention de crédit renouvelable de k€ 80 000 à échéance du 4 novembre 2019, en remplacement de la ligne de crédit précédente de k€ 125 000 à échéance du 25 avril 2016. La nouvelle convention de crédit a été conclue auprès d'un pool bancaire constitué des principales banques déjà signataires de la précédente convention de crédit : BNP Paribas, Crédit Agricole, Neufilize OBC et Banque Palatine.

La nouvelle ligne de crédit renouvelable présente des caractéristiques similaires à la ligne précédente, à l'exception des garanties financières qui ont été levées. Ces caractéristiques sont les suivantes :

- le montant maximum du crédit s'élève à k€ 80 000 ;
- la rémunération est variable, assise sur l'Euribor ;
- le crédit est assorti de ratios financiers à respecter semestriellement, présentés en note 6.4.

Etant donné la similarité qualitative des deux lignes de crédit, et après validation par un test quantitatif, Gaumont a conclu à la continuité de sa dette pour la fraction égale au montant de la nouvelle convention de crédit. Les frais d'émission résiduels portés par la convention de crédit de k€ 125 000 ont été reportés sur le nouveau crédit, au prorata du montant maximum autorisé, soit 64 %. La continuité a également été établie au regard des exigences de la norme IAS 39 en matière d'instruments financiers qualifiés de couverture. La couverture de taux en place a donc été transférée sur la nouvelle ligne de crédit.

Le solde des tirages de la ligne de crédit de k€ 125 000 conclue le 26 avril 2012, soit k€ 107 000, a été intégralement remboursé en date du 14 novembre 2014.

Au 31 décembre 2014, la ligne de crédit d'un montant maximum de k€ 80 000 est utilisée à hauteur de k€ 68 000, et fait l'objet d'une couverture de taux à hauteur de k€ 50 000. Gaumont dispose d'un droit de tirage confirmé d'un montant de k€ 12 000.

Taux d'intérêt effectif

Le taux d'intérêt effectif de l'encours utilisé au 31 décembre se présente de la manière suivante :

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Avant prise en compte des instruments de couverture	2,94 %	2,67 %	2,70 %
Après prise en compte des instruments de couverture	3,62 %	3,02 %	3,53 %

Taux d'intérêt moyen

L'évolution du taux d'intérêt moyen de la dette est présentée ci-dessous.

	2014	2013	du 26.04.12 au 31.12.12
Avant prise en compte des instruments de couverture	2,27 %	2,26 %	2,52 %
Après prise en compte des instruments de couverture	2,70 %	2,99 %	3,40 %



Emprunt obligataire

En complément de la nouvelle convention de crédit renouvelable d'un montant maximum de k€ 80 000, Gaumont a procédé le 14 novembre et le 22 décembre 2014 à l'émission d'un emprunt obligataire sous forme de placement privé coté en euro (EuroPP), d'un montant total de k€ 60 000. Cet emprunt comporte deux tranches distinctes, dont les caractéristiques respectives sont présentées ci-dessous.

	Tranche 1	Tranche 2
Place de cotation	Euronext Paris	
ISIN	FR0012303170	FR0012303188
Montant nominal	k€ 45 000	k€ 15 000
Maturité	7 ans	10 ans
Échéance	14 novembre 2021	14 novembre 2024
Coupon annuel	4,75 %	5,125 %
Paiement du coupon	Annuellement à terme échu	
Remboursement	<i>In fine</i> – sans prime	
Garanties	Néant	
Ratios	3 ratios à respecter semestriellement	

L'emprunt obligataire est assorti des mêmes ratios que la ligne de crédit renouvelable conclue le 5 novembre 2014, qui sont présentés en note 6.4.

Au 31 décembre 2014, le coupon couru s'établit à 0,625 % pour la tranche 1 et 0,674 % pour la tranche 2 de l'emprunt obligataire.

Le taux d'intérêt effectif de l'emprunt obligataire s'établit à 4,86 % au 31 décembre 2014, et le taux moyen de la période s'élève à 4,84 %.

Crédits de production

Les crédits de production sont des crédits auto-liquidatifs dédiés au financement de la production de séries télévisuelles américaines.

Le 1^{er} juin 2012, Ouroboros Productions Llc filiale de Gaumont International Television, a conclu une convention de crédit pour un montant maximum de k\$ 51 791 à échéance du 1^{er} avril 2015 auprès de Comerica Bank et Union Bank, N.A. destinée au financement exclusif de la production de la première saison de la série *Hemlock Grove*.

Ce crédit présente les caractéristiques suivantes :

- le remboursement du crédit survient par prélèvement prioritaire sur les encaissements de préfinancements et de recettes d'exploitation de la série ;
- la rémunération est variable, assise sur le Libor, le Federal fund effective rate et le Prime rate fixé par la Comerica Bank ;
- à titre de garanties, le crédit s'accompagne du nantissement des actifs financés, tels que précisé en note 6.3, à l'exclusion de toute autre garantie.

Au 31 décembre 2014, le solde du crédit s'établit à k\$ 1 141.

Le 31 août 2012, Chiswick Productions Llc filiale de Gaumont International Television, a conclu une convention de crédit pour un montant maximum de k\$ 35 993 à échéance du 31 mai 2014 auprès de Union Bank, N.A. destinée au financement exclusif de la production de la première saison de la série *Hannibal*. Le solde de ce crédit à été intégralement remboursé en 2014.

Le 25 septembre 2013, Ouroboros Productions 2 Llc, filiale de Ouroboros Productions Llc, a conclu une convention de crédit pour un montant maximum de k\$ 40 200 à échéance du 1^{er} mai 2016 auprès de Union Bank, N.A. destinée au financement exclusif de la production de la deuxième saison de la série *Hemlock Grove*.

Ce crédit présente les caractéristiques suivantes :

- le remboursement du crédit survient par prélèvement prioritaire sur les encaissements de préfinancements et de recettes d'exploitation de la série ;
- la rémunération est variable, assise sur le Libor ;
- à titre de garanties, le crédit s'accompagne du nantissement des actifs financés, tels que précisé en note 6.3, à l'exclusion de toute autre garantie.

Au 31 décembre 2014, le solde du crédit s'établit à k\$ 15 127.

Le 9 août 2013, Chiswick Productions 2 Llc filiale de Chiswick Productions Llc, a conclu une convention de crédit pour un montant maximum de k\$ 41 049 à échéance du 28 août 2015 auprès de Union Bank, N.A. destinée au financement exclusif de la production de la deuxième saison de la série *Hannibal*.

Ce crédit présente les caractéristiques suivantes :

- le remboursement du crédit survient par prélèvement prioritaire sur les encaissements de préfinancements et de recettes d'exploitation de la série ;
- la rémunération est variable, assise sur le Libor ;
- à titre de garanties, le crédit s'accompagne du nantissement de l'ensemble des actifs et créances liées à la série financée, tel que précisé en note 6.3, à l'exclusion de toute autre garantie.

Au 31 décembre 2014, le solde du crédit s'établit à k\$ 13 858.

Le 30 juillet 2014, Narcos Productions Llc filiale de Gaumont International Television Llc, a conclu une convention de crédit pour un montant maximum de k\$ 50 596 à échéance du 1^{er} août 2017 auprès de MUFG Union Bank, N.A. destinée au financement exclusif de la production de la première saison de la série *Narcos*.

Ce crédit présente les caractéristiques suivantes :

- le remboursement du crédit survient par prélèvement prioritaire sur les encaissements de préfinancements et de recettes d'exploitation de la série ;
- la rémunération est variable, assise sur le Libor ;
- à titre de garanties, le crédit s'accompagne du nantissement de l'ensemble des actifs et créances liées à la série financée, tel que précisé en note 6.3, à l'exclusion de toute autre garantie.

Au 31 décembre 2014, la ligne de crédit est utilisée à hauteur de k\$ 28 496, soit 56 % du montant maximum autorisé.



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Annexe aux comptes consolidés

Le 10 octobre 2014, Chiswick Productions Llc, a conclu une convention de crédit pour un montant maximum de k\$ 44 758 à échéance du 10 octobre 2016 auprès de MUFG Union Bank, N.A. destinée au financement exclusif de la production de la troisième saison de la série *Hannibal*.

Ce crédit présente les caractéristiques suivantes :

- le remboursement du crédit survient par prélèvement prioritaire sur les encaissements de préfinancements et de recettes d'exploitation de la série ;
- la rémunération est variable, assise sur le Libor ;
- à titre de garanties, le crédit s'accompagne du nantissement de l'ensemble des actifs et créances liées à la série financée, tel que précisé en note 6.3, à l'exclusion de toute autre garantie.

Au 31 décembre 2014, la ligne de crédit est utilisée à hauteur de k\$ 17 490, soit 39 % du montant maximum autorisé.

Le 3 décembre 2014, Ouroboros Productions 3 Llc, filiale de Ouroboros Productions Llc, a conclu une convention de crédit pour un montant maximum de k\$ 40 600 à échéance du 1^{er} mars 2017 auprès de MUFG Union Bank, N.A. destinée au financement exclusif de la production de la troisième saison de la série *Hemlock Grove*.

Ce crédit présente les caractéristiques suivantes :

- le remboursement du crédit survient par prélèvement prioritaire sur les encaissements de préfinancements et de recettes d'exploitation de la série ;
- la rémunération est variable, assise sur le Libor ;
- à titre de garanties, le crédit s'accompagne du nantissement de l'ensemble des actifs et créances liées à la série financée, tel que précisé en note 6.3, à l'exclusion de toute autre garantie.

Au 31 décembre 2014, la ligne de crédit est utilisée à hauteur de k\$ 8 249, soit 20 % du montant maximum autorisé.

Les intérêts de ces emprunts, ainsi que les frais d'émission y afférents, sont incorporés au coût de production des actifs concernés jusqu'à la livraison complète des séries.

Taux d'intérêt effectif

Le taux d'intérêt effectif de l'encours utilisé au 31 décembre se présente de la manière suivante :

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Avant prise en compte des instruments de couverture	4,90 %	5,26 %	4,60 %
Après prise en compte des instruments de couverture	-	-	-

Taux d'intérêt moyen

L'évolution du taux d'intérêt moyen de la dette est présentée ci-dessous.

	2014	2013	2012
Avant prise en compte des instruments de couverture	4,10 %	3,30 %	2,39 %
Après prise en compte des instruments de couverture	-	-	-

Cessions de créances

Le Groupe a recours à des cessions Dailly pour le financement de la production de films et séries d'animation et de fictions télévisuelles françaises.

Pour la production de films et séries d'animation, les cessions de créances sont effectuées régulièrement dans le cadre d'un contrat global d'un montant maximum autorisé de k€ 8 000 permettant une gestion des différés de trésorerie. Dans le cas des fictions françaises, les contrats sont négociés individuellement pour chaque production.

Les créances cédées sont majoritairement des créances liées au financement de la production : apports de coproducteurs, préventes aux chaînes de télévision françaises, fonds de soutien. Les cessions sont généralement effectuées sur la base des contrats et du dossier de financement.

Dans la mesure où tous les risques associés aux créances sont conservés par le Groupe, les créances sont maintenues à l'actif de la situation financière, ou indiquées dans les engagements hors bilan dans le cas des escomptes de contrats dont le fait générateur n'est pas encore survenu (crédits d'impôts, apports en coproduction).

Au 31 décembre 2014, l'encours de créances cédées, net des encaissements, s'élève à k€ 11 196 dont k€ 5 959 de créances inscrites à l'actif de la situation financière et k€ 5 237 inscrits en engagements de financement reçus, pour un montant total autorisé de k€ 15 000.

Taux d'intérêt effectif

Le taux d'intérêt effectif de l'encours utilisé au 31 décembre se présente de la manière suivante :

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Avant prise en compte des instruments de couverture	1,38 %	1,44 %	1,51 %
Après prise en compte des instruments de couverture	-	-	-

Taux d'intérêt moyen

L'évolution du taux d'intérêt moyen de la dette est présentée ci-dessous.

	2014	2013	2012
Avant prise en compte des instruments de couverture	1,47 %	1,41 %	1,58 %
Après prise en compte des instruments de couverture	-	-	-

Participation financière de la Caisse des dépôts et consignations pour la restauration et la numérisation du catalogue

Le 6 juillet 2012, Gaumont a conclu un contrat de participation financière avec la Caisse des dépôts et consignations d'un montant global maximum de k€ 9 828, pour la restauration et la numérisation de 270 films du catalogue sur une période de 5 ans. Cette participation financière est remboursable au rythme des recettes générées par les films restaurés sur une durée maximum de 15 ans, et est garantie par le nantissement des éléments d'actifs concernés tel que détaillé en note 6.3.

Au 31 décembre 2014, l'encours de dette envers la Caisse des dépôts et consignation s'élève à k€ 2 785.

3.13. Dettes fournisseurs et autres passifs

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Dettes fiscales	-	-	-
Comptes courants	706	820	940
Dettes sur acquisitions	-	-	-
Dettes diverses	-	-	-
Total autres passifs non courants	706	820	940
Dettes fournisseurs	9 673	10 632	8 332
Dettes sur immobilisations (films)	3 183	6 107	1 978
Avances et acomptes reçus	140	152	1 886
Dettes sociales	6 531	6 584	7 066
Dettes fiscales	2 185	2 533	2 499
Passifs d'impôts courants	-	78	79
Comptes courants	114	120	121
Dettes sur acquisitions	-	375	375
Dettes sur autres immobilisations	365	577	275
Dettes diverses	28 459	21 831	22 230
Instruments financiers dérivés	2 526	1 199	2 065
Produits constatés d'avance	53 544	37 159	25 330
Total autres passifs courants	106 720	87 347	72 236
TOTAL	107 426	88 167	73 176
Echéances :			
• à moins de 1 an	106 720	87 347	72 236
• de 1 à 5 ans	448	450	458
• à plus de 5 ans	258	370	482

L'augmentation générale des postes du passif courant est liée à l'augmentation des volumes de production du Groupe, tant pour le cinéma que pour la télévision.

Les produits constatés d'avance comprennent principalement les produits relatifs aux préventes sur les films non sortis et les séries non livrées, ainsi que les produits relatifs aux ventes de droits de diffusion dont la date d'ouverture n'est pas encore survenue.

4. Notes sur le compte de résultat consolidé

4.1. Chiffre d'affaires

	2014	2013	2012
Production et distribution de films cinématographiques	96 832	99 741	92 085
France	63 869	67 750	57 035
Export	32 963	31 991	35 050
Production et distribution de fictions et de séries télévisuelles	89 429	65 522	9 010
France	26 482	7 286	5 524
Export	62 947	58 236	3 486
Redevance de marque	3 813	3 843	4 049
TOTAL	190 074	169 106	105 144

En 2014, les activités de production et de distribution cinématographiques d'une part, et télévisuelles d'autre part, représentent chacune environ la moitié du chiffre d'affaires consolidé.

Le Groupe réalise 50 % de son chiffre d'affaires hors de France en 2014, contre 53 % en 2013 et 37 % en 2012.

4.2. Charges de personnel

Les charges de personnel incluent les salaires, primes, intéressements, congés payés ainsi que les charges liées aux retraites et assimilées, et celles liées aux plans d'options de souscription d'actions.

En 2014, un produit à recevoir de k€ 247 au titre du crédit d'impôt compétitivité emploi a été comptabilisé en diminution des charges sociales.

	2014	2013	2012
Rémunérations	- 18 350	- 18 992	- 19 441
Charges sociales	- 6 442	- 7 320	- 8 290
Participation des salariés	- 71	- 77	- 62
Retraites et assimilées	- 394	- 199	- 17
Charges de stock-options	-	-	-
TOTAL	- 25 257	- 26 588	- 27 810



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Annexe aux comptes consolidés

4.3. Autres produits et charges opérationnels courants

	2014	2013	2012
Soutien financier automatique	9 985	8 773	8 141
Subventions diverses	706	509	516
Crédit d'impôt cinéma et audiovisuel	12 781	11 234	1 694
Achats non stockés de matières et fournitures	- 13 462	- 11 247	- 5 164
Sous-traitance	- 3 389	- 4 921	- 4 503
Locations et charges locatives	- 1 293	- 1 443	- 1 182
Entretien et réparations	- 1 042	- 1 085	- 1 083
Primes d'assurance	- 158	- 162	- 156
Autres achats d'études et prestations de services	- 3 977	- 3 444	- 2 706
Personnel extérieur	- 606	- 450	- 422
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	- 7 428	- 7 185	- 5 560
Publicité, publications et relations publiques	- 1 642	- 1 021	- 1 262
Transports	- 468	- 328	- 327
Déplacements, missions et réceptions	- 3 659	- 2 915	- 2 696
Frais postaux et frais de télécommunications	- 331	- 339	- 372
Services bancaires	- 217	- 221	- 233
Autres charges externes	- 206	- 733	- 197
Impôts, taxes et versements assimilés	- 2 954	- 2 973	- 3 239
Gains et pertes de change relatifs aux opérations d'exploitation	957	- 429	- 136
Droits d'auteurs, redevances et assimilés	- 7 896	- 7 816	- 7 669
Quotes-parts des coproducteurs et minimums garantis	- 22 381	- 14 395	- 20 285
Résultat des cessions d'actifs d'exploitation	95	318	- 130
Autres produits et charges de gestion courantes	9 688	13 510	16 079
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS COURANTS NETS	- 36 897	- 26 763	- 30 892

Les crédits d'impôts cinéma et audiovisuel sont reconnus au même rythme que l'amortissement des œuvres qui les génèrent. En 2014, le poste inclut k€ 10 930 au titre des séries américaines.

Les quotes-parts des coproducteurs et minimums garantis représentent les montants revenant aux coproducteurs et aux autres partenaires d'un film ou d'une série. Ce poste est fortement dépendant du mode de financement et du succès des films et séries livrés dans l'année.

4.4. Dépréciations, amortissements et provisions

	2014	2013	2012
Immobilisations incorporelles			
• Reprises sur dépréciations	2 394	133	592
• Dotations aux amortissements et dépréciations	- 122 663	- 107 056	- 36 247
Sous-total	- 120 269	- 106 923	- 35 655
Immobilisations corporelles			
• Reprises sur dépréciations	-	-	-
• Dotations aux amortissements et dépréciations	- 1 416	- 1 390	- 1 327
Sous-total	- 1 416	- 1 390	- 1 327
Actifs circulants			
• Reprises sur dépréciations	859	117	483
• Dotations aux dépréciations	- 16	- 330	- 554
Sous-total	843	- 213	- 71
Risques et charges			
• Reprises de provisions	113	855	1 185
• Dotations aux provisions	- 288	- 450	- 763
Sous-total	- 175	405	422
TOTAL	- 121 017	- 108 121	- 36 631

En 2014, les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles comprennent k€ 57 636 d'amortissement des séries américaines, contre k€ 52 852 en 2013, année de la livraison des premières productions.



4.5. Autres produits et charges opérationnels non courants

	2014	2013	2012
Produits de cession des actifs cédés	208	-	-
Valeurs comptables des actifs cédés ou mis au rebut	- 300	- 10	- 204
Réévaluation des compléments de prix d'acquisition	375	-	-
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	- 2 250	-	- 440
Gains provenant d'acquisitions à des conditions avantageuses	-	-	-
TOTAL	- 1 967	- 10	- 644

4.6. Autres produits et charges financiers

	2014	2013	2012
Produits de participations	-	-	-
Frais financiers activés	1 044	1 567	1 840
Intérêts des actifs et passifs hors équivalents de trésorerie	266	26	- 32
Résultat des cessions d'immobilisations financières	-	-	-
Dépréciations et provisions financières	-	- 3	28
Gains et pertes de change	2 892	- 541	- 418
Variations de juste valeur	566	6	- 83
Autres produits et charges financiers	-	-	- 4
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS NETS	4 768	1 055	1 331

Les frais financiers activés concernent les productions de films cinématographiques et de séries télévisuelles. Leur niveau varie en fonction des productions de chaque période.

Les gains de change constatés sur la période sont essentiellement liés à l'appréciation du dollar américain face à l'euro.

4.7. Quote-part du résultat net des entreprises associées

Société	% de détention	2014	2013	2012
Les Cinémas Gaumont Pathé	34,00 %	18 731	13 813	16 649
Lincoln Cinema Associates (USA)	31,95 %	144	106	372
Légende	50,00 %	- 530	- 136	- 582
QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES ENTREPRISES ASSOCIEES		18 345	13 783	16 439

4.8. Impôts

Ventilation de la charge ou du produit d'impôts

	2014	2013	2012
Impôts courants	- 222	44	- 44
Impôts différés	- 870	- 1 362	1 137
IMPOT TOTAL	- 1 092	- 1 318	1 093

Impôt courant

La charge ou le produit d'impôt courant est égal aux montants d'impôts sur les bénéficiaires, nets des crédits d'impôts, dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

La société Gaumont ainsi que ses filiales françaises détenues à 95 % et plus, ont opté pour le régime de l'intégration fiscale.

Le périmètre d'intégration fiscale comprend les sociétés Gaumont SA, Gaumont Télévision SAS, Gaumont Production SARL, Prestations et Services SARL, Gaumont Animation SA, Gaumont Animation Musique SARL, Gaumont Musiques SARL, Editions la Marguerite SARL, Gaumont Production Télévision SARL, Nouvelles Editions de Films SARL et Fideline Films SARL.

L'intégration fiscale est neutre pour les filiales, les économies ou charges d'impôt générées par l'intégration sont comptabilisées dans les comptes de Gaumont SA. Les économies d'impôt sur les résultats, inhérentes aux déficits fiscaux des filiales intégrées, sont systématiquement remboursées à ces dernières.

L'intégration fiscale a généré une économie d'impôt de k€ 76 au titre de l'exercice.



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Annexe aux comptes consolidés

Impôts différés

Le taux utilisé pour le calcul de l'imposition différée au cours des trois derniers exercices est le suivant :

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Taux de droit commun des sociétés françaises	33,33 %	33,33 %	33,33 %
Taux applicable aux sociétés implantées en Californie, Etats-Unis	40,00 %	40,00 %	40,00 %

Dans l'état de la situation financière, les impôts différés sont présentés en actifs et passifs non courants. Ils se répartissent de la manière suivante :

	31.12.14	Variation	Autres mouvements ⁽¹⁾	31.12.13	31.12.12
Impôts différés actifs	1 663	633	- 575	1 605	3 749
Impôts différés passifs	- 1 927	- 1 058	571	- 1 440	- 1 167
IMPOTS DIFFERES NETS	- 264	- 425	- 4	165	2 582

(1) Variations de périmètre, virements de poste à poste, écarts de conversion.

L'origine des impôts différés nets est présentée ci-dessous.

	31.12.14	Variation	Autres mouvements ⁽¹⁾	31.12.13	31.12.12
Déficits fiscaux activés	19 140	- 249	923	18 466	20 548
Juste valeur des films	- 2 397	392	-	- 2 789	- 2 227
Juste valeur des terrains et constructions	- 7 239	75	-	- 7 314	- 7 388
Amortissements dérogatoires sur films	- 7 793	777	-	- 8 570	- 8 921
Plus-value long terme sur titres Les Cinémas Gaumont Pathé	- 1 062	-	-	- 1 062	- 1 062
Autres décalages temporaires	- 913	- 1 420	- 927	1 434	1 632
IMPOTS DIFFERES NETS	- 264	- 425	- 4	165	2 582

(1) Variations de périmètre, virements de poste à poste, écarts de conversion.

Au 31 décembre 2014, les reports déficitaires indéfiniment reportables du groupe d'intégration fiscale Gaumont sur lesquels il existe une probabilité d'imputer des bénéfices futurs s'élèvent à k€ 80 378.

Les déficits fiscaux du groupe intégré sont reconnus dans les comptes de manière à plafonner les impôts différés actifs nets des sociétés composant le périmètre d'intégration fiscale à hauteur de leurs impôts différés passifs nets, après activation éventuelle au niveau de chaque société, des déficits antérieurs à l'intégration fiscale. Au 31 décembre 2014, les déficits reconnus pour le groupe d'intégration fiscale s'élèvent à k€ 48 248, contre k€ 48 994 à fin 2013.

Au niveau des sociétés intégrées, des reports déficitaires antérieurs à l'intégration fiscale ont également été activés pour un montant total de k€ 2 712 au 31 décembre 2014.

Au 31 décembre 2014, les impôts différés actifs nets des sociétés ne bénéficiant pas du régime d'intégration fiscale s'élèvent à k€ 80. Les sociétés américaines présentent un impôt différé passif net de k€ 343.

Rapprochement de l'impôt comptabilisé et de l'impôt théorique

	2014	2013	2012
Résultat des sociétés avant impôt	19 478	14 094	20 181
Taux courant de l'impôt applicable à la société mère	33,33 %	33,33 %	33,33 %
Impôt théorique	- 6 493	- 4 698	- 6 727
Différentiels de taux des taxations à taux réduits	-	-	-
Différentiels de taux d'imposition entre France et étranger	- 254	- 283	368
Quote-part de résultat des entreprises associées	6 067	4 559	5 356
Différences permanentes	- 901	- 362	- 375
Variation des déficits reportables non activés	- 135	- 2 031	1 586
Intégration fiscale	76	764	117
Crédits d'impôt en résultat d'exploitation ⁽¹⁾	699	662	655
Impôts sans base et crédits d'impôts	- 151	71	113
Produit ou (charge) d'impôt effectivement constaté	- 1 092	- 1 318	1 093
Taux effectif d'impôt	5,60 %	9,35 %	-

(1) Dans les comptes consolidés, le crédit d'impôt cinéma et le crédit d'impôt compétitivité emploi sont présentés en résultat opérationnel courant.



Effets fiscaux des charges et produits non constatés en résultat

	2014			2013			2012		
	Montant brut	Effet d'impôt	Montant net	Montant brut	Effet d'impôt	Montant net	Montant brut	Effet d'impôt	Montant net
Autres éléments du résultat global									
Différence de conversion des activités à l'étranger	703	-	703	- 162	-	- 162	- 48	-	- 48
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de la juste valeur des instruments financiers de couverture	- 1 060	435	- 625	1 320	- 476	844	- 964	362	- 602
Variation de l'excédent de réévaluation d'actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	- 30	10	- 20	254	- 85	169	- 631	210	- 421
Quote-part dans les autres éléments du résultat global des entreprises associées	- 1 553	-	- 1 553	- 3 875	-	- 3 875	- 2 260	-	- 2 260
TOTAL	- 1 940	445	- 1 495	- 2 463	- 561	- 3 024	- 3 903	572	- 3 331

La quote-part dans les autres éléments du résultat global des entreprises associées comprend notamment les impacts relatifs à la comptabilisation des écarts actuariels et des variations de juste valeur des instruments financiers du groupe Les Cinémas Gaumont Pathé.

4.9. Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation sur l'exercice.

	2014	2013	2012
Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier	4 272 530	4 272 530	4 272 530
Augmentations de capital liées à l'exercice d'options de souscription (<i>prorata temporis</i>)	-	-	-
Nombre moyen d'actions ordinaires	4 272 530	4 272 530	4 272 530

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère par le nombre moyen d'actions ordinaires, retraité des options de souscription d'actions à caractère dilutif.

	2014	2013	2012
Nombre moyen d'actions ordinaires	4 272 530	4 272 530	4 272 530
Nombre d'options de souscription d'actions à caractère dilutif	-	-	-
Nombre potentiel moyen d'actions ordinaires	4 272 530	4 272 530	4 272 530

Les options de souscription d'actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action sur l'exercice, ont un caractère relatif. Elles ne sont pas prises en compte dans le calcul du bénéfice net dilué par action.



5. Notes sur le tableau des flux de trésorerie

5.1. Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions hors actifs circulants

	2014	2013	2012
Immobilisations incorporelles			
• Reprises sur dépréciations	2 394	133	592
• Dotations aux amortissements et dépréciations	- 122 663	- 107 056	- 36 247
Sous-total	- 120 269	- 106 923	- 35 655
Immobilisations corporelles			
• Reprises sur dépréciations	-	-	-
• Dotations aux amortissements et dépréciations	- 1 416	- 1 390	- 1 327
Sous-total	- 1 416	- 1 390	- 1 327
Immobilisations financières			
• Reprises sur dépréciations	-	-	-
• Dotations aux dépréciations	-	- 3	-
Sous-total	-	- 3	-
Risques et charges			
• Reprises de provisions	113	855	1 185
• Dotations aux provisions	- 288	- 450	- 763
Sous-total	- 175	405	422
TOTAL	- 121 860	- 107 911	- 36 560

5.2. Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence

Société	% de détention	2014	2013	2012
Les Cinémas Gaumont Pathé	34,00 %	6 122	7 490	9 183
Lincoln Cinema Associates (USA)	31,95 %	144	148	370
Légende	50,00 %	-	-	113
TOTAL		6 266	7 638	9 666

5.3. Variation du besoin en fonds de roulement net lié à l'activité

	2014	2013	2012
Variation des actifs d'exploitation	- 10 003	- 32 615	17 436
Variation des passifs d'exploitation	18 265	12 173	- 11 837
Primes versées sur instruments financiers	-	- 26	- 40
Charge d'impôts courants	- 222	44	- 44
Impôts versés	260	230	- 16
Charges de retraites et assimilées	394	199	17
TOTAL	8 694	- 19 995	5 516



Le tableau ci-dessous détaille la variation des actifs d'exploitation constitutifs du besoin en fonds de roulement (BFR) en montants nets des dépréciations (les pertes de valeur sur postes constitutifs du BFR sont considérées comme étant décaissables).

	31.12.14	Variation BFR	Autres variations ⁽¹⁾	31.12.13	Variation BFR	Autres variations ⁽¹⁾	31.12.12	Variation BFR	Autres variations ⁽¹⁾	31.12.11
Stocks	503	- 81	-	584	60	-	524	- 189	-	713
Créances clients	90 306	10 540	4 881	74 885	38 026	- 695	37 554	- 30 769	61	68 262
Immobilisations financières courantes	1 381	298	964	119	- 2 350	78	2 391	2 273	- 47	165
Avances et acomptes versés	620	- 628	-	1 248	- 1 330	-	2 578	307	1	2 270
Créances sociales	58	2	4	52	- 68	3	117	61	- 2	58
Créances fiscales	18 463	5 457	1 462	11 544	7 307	- 271	4 508	1 101	- 4	3 411
Subventions à recevoir	15 378	2 614	-	12 764	- 5 805	-	18 569	1 613	-	16 956
Actifs d'impôts courants	1 600	- 965	14	2 551	587	- 2	1 966	330	-	1 636
Comptes courants	1	-	-	1	-	-	1	-	-	1
Créances diverses	2 469	- 7 283	133	9 619	- 3 048	- 4	12 671	7 313	- 31	5 389
Charges constatées d'avance	982	49	3	930	- 764	-	1 694	524	-	1 170
ACTIFS CONSTITUTIFS DU BFR	131 761	10 003	7 461	114 297	32 615	- 891	82 573	- 17 436	- 22	100 031

(1) Variations de périmètre, variations de change, virements de poste à poste.

Une diminution des créances se traduit en trésorerie par un encaissement. En conséquence, la variation négative ci-dessus est analysée comme une entrée de ressources dans le tableau des flux de trésorerie.

Une augmentation des créances se traduit en trésorerie par une absence d'encaissement. En conséquence, la variation positive ci-dessus est analysée comme une sortie de ressources dans le tableau des flux de trésorerie.

Le tableau ci-dessous retrace la variation des passifs d'exploitation constitutifs du BFR.

	31.12.14	Variation BFR	Autres variations ⁽¹⁾	31.12.13	Variation BFR	Autres variations ⁽¹⁾	31.12.12	Variation BFR	Autres variations ⁽¹⁾	31.12.11
Dettes fournisseurs	9 673	- 1 043	84	10 632	2 307	- 7	8 332	1 905	139	6 288
Avances et acomptes reçus	140	- 12	-	152	- 1 734	-	1 886	1 680	-	206
Dettes sociales	6 531	- 61	8	6 584	- 492	10	7 066	- 571	7	7 630
Dettes fiscales	2 185	- 348	-	2 533	24	10	2 499	- 1 372	-	3 871
Passifs d'impôts courants	-	- 78	-	78	- 1	-	79	1	-	78
Comptes courants	820	- 120	-	940	- 121	-	1 061	- 120	-	1 181
Dettes diverses	28 459	6 255	373	21 831	- 65	- 334	22 230	- 23 018	86	45 162
Produits constatés d'avance	53 544	13 672	2 713	37 159	12 255	- 426	25 330	9 658	- 117	15 789
PASSIFS CONSTITUTIFS DU BFR	101 352	18 265	3 178	79 909	12 173	- 747	68 483	- 11 837	115	80 205

(1) Variations de périmètre, variations de change, virements de poste à poste.



5.4. Acquisitions d'immobilisations, hors titres consolidés

	Note	2014	2013	2012
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	3.2 & 3.3	125 818	126 864	82 839
Acquisitions d'immobilisations corporelles	3.4	1 500	1 060	2 416
Acquisitions d'immobilisations financières	3.6	47	1 867	143
TOTAL		127 365	129 791	85 398

5.5. Variation des dettes sur immobilisations

	31.12.14	Variations	Autres variations ⁽¹⁾	31.12.13	Variations	Autres variations ⁽¹⁾	31.12.12	Variations	Autres variations ⁽¹⁾	31.12.11
Dettes sur immobilisations	3 548	- 3 234	98	6 684	4 496	- 65	2 253	- 3 681	-	5 934
Dettes sur acquisition Légende	-	-	- 375	375	-	-	375	-	-	375
TOTAL	3 548	- 3 234	- 277	7 059	4 496	- 65	2 628	- 3 681	-	6 309

(1) Variations de périmètre, variations de change, virements de poste à poste.

5.6. Incidence des variations de périmètre

	2014	2013	2012	
	Légende	Fideline Films	Nouvelles Editions de Films	Léonis Productions
Prix payé	874	1 700	3 111	200
Trésorerie acquise	-	22	- 244	-
INCIDENCE DES VARIATIONS DE PERIMETRE	874	1 722	2 867	200



6. Autres informations

6.1. Effectif moyen ventilé par catégorie

Le tableau ci-dessous présente les effectifs des sociétés consolidées par la méthode de l'intégration globale.

	2014	2013	2012
Cadres	109	100	91
Agents de maîtrise	41	42	44
Employés	43	41	41
EFFECTIF TOTAL	193	183	176

6.2. Rémunérations des mandataires sociaux

Les principaux dirigeants, au sens de la norme IAS 24, comprennent les personnes qui sont, ou qui ont été au cours de l'exercice, membres du Conseil d'administration ou de la Direction générale.

Les rémunérations brutes et avantages, avant prélèvements sociaux et fiscaux, alloués par Gaumont et liés à la fonction de mandataire social s'établissent de la façon suivante :

	2014	2013	2012
Rémunérations brutes totales ⁽¹⁾	2 159	2 353	2 724
Avantages postérieurs à l'emploi ⁽²⁾	-	-	-
Indemnités de départ ou de fin de contrat	-	-	-
Autres avantages à long terme	-	-	-
Paiements sur la base d'actions ⁽³⁾	-	-	-

(1) Rémunérations, primes, indemnités, jetons de présence et avantages en nature en charge au titre de l'exercice.

(2) Coûts des services rendus sur la période.

(3) Charge enregistrée au compte de résultat au titre des plans d'options de souscription d'actions de Gaumont.

Aucune rémunération et aucun jeton de présence n'ont été versés aux mandataires sociaux par les sociétés contrôlées ou contrôlantes au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce.

Les mandataires sociaux ne bénéficient d'aucune prime d'arrivée ou de départ ni d'aucun régime de retraite complémentaire.

6.3. Engagements et passifs éventuels

Engagements hors état de la situation financière liés à l'activité courante

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Engagements donnés	117 783	60 881	62 986
Garanties	-	-	-
Autres engagements donnés :			
• Contrats de recherche et conception de projets de films	1 788	2 051	1 305
• Production de films et développement de projets	113 296	56 454	61 209
• Engagements envers les salariés	2 699	2 376	472
Engagements reçus	134 263	135 087	105 861
Ligne de crédit non utilisée	83 049	46 719	49 331
Autres engagements reçus :			
• Achats de droits et financement de films et séries	50 832	88 051	56 530
• Contrats de recherche et conception de projets de films	382	317	-
• Traités reçus en garantie de créances clients	-	-	-

Les crédits autorisés non utilisés se répartissent de la manière suivante :

- k€ 12 000 au titre de la ligne de crédit de k€ 80 000 souscrite par Gaumont SA ;
- k\$ 79 628 au titre des crédits de production souscrits dans le cadre des activités américaines ;
- k€ 5 463 au titre des autorisations de tirage sur les cessions Dailly.

Au 31 décembre 2014, Gaumont et ses filiales sont engagées à investir dans la production de films et de séries et le développement de projets pour un montant de k€ 115 084. Parallèlement, le Groupe bénéficie d'engagements au titre d'achats de droits et d'apports en coproduction sur les films et séries au-delà des montants inscrits en créances, d'un montant de k€ 51 214.



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Annexe aux comptes consolidés

Nantissements des actifs

En garantie de la convention de crédit renouvelable de k€ 125 000 conclue le 26 avril 2012, Gaumont avait signé un acte de nantissement en faveur des prêteurs qui portait sur la totalité des actions détenues dans ses filiales Gaumont Animation et Gaumont Télévision ainsi que sur les principaux titres de son catalogue de films. Ces garanties ont été levées simultanément au remboursement de la dette, en date du 14 novembre 2014.

En garantie de la participation financière de la Caisse des dépôts et consignations pour la numérisation de 270 films de son catalogue, Gaumont a accordé un nantissement sur les œuvres restaurées dans le cadre de ce financement. Au 31 décembre 2014, 141 films du catalogue de Gaumont sont concernés. Ils représentent une valeur nette de k€ 7 084.

En garantie du crédit de production de k\$ 51 791 souscrit le 1^{er} juin 2012, le Groupe a nanti la totalité des actifs détenus par Ouroboros Productions Llc, société dédiée à la production de la série *Hemlock Grove* et détenue à 100 % par Gaumont International Television Llc.

En garantie du crédit de production de k\$ 40 200 souscrit le 25 septembre 2013, le Groupe a nanti la totalité des actifs détenus par Ouroboros Productions 2 Llc, société dédiée à la production de la série *Hemlock Grove saison 2* et détenue à 100 % par Ouroboros Productions Llc.

En garantie du crédit de production de k\$ 41 049 souscrit le 9 août 2013, le Groupe a nanti la totalité des actifs détenus par Chiswick Productions 2 Llc, société dédiée à la production de la série *Hannibal saison 2* et détenue à 100 % par Chiswick Productions Llc.

En garantie du crédit de production de k\$ 50 596 souscrit le 30 juillet 2014, le Groupe a nanti la totalité des actifs détenus par Narcos Productions Llc, société dédiée à la production de la série *Narcos saison 1* et détenue à 100 % par Gaumont International Television Llc.

En garantie du crédit de production de k\$ 44 758 souscrit le 10 octobre 2014, le Groupe a nanti la totalité des actifs détenus par Chiswick Productions Llc, société dédiée à la production de la série *Hannibal saison 3* et détenue à 100 % par Gaumont International Television Llc.

En garantie du crédit de production de k\$ 40 600 souscrit le 3 décembre 2014, le Groupe a nanti la totalité des actifs détenus par Ouroboros Productions 3 Llc, société dédiée à la production de la série *Hemlock Grove saison 3* et détenue à 100 % par Ouroboros Productions Llc.

Au 31 décembre 2014, l'ensemble des nantissements accordés par Gaumont et ses filiales représentent une valeur nette comptable de k€ 99 494.

Type de nantissements/hypothèques	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Sur immobilisations incorporelles	54 640	202 008	210 627
Sur immobilisations corporelles	-	-	-
Sur immobilisations financières	-	30 676	26 686
Sur créances	39 506	21 370	4 051
Sur comptes de liquidités	5 348	1 281	4 785
TOTAL	99 494	255 334	246 149

L'échéance de ces nantissements est identique à celle du crédit portant la garantie.

Type de nantissements/hypothèques	31.12.14	Echéance		
		- de 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Sur immobilisations incorporelles	54 640	6 172	41 385	7 084
Sur immobilisations corporelles	-	-	-	-
Sur immobilisations financières	-	-	-	-
Sur créances	39 506	17 237	22 268	-
Sur comptes de liquidités	5 348	98	5 250	-
TOTAL	99 494	23 507	68 903	7 084

Promesse d'hypothèque

Le Groupe n'a constitué aucune hypothèque sur ses actifs.

Garanties de passif reçues

Le Groupe bénéficie d'une garantie de passif qui lui a été donnée par les cédants des actions de la société Fideline Films, le 5 juillet 2013, pour un montant de k€ 340, qui expire :

- le 31 mars 2017, pour les réclamations en matière d'impôts et contributions, à raison des exercices clos jusqu'au 31 décembre 2012, et/ou notifiés au titre d'exercices clos postérieurement au 31 décembre 2012, mais trouvant leur origine, leur source ou leur cause dans des faits, actes, circonstances ou décisions de gestion antérieurs au 5 juillet 2013 ;
- le 31 mars 2017, en ce qui concerne les déclarations relatives au caractère plein, entier et incontestable des droits de propriété et/ou de copropriété sur le catalogue de films transmis ;
- le 31 juillet 2015, en ce qui concerne les autres réclamations d'indemnisation ou de paiement.

Le Groupe bénéficie également d'une garantie de passif qui lui a été donnée par les cédants des actions de la société Nouvelles Editions de Films, le 14 mai 2012, pour un montant de k€ 200, après prise en compte d'une franchise de k€ 50, qui expire :

- le 14 mai 2015, en ce qui concerne les déclarations relatives au caractère plein, entier et incontestable des droits de propriétés et/ou de copropriétés sur le catalogue de films transmis ;
- le 14 mai 2015, pour les réclamations en matière d'impôts et contributions, à raison des exercices clos jusqu'au 31 décembre 2011, ou le 31 janvier 2016 à raison de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2012, mais pour des redressements trouvant leur origine, leur source ou leur cause dans des faits, actes, circonstances ou décisions de gestion antérieurs au 14 mai 2012 ;
- le 14 novembre 2016, en ce qui concerne les autres réclamations d'indemnisation ou de paiement.

Engagements complexes

Aucun engagement complexe n'a été souscrit par le Groupe au 31 décembre 2014.



Autres obligations contractuelles

Obligations contractuelles	31.12.14	Paiements dus par période		
		- de 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Contrats de location simple	6 323	877	3 180	2 266
Contrats de location-financement	553	69	277	207
TOTAL	6 876	946	3 457	2 473

Ces obligations sont relatives à des contrats de location immobilière, en France et aux Etats-Unis.

Au 31 décembre 2014, la valeur actualisée des versements futurs dus au titre des contrats de location-financement s'établit à k€ 405.

6.4. Risques financiers

Risque de crédit et de contrepartie

Le principal risque de crédit auquel le Groupe est exposé est un risque de défaillance de ses clients ou des partenaires financiers participant à la production des œuvres. Le Groupe opère en France et à l'international avec les principaux acteurs du marché et considère que son risque de crédit reste très limité.

Au 31 décembre 2014, l'exposition au risque de crédit se présente comme suit :

	31.12.14	En cours	Créances échues					
			de 1 à 30 jours	de 31 à 60 jours	de 61 à 90 jours	de 91 à 180 jours	de 181 à 360 jours	+ de 360 jours
Créances clients nettes	80 260	67 270	4 363	5 239	385	433	1 479	1 091
Créances sur films nettes	2 841	2 838	3	-	-	-	-	-
TOTAL	83 101	70 108	4 366	5 239	385	433	1 479	1 091

Risque de liquidité

La ligne de crédit de k€ 80 000 et l'emprunt obligataire de k€ 60 000, dont les principales caractéristiques sont décrites en note 3.12, sont assortis de trois ratios financiers à respecter semestriellement.

Le ratio R1 exige du Groupe une valeur de ses principaux actifs qui soit au moins égale à 2,75 fois le montant de ses dettes financières nettes, majorées des encours d'avances financières accordées par Gaumont SA à sa filiale Gaumont International Television. Les principaux actifs du Groupe comprennent le catalogue de films cinématographiques, la quote-part détenue dans Les Cinémas Gaumont Pathé et dans Gaumont Animation ainsi que les biens immeubles inscrits à l'actif du Groupe.

Le ratio R2 impose au Groupe de maintenir un niveau d'endettement inférieur à ses capitaux propres.

Le ratio R3 exige que le Groupe maintienne le chiffre d'affaires net moyen de son catalogue à un niveau au moins égal à 15 % de l'endettement financier net à la date de calcul.

Pour les ratios R1, R2 et R3, l'endettement financier est défini hors participation financière de la Caisse des dépôts et consignation et hors crédits de production américains, dès lors que ces derniers sont sans recours contre le Groupe.

Au 31 décembre 2014, ces ratios sont respectés et s'établissent respectivement à 3,77, 0,53 et 0,27.

Risques de marché

Risque de taux d'intérêt

En France, le Groupe finance ses besoins généraux par le recours à des financements externes composés d'un emprunt obligataire à taux fixe de k€ 60 000 et d'une ligne de crédit renouvelable d'un montant maximum de k€ 80 000, souscrite auprès d'un pool bancaire. Les productions françaises sont financées, soit par des tirages sur la ligne de crédit, soit par le recours à des cessions Dailly.



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Annexe aux comptes consolidés

Aux Etats-Unis, le Groupe finance ses productions par le recours à des crédits de production dédiés. Ces crédits, à taux variable, sont souscrits auprès de banques spécialisées dans le financement de la production télévisuelle.

Les principales caractéristiques de ces financements sont exposées en note 3.12.

Au 31 décembre 2014, l'exposition du Groupe aux taux d'intérêts se présente de la manière suivante :

	31.12.14	Echéancier		
		- de 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Actifs financiers à taux fixe	-	-	-	-
Actifs financiers à taux variable	27 520	27 520	-	-
Actifs financiers non exposés	-	-	-	-
Actifs financiers ⁽¹⁾	27 520	27 520	-	-
Passifs financiers à taux fixe	- 62 642	- 681	- 1 780	- 60 181
Passifs financiers à taux variable	- 140 712	- 17 270	- 123 442	-
Passifs financiers non exposés	- 2 610	- 2 522	- 15	- 73
Passifs financiers ⁽²⁾	- 205 964	- 20 473	- 125 237	- 60 254

(1) Trésorerie et équivalents de trésorerie.

(2) Dettes financières.

Le Groupe gère son exposition au risque de taux par le recours à des contrats d'échange ou de plafonnement de taux d'intérêts.

Au 31 décembre 2014, le Groupe a souscrit à des contrats d'échange de taux pour un montant nominal de k€ 35 000 et à des contrats d'options sur taux pour un montant nominal de k€ 15 000. Le détail des échéances de ces contrats est présenté ci-dessous.

	31.12.14	Echéancier			Juste valeur
		- de 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans	
Swaps de taux	35 000	20 000	15 000	-	- 562
Options sur taux	15 000	10 000	5 000	-	-
TOTAL	50 000	30 000	20 000	-	- 562

La juste valeur des instruments financiers au 31 décembre 2014 est présentée hors risque de non-exécution. Le risque de défaut des partenaires bancaires évalué par référence aux valeurs du marché secondaire est globalement nul. Le risque de défaut de Gaumont est estimé à k€.6.

Compte tenu du portefeuille des couvertures de taux, l'exposition nette aux risques de taux se présente de la manière suivante :

	Total	Taux fixe	Taux variable	Non exposé
Actifs financiers ⁽¹⁾	27 520	-	27 520	-
Passifs financiers ⁽²⁾	- 205 964	- 62 642	- 140 712	- 2 610
Position nette avant gestion	- 178 444	- 62 642	- 113 192	- 2 610
Couverture	-	- 50 000	50 000	-
Position nette après gestion	- 178 444	- 112 642	- 63 192	- 2 610
Sensibilité ⁽³⁾	- 632	-	- 632	-

(1) Trésorerie et équivalents de trésorerie.

(2) Dettes financières.

(3) Impact en année pleine.

Si les taux d'intérêts variables augmentaient d'un point de base, le coût de l'endettement serait supérieur de k€ 632, soit une hausse de 9,6 %.

Risque de change

Le Groupe se trouve exposé au risque de change opérationnel sur des transactions commerciales comptabilisées au bilan et sur des transactions futures ayant un caractère probable. Lorsque le Groupe produit des films ou des séries télévisuelles hors du territoire national de la société productrice, il se trouve également exposé au risque de change sur les dépenses de production.

Au cours de l'exercice 2014, le chiffre d'affaires facturé dans une devise distincte de celle de la société à l'origine de la transaction, dont la répartition figure ci-dessous, s'élève à k€ 23 387, soit 12,30 % du chiffre d'affaires total.

(en milliers d'euros)	Total	USD	CAD	GBP	CHF	JPY	EUR ⁽¹⁾	AUD	Divers
Chiffre d'affaires	23 387	16 519	829	1 523	1 030	30	2 826	132	498

(1) Chiffre d'affaires généré par les entités hors zone euro

Le Groupe s'efforce d'assurer une couverture naturelle entre les flux d'encaissement et de décaissement de devises, mais étudie également au cas par cas la nécessité et l'opportunité de mettre en place une couverture de change pour couvrir ce risque.

Au 31 décembre 2014, dans le cadre des productions de séries américaines, le Groupe a souscrit à des contrats à terme d'achats et de ventes de devises lui permettant de se prémunir contre les variations futures de l'euro, du dollar canadien, de la livre sterling et du peso colombien face au dollar.



	Devise	Contrepartie	Notionnel (en milliers de devise)	Echéance				Juste valeur (en milliers de dollars)
				- de 90 jours	de 90 à 180 jours	de 180 à 360 jours	+ de 360 jours	
Ventes à terme devises	CAD	USD	- 25 300	- 16 600	-	- 8 700	-	1 484
Ventes à terme devises	EUR	USD	- 1 433	- 20	- 19	- 1 394	-	121
Ventes à terme devises	GBP	USD	- 1 845	- 365	-	- 740	- 740	106
Achats à terme devises	COP	USD	5 200 000	5 200 000	-	-	-	- 604
Achats à terme devises	CAD	USD	54 400	46 000	8 400	-	-	- 1 780
TOTAL								- 673

Au 31 décembre 2014, l'exposition du Groupe au risque de change opérationnel se présente de la manière suivante :

Risque lié aux variations de l'euro

	Total (en milliers d'euros)	USD/EUR	CAD/EUR	GBP/EUR	CHF/EUR	JPY/EUR	DKK/EUR	HUF/EUR	SEK/EUR
Actifs	7 867	7 711	89	13	20	19	-	-	15
Passifs	- 1 983	- 1 983	-	-	-	-	-	-	-
Hors bilan	312	1 275	-	- 963	-	-	-	-	-
Position nette avant gestion	6 196	7 003	89	- 950	20	19	-	-	15
Couverture	- 1 815	- 1 815	-	-	-	-	-	-	-
Position nette après gestion	4 381	5 188	89	- 950	20	19	-	-	15
Sensibilité	- 43	- 52	- 1	10	-	-	-	-	-

Une augmentation uniforme d'un centime d'euro contre chacune des devises ci-dessus aurait un impact négatif de k€ 43 sur le résultat net du Groupe.

Risque lié aux variations du dollar américain

	Total (en milliers de dollars)	CAD/USD	GBP/USD	COP/USD
Actifs	21 034	17 834	2 999	201
Passifs	- 5	-	-	- 5
Hors bilan	- 32 090	- 29 298	-	- 2 792
Position nette avant gestion	- 11 061	- 11 464	2 999	- 2 596
Couverture	26 068	26 257	- 2 980	2 791
Position nette après gestion	15 007	14 793	19	195
Sensibilité	- 150	- 148	-	- 2

Une augmentation uniforme d'un centime de dollar contre chacune des devises ci-dessus aurait un impact négatif de k\$ 150 sur le résultat net du Groupe.

Le Groupe est exposé à un risque de change financier sur les comptes bancaires et les avances libellés dans une devise différente de la devise fonctionnelle de la société concernée. Le Groupe s'attache à maintenir les soldes de ses comptes en devises à un niveau bas, de manière à assurer une couverture naturelle entre les flux d'encaissement et de décaissement de devises, et à limiter au maximum les avances consenties en devises.



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Annexe aux comptes consolidés

Au 31 décembre 2014, l'exposition du Groupe au risque de change financier se présente de la manière suivante :

	Risque lié aux variations de l'euro		Risque lié aux variations du dollar américain		
	Total (en milliers d'euros)	USD/EUR	Total (en milliers de dollars)	CAD/USD	COP/USD
Actifs	29 294	29 294	2 164	1 889	275
Passifs	-	-	-	-	-
Hors bilan	-	-	-	-	-
Position nette avant gestion	29 294	29 294	2 164	1 889	275
Couverture	-	-	-	-	-
Position nette après gestion	29 294	29 294	2 164	1 889	275
Sensibilité	- 293	- 293	- 22	- 19	- 3

Une augmentation d'un centime d'euro contre le dollar aurait un impact négatif de k€ 293 sur le résultat net du Groupe, une augmentation d'un centime de dollar contre le dollar canadien et le peso colombien aurait un impact négatif de k\$ 22 sur le résultat net du Groupe.

Du fait de ses investissements dans des filiales implantées aux Etats-Unis, le Groupe se trouve également exposé à un risque de change lors de la conversion des comptes de ses filiales vers la devise de présentation des comptes consolidés. Les impacts liés à ce risque sont inscrits en capitaux propres du Groupe.

Au 31 décembre 2014, l'exposition du Groupe au risque de change lié à ses investissements à l'étranger se présente de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	USD/EUR
Actifs	109 149
Passifs	-109 484
Hors bilan	37 060
Position nette avant gestion	36 725
Couverture	-
Position nette après gestion	36 725
Sensibilité	- 367

Une augmentation d'un centime d'euro contre le dollar aurait un impact négatif de k€ 367 sur les capitaux propres du Groupe.

Risque sur actions

Gaumont et ses filiales ne sont pas engagés dans des opérations boursières spéculatives.

Depuis le 1^{er} juillet 2010, Gaumont a confié à Exane BNP Paribas l'animation de son titre dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des marchés financiers. Les moyens mis à disposition de ce contrat correspondent à une somme de k€ 300 versée en juillet 2010, augmentée de k€ 100 en novembre 2010. Au 31 décembre 2014, Gaumont détenait 6 495 actions propres correspondant aux titres négociés dans le cadre de son contrat de liquidité, représentant un investissement comptabilisé en diminution des capitaux propres de k€ 252.

Le risque de perte de valeur des titres autodétenus lié à la volatilité du cours de l'action Gaumont reste marginal, compte tenu des montants investis.

6.5. Instruments financiers

Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer et réduire son exposition aux risques de variation des taux d'intérêt et des cours de change.

En 2014, le Groupe a eu recours à des contrats d'échange de taux, afin de réduire son exposition au taux Euribor, base de sa ligne de crédit et à des dérivés de change, en vue de réduire son exposition aux variations du dollar.

Les instruments financiers dérivés inclus dans l'état de la situation financière pour leur juste valeur à la date de clôture sont présentés ci-dessous.

	31.12.14		31.12.13		31.12.12	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
Produits dérivés de taux	56	563	133	732	179	1 517
Produits dérivés de change	1 410	1 963	542	467	9	548
TOTAL	1 466	2 526	675	1 199	188	2 065

Les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés ont été enregistrées en résultat financier ou en autres éléments du résultat global, suivant les préconisations de la norme IAS 39.



	31.12.14	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Ecarts de conversion	Prime versée	31.12.13
Instruments financiers dérivés actifs	1 466	-	653	138	-	675
Instruments financiers dérivés passifs	- 2 526	- 1 060	- 87	- 180	-	- 1 199
TOTAL	- 1 060	- 1 060	566	- 42	-	- 524

En novembre 2014, Gaumont a renouvelé sa ligne de crédit renouvelable et a substitué à la ligne de crédit de k€ 125 000 souscrite le 26 avril 2012, une ligne de k€ 80 000 dont les caractéristiques qualitatives sont substantiellement identiques au sens de la norme IAS 39.

Afin de démontrer la continuité de sa dette en proportion du nouveau crédit, Gaumont a également procédé à un test quantitatif de continuité consistant à comparer la valeur actuelle nette de chaque

crédit. Le test conclut à un rapport de 2,039 %, ce qui entre dans la limite de 10 % fixée par la norme IAS 39.

La continuité de la dette ayant été démontrée, la relation de couverture a été maintenue dans le cadre de la nouvelle convention de crédit.

Au 31 décembre 2014, les instruments financiers dérivés désignés comme instrument de couverture pour l'exposition du Groupe aux variations de taux d'intérêts présentent les caractéristiques suivantes :

	Commencement	Échéance	Notionnel (en k€)
Echange de taux d'intérêts	29.07.11	31.12.15	20 000
Echange de taux d'intérêts	30.09.12	30.06.16	10 000
Echange de taux d'intérêts	30.12.13	30.06.17	5 000
Option d'achat sur taux d'intérêts	30.09.12	30.06.15	10 000
Option d'achat sur taux d'intérêts	30.12.13	30.06.16	5 000
TOTAL			50 000

La juste valeur nette de ces instruments au 31 décembre 2014 s'établit à k€ - 562. La part d'inefficacité reconnue en résultat de la période au titre des contrats d'option d'achat de taux d'intérêts est un produit de k€ 2.

Les instruments financiers dérivés désignés comme instrument de couverture pour l'exposition du Groupe aux variations des devises présentent les caractéristiques suivantes :

	Devise	Contrepartie	Notionnel (en milliers de devise)	- de 90 jours	de 90 à 180 jours	de 180 à 360 jours	+ de 360 jours
Ventes à terme devises	CAD	USD	- 25 300	- 16 600	-	- 8 700	-
Ventes à terme devises	EUR	USD	- 1 433	- 20	- 19	- 1 394	-
Ventes à terme devises	GBP	USD	- 1 845	- 365	-	- 740	- 740
Achats à terme devises	COP	USD	5 200 000	5 200 000	-	-	-
Achats à terme devises	CAD	USD	54 400	46 000	8 400	-	-

La juste valeur nette de ces instruments au 31 décembre 2014 s'établit à k\$ - 673. La part d'inefficacité reconnue en résultat de la période au titre de ces contrats est une charge de k\$ 13.

**Instruments financiers par catégorie et niveau hiérarchique**

Le tableau ci-dessous présente une comparaison par catégorie des valeurs comptables et de la juste valeur de tous les instruments financiers du Groupe.

Les actifs et passifs financiers sont évalués à la juste valeur dans les comptes.

	31.12.14		Ventilation par catégorie d'instruments					Niveau hiérarchique
	Valeur nette comptable	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances au coût amorti	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés	
Titres de participation non consolidés	3	3	-	3	-	-	-	na
Autres actifs financiers non courants	1 122	1 122	-	-	1 122	-	-	na
Autres actifs financiers courants	130 276	130 276	-	-	130 276	-	-	na
Instruments financiers dérivés actifs	1 466	1 466	-	-	-	-	1 466	2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 520	27 520	27 520	-	-	-	-	1
Actifs financiers	160 387	160 387	27 520	3	131 398	-	1 466	
Dettes financières à plus d'un an	185 491	185 491	-	-	-	185 491	-	na
Autres passifs financiers non courants	706	706	-	-	-	706	-	na
Dettes financières à moins d'un an	20 473	20 473	-	-	-	20 473	-	na
Autres passifs financiers courants	50 650	50 650	-	-	-	50 650	-	na
Instruments financiers dérivés passifs	2 526	2 526	-	-	-	-	2 526	2
Passifs financiers	259 846	259 846	-	-	-	257 320	2 526	

Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont qualifiés d'actifs disponibles à la vente et sont maintenus à leur coût d'achat car leur juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable.

La valeur de marché des instruments financiers dérivés de taux et de change est estimée à partir de valorisations provenant des contreparties bancaires ou de modèles financiers communément utilisés sur les marchés financiers, sur la base des données de marché à la date de clôture de la période (évaluation de niveau 2). Ces dérivés sont qualifiés d'instruments de couverture.

Le Groupe n'a opéré aucun transfert de niveau sur la période.



	31.12.13		Ventilation par catégorie d'instruments					Niveau hiérarchique
	Valeur nette comptable	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances au coût amorti	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés	
Titres de participation non consolidés	3	3	-	3	-	-	-	na
Autres actifs financiers non courants	1 958	1 958	-	-	1 958	-	-	na
Autres actifs financiers courants	112 783	112 783	-	-	112 783	-	-	na
Instruments financiers dérivés actifs	675	675	-	-	-	-	675	2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 794	5 794	5 794	-	-	-	-	1
Actifs financiers	121 213	121 213	5 794	3	114 741	-	675	
Dettes financières à plus d'un an	151 509	151 509	-	-	-	151 509	-	na
Autres passifs financiers non courants	820	820	-	-	-	820	-	na
Dettes financières à moins d'un an	25 995	25 995	-	-	-	25 995	-	na
Autres passifs financiers courants	48 989	48 989	-	-	-	48 989	-	na
Instruments financiers dérivés passifs	1 199	1 199	-	-	-	-	1 199	2
Passifs financiers	228 512	228 512	-	-	-	227 313	1 199	

	31.12.12		Ventilation par catégorie d'instruments					Niveau hiérarchique
	Valeur nette comptable	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances au coût amorti	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés	
Titres de participation non consolidés	3	3	-	3	-	-	-	na
Autres actifs financiers non courants	589	589	-	-	589	-	-	na
Autres actifs financiers courants	80 355	80 355	-	-	80 355	-	-	na
Instruments financiers dérivés actifs	188	188	-	-	-	-	188	2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 754	10 754	10 754	-	-	-	-	1
Actifs financiers	91 889	91 889	10 754	3	80 944	-	188	
Dettes financières à plus d'un an	142 332	142 332	-	-	-	142 332	-	na
Autres passifs financiers non courants	940	940	-	-	-	940	-	na
Dettes financières à moins d'un an	6 517	6 517	-	-	-	6 517	-	na
Autres passifs financiers courants	44 841	44 841	-	-	-	44 841	-	na
Instruments financiers dérivés passifs	2 065	2 065	-	-	-	-	2 065	2
Passifs financiers	196 695	196 695	-	-	-	194 630	2 065	



6.6. Secteurs opérationnels

Information par activité

L'organisation du Groupe s'articule autour de ses différents métiers. Le groupe Gaumont opère dans trois domaines d'activité qui constituent ses secteurs opérationnels :

- la production et la distribution de films cinématographiques, qui comprend les différentes phases d'exploitation d'un film : distribution en salles, ventes aux chaînes de télévision et commercialisation en vidéo et en vidéo à la demande, tant en France qu'à l'international ;
- la production et la distribution de films et de séries d'animation et de fictions télévisuelles à travers ses filiales Gaumont Animation, Gaumont Télévision et Gaumont International Television aux Etats-Unis ;
- l'exploitation de salles de cinéma via sa participation dans la société Les Cinémas Gaumont Pathé.

Les segments retenus dans l'information sectorielle sont identiques à ceux utilisés par le principal décideur opérationnel du Groupe, la Direction générale. Les secteurs opérationnels sont présentés sans regroupement.

Le Groupe applique la Recommandation ANC 2013-01 du 4 avril 2013 relative à la présentation de la quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence, dans le compte de résultat consolidé et dans l'information sectorielle.

Compte de résultat

2014	Production cinéma	Production télévisuelle	Exploitation salles de cinéma	Non alloués	Total
Chiffre d'affaires	96 832	89 429	3 813	-	190 074
Résultat opérationnel des activités de production et de distribution cinématographique et télévisuelle ⁽¹⁾	18 969	12 680	-	-	31 649
Résultat opérationnel des activités d'exploitation des salles ⁽¹⁾	-	-	22 688	-	22 688
Frais de structure	- 9 135	- 8 510	-	- 15 425	- 33 070
Résultat opérationnel après quote-part du résultat net des entreprises associées	9 834	4 170	22 688	- 15 425	21 267
Coût de l'endettement financier net	-	- 2 570	-	- 3 987	- 6 557
Autres produits et charges financiers	-	1 044	-	3 724	4 768
Impôts	- 209	- 1 409	-	526	- 1 092
RESULTAT NET	9 625	1 235	22 688	- 15 162	18 386

(1) Après quote-part du résultat net des entreprises associées.



2013	Production cinéma	Production télévisuelle	Exploitation salles de cinéma	Non alloués	Total
Chiffre d'affaires	99 741	65 522	3 843	-	169 106
Résultat opérationnel des activités de production et de distribution cinématographique et télévisuelle ⁽¹⁾	22 968	12 569	-	-	35 537
Résultat opérationnel des activités d'exploitation des salles ⁽¹⁾	-	-	17 763	-	17 763
Frais de structure	- 9 235	- 8 331	-	- 16 480	- 34 046
Résultat opérationnel après quote-part du résultat net des entreprises associées	13 733	4 238	17 763	- 16 480	19 254
Coût de l'endettement financier net	-	- 2 358	-	- 3 857	- 6 215
Autres produits et charges financiers	-	1 280	-	- 225	1 055
Impôts	507	- 1 366	-	- 459	- 1 318
RESULTAT NET	14 240	1 794	17 763	- 21 021	12 776

(1) Après quote-part du résultat net des entreprises associées.

2012	Production cinéma	Production télévisuelle	Exploitation salles de cinéma	Non alloués	Total
Chiffre d'affaires	92 085	9 010	4 049	-	105 144
Résultat opérationnel des activités de production et de distribution cinématographique et télévisuelle ⁽¹⁾	32 867	1 800	-	-	34 667
Résultat opérationnel des activités d'exploitation des salles ⁽¹⁾	-	-	21 070	-	21 070
Frais de structure	- 9 208	- 6 893	-	- 16 126	- 32 227
Résultat opérationnel après quote-part du résultat net des entreprises associées	23 659	- 5 093	21 070	- 16 126	23 510
Coût de l'endettement financier net	-	- 964	-	- 3 696	- 4 660
Autres produits et charges financiers	-	964	-	367	1 331
Impôts	54	1 039	-	-	1 093
RESULTAT NET	23 713	- 4 054	21 070	- 19 455	21 274

(1) Après quote-part du résultat net des entreprises associées.



Etat de la situation financière consolidée

31.12.2014	Production cinéma	Production télévisuelle	Exploitation salles de cinéma	Non alloués	Total
Ecarts d'acquisition nets	491	11 544	-	-	12 035
Films et droits audiovisuels nets	73 195	84 797	-	-	157 992
Autres immobilisations incorporelles nettes	779	8	-	-	787
Immobilisations corporelles nettes	31 872	421	-	-	32 293
Participations dans des entreprises associées	4 503	-	202 802	-	207 305
Autres actifs financiers nets	1 081	44	-	-	1 125
Actifs d'impôts non courants	-	-	-	1 663	1 663
Stocks	503	-	-	-	503
Créances clients nettes	31 523	58 783	-	-	90 306
Actifs d'impôts courants	1 494	106	-	-	1 600
Autres créances nettes et autres actifs financiers courants	14 815	26 003	-	-	40 818
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 914	7 606	-	-	27 520
TOTAL ACTIF	180 170	189 312	202 802	1 663	573 947
Capitaux propres	-	-	-	254 289	254 289
Provisions non courantes	2 815	264	-	-	3 079
Passifs d'impôts non courants	-	-	-	1 927	1 927
Dettes financières à plus d'un an	-	56 600	-	128 891	185 491
Autres dettes non courantes	706	-	-	-	706
Provisions courantes	679	583	-	-	1 262
Dettes financières à moins d'un an	-	16 970	-	3 503	20 473
Fournisseurs	9 225	3 631	-	-	12 856
Passifs d'impôts courants	-	-	-	-	-
Autres dettes	48 165	45 699	-	-	93 864
TOTAL PASSIF	61 590	123 747	-	388 610	573 947
Investissements dans les films et droits audiovisuels	37 583	88 044	-	-	125 627



31.12.2013	Production cinéma	Production télévisuelle	Exploitation salles de cinéma	Non alloués	Total
Ecart d'acquisition nets	491	13 794	-	-	14 285
Films et droits audiovisuels nets	72 248	72 843	-	-	145 091
Autres immobilisations incorporelles nettes	956	6	-	-	962
Immobilisations corporelles nettes	31 888	111	-	-	31 999
Participations dans des entreprises associées	5 520	-	191 725	-	197 245
Autres actifs financiers nets	1 069	892	-	-	1 961
Actifs d'impôts non courants	-	-	-	1 605	1 605
Stocks	584	-	-	-	584
Créances clients nettes	47 664	27 221	-	-	74 885
Actifs d'impôts courants	506	2 045	-	-	2 551
Autres créances nettes et autres actifs financiers courants	20 509	16 443	-	-	36 952
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 996	1 798	-	-	5 794
TOTAL ACTIF	185 431	135 153	191 725	1 605	513 914
Capitaux propres	-	-	-	243 061	243 061
Provisions non courantes	2 392	263	-	-	2 655
Passifs d'impôts non courants	-	-	-	1 440	1 440
Dettes financières à plus d'un an	-	36 827	-	114 682	151 509
Autres dettes non courantes	820	-	-	-	820
Provisions courantes	682	405	-	-	1 087
Dettes financières à moins d'un an	-	23 078	-	2 917	25 995
Fournisseurs	12 761	3 978	-	-	16 739
Passifs d'impôts courants	-	78	-	-	78
Autres dettes	48 138	22 392	-	-	70 530
TOTAL PASSIF	64 793	87 021	-	362 100	513 914
Investissements dans les films et droits audiovisuels	53 035	73 195	-	4	126 234



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Annexe aux comptes consolidés

31.12.2012	Production cinéma	Production télévisuelle	Exploitation salles de cinéma	Non alloués	Total
Ecarts d'acquisition nets	491	13 794	-	-	14 285
Films et droits audiovisuels nets	63 009	61 825	-	-	124 834
Autres immobilisations incorporelles nettes	663	26	-	-	689
Immobilisations corporelles nettes	32 199	140	-	-	32 339
Participations dans des entreprises associées	5 624	-	219 044	-	224 668
Autres actifs financiers nets	309	283	-	-	592
Actifs d'impôts non courants	-	-	-	3 749	3 749
Stocks	524	-	-	-	524
Créances clients nettes	31 997	5 557	-	-	37 554
Actifs d'impôts courants	1 966	-	-	-	1 966
Autres créances nettes et autres actifs financiers courants	28 680	14 037	-	-	42 717
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 361	6 393	-	-	10 754
TOTAL ACTIF	169 823	102 055	219 044	3 749	494 671
Capitaux propres	-	-	-	267 276	267 276
Provisions non courantes	2 433	278	-	-	2 711
Passifs d'impôts non courants	-	-	-	1 167	1 167
Dettes financières à plus d'un an	-	47 860	-	94 472	142 332
Autres dettes non courantes	940	-	-	-	940
Provisions courantes	1 391	101	-	-	1 492
Dettes financières à moins d'un an	-	4 180	-	2 337	6 517
Fournisseurs	7 427	2 883	-	-	10 310
Passifs d'impôts courants	1	78	-	-	79
Autres dettes	50 595	11 252	-	-	61 847
TOTAL PASSIF	62 787	66 632	-	365 252	494 671
Investissements dans les films et droits audiovisuels	21 351	61 016	-	-	82 367



Information par zone géographique

Chiffre d'affaires

Au 31 décembre 2014, le chiffre d'affaire ventilé selon la zone géographique de l'entité qui le réalise s'établit de la manière suivante :

	2014	2013	2012
Sociétés françaises	126 396	111 943	105 144
Sociétés américaines	63 678	57 163	-
TOTAL	190 074	169 106	105 144

Actifs non courants

Les actifs non courants autres que les instruments financiers, les actifs d'impôts différés et les actifs relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi, sont ventilés par zone d'implantation des sociétés consolidées.

La répartition géographique des actifs non courants se présente de la manière suivante :

	31.12.14			31.12.13			31.12.12		
	France	Amérique	Total	France	Amérique	Total	France	Amérique	Total
Ecart d'acquisition nets	12 035	-	12 035	14 285	-	14 285	14 285	-	14 285
Films et droits audiovisuels nets	96 536	61 456	157 992	100 574	44 517	145 091	76 736	48 098	124 834
Autres immobilisations incorporelles nettes	787	-	787	962	-	962	689	-	689
Immobilisations corporelles nettes	32 261	32	32 293	31 971	28	31 999	32 307	32	32 339
Participations dans des entreprises associées	206 905	400	207 305	196 892	353	197 245	224 261	407	224 668
Autres actifs financiers nets	1 125	-	1 125	1 144	817	1 961	571	21	592
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	349 649	61 888	411 537	346 647	44 896	391 543	348 849	48 558	397 407

Le Groupe n'est pas implanté hors de ces deux zones géographiques et ne détient aucun actif hors de ces territoires.

Principaux clients du Groupe

Les dix premiers clients du Groupe représentent ensemble 62,6 % du chiffre d'affaires consolidé. La répartition entre les clients est très variable d'une année à l'autre.

En 2014, les ventes à Netflix et au groupe TF1 représentent respectivement 19,9 % et 11,5 % du chiffre d'affaires consolidé. Aucun autre client ne contribue individuellement à plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé.

Le chiffre d'affaires ci-dessous est ventilé par zone de commercialisation à la clientèle.

	2014	2013	2012
France	94 164	78 879	66 608
• Europe	30 934	27 360	29 709
• Amérique	58 231	54 431	4 771
• Asie / Russie	3 424	6 588	2 748
• Afrique / Moyen-Orient	2 502	1 443	1 082
• Reste du monde	819	405	226
International	95 910	90 227	38 536
TOTAL	190 074	169 106	105 144



6.7. Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes et membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe au titre des exercices 2013 et 2014 sont les suivants :

	Total				Advois				EY			
	2014		2013		2014		2013		2014		2013	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit												
Certification, examen des comptes individuels et consolidés												
• Emetteur	232		256		85		83		147		173	
• Filiales intégrées	176		129		-		-		176		129	
Missions accessoires												
• metteur	35		-		12		-		23		-	
• Filiales intégrées	-		6		-		6		-		-	
Sous-total	443	100 %	391	100 %	97	100 %	89	100 %	346	100 %	302	100 %
Autres prestations												
Juridique, fiscal, social												
• Emetteur	-		-		-		-		-		-	
• Filiales intégrées	-		-		-		-		-		-	
Autres												
• Emetteur	-		-		-		-		-		-	
• Filiales intégrées	-		-		-		-		-		-	
Sous-total	-	0 %	-	0 %	-	0 %	-	0 %	-	0 %	-	0 %
TOTAL	443	100 %	391	100 %	97	100 %	89	100 %	346	100 %	302	100 %

Le Groupe estime que l'information prévue par le Décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008 est de nature à répondre aux dispositions de l'article 222-8 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

6.8. Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Depuis le 1^{er} janvier 2015, aucun événement susceptible d'être mentionné dans l'annexe n'est intervenu.



Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2014

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Gaumont, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- votre groupe procède, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition (note 2.4 de l'annexe des comptes consolidés) et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme. Nous avons revu les données et les hypothèses sur lesquelles sont fondées les principales estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie. Dans le cadre de notre audit, nous avons apprécié le caractère raisonnable de ces estimations ;

- comme indiqué dans la note 2.6 de l'annexe des comptes consolidés, votre groupe comptabilise en immobilisations incorporelles le coût des films répondant aux critères prévus par le référentiel IFRS et reconnaît une valeur résiduelle pour certains films à large succès. Nous avons examiné les prévisions d'activité et de rentabilité justifiant la comptabilisation en immobilisations incorporelles ainsi que les modalités d'amortissement et de détermination de la valeur recouvrable des films. Nous nous sommes assurés que la note 2.6 de l'annexe des comptes consolidés fournit une information appropriée ;
- les notes 3.12, 4.8 et 6.3 de l'annexe des comptes consolidés décrivent les activités de production de séries télévisées destinées au marché américain, ainsi que les principaux traitements et impacts comptables de ces activités. Nous avons examiné les traitements retenus, et avons apprécié le caractère raisonnable des estimations utilisées, ainsi que le caractère approprié de l'information donnée dans ces notes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Paris-La Défense, le 17 mars 2015

Les Commissaires aux comptes

ADVOLIS
Patrick Iweins

ERNST & YOUNG et Autres
Bruno Bizet



5 COMPTES ANNUELS DE GAUMONT

Bilan	120	Tableau des filiales	149
Compte de résultat	122	Tableau des participations	150
Tableau des flux de trésorerie	123	Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	151
Annexe aux comptes annuels	124		



Bilan

Actif

(en milliers d'euros)

	Note	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Films et droits audiovisuels nets	3.1	67 971	66 336	54 430
Autres immobilisations incorporelles nettes	3.2	2 197	2 813	3 290
Immobilisations corporelles nettes	3.3	9 429	9 598	9 899
Immobilisations financières nettes	3.4	118 679	116 999	114 132
Actif immobilisé		198 276	195 746	181 751
Créances clients nettes	3.5	33 075	47 593	29 994
Autres créances nettes	3.6	40 538	32 886	37 192
Instruments de trésorerie		29	48	36
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	3.7	19 031	3 154	3 366
Actif circulant		92 673	83 681	70 588
Comptes de régularisation actifs	3.12	2 805	3 212	2 767
TOTAL ACTIF		293 754	282 639	255 106



Passif

(en milliers d'euros)

	Note	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Capital		34 180	34 180	34 180
Réserves		29 265	27 152	29 541
Report à nouveau		-	-	- 10 937
Résultat		5 549	6 379	12 814
Subventions d'investissements		470	-	-
Provisions réglementées		23 301	25 439	26 910
Capitaux propres	3.8	92 765	93 150	92 508
Provisions pour risques et charges	3.9	3 194	3 772	3 577
Dettes financières à long et moyen terme	3.10	130 159	115 192	96 000
Dettes financières à moins d'un an	3.10	2 035	1 397	892
Avances et acomptes reçus	3.11	187	58	1 641
Dettes fournisseurs	3.11	7 766	9 722	5 975
Dettes fiscales et sociales	3.11	6 665	7 020	7 334
Dettes sur immobilisations	3.11	2 182	5 731	2 497
Autres dettes	3.11	30 686	28 508	29 406
Dettes		179 680	167 628	143 745
Comptes de régularisation passifs	3.12	18 115	18 089	15 276
TOTAL PASSIF		293 754	282 639	255 106



Compte de résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	Note	2014	2013	2012
Chiffre d'affaires	4.1	95 996	99 801	89 103
Subventions	4.2	6 347	5 893	3 183
Production immobilisée		637	2 263	8 948
Reprises de provisions et dépréciations	4.3	2 930	852	1 707
Transferts de charges	4.4	2 016	277	2 288
Autres produits		253	131	100
Produits d'exploitation		108 179	109 217	105 329
Achats de marchandises		- 373	- 411	- 515
Autres achats et charges externes	4.5	- 30 382	- 24 107	- 17 705
Impôts, taxes et versements assimilés		- 2 356	- 2 516	- 2 726
Charges de personnel	4.6	- 14 939	- 14 293	- 14 386
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	4.7	- 40 615	- 45 857	- 26 209
Coûts de films		- 637	- 2 263	- 8 948
Autres charges	4.8	- 25 215	- 19 638	- 26 365
Charges d'exploitation		- 114 517	- 109 085	- 96 854
Résultat d'exploitation		- 6 338	132	8 475
Résultat financier	4.9	9 861	4 682	10 638
Résultat courant avant impôts		3 523	4 814	19 113
Résultat exceptionnel	4.10	2 150	1 452	- 7 206
Participation des salariés aux résultats		-	-	-
Impôts	4.11	- 124	113	907
RESULTAT NET		5 549	6 379	12 814



Tableau des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	Note	2014	2013	2012
Opérations d'exploitation				
Résultat de l'exercice		5 549	6 379	12 814
Dotations nettes aux amortissements et provisions	5.1	34 624	49 026	27 677
Transferts au compte de charges à étaler, nettes d'amortissements		- 997	510	- 1 221
Résultat net des cessions d'immobilisations		2	10	175
Autres charges et produits calculés		-	-	- 5
Capacité d'autofinancement		39 178	55 925	39 440
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	5.2	8 291	- 10 482	2 716
(A) Flux net de trésorerie généré par l'activité		47 469	45 443	42 156
Opérations d'investissement				
Cessions d'immobilisations		1 608	398	492
Acquisitions d'immobilisations	5.3	- 41 854	- 64 706	- 31 137
Subvention d'investissement		470	-	-
Variation des dettes sur immobilisations	5.4	- 3 174	3 234	- 3 699
(B) Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		- 42 950	- 61 074	- 34 344
Opérations de financement				
Dividendes versés aux actionnaires	3.8	- 4 266	- 4 266	- 5 547
Augmentation de capital	3.8	-	-	-
Variation des dettes financières	3.10	15 748	19 568	- 1 999
Instruments de trésorerie		19	- 12	- 36
(C) Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		11 501	15 290	- 7 582
(D) Incidence des fusions	5.5	-	-	7
VARIATION GLOBALE DE LA TRESORERIE : (A) + (B) + (C) + (D)		16 020	- 341	237
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		3 154	3 366	3 471
Soldes créditeurs de banques à l'ouverture		- 148	- 19	- 361
Trésorerie à l'ouverture		3 006	3 347	3 110
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	3.7	19 031	3 154	3 366
Soldes créditeurs de banques à la clôture	3.10	- 5	- 148	- 19
Trésorerie à la clôture		19 026	3 006	3 347
VARIATION GLOBALE DE LA TRESORERIE		16 020	- 341	237



Annexe aux comptes annuels

Note	Page	Note	Page	Note	Page
1. Événements significatifs de la période	125	3. Notes sur le bilan	129	5. Notes sur le tableau des flux de trésorerie	142
2. Principes et méthodes comptables	125	3.1. Films et droits audiovisuels	129	5.1. Détail des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations hors actifs circulants.....	142
2.1. Principes généraux.....	125	3.2. Autres immobilisations incorporelles	130	5.2. Variation du besoin en fonds de roulement net lié à l'activité	142
2.2. Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes annuels	125	3.3. Immobilisations corporelles	131	5.3. Détail des acquisitions d'immobilisations.....	144
2.3. Utilisation d'estimations	125	3.4. Immobilisations financières.....	131	5.4. Variation des dettes sur immobilisations	144
2.4. Opérations en devises.....	125	3.5. Créances clients.....	132	5.5. Incidence des fusions.....	144
2.5. Immobilisations incorporelles et corporelles.....	125	3.6. Autres créances.....	132	6. Autres informations.....	144
2.6. Immobilisations financières.....	126	3.7. Disponibilités	133	6.1. Eléments concernant les entreprises liées.....	144
2.7. Clients et autres créances.....	127	3.8. Capitaux propres.....	133	6.2. Effectif moyen ventilé par catégorie.....	144
2.8. Instruments de trésorerie	127	3.9. Provisions pour risques et charges.....	135	6.3. Rémunérations des mandataires sociaux.....	145
2.9. Disponibilités	127	3.10. Dettes financières.....	137	6.4. Engagements et passifs éventuels	145
2.10. Subventions d'investissement	127	3.11. Autres dettes	138	6.5. Risques financiers	146
2.11. Provisions pour risques et charges.....	127	3.12. Comptes de régularisation	139	6.6. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice	148
2.12. Engagements de retraite et assimilés	127	4. Notes sur le compte de résultat	139		
2.13. Soficas	128	4.1. Chiffre d'affaires.....	139		
2.14. Chiffre d'affaires.....	128	4.2. Subventions.....	139		
2.15. Soutien financier automatique du Centre national du cinéma et de l'image animée	129	4.3. Reprises de provisions et dépréciations	139		
2.16. Subventions diverses	129	4.4. Transferts de charge.....	139		
2.17. Crédit d'impôt compétitivité emploi.....	129	4.5. Autres achats et charges externes.....	140		
2.18. Crédit d'impôt cinéma.....	129	4.6. Charges de personnel	140		
2.19. Produits et charges exceptionnels.....	129	4.7. Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	140		
		4.8. Autres charges.....	140		
		4.9. Résultat financier	140		
		4.10. Résultat exceptionnel.....	141		
		4.11. Impôts.....	141		



1. Evénements significatifs de la période

Fin 2014, Gaumont a procédé à une restructuration de sa dette financière et a émis un emprunt obligataire d'un montant total de k€ 60 000 à maturité de 7 à 10 ans en complément d'une nouvelle convention de crédit renouvelable d'un montant maximum de k€ 80 000 sur 5 ans, en remplacement de la précédente ligne de crédit de k€ 125 000.

Le détail de ces opérations est présenté en note 3.10.

2. Principes et méthodes comptables

2.1. Principes généraux

Les comptes annuels de Gaumont sont présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires actuellement en vigueur en France et en application des principes comptables spécifiques à l'industrie cinématographique et audiovisuelle.

Les états financiers individuels sont présentés en milliers d'euros notés k€ sauf indication contraire.

Les comptes annuels de Gaumont SA au 31 décembre 2014 ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 5 mars 2015. Ils seront soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée générale mixte du 5 mai 2015.

2.2. Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes annuels

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.3. Utilisation d'estimations

L'établissement des états financiers individuels conduit la Direction de Gaumont à établir des estimations s'appuyant sur des hypothèses et susceptibles d'avoir un impact sur la valeur des actifs et des passifs à la date d'arrêt des comptes et sur les produits et charges de la période. Les estimations sont réalisées en tenant compte de l'expérience et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent de base à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Ces estimations sont réexaminées de façon continue. Néanmoins, les montants définitifs qui figureront dans les futurs états financiers de Gaumont pourront être différents des valeurs actuellement estimées. Le recours aux estimations concerne notamment la valorisation des actifs corporels et incorporels, l'amortissement des films, l'évaluation des pertes de valeur sur les créances clients et autres créances, et les provisions pour risques et charges. Des précisions concernant ces estimations sont fournies dans les différentes notes ci-dessous.

2.4. Opérations en devises

Les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties en euro au cours du jour de la transaction. Les éléments monétaires du bilan sont convertis au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de conversion sont inscrits au bilan à l'actif ou au passif en « Comptes de régularisation ». Les pertes de change latentes font l'objet d'une provision pour risque.

2.5. Immobilisations incorporelles et corporelles

Seuls les éléments identifiables dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que des avantages économiques futurs iront à Gaumont sont comptabilisés en immobilisations.

Lorsque des événements ou des modifications de l'environnement économique indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles à durée de vie définie ou des immobilisations corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est toujours inférieure à leur valeur actuelle, définie comme la plus élevée de la valeur vénale (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'usage.

La valeur d'usage est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession.

Dans le cas où la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations incorporelles à durée de vie définie et aux immobilisations corporelles peuvent être reprises ultérieurement si la valeur actuelle redevient supérieure à la valeur nette comptable, dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée.

Frais préliminaires

Les frais préliminaires représentent les dépenses engagées avant la décision de mise en production, telles que la recherche de sujets ou de talents et les repérages nécessaires au développement des projets. Ces frais sont enregistrés en charges de l'exercice.

Production en cours

Les productions en cours représentent l'ensemble des coûts directs et des frais financiers engagés pour produire le film jusqu'à l'obtention du visa d'exploitation, ainsi qu'une quote-part de frais de structure directement attribuable aux productions.

Une dépréciation peut être comptabilisée sur les productions en cours s'il s'avère que le budget initialement prévu fait l'objet d'un dépassement significatif ou lorsque, pour des films ayant été exploités entre la clôture et l'arrêt des comptes, l'estimation des recettes futures est inférieure à la valeur de l'investissement.



Films et droits audiovisuels

Les films et droits audiovisuels comprennent :

- les coûts de production de films dont Gaumont est producteur délégué, destinés à être exploités, en France ou à l'étranger, par tous procédés audiovisuels ;
- les parts de coproductions françaises ou étrangères ;
- les droits acquis permettant l'exploitation d'une œuvre audiovisuelle.

La valeur brute inscrite au bilan est constituée notamment :

- des coûts de production des films, nets des apports des coproducteurs, lorsque Gaumont est intervenu dans la production de l'œuvre en tant que producteur délégué et exécutif ;
- du montant des apports forfaitaires, lorsque Gaumont est intervenu dans la production en tant que coproducteur ;
- du montant des avances non remboursables versées au producteur délégué lorsque Gaumont est intervenu en tant que distributeur ;
- du coût d'acquisition des droits incorporels et corporels, lorsque Gaumont n'est pas intervenu dans la production de l'œuvre.

Le coût immobilisé des films produits comprend les frais financiers encourus pendant la période de production, ainsi qu'une quote-part de frais de structure directement attribuable aux productions.

Les amortissements sont calculés en appliquant à la valeur nette comptable au 1^{er} janvier le ratio *recettes nettes acquises dans l'exercice sur recettes nettes totales*. Les recettes nettes totales comprennent, sur une durée de dix ans d'exploitation, la part revenant à Gaumont des recettes nettes acquises dans l'exercice et des recettes nettes prévisionnelles. Les recettes prévisionnelles sont examinées périodiquement par la Direction et ajustées, si nécessaire, en tenant compte des résultats de l'exploitation des films, des nouveaux contrats signés ou prévus et de l'environnement audiovisuel existant à la date de clôture des comptes.

Dans le cas où la valeur nette de l'investissement résultant de l'application de cette méthode s'avère supérieure aux recettes nettes prévisionnelles, un amortissement complémentaire est constaté pour couvrir l'insuffisance de recettes.

Depuis l'exercice 2011, une valeur résiduelle est affectée aux films, produits postérieurement à l'année 2001, ayant rencontré un large succès et pour lesquels Gaumont anticipe des recettes futures bien au-delà de dix années. Cette valeur, qui vient en déduction de la valeur amortissable du film, est fonction du nombre d'entrées réalisées lors de son exploitation en salles et de ses caractéristiques artistiques. La justification du caractère recouvrable de cette valeur résiduelle est revue lors de chaque clôture dans les conditions applicables à toutes les immobilisations incorporelles.

Amortissements dérogatoires

Les amortissements dérogatoires sont la différence entre les amortissements comptabilisés selon les règles énoncées ci-dessus et les amortissements fiscaux calculés selon les règles relatives à l'amortissement des films définies par le Bulletin officiel des finances publiques.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent :

- des logiciels acquis, amortis sur trois ans ;
- des malis techniques dégagés lors d'opérations de transmission universelle de patrimoine ;
- des droits musicaux, amortis sur deux ans : 75 % la première année et 25 % la seconde, ou linéairement sur cinq ans dans le cas de rachat de catalogue.

Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition, à l'exception de certaines immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation au cours de l'exercice 1978.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée prévue d'utilisation.

Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Durées d'utilisation

Constructions	25 à 40 ans
Agencements et aménagements des constructions	5 à 10 ans
Matériel d'exploitation et autres immobilisations corporelles	4 à 8 ans

2.6. Immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation représentent les intérêts de Gaumont dans le capital de sociétés. Les titres sont comptabilisés à leur coût historique d'acquisition, incluant les frais d'acquisition. La nécessité de constater une dépréciation est appréciée par comparaison entre le coût historique d'acquisition et la valeur actuelle de la participation. La valeur actuelle est égale à la valeur d'usage pour les participations liées au métier du cinéma et de l'audiovisuel, ou à la quote-part des capitaux propres détenue pour les autres participations. La valeur d'usage est déterminée selon la méthode des flux de trésorerie disponibles projetés.

Les flux de trésorerie sont issus des plans d'affaires établis sur des périodes de 2 ans minimum, puis extrapolés par application d'un taux de croissance sur une durée définie ou indéfinie propre à chaque activité.

L'actualisation des flux est effectuée selon des taux adaptés à la nature des activités.

Actions propres et espèces affectées au contrat de liquidité

A la clôture de l'exercice, une dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire est inférieure au prix d'achat des titres. Cette valeur d'inventaire est constituée par le cours moyen de bourse du dernier mois avant la clôture.

Créances rattachées à des participations, prêts, dépôts et cautionnements

Leur valeur au bilan comprend le capital restant dû et la part des intérêts courus à la date de clôture. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur.

2.7. Clients et autres créances

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale déduction faite des dépréciations sur les montants non recouvrables. Une estimation du montant des créances douteuses est réalisée lorsqu'il n'est plus probable que la totalité de la créance pourra être recouvrée. Les créances sont constatées en pertes lorsqu'elles sont identifiées comme irrécouvrables.

2.8. Instruments de trésorerie

Gaumont utilise des instruments financiers dérivés pour gérer et réduire son exposition aux risques de variation des taux d'intérêt et des cours de change. Ces instruments comprennent notamment des contrats d'échange de taux d'intérêt, des options de change et de taux et des contrats à terme d'achat ou de vente de devises.

Les primes versées à l'occasion de l'acquisition des instruments financiers sont inscrites au bilan et amorties sur la durée du contrat.

Les montants nominaux des contrats ne sont pas comptabilisés au bilan. Ils font l'objet d'engagements s'ils sont susceptibles d'être payés. Les variations de valeur des contrats sont enregistrées de manière différente selon qu'elles s'inscrivent dans le cadre d'opérations de couverture ou d'autres opérations.

Instruments financiers dérivés non qualifiés de couverture

Les variations de valeur des contrats négociés sur les marchés organisés, constatées par la liquidation quotidienne des marges débitrices et créditrices, sont portées au compte de résultat en charges ou produits financiers.

Instruments financiers dérivés qualifiés de couverture

Une opération n'est qualifiée de couverture que si elle présente toutes les caractéristiques suivantes :

- les contrats ou options de taux d'intérêt achetés ou vendus ont pour effet de réduire le risque de variation de valeur affectant l'élément couvert ou un ensemble d'éléments homogènes ;
- l'élément couvert peut être un actif, un passif, un engagement existant ou une transaction future non encore matérialisée par un engagement si cette transaction est définie avec précision et possède une probabilité suffisante de réalisation ;
- l'identification du risque à couvrir est effectuée après la prise en compte des autres actifs, passifs et engagements ;
- une corrélation est établie entre les variations de valeur de l'élément couvert et celles du contrat de couverture, ou celles de l'instrument financier sous-jacent s'il s'agit d'options de taux d'intérêt.

Les contrats qualifiés de couverture sont identifiés et traités comptablement en tant que tels dès leur origine et conservent cette qualification jusqu'à leur échéance ou dénouement.

Les variations de valeur des options, constatées sur les marchés organisés, sont enregistrées dans un compte d'instruments de trésorerie puis rapportées au compte de résultat sur la durée de vie résiduelle de l'élément couvert de manière symétrique au mode de comptabilisation des produits et charges sur cet élément.

Lors de la sortie de l'élément couvert, le montant des variations de valeur enregistrées en compte d'attente jusqu'à cette date est intégralement rapporté au compte de résultat et, si l'opération de couverture n'est pas dénouée, les variations ultérieures concernant cette opération sont traitées comme des instruments non qualifiés de couverture.

2.9. Disponibilités

Les disponibilités comprennent les liquidités en comptes courants bancaires, les caisses et les parts d'OPCVM de trésorerie qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et qui ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt.

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur de marché à la date de clôture est inférieure au coût d'acquisition.

2.10. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement relatives à des actifs amortis linéairement sont portées au passif et rapportées au compte de résultat au même rythme que l'immobilisation qu'elles financent. Lorsque les actifs financés sont des œuvres du catalogue de films, les subventions sont reprises par un compte d'exploitation.

2.11. Provisions pour risques et charges

Une provision est constituée lorsqu'il existe à la date de clôture une obligation à l'égard d'un tiers, résultant d'un événement passé, et qu'il est probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente pour Gaumont, et dont le montant peut être évalué de façon fiable.

2.12. Engagements de retraite et assimilés

Provisions pour indemnités de fin de carrière

La provision pour indemnités de fin de carrière couvre l'engagement de retraite de Gaumont vis-à-vis de ses salariés, et est limitée aux indemnités prévues par la convention collective de Gaumont.

Cet engagement est calculé par des actuaires indépendants, selon la méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, sur la base du salaire de fin de carrière et en tenant compte notamment :

- des droits conventionnels déterminés en fonction de l'ancienneté acquise par les différentes catégories de personnel ;



- d'une hypothèse de date à la retraite variant selon la catégorie d'emploi et la date de naissance des salariés, afin de tenir compte de la réglementation en vigueur ;
- d'un taux de rotation, estimé pour la société au regard de l'expérience passée ;
- des salaires et appointements incluant un coefficient de charges sociales patronales en vigueur ;
- d'un taux de revalorisation annuel des salaires ;
- de l'espérance de vie des salariés déterminée à partir de tables statistiques ;
- d'un taux d'actualisation de l'engagement de retraite, revu à chaque clôture, basé sur le taux des obligations à long terme du secteur privé (« Euro zone AA rated corporate bonds + 10 years »).

Gaumont comptabilise par résultat de façon systématique tous les écarts actuariels générés sur la période en cours.

Gratifications liées à l'ancienneté

Gaumont évalue également ses engagements liés aux primes accordées sous réserve de certaines conditions d'ancienneté. La valeur de ses engagements est calculée en appliquant la méthode et les hypothèses utilisées pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière.

2.13. Soficas

Les droits à recette des Soficas garanties par Gaumont sont inscrits pour leur valeur nominale au passif du bilan au poste « Autres dettes ». Les reversements des parts de recettes auxquelles les Soficas ont droit sont imputés directement sur ce poste.

2.14. Chiffre d'affaires

De manière générale, les recettes liées à l'exploitation des films sont constatées dès lors que l'ensemble des obligations contractuelles de Gaumont ont été remplies et que les droits cédés sont exploitables par le client.

Salles France

Les locations de films aux salles de cinéma sont constatées au fur et à mesure de l'exploitation, sur la base des entrées en salles hebdomadaires.

Vidéo France

Le chiffre d'affaires résultant de l'exploitation des œuvres en vidéo est pris en compte sur la base des ventes mensuelles, au fur et à mesure des relevés fournis par l'éditeur.

La redevance perçue par Gaumont est calculée sur la base du chiffre d'affaires de l'éditeur, après déduction de la provision pour retours.

Vidéo à la demande France

Le chiffre d'affaires résultant de l'exploitation des droits en vidéo à la demande locative est pris en compte sur la base des actes payants mensuels ou dans le cas des contrats comprenant un minimum garanti, dans les mêmes conditions que les droits de diffusion télévisuelle.

Télévision France

Les cessions de droits de diffusion aux chaînes de télévision françaises sont comptabilisées lorsque les risques et avantages économiques ont été transférés au client. Ce transfert est réputé avoir eu lieu lorsque les conditions suivantes sont cumulativement remplies :

- signature des contrats ;
- acceptation du matériel de diffusion ;
- ouverture des droits.

Une exception est faite dans le cas des préventes pour lesquelles les risques et avantages économiques sont transférés à compter de la première exploitation en salles de l'œuvre, sous réserve de la signature des contrats et de l'acceptation du matériel de diffusion.

International

Les recettes liées aux ventes de droits d'exploitation à l'international sont comptabilisées dès lors que les risques et avantages économiques ont été transférés au client. Ce transfert est réputé avoir eu lieu lorsque les conditions suivantes sont cumulativement remplies :

- signature des contrats ;
- acceptation du matériel de diffusion ;
- ouverture des droits.

Lorsque le contrat prévoit le versement d'un pourcentage sur les recettes provenant de l'exploitation de l'œuvre par le client au-delà du montant initial, le chiffre d'affaires correspondant est reconnu à la réception des redditions de compte, sauf s'il existe un risque élevé de non-recouvrement.

Une exception est faite dans le cas des préventes pour lesquelles les risques et avantages économiques sont transférés à compter de la première exploitation en salles de l'œuvre, sous réserve de la signature des contrats et de l'acceptation du matériel de diffusion.

Tant que toutes les conditions de reconnaissance décrites ci-dessus ne sont pas remplies, le chiffre d'affaires est inscrit en produits constatés d'avance au bilan au poste « Comptes de régularisation passifs ».

2.15. Soutien financier automatique du Centre national du cinéma et de l'image animée

Les films sont générateurs de soutien financier du fait de leur exploitation commerciale en salles, à la télévision et en vidéo physique. Le soutien financier à la production et à la distribution est enregistré au même rythme que le chiffre d'affaires des films qui le génère. Il est comptabilisé à l'actif du bilan au poste « Autres créances » en contrepartie d'un compte d'exploitation. Le fonds de soutien investi dans la production de nouveaux films est comptabilisé en diminution du poste « Autres créances ».

2.16. Subventions diverses

Les subventions perçues, dans la mesure où elles sont acquises définitivement, sont enregistrées en profit au poste « Subventions » à compter de la date de première exploitation en salles des œuvres cinématographiques qu'elles concernent.

2.17. Crédit d'impôt compétitivité emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi est évalué et comptabilisé en produit à recevoir au rythme de l'engagement des charges de rémunération correspondantes.

En application des préconisations de l'Autorité des normes comptables, l'économie correspondante est présentée en diminution des charges de personnel.

2.18. Crédit d'impôt cinéma

Le crédit d'impôt cinéma dont bénéficient les sociétés de production qui réalisent sur le territoire français les travaux d'élaboration et de production de leurs œuvres cinématographiques est constaté sous la rubrique « Impôts ».

2.19. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges résultant d'événements ou d'opérations clairement distincts des activités ordinaires de Gaumont sont considérés comme des éléments exceptionnels. Les activités ordinaires recouvrent toutes les activités dans lesquelles Gaumont est engagé dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités connexes que la société assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités ordinaires.

3. Notes sur le bilan

3.1. Films et droits audiovisuels

	31.12.14	Mouvements de la période			31.12.13	31.12.12
		+	-	Autres ⁽¹⁾		
Films et droits audiovisuels	1 601 954	30 099	-	-	1 571 855	1 515 797
Productions en cours	7 230	7 230	-	-	-	1 313
Valeur brute	1 609 184	37 329	-	-	1 571 855	1 517 110
Films et droits audiovisuels	- 1 541 037	- 37 564	-	-	- 1 503 473	- 1 462 372
Amortissements	- 1 541 037	- 37 564	-	-	- 1 503 473	- 1 462 372
Films et droits audiovisuels	- 176	-	1 870	-	- 2 046	- 308
Productions en cours	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	- 176	-	1 870	-	- 2 046	- 308
VALEUR NETTE	67 971	- 235	1 870	-	66 336	54 430

(1) Virements de poste à poste, fusions et apports.

Au 31 décembre 2014, l'augmentation de la valeur brute des films et droits audiovisuels est essentiellement liée aux investissements dans les films sortis au cours de l'exercice 2014 et dans des films qui sortiront au cours de l'année 2015.

Les investissements de l'exercice incluent k€ 3 931 au titre de la restauration et de la numérisation de films du catalogue.

Les productions en cours comprennent un montant de k€ 5 291, correspondant aux avances réglées aux producteurs au titre des minimums garantis de films en attente de visa d'exploitation. A fin 2013 et à fin 2012 ces avances s'établissaient respectivement à k€ 4 646 et k€ 11 329 et étaient présentées en « Créances diverses ».

Les films sortis en salles entre la date de clôture et la date d'arrêt des comptes peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsque les recettes attendues sont inférieures à l'investissement. Cette dépréciation est reprise lors de la sortie du film et son montant est compris dans l'amortissement de la période.



3.2. Autres immobilisations incorporelles

	31.12.14	Mouvements de la période			31.12.13	31.12.12
		+	-	Autres ⁽¹⁾		
Concessions, brevets, licences, marques, logiciels	1 835	43	-	34	1 758	1 267
Mali de confusion	6 096	-	-	-	6 096	6 096
Autres droits incorporels	747	-	-	-	747	747
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	- 34	34	80
Valeur brute	8 678	43	-	-	8 635	8 190
Concessions, brevets, licences, marques, logiciels	- 1 417	- 311	-	-	- 1 106	- 832
Mali de confusion	- 4 382	- 347	-	-	- 4 035	- 3 389
Autres droits incorporels	- 682	- 1	-	-	- 681	- 679
Amortissements, Dépréciations	- 6 481	- 659	-	-	- 5 822	- 4 900
VALEUR NETTE	2 197	- 616	-	-	2 813	3 290

(1) Virements de poste à poste, fusions et apports.

Détail des malis de confusion

	31.12.14	Mouvements de la période			31.12.13	31.12.12
		+	-	Autres ⁽¹⁾		
Les Films du Livradois	935	-	-	-	935	935
Gaumont Images 2	519	-	-	-	519	519
LGM Participations	1 473	-	-	-	1 473	1 473
Autrement Productions	2 678	-	-	-	2 678	2 678
Arkéion Films	491	-	-	-	491	491
Valeur brute	6 096	-	-	-	6 096	6 096
Les Films du Livradois	- 935	- 70	-	-	- 865	- 772
Gaumont Images 2	- 519	-	-	-	- 519	- 519
LGM Participations	- 1 473	-	-	-	- 1 473	- 1 196
Autrement Productions	- 1 161	- 179	-	-	- 982	- 804
Arkéion Films	- 294	- 98	-	-	- 196	- 98
Dépréciations	- 4 382	- 347	-	-	- 4 035	- 3 389
VALEUR NETTE	1 714	- 347	-	-	2 061	2 707

(1) Virements de poste à poste, fusions et apports.

Les malis de confusion sont généralement affectés au catalogue de films et amortis linéairement. Lorsqu'ils concernent des films produits par Gaumont non encore amortis, leur mode de dépréciation suit la méthode d'amortissement des films et droits audiovisuels sous-jacents. Des tests de dépréciation sont réalisés en cas d'apparition d'indices de perte de valeur.

3.3. Immobilisations corporelles

	31.12.14	Mouvements de la période			31.12.13	31.12.12
		+	-	Autres ⁽¹⁾		
Terrains	4 621	-	-	-	4 621	4 621
Constructions et agencements	23 386	774	- 102	5	22 709	22 233
Matériel d'exploitation	1 598	37	- 16	-	1 577	1 569
Autres immobilisations corporelles	3 559	215	- 667	-	4 011	3 819
Immobilisations corporelles en cours	15	15	-	- 5	5	5
Valeur brute	33 179	1 041	- 785	-	32 923	32 247
Terrains	- 310	-	-	-	- 310	- 310
Constructions et agencements	- 18 771	- 635	101	-	- 18 237	- 17 638
Matériel d'exploitation	- 1 486	- 57	15	-	- 1 444	- 1 377
Autres immobilisations corporelles	- 3 183	- 306	457	-	- 3 334	- 3 023
Amortissements, Dépréciations	- 23 750	- 998	573	-	- 23 325	- 22 348
VALEUR NETTE	9 429	43	- 212	-	9 598	9 899

(1) Virements de poste à poste, fusions et apports.

3.4. Immobilisations financières

	31.12.14	Mouvements de la période			31.12.13	31.12.12
		+	-	Autres ⁽¹⁾		
Titres de participation	126 649	874	-	- 375	126 150	120 354
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-
<i>dont intérêts courus à recevoir</i>	-	-	-	-	-	-
Prêts	7 116	1 658	- 802	-	6 260	3 682
<i>dont intérêts courus à recevoir</i>	2 002	1 126	-	-	876	107
Dépôts et cautionnements	43	-	- 3	-	46	46
Espèces – contrat de liquidité	69	219	- 196	-	46	51
Actions propres – contrat de liquidité	252	389	- 397	-	260	265
Autres immobilisations financières	303	301	-	-	2	1
Valeur brute	134 432	3 441	- 1 398	- 375	132 764	124 399
Titres de participation	- 15 752	-	-	-	- 15 752	- 10 252
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-
Actions propres – contrat de liquidité	- 1	- 1	13	-	- 13	- 15
Dépréciations	- 15 753	- 1	13	-	- 15 765	- 10 267
VALEUR NETTE	118 679	3 440	- 1 385	- 375	116 999	114 132

(1) Virements de poste à poste, fusions et apports.

Les mouvements sur les titres de participation sont liés à la variation de la participation de Gaumont dans Légende SAS. Au 31 décembre 2014, Gaumont détient une participation de 50 % dans la société. Les dépréciations de titres au 31 décembre 2014 portent essentiellement sur les participations dans Gaumont Animation SA, Gaumont Télévision SAS et Gaumont Production SARL.

Les prêts sont consentis à des conditions normales de marché et porteurs d'intérêts. Ils comprennent :

- des crédits de production consentis aux sociétés de productions détenues à 100 % par Gaumont International Television, dans le cadre des activités américaines, qui s'élèvent à k\$ 5 000, hors intérêts, au 31 décembre 2014 ;
- une avance sur investissement d'un montant de k€ 920 consentie à un coproducteur dans le cadre d'une production cinématographique.

3.5. Créances clients

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Valeur brute	33 134	47 649	30 007
<i>dont produits à recevoir</i>	7 979	17 367	13 683
Dépréciations	- 59	- 56	- 13
VALEUR NETTE	33 075	47 593	29 994
Echéances :			
• à moins de 1 an	30 961	46 775	29 764
• de 1 à 5 ans	2 173	874	243
• à plus de 5 ans	-	-	-

Le niveau élevé des créances au 31 décembre 2013 était lié au succès des films *Les garçons et Guillaume*, à *table !* et *Belle et Sébastien* sortis en salles fin 2013. Ces créances ont été encaissées début 2014.

Détail des dépréciations

	31.12.14	Mouvements de la période			31.12.13	31.12.12
		+	-	Autres ⁽¹⁾		
Dépréciations des comptes clients	- 59	- 16	13	-	- 56	- 13
TOTAL DEPRECIATIONS	- 59	- 16	13	-	- 56	- 13

(1) *Virements de poste à poste, fusions et apports.*

3.6. Autres créances

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Avances et acomptes versés	658	1 228	2 515
Créances sociales	10	11	1
<i>dont produits à recevoir</i>	10	10	-
Créances fiscales	4 690	5 565	4 289
<i>dont produits à recevoir</i>	-	268	-
Fonds de soutien	7 845	6 055	10 245
Comptes courants	27 872	12 302	11 176
<i>dont produits à recevoir</i>	119	74	57
Créances diverses	2 499	10 580	13 641
<i>dont produits à recevoir</i>	-	2	-
Valeur brute	43 574	35 741	41 867
Comptes courants	- 2 000	- 1 000	- 3 000
Créances diverses	- 1 036	- 1 855	- 1 675
Dépréciations	- 3 036	- 2 855	- 4 675
VALEUR NETTE	40 538	32 886	37 192
Echéances :			
• à moins de 1 an	43 574	35 741	41 867
• de 1 à 5 ans	-	-	-
• à plus de 5 ans	-	-	-

L'augmentation des comptes courants est liée aux avances de trésorerie consenties par Gaumont SA à ses filiales de production télévisuelles en France et aux Etats-Unis, afin de soutenir les développements de leurs nombreux projets. Ces avances sont effectuées dans le cadre des conventions de gestion de trésorerie du Groupe.

En 2014, la diminution des créances diverses tient notamment au reclassement des avances réglées aux producteurs au titre des minimums garantis de films en attente de visa d'exploitation, qui sont désormais présentées en « Productions en cours ». A fin 2013 et à fin 2012 ces avances s'établissaient respectivement à k€ 4 646 et k€ 11 329.

Détail des dépréciations

	31.12.14	Mouvements de la période			31.12.13	31.12.12
		+	-	Autres ⁽¹⁾		
Dépréciation des comptes courants	- 2 000	- 1 000	-	-	- 1 000	- 3 000
Dépréciation des créances diverses	- 1 036	-	819	-	- 1 855	- 1 675
TOTAL DEPRECIATIONS	- 3 036	- 1 000	819	-	- 2 855	- 4 675

(1) Virements de poste à poste, fusions et apports.

Les avances en compte courant envers Gaumont Télévision font l'objet d'une dépréciation à hauteur de k€ 2 000. Au 31 décembre 2014, la valeur nette de ce compte courant s'établit à k€ 1 040.

3.7. Disponibilités

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Valeurs mobilières de placement	11 320	-	-
Comptes bancaires et autres disponibilités <i>dont intérêts courus à recevoir</i>	7 711 -	3 154 -	3 366 -
TOTAL	19 031	3 154	3 366

Les valeurs mobilières de placement inscrites au bilan au 31 décembre 2014 sont des SICAV monétaires, qui ne présentent pas de risque d'investissement.

3.8. Capitaux propres

	31.12.14	Mouvements de l'exercice				31.12.13	31.12.12
		Affectation AGO du 29.04.14	+	-			
Capital	34 180	-	-	-	34 180	34 180	
Prime d'émission	18 776	-	-	-	18 776	18 776	
Prime de fusion	2 787	-	-	-	2 787	2 787	
Boni de confusion	1 275	-	-	-	1 275	1 275	
Prime de conversion d'obligations en actions	12	-	-	-	12	12	
Écarts de réévaluation	358	-	-	-	358	358	
Réserves	6 059	2 113	-	-	3 946	6 335	
Report à nouveau	-	-	-	-	-	- 10 938	
Résultat de l'exercice	5 549	- 6 379	5 549	-	6 379	12 814	
Subventions d'investissements	470	-	470	-	-	-	
Provisions réglementées	23 301	-	69	- 2 207	25 439	26 910	
TOTAL CAPITAUX PROPRES	92 767	- 4 266	6 088	- 2 207	93 152	92 509	

Aucune levée d'options de souscription d'actions n'est intervenue durant l'exercice.

Les subventions d'investissement correspondent à des aides perçues par Gaumont dans le cadre de ses travaux de restauration du catalogue. Ces aides portées au passif seront reconnues en produits d'exploitation lorsque les œuvres restaurées seront mises en exploitation, au même rythme que l'amortissement des actifs de restauration, soit linéairement sur dix ans.

Compte tenu des amortissements économiques comptabilisés sur l'actif « Films et droits audiovisuels », l'application des règles fiscales a généré sur l'exercice une reprise d'amortissements dérogatoires de k€ 2 207.



Composition du capital

Au 31 décembre 2014 le capital social de Gaumont SA est constitué de 4 272 530 actions d'une valeur nominale de € 8, entièrement libérées.

	31.12.14	Mouvements de la période		31.12.13	31.12.12
		+	-		
Nombre de titres	4 272 530	-	-	4 272 530	4 272 530
Nominal	€ 8			€ 8	€ 8
CAPITAL (en euros)	34 180 240	-	-	34 180 240	34 180 240

Options de souscription d'actions

Depuis décembre 1987, Gaumont SA a institué huit plans d'options de souscription d'actions au profit d'un certain nombre de ses salariés, et notamment de ses cadres dirigeants, à l'exception du Président du Conseil d'administration qui ne bénéficie d'aucun plan.

L'Assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire de Gaumont SA du 29 avril 2014 a fait procéder le 7 mai 2014 à un versement de dividende de € 1 par action, par prélèvement sur le résultat de Gaumont. Conformément aux dispositions légales prévues pour préserver l'intégralité des droits des salariés, un ajustement du prix d'offre et du nombre d'actions restant à souscrire a été effectué.

L'impact de cet ajustement sur les plans d'options toujours en cours au 31 décembre 2014 est précisé dans le tableau ci-dessous.

Plan	Attributions initiales		Attributions ajustées		Options à la fin de la période			
	Prix	Nombre	Prix	Nombre	Annulées	Souscrites	Valides	Exercibles
Plan V (février 1996)	€ 50,31	104 000	€ 45,10	116 133	45 785	64 873	5 475	5 475
Plan VI (mars 1998)	€ 64,03	168 000	€ 57,40	187 624	96 079	80 367	11 178	11 178
Plan VII (avril 2002)	€ 48,00	165 000	€ 43,03	184 422	117 908	43 249	23 265	23 265
Plan VIII (février 2005)	€ 64,00	196 750	€ 57,49	219 788	92 743	2 235	124 810	124 810
TOTAL		633 750		707 967	352 515	190 724	164 728	164 728

L'évolution des options en cours de validité est présentée dans les tableaux suivants :

Plan	Date d'attribution	Période d'exercice		31.12.14	Mouvements de la période				31.12.13
		début	fin		Ajustées	Attribuées	Annulées	Souscrites	
Plan V	15.02.96	15.02.01	14.02.46	5 475	142	-	-	-	5 333
Plan VI	12.03.98	12.03.03	11.03.48	11 178	290	-	-	-	10 888
Plan VII	09.04.02	09.04.06	08.04.46	23 265	635	-	- 829	-	23 459
Plan VIII	28.02.05	28.02.09	27.02.49	124 810	3 273	-	- 1 663	-	123 200
TOTAL				164 728	4 340	-	- 2 492	-	162 880

Dividendes

Le montant des dividendes versés par Gaumont SA au cours des trois derniers exercices est le suivant :

(en euros)	2014	2013	2012
Dividendes versés	4 266 045	4 265 835	5 546 803
Soit par action	€ 1,00	€ 1,00	€ 1,30

Plan	Date d'attribution	Période d'exercice		31.12.13	Mouvements de la période				31.12.12
		début	fin		Ajustées	Attribuées	Annulées	Souscrites	
Plan V	15.02.96	15.02.01	14.02.46	5 333	147	-	- 3 173	-	8 359
Plan VI	12.03.98	12.03.03	11.03.48	10 888	330	-	- 5 320	-	15 878
Plan VII	09.04.02	09.04.06	08.04.46	23 459	650	-	-	-	22 809
Plan VIII	28.02.05	28.02.09	27.02.49	123 200	3 471	-	- 7 771	-	127 500
TOTAL				162 880	4 598	-	- 16 264	-	174 546

3.9. Provisions pour risques et charges

	31.12.14	Mouvements de la période				31.12.13	31.12.12
		Dotations	Utilisations	Reprises ⁽¹⁾	Autres ⁽²⁾		
Provisions pour litiges relatifs à la propriété intellectuelle des œuvres	-	-	-	-	-	-	208
Provisions pour litiges avec le personnel	103	86	-	-	17	-	-
Provisions pour litiges commerciaux	-	-	-	-	-	-	158
Provisions pour autres litiges	561	14	-	- 15	-	562	639
Provisions pour pertes de change	5	5	- 1 034	-	-	1 034	308
Provisions pour risques liés aux films	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques	669	105	- 1 034	- 15	17	1 596	1 313
Provisions pour retraites et assimilées	2 525	579	- 190	-	-	2 136	2 078
Provisions pour charges liées aux immeubles	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour charges liées au personnel	-	-	-	-	-	-	186
Provisions pour autres charges	-	-	- 23	-	- 17	40	-
Provisions pour charges	2 525	579	- 213	-	- 17	2 176	2 264
TOTAL	3 194	684	- 1 247	- 15	-	3 772	3 577
Impact sur le résultat d'exploitation		679	- 213	- 15			
Impact sur le résultat financier		5	- 1 034	-			
Impact sur le résultat exceptionnel		-	-	-			

(1) Partie excédentaire des provisions.

(2) Virements de poste à poste, fusions et apports.

Les principales variations de l'exercice concernent les provisions pour écart de change et les provisions pour retraite et assimilées. La variation des écarts de conversion et de la provision associée est essentiellement liée à la baisse de l'euro face au dollar.

Les provisions pour autres litiges concernent diverses procédures relatives à l'application de la réglementation sociale française, à l'exception de litiges prud'homaux présentés en litiges avec le personnel.



Provisions pour retraites et assimilées

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Indemnités de fin de carrière	2 400	2 015	1 959
Gratifications liées à l'ancienneté	125	121	119
TOTAL	2 525	2 136	2 078

Le détail des variations de la dette au cours des trois derniers exercices est présenté dans le tableau ci-dessous.

	2014			2013			2012		
	Indemnités de fin de carrière	Gratifications liées à l'ancienneté	Total	Indemnités de fin de carrière	Gratifications liées à l'ancienneté	Total	Indemnités de fin de carrière	Gratifications liées à l'ancienneté	Total
DETTE ACTUARIELLE EN DEBUT D'EXERCICE	2 014	121	2 135	1 959	119	2 078	1 540	104	1 644
Coût des services rendus sur la période	145	10	155	152	10	162	92	7	99
Modifications de régime	318	-	318	-	-	-	-	-	-
Mutations	7	-	7	99	-	99	-	-	-
Prestations versées	- 173	- 17	- 190	- 88	- 8	- 96	- 218	- 8	- 226
Coût des services	297	- 7	290	163	2	165	- 126	- 1	- 127
Effet de l'actualisation	57	4	61	52	3	55	67	5	72
Coût d'intérêt	57	4	61	52	3	55	67	5	72
Ecarts d'expérience	- 52	- 2	- 54	- 104	-	- 104	76	-	76
Changements d'hypothèses démographiques	- 47	3	- 44	1	-	1	1	-	1
Changements d'hypothèses financières	131	6	137	- 57	- 3	- 60	382	11	393
Ecarts actuariels	32	7	39	- 160	- 3	- 163	459	11	470
Charge nette comptabilisée au compte de résultat	386	4	390	55	2	57	400	15	415
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	19	-	19
DETTE ACTUARIELLE EN FIN D'EXERCICE	2 400	125	2 525	2 014	121	2 135	1 959	119	2 078

Les modifications de régime correspondent à un ajustement des services passés suite à une modification dans l'interprétation de la convention collective de la distribution cinématographique.

L'engagement futur lié aux retraites et avantages assimilés, a été évalué sur la base des hypothèses suivantes :

	Indemnités de fin de carrière			Gratifications liées à l'ancienneté		
	31.12.14	31.12.13	31.12.12	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Taux d'actualisation	2,00 %	3,00 %	2,75 %	2,00 %	3,00 %	2,75 %
Taux de rendement attendu des actifs	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Taux d'inflation	1,50 %	2,00 %	2,00 %	1,50 %	2,00 %	2,00 %
Taux moyen de progression des salaires	1,50 %	2,00 %	2,00 %	1,50 %	2,00 %	2,00 %

En 2014, Gaumont a choisi de réviser le taux d'inflation et le taux de progression des salaires afin de mieux tenir compte des évolutions récentes de ces deux paramètres.

3.10. Dettes financières

	31.12.14	Mouvements de la période		31.12.13	31.12.12
		+	-		
Emprunts obligataires	60 374	60 374	-	-	-
<i>dont intérêts courus à payer</i>	374	374	-	-	-
Ligne de crédit	68 075	68 075	- 114 033	114 033	96 054
<i>dont intérêts courus à payer</i>	74	74	- 33	33	54
Participation financière de la Caisse des dépôts et consignations	2 836	1 871	- 625	1 590	-
<i>dont intérêts courus à payer</i>	51	51	- 31	31	-
Autres emprunts	88	88	-	-	-
Avances remboursables sur recettes	700	-	-	700	701
Dépôts reçus	116	-	- 2	118	118
Soldes créditeurs de banques	5	-	- 143	148	19
<i>dont intérêts courus à payer</i>	1	-	-	1	-
TOTAL	132 194	130 408	- 114 803	116 589	97 593
Echéances :					
• à moins de 1 an	2 035			1 397	892
• de 1 à 5 ans	70 085			115 192	96 000
• à plus de 5 ans	60 074			-	-

Fin 2014, Gaumont a choisi de procéder à une restructuration de la partie de sa dette financière destinée au financement de ses besoins généraux et de ceux de ses filiales, et de faire appel aux marchés afin de diversifier ses sources de financement.

Ligne de crédit

Le 5 novembre 2014, Gaumont a conclu une nouvelle convention de crédit renouvelable de k€ 80 000 à échéance du 4 novembre 2019, en remplacement de la ligne de crédit précédente de k€ 125 000 à échéance du 25 avril 2016. La nouvelle convention de crédit a été conclue auprès d'un pool bancaire constitué des principales banques déjà signataires de la précédente convention de crédit : BNP Paribas, Crédit Agricole, Neufilize OBC et Banque Palatine.

La nouvelle ligne de crédit renouvelable présente des caractéristiques similaires à la ligne précédente, à l'exception des garanties financières qui ont été levées. Ces caractéristiques sont les suivantes :

- le montant maximum du crédit s'élève à k€ 80 000 ;
- la rémunération est variable, assise sur l'Euribor ;
- le crédit est assorti de ratios financiers à respecter semestriellement, présentés en note 6.5.

Etant donné la similarité qualitative des deux lignes de crédit, et après validation par un test quantitatif, Gaumont a conclu à la continuité de sa dette pour la fraction égale au montant de la nouvelle convention de crédit. Les frais d'émission résiduels portés par la convention de crédit de k€ 125 000 ont été reportés sur le nouveau crédit, au prorata du montant maximum autorisé, soit 64 %.

Le solde des tirages de la ligne de crédit de k€ 125 000 conclue le 26 avril 2012, soit k€ 107 000, a été intégralement remboursé en date du 14 novembre 2014.

Au 31 décembre 2014, la ligne de crédit d'un montant maximum de k€ 80 000 est utilisée à hauteur de k€ 68 000, et fait l'objet d'une couverture de taux à hauteur de k€ 50 000. Gaumont dispose d'un droit de tirage confirmé d'un montant de k€ 12 000.

Taux d'intérêt effectif de l'encours

Au 31 décembre 2014, le taux d'intérêt effectif de l'encours utilisé dans le cadre de la ligne de crédit renouvelable s'établit de la manière suivante :

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Avant prise en compte des instruments de couverture	2,94 %	2,67 %	2,70 %
Après prise en compte des instruments de couverture	3,62 %	3,02 %	3,53 %



Taux d'intérêt moyen de la dette

L'évolution du taux d'intérêt moyen de la dette est présentée ci-dessous.

	2014	2013	2012
Avant prise en compte des instruments de couverture	2,27 %	2,26 %	2,28 %
Après prise en compte des instruments de couverture	2,70 %	2,99 %	3,09 %

Emprunt obligataire

En complément de la nouvelle convention de crédit renouvelable d'un montant maximum de k€ 80 000, Gaumont a procédé le 14 novembre et le 22 décembre 2014 à l'émission d'un emprunt obligataire sous forme de placement privé coté en euro (EuroPP), d'un montant total de k€ 60 000. Cet emprunt comporte deux tranches distinctes, dont les caractéristiques respectives sont présentées ci-dessous.

	Tranche 1	Tranche 2
Place de cotation	Euronext Paris	
ISIN	FR0012303170	FR0012303188
Montant nominal	k€ 45 000	k€ 15 000
Maturité	7 ans	10 ans
Échéance	14 novembre 2021	14 novembre 2024
Coupon annuel	4,75 %	5,125 %
Paiement du coupon	Annuellement à terme échu	
Remboursement	<i>In fine</i> – sans prime	
Garanties	Néant	
Ratios	3 ratios à respecter semestriellement	

L'emprunt obligataire est assorti des mêmes ratios que la ligne de crédit renouvelable conclue le 5 novembre 2014, qui sont présentés en note 6.5.

Au 31 décembre 2014, le coupon couru s'établit à 0,625 % pour la tranche 1 et 0,674 % pour la tranche 2 de l'emprunt obligataire.

Le taux d'intérêt effectif de l'emprunt obligataire s'établit à 4,86 % au 31 décembre 2014, et le taux moyen de la période s'élève à 4,84 %.

Participation financière de la Caisse des dépôts et consignations

Le 6 juillet 2012, Gaumont a conclu un contrat de participation financière avec la Caisse des dépôts et consignations d'un montant global maximum de k€ 9 828, pour la restauration et la numérisation de 270 films de son catalogue sur une période de 5 ans. Cette participation financière est remboursable au rythme des recettes réalisées par les films restaurés sur une durée maximum de 15 ans, et est garantie par le nantissement des éléments d'actifs concernés, tels que détaillés en note 6.4.

Au 31 décembre 2014, l'encours de dette envers la Caisse des dépôts et consignation s'élève à k€ 2 785.

3.11. Autres dettes

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Avances et acomptes reçus	187	58	1 641
Dettes fournisseurs	7 766	9 722	5 975
<i>dont charges à payer</i>	4 362	6 327	4 406
Dettes sociales	5 273	4 995	5 629
<i>dont charges à payer</i>	4 140	3 744	4 558
Dettes fiscales	1 392	2 025	1 705
<i>dont charges à payer</i>	431	346	382
Dettes sur immobilisations	2 182	5 731	2 497
<i>dont charges à payer</i>	2 075	4 603	882
Comptes courants	10 273	10 597	8 093
<i>dont charges à payer</i>	8	5	16
Dettes diverses	20 413	17 911	21 313
<i>dont charges à payer</i>	18 881	13 535	11 705
TOTAL	47 486	51 039	46 853
Echéances :			
• à moins de 1 an	46 780	50 219	45 913
• de 1 à 5 ans	448	450	458
• à plus de 5 ans	258	370	482

Les dettes fournisseurs sont fortement liées au calendrier de sortie des films en salles.

Les dettes sur immobilisations sont directement liées aux contrats de production des films en cours de réalisation à chaque clôture.

Les dettes diverses comprennent notamment les dettes envers les partenaires financiers des films.

3.12. Comptes de régularisation

Actif

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Charges constatées d'avance	786	1 159	930
Frais d'émission d'emprunts	2 014	1 018	1 528
Prime de remboursement des obligations	1	-	-
Ecart de conversion actifs	4	1 035	309
TOTAL	2 805	3 212	2 767
Echéances :			
• à moins de 1 an	839	2 898	2 518
• de 1 à 5 ans	1 553	74	13
• à plus de 5 ans	413	240	236

Les charges constatées d'avance correspondent essentiellement à des charges d'exploitation.

La variation des écarts de conversion et de la provision associée est essentiellement liée à la baisse de l'euro face au dollar.

Les frais d'émission d'emprunt sont constitués des coûts relatifs à l'émission des emprunts obligataires et à la ligne de crédit renouvelable. Ces frais sont amortis sur la durée respective de chaque ligne d'endettement, soit 5 ans, 7 ans ou 10 ans.

Passif

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Produits constatés d'avance	16 337	18 088	15 246
Ecart de conversion passifs	1 778	1	30
TOTAL	18 115	18 089	15 276
Echéances :			
• à moins de 1 an	18 115	18 089	15 276
• de 1 à 5 ans	-	-	-
• à plus de 5 ans	-	-	-

Les produits constatés d'avance correspondent essentiellement à des produits d'exploitation. Ils sont constitués majoritairement de recettes facturées sur les films, pour lesquelles le fait générateur de reconnaissance du produit n'a pas eu lieu à la clôture de l'exercice.

La variation des écarts de conversion est essentiellement liée à la baisse de l'euro face au dollar.

4. Notes sur le compte de résultat

4.1. Chiffre d'affaires

	2014	2013	2012
Production cinématographique	95 996	99 801	89 103
France	62 116	66 603	54 677
Export	33 880	33 198	34 426
Production télévisuelle	-	-	-
France	-	-	-
Export	-	-	-
TOTAL	95 996	99 801	89 103

4.2. Subventions

Ce poste enregistre principalement le soutien financier à la production et à la distribution cinématographique, déterminé en fonction des recettes générées par les films au cours de l'exercice.

4.3. Reprises de provisions et dépréciations

	2014	2013	2012
Reprises de dépréciations :			
• des immobilisations incorporelles	1 870	63	134
• des immobilisations corporelles	-	-	-
Reprises de dépréciations des actifs circulants	832	39	383
Reprises de provisions pour risques et charges	228	750	1 190
TOTAL	2 930	852	1 707

4.4. Transferts de charge

Ce poste comprend notamment 1 695 k€ de frais d'émission d'emprunts transférés à l'actif et relatifs à l'émission des emprunts obligataires et à la nouvelle convention de crédit renouvelable.



4.5. Autres achats et charges externes

Les charges les plus significatives de ce poste sont :

- les frais de marketing des films pour k€ 9 999 contre k€ 8 388 en 2013 ;
- les rémunérations d'intermédiaires et honoraires pour k€ 5 055 contre k€ 4 504 en 2013 ;
- les frais préliminaires pour k€ 2 800 contre k€ 2 505 en 2013 ;
- les frais de déplacements, missions et réceptions pour k€ 2 951 contre k€ 2 062 en 2013.

En 2014, ce poste comprend également 1 695 k€ de frais d'émission relatifs à la mise en place des emprunts obligataires et de la nouvelle ligne de crédit. Ces frais ont été portés à l'actif par le compte de transfert de charges d'exploitation.

4.6. Charges de personnel

Ce poste comprend en 2014 une charge de k€ 2 324 relative à l'intéressement des salariés et à la rémunération variable des mandataires sociaux, contre une charge de k€ 2 171 en 2013.

En 2014, les charges de personnel comprennent un produit à recevoir de k€ 122 au titre du crédit d'impôt compétitivité emploi. Gaumont étant en situation de déficit fiscal, le recouvrement définitif de la créance de crédit d'impôt compétitivité emploi surviendra au bout de trois ans. Gaumont ne pratique pas d'escompte de sa créance.

4.7. Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations

	2014	2013	2012
Dotations aux amortissements			
• des immobilisations incorporelles	- 37 876	- 41 377	- 22 248
• des immobilisations corporelles	- 998	- 1 043	- 996
• des charges à répartir	- 699	- 509	- 877
Dotations pour dépréciations			
• des immobilisations incorporelles	- 347	- 2 447	- 740
Dotations pour dépréciations des actifs circulants	- 16	- 262	- 142
Dotations aux provisions pour risques et charges	- 679	- 219	- 1 207
TOTAL	- 40 615	- 45 857	- 26 210

4.8. Autres charges

Ce poste enregistre essentiellement la part variable de la rémunération revenant aux coproducteurs et autres ayants droit. Elle s'établit à k€ 20 860 en 2014, contre k€ 15 357 en 2013.

4.9. Résultat financier

	2014	2013	2012
Produits des participations	10 847	11 115	12 286
Frais financiers activés	-	287	745
Autres intérêts et produits assimilés	1 519	970	251
Produits nets sur cessions de valeur mobilières de placement	2	3	23
Reprises de dépréciations des actifs financiers	13	2 015	3 515
Reprises de provisions	1 034	309	9
Gains de change	948	152	260
Produits financiers	14 363	14 851	17 089
Intérêts et charges assimilées	- 3 291	- 3 372	- 2 819
Dépréciations des actifs financiers	- 1	- 5 513	- 3 015
Dotations aux provisions	- 1 006	- 1 035	- 309
Pertes de change	- 204	- 249	- 308
Charges financières	- 4 502	- 10 169	- 6 451
TOTAL	9 861	4 682	10 638

Les frais financiers activés dépendent des productions de l'exercice.

Les produits des participations correspondent aux montants distribués par les sociétés suivantes :

Société	2014	2013	2012
Les Cinémas Gaumont Pathé SAS	6 122	7 490	9 184
Légende SAS	-	-	113
Gaumont Pathé Archives	116	-	-
Gaumont Vidéo SNC	4 609	3 472	2 923
Gaumont Inc.	-	153	66
TOTAL	10 847	11 115	12 286

4.10. Résultat exceptionnel

	2014	2013	2012
Sur opérations de gestion	19	9	-
Sur opérations en capital	209	1	28
Reprises de provisions et transferts de charges	2 207	1 526	67
Produits exceptionnels	2 435	1 536	95
Sur opérations de gestion	- 4	- 18	- 20
Sur opérations en capital	- 212	- 11	- 204
Dotations aux amortissements et provisions	- 69	- 55	- 7 077
Charges exceptionnelles	- 285	- 84	- 7 301
TOTAL	2 150	1 452	- 7 206

Le résultat exceptionnel est essentiellement constitué d'une reprise d'amortissements dérogatoires des films, qui s'élève à k€ 2 207 en 2014, contre k€ 1 526 en 2013 et une dotation de k€ 6 801 en 2012.

4.11. Impôts

Ce poste enregistre les impôts sur les résultats de la période, les crédits d'impôts, notamment le crédit d'impôt cinéma, et les économies d'impôts générées par l'intégration fiscale.

En 2014, le poste inclut k€ 128 au titre de la taxe sur les distributions, montant équivalent à celui de 2013.

Périmètre d'intégration fiscale

La société Gaumont ainsi que ses filiales françaises détenues à 95 % et plus, ont opté pour le régime de l'intégration fiscale.

Au 31 décembre 2014, le périmètre d'intégration fiscale est composé de Gaumont SA, « tête de Groupe », ainsi que de Gaumont Télévision SAS, Gaumont Production SARL, Gaumont Production Télévision SARL, Prestations et Services SARL, Gaumont Musiques SARL, Gaumont Animation SA, Gaumont Animation Musique SARL, Editions la Marguerite SARL, Nouvelles Editions de Films SARL et Fideline Films SARL.

L'intégration fiscale est neutre pour les filiales, les économies ou charges d'impôt générées par l'intégration sont comptabilisées dans les comptes de Gaumont SA. A ce titre, un produit d'impôt de k€ 76 a été comptabilisé en 2014, contre un produit d'impôt de k€ 764 en 2013 et de k€ 324 en 2012.

Les économies d'impôt sur les résultats, inhérentes aux déficits fiscaux des filiales intégrées, sont systématiquement remboursées à ces dernières.

Ventilation de la charge ou du produit d'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel

		Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net
Résultat courant	CT	3 523	- 72	3 451
	LT	-	-	-
Résultat exceptionnel	CT	2 150	-	2 150
	LT	-	-	-
TOTAL		5 673	- 72	5 601
Effet de l'intégration fiscale			76	76
Crédit d'impôt cinéma			-	-
Autres crédits d'impôts			-	-
Impôt sur dividendes			- 128	- 128
TOTAL		5 673	- 124	5 549

Fiscalité différée

	Accroissement futur d'impôt	Allègement futur d'impôt
Provisions réglementées	7 886	-
Charges incorporées dans le coût des films et déduites fiscalement	502	-
Autres charges déduites fiscalement	1 654	-
Congés payés	-	173
Organic	-	52
Retraite	-	794
Autres charges et provisions non déductibles	-	400
Déficits fiscaux reportables	-	28 104
TOTAL	10 042	29 523

Le taux d'imposition différée retenu au 31 décembre 2014 est de 33,33 %.

Au 31 décembre 2014, dans le cadre de l'intégration fiscale, Gaumont dispose de k€ 80 378 de reports déficitaires indéfiniment reportables.



5. Notes sur le tableau des flux de trésorerie

5.1. Détail des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations hors actifs circulants

	2014	2013	2012
Reprises de dépréciations			
• des immobilisations incorporelles	1 870	63	134
• des immobilisations corporelles	-	-	-
• des immobilisations financières	13	15	3 515
Reprises de provisions pour risques et charges	1 262	1 059	1 199
Reprises de provisions réglementées	2 207	1 526	67
Reprises	5 352	2 663	4 915
Dotations aux amortissements			
• des immobilisations incorporelles	- 37 876	- 41 377	- 22 248
• des immobilisations corporelles	- 998	- 1 043	- 996
Dotations pour dépréciations			
• des immobilisations incorporelles	- 347	- 2 447	- 740
• des immobilisations corporelles	-	-	-
• des immobilisations financières	- 1	- 5 513	- 15
Dotations aux provisions pour risques et charges	- 685	- 1 254	- 1 516
Dotations aux provisions réglementées	- 69	- 55	- 7 077
Dotations	- 39 976	- 51 689	- 32 592
TOTAL	- 34 624	- 49 026	- 27 677

5.2. Variation du besoin en fonds de roulement net lié à l'activité

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Variation des actifs d'exploitation	8 269	- 14 247	20 781
Variation des passifs d'exploitation	22	3 765	- 18 065
TOTAL	8 291	- 10 482	2 716

Variation des actifs d'exploitation

Le tableau ci-dessous retrace la variation des actifs d'exploitation constitutifs du besoin en fonds de roulement (BFR) en montants nets de provision, les provisions sur postes constitutifs du BFR sont considérées comme étant décaissables.

	Solde net au 31.12.14	Variation BFR	Autres variations ⁽¹⁾	Solde net au 31.12.13	Variation BFR	Autres variations ⁽¹⁾	Solde net au 31.12.12	Variation BFR	Autres variations ⁽¹⁾	Solde net au 31.12.11
Créances clients	33 075	- 14 518	-	47 593	17 599	-	29 994	- 31 351	7	61 338
Avances et acomptes versés	658	- 570	-	1 228	- 1 287	-	2 515	429	-	2 086
Créances sociales	10	-1	-	11	10	-	1	- 10	1	10
Créances fiscales	12 535	915	-	11 620	- 2 914	-	14 534	2 054	5	12 475
Comptes courants	25 872	14 570	-	11 302	3 126	-	8 176	1 004	- 21	7 193
Créances diverses	1 463	- 7 262	-	8 725	- 3 241	-	11 966	6 593	8	5 365
Charges constatées d'avance	786	- 372	-	1 158	228	-	930	200	-	730
Ecart de conversion actifs	4	- 1 031	-	1 035	726	-	309	300	-	9
ACTIFS CONSTITUTIFS DU BFR	74 403	- 8 269	-	82 672	14 247	-	68 425	- 20 781	-	89 206

(1) Incidence des transmissions universelles de patrimoine.

Une diminution des créances se traduit en trésorerie par un encaissement. En conséquence, une variation négative est analysée comme une entrée de ressources dans le tableau des flux de trésorerie.

Une augmentation des créances se traduit en trésorerie par une absence d'encaissement. En conséquence, une variation positive est analysée comme une sortie de ressources dans le tableau des flux de trésorerie.

Variation des passifs d'exploitation

Le tableau ci-dessous retrace la variation des passifs d'exploitation constitutifs du besoin en fonds de roulement (BFR).

	Solde net au 31.12.14	Variation BFR	Autres variations ⁽¹⁾	Solde net au 31.12.13	Variation BFR	Autres variations ⁽¹⁾	Solde net au 31.12.12	Variation BFR	Autres variations ⁽¹⁾	Solde net au 31.12.11
Avances et acomptes reçus	187	129	-	58	- 1 583	-	1 641	1 540	-	101
Dettes fournisseurs	7 766	- 1 956	-	9 722	3 747	-	5 975	1 340	21	4 614
Dettes sociales	5 273	278	-	4 995	- 634	-	5 629	- 608	4	6 233
Dettes fiscales	1 392	- 633	-	2 025	320	-	1 705	- 905	18	2 592
Comptes courants	10 273	- 324	-	10 597	2 504	-	8 093	- 656	-	8 749
Dettes diverses	20 413	2 502	-	17 911	- 3 402	-	21 313	- 22 707	3	44 017
Produits constatés d'avance	16 337	- 1 751	-	18 088	2 842	-	15 246	4 153	-	11 093
Ecart de conversion passifs	1 778	1 777	-	1	- 29	-	30	- 222	-	252
PASSIFS CONSTITUTIFS DU BFR	63 419	22	-	63 397	3 765	-	59 632	- 18 065	46	77 651

(1) Incidence des transmissions universelles de patrimoine.



5.3. Détail des acquisitions d'immobilisations

	2014	2013	2012
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	37 372	55 190	21 723
Acquisitions d'immobilisations corporelles	1 041	753	2 340
Acquisitions d'immobilisations financières	3 441	8 763	7 074
TOTAL	41 854	64 706	31 137

5.4. Variation des dettes sur immobilisations

	Solde net au 31.12.14	Variation BFR	Autres variations (1)	Solde net au 31.12.13	Variation BFR	Solde net au 31.12.12	Variation BFR	Solde net au 31.12.11
Dettes sur immobilisations	2 182	- 3 174	- 375	5 731	3 234	2 497	- 3 699	6 196

(1) Incidence des transmissions universelles de patrimoine, reclassement de poste à poste.

5.5. Incidence des fusions

Aucune opération de fusion n'a eu lieu au cours de l'exercice. En 2012, l'impact des fusions et opérations assimilées sur la trésorerie s'élevait à k€ 7 et correspondait à la trésorerie reprise lors de la transmission universelle de patrimoine d'Arkéion Films SAS.

6. Autres informations

6.1. Eléments concernant les entreprises liées

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Créances rattachées à des participations	4 118	5 223	-
Créances clients	5 599	3 233	1 144
Autres créances	28 247	12 837	12 116
Dettes financières	-	-	-
Dettes fournisseurs	529	602	959
Dettes sur immobilisations	-	-	-
Autres dettes	9 512	10 826	7 844
Produits constatés d'avance	120	120	-
Produits financiers de participation	4 725	3 625	2 923
Charges financières de participation	-	-	-
Autres produits financiers	1 496	947	138
Autres charges financières	8	5	16

Les transactions avec les entreprises liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

6.2. Effectif moyen ventilé par catégorie

	31.12.14		31.12.13		31.12.12	
	Personnel salarié	Personnel mis à disposition	Personnel salarié	Personnel mis à disposition	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	77	-	66	-	60	-
Agents de maîtrise	32	-	35	-	38	-
Employés	24	14	25	13	24	13
EFFECTIF MOYEN TOTAL	133	14	126	13	122	13

6.3. Rémunérations des mandataires sociaux

Les rémunérations brutes et avantages, avant prélèvements sociaux et fiscaux, versés par Gaumont aux mandataires sociaux s'élevaient à k€ 2 354 en 2014. Ils s'élevaient à k€ 2 761 en 2013 et à k€ 2 757 en 2012.

Aucune rémunération et aucun jeton de présence n'ont été versés aux mandataires sociaux par les sociétés contrôlées ou contrôlantes au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce.

Les mandataires sociaux ne bénéficient d'aucune prime d'arrivée ou de départ ni d'aucun régime de retraite complémentaire.

Les rémunérations brutes et avantages, avant prélèvements sociaux et fiscaux, alloués par Gaumont aux mandataires sociaux et comptabilisés au titre de l'exercice s'établissent de la façon suivante :

	2014	2013	2012
Rémunérations brutes totales ⁽¹⁾	2 159	2 353	2 724
Avantages postérieurs à l'emploi ⁽²⁾	-	-	-
Indemnités de départ ou de fin de contrat	-	-	-
Autres avantages à long terme	-	-	-

(1) Rémunérations, primes, indemnités, jetons de présence et avantages en nature en charge au titre de l'exercice.

(2) Coûts des services rendus sur la période.

6.4. Engagements et passifs éventuels

Engagements hors bilan liés à l'activité courante

	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Engagements donnés	45 489	51 201	61 529
Garanties de loyers données	48	294	554
Contrats de recherche et conception de projets de films	1 279	2 051	1 305
Production de films et développement de projets	44 162	48 856	59 670
Engagement de rachat des minoritaires	-	-	-
Engagements reçus	49 750	39 551	39 260
Crédits bancaires non utilisés	12 000	11 000	29 000
Autres engagements reçus :			
• Achats de droits et financement de films	37 750	28 234	10 260
• Contrats de recherche et conception de projets de films	-	317	-
• Traités reçues en garantie de créances clients	-	-	-

Au 31 décembre 2014, Gaumont dispose d'une ligne de crédit confirmée de k€ 80 000 utilisée à hauteur de k€ 68 000.

Au 31 décembre 2014, Gaumont s'est engagé dans la production de films et le développement de projets pour un montant de k€ 44 162. Parallèlement, Gaumont bénéficie d'engagements au titre d'achats de droits et d'apports en coproduction sur les films pour un montant de k€ 37 750.

Les éléments présentés ci-dessus n'omettent pas d'engagements hors bilan significatifs selon les normes comptables en vigueur.

Nantissements des actifs

Type de nantissements/hypothèques	Echéance du nantissement	31.12.14	31.12.13	31.12.12
Sur immobilisations incorporelles	2027	7 084	162 500	162 500
Sur immobilisations corporelles		-	-	-
Sur immobilisations financières		-	30 676	26 686
TOTAL		7 084	193 176	189 186



En garantie de la convention de crédit renouvelable de k€ 125 000 conclue le 26 avril 2012, Gaumont avait signé un acte de nantissement en faveur des prêteurs qui portait sur la totalité des actions détenues dans ses filiales Gaumont Animation et Gaumont Télévision ainsi que sur les principaux titres de son catalogue de films. Ces garanties ont été levées simultanément au remboursement de la dette, en date du 14 novembre 2014.

En garantie de la participation financière de la Caisse des dépôts et consignations pour la numérisation de 270 films de son catalogue, Gaumont a accordé un nantissement sur les œuvres restaurées dans le cadre de ce financement. Au 31 décembre 2014, 141 films du catalogue de Gaumont sont concernés. Ils représentent une valeur nette de k€ 7 084.

Promesse d'hypothèque

Gaumont n'a constitué aucune hypothèque sur ses actifs.

Garanties de passif reçues

Gaumont bénéficie d'une garantie de passif qui lui a été donnée par les cédants des actions de la société Fidelity Films, le 5 juillet 2013, pour un montant de k€ 340, qui expire :

- le 31 mars 2017, pour les réclamations en matière d'impôts et contributions, à raison des exercices clos jusqu'au 31 décembre 2012, et/ou notifiés au titre d'exercices clos postérieurement au 31 décembre 2012, mais trouvant leur origine, leur source ou leur cause dans des faits, actes, circonstances ou décisions de gestion antérieurs au 5 juillet 2013 ;
- le 31 mars 2017, en ce qui concerne les déclarations relatives au caractère plein, entier et incontestable des droits de propriété et/ou de copropriété sur le catalogue de films transmis ;
- le 31 juillet 2015, en ce qui concerne les autres réclamations d'indemnisation ou de paiement.

Gaumont bénéficie par ailleurs d'une garantie de passif qui lui a été donnée par les cédants des actions de la société Nouvelles Editions de Films, le 14 mai 2012, pour un montant de k€ 200, après prise en compte d'une franchise de k€ 50, qui expire :

- le 14 mai 2015, en ce qui concerne les déclarations relatives au caractère plein, entier et incontestable des droits de propriété et/ou de copropriété sur le catalogue de films transmis ;
- le 14 mai 2015, pour les réclamations en matière d'impôts et contributions, à raison des exercices clos jusqu'au 31 décembre 2011, ou le 31 janvier 2016, à raison de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2012, mais pour des redressements trouvant leur origine, leur source ou leur cause dans des faits, actes, circonstances ou décisions de gestion antérieurs au 14 mai 2012 ;
- le 14 novembre 2016, en ce qui concerne les autres réclamations d'indemnisation ou de paiement.

Engagements complexes

Aucun engagement complexe n'a été souscrit par Gaumont au 31 décembre 2014.

Autres obligations contractuelles

Obligations contractuelles	31.12.14	Paiements dus par période		
		- de 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Contrats de location simple	828	197	487	143
TOTAL	828	197	487	143

Ces obligations sont relatives à des contrats de location immobilière.

Droit individuel à la formation

Gaumont accorde à ses salariés un droit individuel à la formation d'une durée de 20 heures minimum par année civile, cumulable sur une durée maximale de 6 ans. Au terme de ce délai et à défaut de leur utilisation, les droits restent plafonnés.

Ce crédit d'heures est intégré au plan de formation du Groupe et ne fait donc l'objet d'aucune provision comptable.

Le nombre d'heures accumulées non consommées au 31 décembre 2014 s'élève à 9 545 heures. Le taux d'utilisation moyen des droits acquis est de 19,37 %.

6.5. Risques financiers

Risque de liquidité

La ligne de crédit de k€ 80 000 et l'emprunt obligataire de k€ 60 000, dont les principales caractéristiques sont décrites en note 3.10, sont assortis de trois ratios financiers à respecter semestriellement.

Le ratio R1 exige du Groupe une valeur de ses principaux actifs qui soit au moins égale à 2,75 fois le montant de ses dettes financières nettes, majorées des encours d'avances financières accordées par Gaumont SA à sa filiale Gaumont International Television. Les principaux actifs du Groupe comprennent le catalogue de films cinématographiques, la quote-part détenue dans Les Cinémas Gaumont Pathé et dans Gaumont Animation ainsi que les biens immeubles inscrits à l'actif du Groupe.

Le ratio R2 impose au Groupe de maintenir un niveau d'endettement inférieur à ses capitaux propres.

Le ratio R3 exige que le Groupe maintienne le chiffre d'affaires net moyen de son catalogue à un niveau au moins égal à 15 % de l'endettement financier net à la date de calcul.

Pour les ratios R1, R2 et R3, l'endettement financier est défini hors participation financière de la Caisse des dépôts et consignation et hors crédits de production américains, dès lors que ces derniers sont sans recours contre le Groupe.

Au 31 décembre 2014, ces ratios sont respectés et s'établissent respectivement à 3,77, 0,53 et 0,27.



Risques de marché

Risque de taux d'intérêt

Gaumont finance ses besoins généraux et ceux de ses filiales par le recours à des financements externes composés d'un emprunt obligataire à taux fixe de k€ 60 000 et d'une ligne de crédit renouvelable à taux variable d'un montant maximum de k€ 80 000, souscrite auprès d'un pool bancaire. Les caractéristiques de ces financements sont exposées en note 3.10.

Au 31 décembre 2014, l'exposition de Gaumont aux taux d'intérêts se présente de la manière suivante :

	31.12.14	Echéancier		
		- de 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Actifs financiers à taux fixe	-	-	-	-
Actifs financiers à taux variable	19 031	19 031	-	-
Actifs financiers non exposés	-	-	-	-
Actifs financiers ⁽¹⁾	19 031	19 031	-	-
Passifs financiers à taux fixe	63 298	1 141	2 084	60 073
Passifs financiers à taux variable	68 080	80	68 000	-
Passifs financiers non exposés	816	816	-	-
Passifs financiers ⁽²⁾	132 194	2 037	70 084	60 073

(1) Disponibilités et valeur mobilières de placement.

(2) Dettes financières.

Gaumont gère son exposition au risque de taux par le recours à des contrats d'échange de taux d'intérêt.

Au 31 décembre 2014, Gaumont a ainsi souscrit à des contrats d'échange de taux pour un montant nominal de k€ 35 000 et à des contrats d'options sur taux pour un montant nominal de k€ 15 000. Le détail des échéances de ces contrats est présenté ci-dessous.

	31.12.14	Echéancier			Valeur de marché
		- de 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans	
Swaps de taux	35 000	20 000	15 000	-	- 562
Caps de taux	15 000	10 000	5 000	-	-
TOTAL	50 000	30 000	20 000	-	- 562

Compte tenu du portefeuille des couvertures de taux, l'exposition nette aux risques de taux se présente de la manière suivante :

	Total	Taux fixe	Taux variable	Non exposé
Actifs financiers ⁽¹⁾	19 031	-	19 031	-
Passifs financiers ⁽²⁾	- 132 194	- 63 298	- 68 080	- 816
Position nette avant gestion	- 113 163	- 63 298	- 49 049	- 816
Couverture	-	- 50 000	50 000	-
Position nette après gestion	- 113 163	- 113 298	951	- 816
Sensibilité ⁽³⁾	9	-	9	-

(1) Disponibilités et valeur mobilières de placement.

(2) Dettes financières.

(3) Impact en année pleine.

Si les taux d'intérêts variables avaient augmenté d'un point de base, le résultat financier aurait été supérieur de k€ 9. Cela représente une baisse du coût de l'endettement de 0,27 %.

Risque de change

Gaumont se trouve exposé au risque de change opérationnel sur des transactions commerciales comptabilisées au bilan et sur des transactions futures ayant un caractère probable.

Au cours de l'exercice 2014, le chiffre d'affaires facturé en devises, dont la répartition figure ci-dessous, s'élève à k€ 16 497, soit 17,19 % du chiffre d'affaires.

(en milliers d'euros)	Total	USD	CHF	JPY	CAD	SEK	HKD	GBP	Divers
Chiffre d'affaires	16 497	14 896	961	421	98	31	30	14	46

Gaumont s'efforce d'assurer une couverture naturelle entre les flux d'encaissement et de décaissement de devises et étudie au cas par cas la nécessité et l'opportunité de mettre en place une couverture de change pour couvrir ce risque.

Au 31 décembre 2014, l'exposition de Gaumont au risque de change opérationnel se présente de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Total	CAD	GBP	USD	ILS	JPY	AUD	CHF	SEK
Actifs	5 918	9	2	5 852	1	19	-	20	15
Passifs	- 6	-	-	- 6	-	-	-	-	-
Hors bilan	- 963	-	- 963	-	-	-	-	-	-
Position nette avant gestion	4 949	9	- 961	5 846	1	19	-	20	15
Couverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Position nette après gestion	4 949	9	- 961	5 846	1	19	-	20	15
Sensibilité	- 48	-	10	- 58	-	-	-	-	-



Une augmentation uniforme d'un centime d'euro contre chacune des devises aurait un impact négatif de k€ 48 sur le résultat.

Gaumont est également exposé à un risque de change financier sur ses comptes bancaires en devises et sur des opérations de financement des activités de ses filiales américaines.

Au 31 décembre 2014, l'exposition de Gaumont au risque de change financier se présente de la manière suivante.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Total	CAD	GBP	USD
Actifs	29 294	-	-	29 294
Passifs	-	-	-	-
Hors bilan	-	-	-	-
Position nette avant gestion	29 294	-	-	29 294
Couverture	-	-	-	-
Position nette après gestion	29 294	-	-	29 294
Sensibilité	- 293	-	-	- 293

Une augmentation uniforme d'un centime d'euro contre chacune des devises aurait un impact négatif de k€ 293 sur le résultat.

Risque sur actions

Gaumont n'est pas engagé dans des opérations boursières spéculatives.

A compter du 1^{er} juillet 2010, Gaumont a confié à Exane BNP Paribas l'animation de son titre dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des marchés financiers. Les moyens mis à disposition de ce contrat correspondent à une somme de k€ 300 versée en juillet 2010, augmentée de k€ 100 en novembre 2010. Au 31 décembre 2014, Gaumont détient 6 495 actions propres négociées dans le cadre du contrat de liquidité pour un coût d'acquisition de k€ 252 comptabilisé en autres immobilisations financières. Pour les actions dont le cours de clôture est inférieur à la valeur comptable, une dépréciation de k€ 1 a été constituée.

Les valeurs mobilières de placement inscrites au bilan au 31 décembre 2014 sont des SICAV monétaires, qui ne présentent pas de risque d'investissement.

	Portefeuille d'actions tierces ou OPCVM actions	Portefeuille d'actions propres
Position à l'actif	-	252
Hors bilan	-	-
POSITION NETTE GLOBALE	-	252

6.6. Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Depuis le 1^{er} janvier 2015, aucun événement susceptible d'être mentionné dans l'annexe n'est intervenu chez Gaumont.



Tableau des filiales

(en milliers d'euros, sauf mention contraire)

	Siren	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos	Bénéfices ou pertes du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice
					Brute	Nette					
I – Renseignements détaillés											
A – FILIALES (DÉTENUES À + DE 50 %)											
Filiales françaises											
• Gaumont Animation SA 142, rue de Charonne – Paris 11 ^e	411 459 811	594	6 371	100,00	25 074	19 574	2 761	-	7 232	- 869	-
• Nouvelles Editions de Films SARL (NEF) 30, avenue Charles de Gaulle – Neuilly-sur-Seine	562 054 817	78	224	100,00	3 203	3 203	-	-	254	226	-
• Fideline Films SARL 30, avenue Charles de Gaulle – Neuilly-sur-Seine	308 240 480	46	159	100,00	1 876	1 876	-	-	235	226	-
• Gaumont Télévision SAS 30, avenue Charles de Gaulle – Neuilly-sur-Seine	340 538 693	106	326	100,00	6 676	3 340	3 105	-	19 659	684	-
• Gaumont Musiques SARL 30, avenue Charles de Gaulle – Neuilly-sur-Seine	494 535 255	101	39	100,00	629	132	-	-	25	17	-
• Gaumont Production SARL 5, rue du Colisée – Paris 8 ^e	352 072 904	80	- 130	100,00	4 324	-	362	-	521	80	-
• Prestations et Services SARL 30, avenue Charles de Gaulle – Neuilly-sur-Seine	612 022 004	16	287	100,00	2 271	336	-	-	74	- 7	-
• Gaumont Vidéo SNC 30, avenue Charles de Gaulle – Neuilly-sur-Seine	384 171 567	8	-	99,80	8	8	-	-	11 377	4 618	-
• Editions la Marguerite SARL 30, avenue Charles de Gaulle – Neuilly-sur-Seine	602 024 150	8	296	100,00	421	261	-	-	772	44	-
• Gaumont Pathé Archives SAS 30, avenue Charles de Gaulle – Neuilly-sur-Seine	444 567 218	5 945	647	57,50	3 418	3 418	-	-	2 494	133	115
Filiales étrangères											
• Gaumont Inc. 520 W 43rd Street – New York – NY, USA		k\$ 1 510	k\$ - 356	100,00	1 321	1 321	-	-	k\$ 1	k\$ - 93	-
• Gaumont TV Inc. 750 San Vicente Blvd – West Hollywood – CA, USA		k\$ 0	k\$ 5 987	100,00	4 361	4 361	-	-	-	k\$ - 5	-
TOTAL FILIALES					53 582	37 830	-	-			



Tableau des participations

(en milliers d'euros, sauf mention contraire)

	Siren	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos	Bénéfices ou pertes du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice
					Brute	Nette					
B – PARTICIPATIONS (DÉTENUES ENTRE 10 % ET 50 %)											
Sociétés françaises											
• Les Cinémas Gaumont Pathé SAS 2, rue Lamennais – Paris 8 ^e	392 962 304	146 019	172 356	34,00	66 013	66 013	-	-	29 463	43 417	6 122
• Légende SAS 15, av. d'Eylau – Paris 16 ^e	449 912 609	46	2 475	50,00	7 051	7 051	-	-	14 067	124	-
II – Renseignements globaux											
A – FILIALES NON REPRISES AU PARAGRAPHE I											
Filiales françaises (ensemble)											
Filiales étrangères (ensemble)					-	-	-	-			-
B – PARTICIPATIONS NON REPRISES AU PARAGRAPHE I											
Sociétés françaises (ensemble)					3	3					-
TOTAL PARTICIPATIONS					73 067	73 067	-	-			



Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Gaumont, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- comme indiqué dans la note 2.5 « Immobilisations incorporelles et corporelles » des états financiers, votre société comptabilise en immobilisations incorporelles le coût des films et reconnaît une valeur résiduelle pour certains films à large succès. Nous avons examiné les prévisions d'activité et de profitabilité justifiant la comptabilisation en immobilisations incorporelles ainsi que les modalités d'amortissement et de détermination de la valeur recouvrable des films. Nous nous sommes assurés que le traitement comptable est conforme aux principes comptables en vigueur et que la note 2.5 fournit une information appropriée.

- Les titres de participation figurant au bilan de votre société sont évalués selon les modalités présentées en note 2.6 « Immobilisations financières » des états financiers. Nos travaux ont consisté à apprécier le caractère raisonnable des données, les hypothèses sur lesquelles est fondée la détermination de la valeur d'utilité et les calculs effectués par votre société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Paris-La Défense, le 17 mars 2015

Les Commissaires aux comptes

ADVOLIS
Patrick Iweins

ERNST & YOUNG et Autres
Bruno Bizet



6 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Informations concernant les mandataires
sociaux 154

Compléments d'informations relatifs
aux dirigeants et aux mandataires sociaux 164

Rapport du Président
du Conseil d'administration
sur la gouvernance et le contrôle interne 165

Rapport des Commissaires aux comptes
sur le rapport du Président du Conseil
d'administration de la société Gaumont 175



Informations concernant les mandataires sociaux

Le Conseil d'administration du 6 mai 2010 choisit de se référer au Code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites de décembre 2009 publié par MiddleNext et décide de dissocier les fonctions de Président du Conseil d'administration de celles de Directeur général.

Fonctions et mandats des membres du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé de dix membres dont cinq membres sont « indépendants ».

Sur la qualification d'un membre d'indépendant et les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, le lecteur peut se reporter au Rapport du Président du Conseil d'administration.

Nicolas Seydoux

Né le 16 juillet 1939

De nationalité française

Nombre d'actions détenues dans Gaumont SA au 31 décembre 2014 : 26

Droits de vote au 31 décembre 2014 : 52

Adresse professionnelle

30, avenue Charles de Gaulle

92200 Neuilly-sur-Seine

France

Biographie

Diplômé de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris et licencié en droit et en sciences économiques. Chef du service juridique à la Compagnie Internationale pour l'Informatique (CII) à Paris (1967-1970), Analyste financier à la banque Morgan Stanley & Co. Inc. à New York (1970-1971), et Morgan & Cie International SA à Paris (1971-1974). Groupe Gaumont : Vice-Président-Directeur général (1974), Président-Directeur général (1975-2004), Président du Conseil de surveillance (2004-2010) et depuis le 6 mai 2010, Président du Conseil d'administration. Depuis 2002, Président de l'Association de lutte contre la piraterie audiovisuelle (ALPA). Depuis 2003, Vice-Président du Conseil de surveillance d'Arte. De 2008 à 2014, Président de l'association Forum d'Avignon.

Liens familiaux avec un autre administrateur

Epoux de Marie Seydoux, Vice-Présidente du Conseil d'administration, père de Sidonie Dumas, Vice-Présidente du Conseil d'administration et Directrice générale, père de Pénélope Seydoux et frère de Michel Seydoux, Administrateurs.

Membre indépendant : non

Fonctions ou mandats exercés dans Gaumont SA

- **Président du Conseil d'administration** depuis le 6 mai 2010, date de première nomination. Fin de mandat à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2016.
- **Président du Comité des nominations et des rémunérations**

Autres fonctions ou mandats exercés dans le Groupe

- **Président** de Ciné Par SAS, actionnaire majoritaire de Gaumont
- **Président** de Gaumont Inc. (USA), Gaumont Distribution Inc. (USA)
- **Administrateur** de Gaumont International Television Llc. (USA)
- **Membre du Comité de direction** de Les Cinémas Gaumont Pathé SAS

Autres fonctions ou mandats exercés en dehors du Groupe

- **Président** de l'Association de la lutte contre la piraterie audiovisuelle (ALPA)
- **Président d'honneur** de l'association Forum d'Avignon
- **Président** de la Fondation C Génial
- **Vice-Président du Conseil de surveillance** d'Arte France SA
- **Président** des Grands Vins de Pazac SCA
- **Administrateur** du Val Richer SC
- **Administrateur** de la Fondation des Diaconesses de Reuilly

Fonctions ou mandats qui ne sont plus exercés depuis moins de 5 ans

- **Président** de l'association Forum d'Avignon (fin octobre 2014)
- **Président du Conseil de surveillance** de Gaumont SA (fin mai 2010)
- **Président** de Socipar SAS (fusionnée dans Ciné Par SAS en 2010)
- **Président** de The Visitors Inc. (USA) (fin décembre 2013)
- **Administrateur** de la Cinémathèque française (fin 2010) et de Schlumberger Ltd (Netherlands Antilles) (fin 2010)



Marie Seydoux

Née le 4 octobre 1941

De nationalité française

Nombre d'actions détenues dans Gaumont SA au 31 décembre 2014 : 500

Droits de vote au 31 décembre 2014 : 1 000

Adresse professionnelle

30, avenue Charles de Gaulle

92200 Neuilly-sur-Seine

France

Liens familiaux avec un autre administrateur

Epouse de Nicolas Seydoux, Président du Conseil d'administration, mère de Sidonie Dumas, Vice-Présidente du Conseil d'administration et Directrice générale, mère de Pénélope Seydoux et belle-sœur de Michel Seydoux, Administrateurs.

Membre indépendant : non

Fonctions ou mandats exercés dans Gaumont SA

- **Administrateur et Vice-Présidente du Conseil d'administration** depuis le 6 mai 2010, date de première nomination. Fin de mandat à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2016.

Autres fonctions ou mandats exercés dans le Groupe

- Néant

Autres fonctions ou mandats exercés en dehors du Groupe

- Néant

Fonctions ou mandats qui ne sont plus exercés depuis moins de 5 ans

- **Vice-Présidente et membre du Conseil de surveillance** de Gaumont SA (fin mai 2010)

Sidonie Dumas

Née le 28 avril 1967

De nationalité française

Nombre d'actions détenues dans Gaumont SA au 31 décembre 2014 : 1 165

Droits de vote au 31 décembre 2014 : 1 175

Adresse professionnelle

30, avenue Charles de Gaulle

92200 Neuilly-sur-Seine

France

Biographie

En 1988, Sidonie Dumas fait ses débuts dans le cinéma en tant que collaboratrice de Luc Besson. Après un passage aux acquisitions et à la production de longs-métrages chez Warner à Los Angeles, elle revient en Europe et entre chez Gaumont en 1991. Elle n'a cessé depuis d'évoluer au sein de la société et de développer une politique de recherche de nouveaux talents. En juillet 2004, elle est nommée Présidente du Directoire de Gaumont et impulse une politique audacieuse de production de films aux genres très différents, dont des premiers films comme *Je vous trouve très beau* et *OSS 117 : Le Caire, nid d'espions*.

Depuis le 6 mai 2010, Sidonie Dumas est Directrice générale de Gaumont et développe parallèlement au cinéma, l'activité de production télévisuelle aux Etats-Unis afin de permettre à la société d'être davantage tournée sur l'avenir et d'acquies ainsi une stature internationale de plus en plus importante.

De *OSS 117*, *Cent mille dollars au soleil*, *Le dîner de cons*, *La boum*, *La chèvre*, *La nuit de Varennes* à *Nikita* et *Le grand bleu*, Gaumont a toujours eu une politique patrimoniale en restaurant systématiquement les films du catalogue, tels *Les tontons flingueurs*, *Fantômas*, *La folie des grandeurs*, autant de chefs d'œuvre qui ont fait rêver des millions de spectateurs à travers le monde.

Poursuivant l'investissement artistique éclectique qui a fait la marque de Gaumont, Sidonie Dumas a produit de nombreux films qui ont dépassé le million de spectateurs, tels *Les Lyonnais* d'Olivier Marchal, *La conquête*, *A bout portant*, *Le fils à Jo* et *La rafle*, autant de films plébiscités par les spectateurs en salles et évidemment, *Intouchables*, qui, à lui seul, a réuni près de 50 000 000 de spectateurs dans le monde, devenant ainsi non seulement le plus gros succès de Gaumont, mais aussi le 2^e plus grand succès français de tous les temps.

Liens familiaux avec un autre administrateur

Fille de Nicolas Seydoux, Président du Conseil d'administration, et de Marie Seydoux, Vice-Présidente du Conseil d'administration, sœur de Pénélope Seydoux et nièce de Michel Seydoux, Administrateurs.

Membre indépendant : non

Fonctions ou mandats exercés dans Gaumont SA

- **Administrateur et Vice-présidente du Conseil d'administration** depuis le 6 mai 2010, date de première nomination. Fin de mandat à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2016.
- **Directrice générale** depuis le 6 mai 2010, pour une durée indéterminée.



GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

Informations concernant les mandataires sociaux

Autres fonctions ou mandats exercés dans le Groupe

- **Représentante légale** de Gaumont, Gérante de Gaumont Vidéo SNC
- **Représentante permanente** de Gaumont, Membre du Comité de direction de Les Cinémas Gaumont Pathé SAS
- **Présidente du Conseil d'administration** de Gaumont Animation SA
- **Présidente** de Gaumont Télévision SAS
- **Présidente et Membre du Comité de direction** de Gaumont Pathé Archives SAS
- **Administrateur unique** de Gaumont TV Inc. (USA)
- **Administrateur** de Gaumont International Television Llc. (USA)
- **Gérante** de Gaumont Production Télévision SARL, Nouvelles Editions de Films SARL, Gaumont Musiques SARL, Editions La Marguerite SARL, Gaumont Production SARL, Prestations et Services SARL, Fideline Films SARL, Gaumont Animation Musique SARL

Autres fonctions ou mandats exercés en dehors du Groupe

- **Représentante légale** de Gaumont, Administrateur de la Cinémathèque française
- **Membre du Conseil de surveillance** de Banque Neufilze OBC SA
- **Administrateur** de l'association Forum des images

Fonctions ou mandats qui ne sont plus exercés depuis moins de 5 ans

- **Présidente-Directrice générale** de Nouvelles Editions de Films SA (de mai à décembre 2012)
- **Présidente** d'Alphanim Digital SAS (fin décembre 2011), de Léonis Productions SAS (fin septembre 2012) et de Fideline Films SAS (de juillet à novembre 2013)
- **Représentante légale** de Gaumont, Présidente de Gaumont Musiques SAS (fin juin 2012)
- **Gérante** de Forest SCI (fin novembre 2011) et de Galaxy 7 SARL (fin mai 2012)
- **Présidente du Directoire** de Gaumont SA (fin mai 2010)

Thierry Dassault

Né le 26 mars 1957

De nationalité française

Nombre d'actions détenues dans Gaumont SA au 31 décembre 2014 : 500

Droits de vote au 31 décembre 2014 : 1 000

Adresse professionnelle

9, rond-point des Champs-Élysées – Marcel Dassault
75008 Paris
France

Biographie

Après un baccalauréat économique et son service militaire effectué à l'ECPAD, Thierry Dassault a été responsable des Equipements civils pour l'Electronique Serge Dassault au Brésil de 1979 à 1981, Directeur général d'une société de systèmes d'alarme de 1982 à 1984, Producteur associé et Réalisateur de films publicitaires et institutionnels chez Claude Delon Productions de 1985 à 1993.

De 1994 à 2006, il a été Président de Dassault Multimédia qui a pris des participations dans Infogrames, Gemplus, Infonie, BFM, CdandCo, Net2one, Emme et Welcome Real-time. Il a aussi investi personnellement dans Chapitre.com.

En 2004, il a été le fédérateur de la société Keynectis (devenue OpenTrust en septembre 2013), leader de la sécurisation des identités et des transactions numériques, dont il assure la présidence.

Fin 2006, Thierry Dassault a créé TDH, structure d'investissements dans les technologies émergentes et des secteurs de niche, qui détient des participations dans Aquarelle, Bernardaud, Halys, La Maison, L Capital, OpenTrust, Scarcell, Usmile, Wallix, YouScribe.com.

Il est Directeur général délégué du Groupe Industriel Marcel Dassault (GIMD) et siège aux conseils de : Bluwan, Dassault Belgique Aviation, Dassault Médias (Le Figaro), Gaumont, GIMD, Halys, OpenTrust, Particulier et Finances Editions et Wallix.

Il est membre du Comité stratégique de YouScribe.

Il est Président de la 58^e Session nationale de l'Institut des hautes études de la Défense nationale (IHEDN), Chevalier de la Légion d'honneur et Colonel de l'Armée de l'air au titre de la Réserve citoyenne.

Enfin, il est Vice-Président de la Fondation du rein et Membre du Conseil d'administration de la Fondation Serge Dassault et de la Fondation pour la Recherche sur Alzheimer.

Liens familiaux avec un autre administrateur

Néant

Membre indépendant : oui

Fonctions ou mandats exercés dans Gaumont SA

- **Administrateur** depuis le 6 mai 2010, date de première nomination. Fin de mandat à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2016.



Autres fonctions ou mandats exercés dans le Groupe

- Néant

Autres fonctions ou mandats exercés en dehors du Groupe

- **Directeur général délégué, Vice-Président et Membre du Conseil de surveillance** du Groupe Industriel Marcel Dassault SAS
- **Président et Membre du Conseil d'administration** de OpenTrust SA (ex-Keynectis)
- **Administrateur** de Dassault Médias SA (ex-Socpresse), de Dassault Belgique Aviation SA (Bruxelles) et de Société du Figaro SAS
- **Membre du Conseil de surveillance** de Particulier et Finances Editions SA et de Bluwan SA (depuis janvier 2014)
- **Représentant permanent** de TDH SC aux Conseils d'administration de Halys SAS et d'IF Research SAS (Wallix)

Fonctions ou mandats qui ne sont plus exercés depuis moins de 5 ans

- **Administrateur** de Bluwan SA (fin janvier 2014)
- **Censeur** de Veolia Environnement SA (fin mars 2014)
- **Membre du Conseil de surveillance** de Gaumont SA (fin mai 2010) et de Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux SCA (fin mars 2014)

Antoine Gallimard

Né le 19 avril 1947

De nationalité française

Nombre d'actions détenues dans Gaumont SA au 31 décembre 2014 : 400

Droits de vote au 31 décembre 2014 : 800

Adresse professionnelle

5, rue Sébastien Bottin

75007 Paris

France

Biographie

Antoine Gallimard est à la tête du groupe Madrigall rassemblant les éditions Gallimard et Flammarion ainsi que leurs différentes filiales. Président du Syndicat national de l'édition de 2010 à 2012, il a été très impliqué dans les débats de l'interprofession ; il s'est ainsi engagé pour la défense de la librairie de détail, dont témoigne notamment son rapport sur la création d'un Label pour la Librairie indépendante de référence (LIR). Antoine Gallimard est Officier de la Légion d'honneur et Officier de l'Ordre national du mérite.

Liens familiaux avec un autre administrateur

Néant

Membre indépendant : oui

Fonctions ou mandats exercés dans Gaumont SA

- **Administrateur** depuis le 6 mai 2010, date de première nomination. Fin de mandat à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2016.
- **Membre du Comité des nominations et des rémunérations**

Autres fonctions ou mandats exercés dans le Groupe

- Néant

Autres fonctions ou mandats exercés en dehors du Groupe

- **Administrateur, Président et Directeur général** de Madrigall SA et des Editions Gallimard SA
- **Administrateur** de Groupe Eyrolles SA et de Flammarion SA
- **Administrateur et Président** de RCS Livres SAS
- **Représentant permanent** des Editions Gallimard SA au Conseil d'administration de POL Editeur SA et de Madrigall SA au Conseil d'administration des Editions de la Table Ronde SA et de Mercure de France SA
- **Membre du Conseil de surveillance** de Electre SA et Sodefis SAS

Fonctions ou mandats qui ne sont plus exercés depuis moins de 5 ans

- **Administrateur** du Scérén et de la BNF, établissements publics (fin 2014)
- **Président** de Gallimard Jeunesse SAS (fin mars 2009) et de Eden Livres SAS (fin 2011)
- **Membre du Conseil de surveillance** de Gaumont SA (fin mai 2010)



GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Informations concernant les mandataires sociaux

Michel Seydoux

Né le 11 septembre 1947

De nationalité française

Nombre d'actions détenues dans Gaumont SA au 31 décembre 2014 : 580

Droits de vote au 31 décembre 2014 : 1 160

Adresse professionnelle

19, rue de la Trémoille

75008 Paris

France

Biographie

Michel Seydoux a démarré sa carrière comme assistant du Président de l'Organisation centrale des camps et activités de jeunesse (OCCAJ) de 1968 à 1970. En 1971, il fonde la société Caméra One dont il est le Gérant. Ancien Président d'Air Littoral Holding, il est actuellement Président du club de football Losc Lille et Membre du Conseil de direction de Pathé. Il a produit ou coproduit de nombreux films notamment : *F comme Fairbanks* de Maurice Dugowson (1976), *Don Giovanni* de Joseph Losey (1979), *Hôtel de France* de Patrice Chéreau (1987), *Cyrano de Bergerac* de Jean-Paul Rappeneau (1990), *Urga* de Nikita Mikhalkov (1991), *Prospero's book* de Peter Greenaway (1991), *Toxic affair* de Philomène Esposito (1993), *Smoking et No smoking* d'Alain Resnais (1993), *Anna et Soleil trompeur* de Nikita Mikhalkov (1994), *On connaît la chanson* d'Alain Resnais (1997), *Le barbier de Sibérie* de Nikita Mikhalkov (1999), *René* d'Alain Cavalier (2002), *Le filmeur* d'Alain Cavalier (2005), *Les ambitieux* de Catherine Corsini (2006), *Partir* de Catherine Corsini (2008), *Irène* d'Alain Cavalier (2008), *Pater* d'Alain Cavalier (2011), *La danza de la realidad* d'Alejandro Jodorowsky (2013), *Le Paradis* d'Alain Cavalier (2014).

Liens familiaux avec un autre administrateur

Frère de Nicolas Seydoux, Président du Conseil d'administration, oncle de Sidonie Dumas, Vice-Présidente du Conseil d'administration et Directrice générale, oncle de Pénélope Seydoux, Administratrice et beau-frère de Marie Seydoux, Vice-Présidente du Conseil d'administration.

Membre indépendant : non

Fonctions ou mandats exercés dans Gaumont SA

- **Administrateur** depuis le 6 mai 2010, date de première nomination. Fin de mandat à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2016.
- **Membre du Comité des nominations et des rémunérations**

Autres fonctions ou mandats exercés dans le Groupe

- Néant

Autres fonctions ou mandats exercés en dehors du Groupe

- **Président** de MSI SAS, de Citadelle Invest SAS et de Les Cabrettes SAS
- **Président du Conseil d'administration** de LOSC Lille SA et de Socle SA
- **Administrateur** du Groupement de Luchin GIE et de Financière Bon SA
- **Membre du Conseil de direction** de Pathé SAS
- **Membre du Comité de direction** de Gaya Rive Gauche SAS
- **Membre du Conseil de surveillance** de Grand Lille TV SAS
- **Gérant** de Camera One SARL, de JSI SC, de la SCI du Domaine de Luchin SC et de F.M.S. SNC
- **Représentant** de MSI SAS, Administrateur de Airport Communication SA et Associé gérant de MSEB et Cie SNC
- **Associé gérant** de Liberté 25 Citadelle SC

Fonctions ou mandats qui ne sont plus exercés depuis moins de 5 ans

- **Fondé de pouvoir** de la Société navale industrielle et de plaisance SAS (fin décembre 2013)
- **Membre du Conseil de surveillance** de Gaumont SA (fin mai 2010) et de Foot Production SA (avril 2011 à décembre 2012)
- **Président** de Les Cabrettes SAS (fin novembre 2011 suite fusion-absorption par Société nouvelle Les Cabrettes devenue Les Cabrettes SAS)
- **Gérant** du Groupement forestier Les Cabrettes (fin juin 2011), de la Société nouvelle Les Cabrettes SC (juin 2011 à novembre 2011) et de SEBI SC (fin mars 2011)
- **Membre du Comité de direction** de Lepapivore SAS (fin février 2011)



Pénélope Seydoux

Née le 25 mai 1966

De nationalité française

Nombre d'actions détenues dans Gaumont SA au 31 décembre 2014 : 530

Droits de vote au 31 décembre 2014 : 915

Adresse professionnelle

Chemin de Haute Brise 1A

1012 Lausanne

Suisse

Liens familiaux avec un autre administrateur

Fille de Nicolas Seydoux, Président du Conseil d'administration, et de Marie Seydoux, Vice-Présidente du Conseil d'administration, sœur de Sidonie Dumas, Vice-Présidente du Conseil d'administration et Directrice générale et nièce de Michel Seydoux, Administrateur.

Membre indépendant : non

Fonctions ou mandats exercés dans Gaumont SA

- **Administrateur** depuis le 6 mai 2010, date de première nomination. Fin de mandat à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2016.

• Membre du Comité d'audit

Autres fonctions ou mandats exercés dans le Groupe

- Néant

Autres fonctions ou mandats exercés en dehors du Groupe

- **Gérante** de La Fermière SARL (Suisse)

Fonctions ou mandats qui ne sont plus exercés depuis moins de 5 ans

- **Administrateur** de UMA Food and Beverages SA (Suisse) (fin 2014)
- **Membre du Conseil de surveillance** de Gaumont SA (fin mai 2010)
- **Présidente** de Léman Hélicoptères (Suisse) (fin 2009)

Bertrand Siguier

Né le 10 juin 1941

De nationalité française

Nombre d'actions détenues dans Gaumont SA au 31 décembre 2014 : 545

Droits de vote au 31 décembre 2014 : 895

Adresse professionnelle

191, rue de l'Université

75007 Paris

France

Biographie

Diplômé de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris et licencié en droit, Bertrand Siguier débute sa carrière en tant qu'Analyste financier à la banque Neufilze, Schlumberger, Mallet (NSM) de 1967 à 1969. Il rejoint Publicis-Conseil en 1970 en qualité de Chef de publicité, Chef de groupe (1971-1972), puis Directeur de groupe (1973-1974). De 1975 à 1979, il est Directeur adjoint et Coordinateur international du groupe Publicis-Intermarco-Farner. De 1980 à 1982, il occupe les responsabilités de Directeur général de l'agence McCormick Publicis à Londres. De 1982 à 1988, il est Directeur de Publicis-Conseil. De 1988 à 2008, il est Vice-Président de Publicis FCB Communication devenue Publicis Communication. De 1999 à 2008, il est membre du Directoire de Publicis Groupe. A partir de 2008, il est Gérant de Bertrand Siguier et Associés.

Liens familiaux avec un autre administrateur

Néant

Membre indépendant : oui

Fonctions ou mandats exercés dans Gaumont SA

- **Administrateur** depuis le 6 mai 2010, date de première nomination. Fin de mandat à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2016.

• Membre du Comité d'audit

Autres fonctions ou mandats exercés dans le Groupe

- Néant

Autres fonctions ou mandats exercés en dehors du Groupe

- **Gérant** de Bertrand Siguier et Associés SARL
- **Administrateur** de Hanmer MSL Communications (Inde), de Publicis Yorum (Turquie), de Saatchi & Saatchi Fallon Tokyo k.k. (Japon), de Beacon Communications k.k. (Japon) et de Saatchi & Saatchi (Corée)

Fonctions ou mandats qui ne sont plus exercés depuis moins de 5 ans

- **Président** de Buzz Advertising Network Group SAS
- **Administrateur** de Capital Advertising (Inde) (fin 2012), HM Editions (fin 2011)
- **Membre du Conseil de surveillance** de Gaumont SA (fin mai 2010)



GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

Informations concernant les mandataires sociaux

Marc Tessier

Né le 21 juillet 1946

De nationalité française

Nombre d'actions détenues dans Gaumont SA au 31 décembre 2014 : 494

Droits de vote au 31 décembre 2014 : 988

Adresse professionnelle

27, rue d'Orléans

92200 Neuilly-sur-Seine

France

Biographie

Ancien élève à l'Ecole nationale d'administration (ENA), Marc Tessier est Inspecteur des finances en 1971, Directeur de séminaire à l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris de 1972 à 1974, puis Chargé de mission à la Direction des relations économiques extérieures (DREE) de 1976 à 1978. Il est Adjoint au Directeur général de l'énergie et des matières premières au Ministère de l'industrie de 1978 à 1979 puis Directeur adjoint de Cabinet d'André Giraud (Ministre de l'industrie) de 1980 à 1981. En 1982, il rejoint l'agence Havas en tant que Directeur financier (1982-1983) puis Directeur général (1983-1987). Il est parallèlement Directeur général de Canal+ de 1984 à 1986. De 1987 à 1989, il est Conseiller du Président de Canal+ et Directeur général de la Société pour l'étude et l'exploitation des télévisions par satellite (SEETS) puis Directeur général de Canal+ International de 1989 à 1993 et Directeur général et Chargé du développement de Canal+ de 1993 à 1995. Il exerce les fonctions de Directeur général du Centre national de la cinématographie (CNC) de 1995 à 1999. Marc Tessier est Président de l'Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe (IDATE) de 1998 à 2000. De 1999 à 2005, il est Président de France Télévisions puis du groupe France Télévisions. A compter de janvier 2006, il entre dans le groupe Netgem où il est successivement Directeur général de Netgem Média Services, Directeur général de Glowria et Président de Video Futur. Il est actuellement Président du Forum des Images. Depuis juillet 2011, il est Conseiller du Président de Video Futur.

Liens familiaux avec un autre administrateur

Néant

Membre indépendant : oui

Fonctions ou mandats exercés dans Gaumont SA

- **Administrateur** depuis le 6 mai 2010, date de première nomination. Fin de mandat à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2016.

- **Président du Comité d'audit**

Autres fonctions ou mandats exercés dans le Groupe

- Néant

Autres fonctions ou mandats exercés en dehors du Groupe

- **Administrateur** de Netgem SA, Ediradio SAS (RTL), la Fondation de France
- **Membre du Conseil de surveillance** de Société éditrice du Monde SA
- **Censeur** au Conseil d'administration de G7 Entreprises SA
- **Président** de l'association Forum des Images
- **Gérant majoritaire** de NJEE Productions SARL (depuis janvier 2015)

Fonctions ou mandats qui ne sont plus exercés depuis moins de 5 ans

- **Vice-Président** d'Ensemble TV SAS (société éditrice de la chaîne locale IDF1)
- **Représentant permanent** de J2H au Conseil d'administration de Netgem SA (fin 2012) et de Netgem SA au Conseil d'administration de Mediatrix SA (Belgique)
- **Président** de Video Futur Entertainment Group SA (fin juillet 2011), d'Ensemble TV SAS et de l'association Idate (fin 2014)
- **Membre du Conseil de surveillance** de Gaumont SA (fin mai 2010)
- **Administrateur** de Editis, d'Alternative Media Initiative (Canada) et de Video Futur Entertainment Group SA (suite fusion dans Netgem SA fin 2013) et de l'association Idate (fin 2014)
- **Directeur général** de Netgem Media Services SA



Jean Todt

Né le 25 février 1946

De nationalité française

Nombre d'actions détenues dans Gaumont SA au 31 décembre 2014 : 500

Droits de vote au 31 décembre 2014 : 1 000

Adresse professionnelle

2, rue des Granges

1204 Genève

Suisse

Biographie

Jean Todt a débuté sa carrière comme coéquipier de Rallyes de 1966 à 1981. En 1982, il devient Directeur de la compétition d'Automobiles Peugeot où il crée Peugeot Talbot Sport. Il est Directeur des activités sportives PSA Peugeot-Citroën à partir de 1990. En 1993, il rejoint Ferrari (société du groupe Fiat) en tant que Directeur de la gestion sportive Ferrari et Maserati. Nommé Administrateur en 2001, il devient Directeur général en 2004, puis Administrateur délégué en 2006 avant de cesser toute fonction chez Ferrari en mars 2009. Elu en octobre 2009, il est Président de la FIA (Fédération internationale de l'automobile).

Liens familiaux avec un autre administrateur

Néant

Membre indépendant : oui

Fonctions ou mandats exercés dans Gaumont SA

- **Administrateur** depuis le 6 mai 2010, date de première nomination. Fin de mandat à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2016.

Autres fonctions ou mandats exercés dans le Groupe

- Néant

Autres fonctions ou mandats exercés en dehors du Groupe

- **Président** de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) et de eSafety Aware (FIA)
- **Président du Conseil d'administration** de la SUU Foundation
- **Vice-Président** de la Fondation ICM, Institut du cerveau et de la moelle épinière
- **Membre du Conseil d'administration** du Groupe Lucien Barrière SAS, d'Edmond de Rothschild SA et de la Société des Amis du Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris
- **Membre du Conseil des Trustees** de FIA Foundation for the Automobile and Society
- **Membre du Conseil consultatif** de Sotheby's International

Fonctions ou mandats qui ne sont plus exercés depuis moins de 5 ans

- **Membre du Conseil consultatif** de Hangar Bicocca (Italie) (fin 2014)
- **Membre du Conseil de surveillance** de Gaumont SA (fin mai 2010)
- **Administrateur** de Ferrari SpA (Italie) (fin mars 2009)
- **Président du Conseil d'administration** de Ferrari Asia Pacific (Shanghai) (fin mars 2009) et de Ferrari West Europe (fin avril 2009)



Engagements pris par le Groupe au bénéfice des dirigeants mandataires sociaux

Tableau N° 11 de la recommandation AMF N° 2014-14

	Fonction	Début de mandat		Régime de retraite supplémentaire	Indemnités ou avantages dus à raison de la cessation de fonctions	Indemnités relatives à une clause de non-concurrence
		Fin de mandat	Contrat de travail			
Nicolas Seydoux	Président du Conseil d'administration	06.05.10				
		AG 2017	non	non	non	non
Sidonie Dumas	Directrice générale	06.05.10				
		indéterminé	non	non	non	non

Au 31 décembre 2014, les dirigeants mandataires sociaux ne bénéficient d'aucun régime de retraite supplémentaire ni d'aucune couverture particulière au titre de la cessation de leurs fonctions.

Rémunérations et avantages de toute nature versés aux dirigeants mandataires sociaux

Tableaux N° 1 et 2 de la recommandation AMF N° 2014-14

Les dirigeants mandataires sociaux, au sens de l'article L. 225-185 du Code de commerce comprennent le Président du Conseil d'administration, le Directeur général, les Directeurs généraux délégués, les membres du Directoire ou le(s) Gérant(s) d'une société par actions.

(en euros)	Fonction	Rémunération ⁽¹⁾	2014		2013	
			Montants versés ⁽²⁾	Montants comptabilisés	Montants versés ⁽²⁾	Montants comptabilisés
Nicolas Seydoux	Président du Conseil d'administration	Rémunération fixe	450 000	450 000	450 000	450 000
		Rémunération variable ⁽³⁾	629 088	399 523	901 485	629 088
		Jetons de présence	40 256	40 417	40 811	40 256
		TOTAL	1 119 344	889 940	1 392 296	1 119 344
Sidonie Dumas	Directrice générale	Rémunération fixe	450 031	450 031	350 000	350 000
		Prime exceptionnelle ⁽⁴⁾	50 000	50 000	149 258	149 258
		Rémunération variable ⁽³⁾	314 544	399 523	450 742	314 544
		Attribution de stock-options	-	-	-	-
	Administratrice, Vice-Présidente	Jetons de présence	30 256	30 417	30 811	30 256
TOTAL		844 831	929 971	980 811	844 058	

(1) Avant prélèvements sociaux et fiscaux.

(2) Montant versés = tous les montants versés par Gaumont au cours de l'exercice, étant précisé que la rémunération variable et les jetons de présence alloués au titre d'un exercice sont effectivement versés au cours de l'exercice suivant.

(3) En 2014, la base de calcul de la rémunération variable est constituée du résultat net consolidé part du Groupe, après impôt. En 2013, la base de calcul de la rémunération variable est constituée du résultat net consolidé part du Groupe, avant impôt.

(4) Le 29 avril 2014, le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, a décidé de modifier la rémunération de Mme Sidonie Dumas pour ses fonctions de Directrice générale au titre de l'exercice 2014.

Le 29 avril 2014, sur recommandation du Comité des rémunérations, le Conseil d'administration a modifié les modalités de détermination de la part variable de la rémunération allouée au Président du Conseil d'administration et à la Directrice générale ainsi que le pourcentage de rémunération variable revenant au Président du Conseil d'administration. A compter de 2014, la rémunération variable des dirigeants est assise sur le résultat consolidé part du Groupe après impôts, hors éléments exceptionnels. La partie variable de la rémunération afférente à un exercice est versée au cours de l'exercice suivant.



Jetons de présence et autres rémunérations versés aux mandataires sociaux non dirigeants

Tableau N° 3 de la recommandation AMF N° 2014-14

(en euros)	Fonction	Type de rémunération	2014		2013	
			Montant versés ⁽¹⁾	Montants comptabilisés	Montant versés ⁽¹⁾	Montants comptabilisés
Marie Seydoux	Administratrice, Vice-Présidente	Jetons de présence	130 256	130 417	128 108	130 256
Thierry Dassault	Administrateur	Jetons de présence	27 692	28 333	28 108	27 692
Antoine Gallimard	Administrateur	Jetons de présence	40 256	40 417	40 811	40 256
Michel Seydoux	Administrateur	Jetons de présence	40 256	40 417	40 811	40 256
Pénélope Seydoux	Administratrice	Jetons de présence	40 256	38 333	38 108	40 256
Bertrand Siguier	Administrateur	Jetons de présence	40 256	40 417	40 811	40 256
Marc Tessier	Administrateur	Jetons de présence	40 256	40 417	40 811	40 256
Jean Todt	Administrateur	Jetons de présence	30 256	30 417	30 811	30 256

(1) Les jetons de présence sont alloués par le Conseil d'administration suivant l'Assemblée générale d'approbation des comptes, provisionnés sur l'exercice et versés l'année suivante.

Le montant total des jetons de présence attribués en 2014 par la société Gaumont SA à ses administrateurs dirigeants et non-dirigeants s'élève à € 460 000.

Les modalités d'allocation des jetons de présence sont décrites au sein du Rapport du Président du Conseil d'administration.

Aucune rémunération et aucun jeton de présence n'ont été versés aux mandataires sociaux par les sociétés contrôlées ou contrôlantes au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce.

Attribution et levée d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice des dirigeants mandataires sociaux

Tableaux N° 4 et 5 de la recommandation AMF N° 2014-14

Au cours de l'exercice 2014, aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été attribuée aux dirigeants mandataires sociaux par Gaumont SA ou ses filiales.

Aucune levée d'option n'a été réalisée sur la période par un dirigeant mandataire social.

Les tableaux N° 8 et 9 de la recommandation AMF N° 2014-14, relatifs aux caractéristiques des plans d'options et aux dix principaux bénéficiaires de ceux-ci sont présentés plus loin, à la section relatant l'évolution du capital de Gaumont SA.

Programmes d'attribution d'actions gratuites et d'actions de performance

Tableaux N° 6, 7 et 10 de la recommandation AMF N° 2014-14

Le Groupe ne procède à aucune attribution d'actions gratuites ou d'actions de performance au bénéfice de ses mandataires sociaux.



Compléments d'informations relatifs aux dirigeants et aux mandataires sociaux

Conventions réglementées et autres contrats conclus entre Gaumont et ses dirigeants et mandataires sociaux

Les conventions ou engagements au sens de l'article L. 225-38 et L. 225-39 du Code de commerce conclus par le Groupe sont décrits dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés présenté à la page 180 de ce Document de référence.

Le Groupe n'exploite aucun actif appartenant directement ou indirectement à un mandataire social ou à un membre de sa famille et n'a conclu aucun contrat de services avec ces mêmes personnes.

Absence de condamnation pour fraude, d'association à une faillite ou d'incrimination et/ou sanction publique

A la connaissance de Gaumont et à la date de ce Document de référence :

- aucune condamnation pour fraude n'a été prononcée au cours des cinq dernières années à l'encontre de l'un des membres du Conseil d'administration ;
- aucun des membres du Conseil d'administration n'a été associé au cours des cinq dernières années à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation en tant que membre d'un organe d'administration, de direction, ou de surveillance ;
- aucune incrimination et/ou sanction publique n'a été prononcée à l'encontre de l'un des membres du Conseil d'administration par des autorités statutaires ou réglementaires ;
- aucun membre du Conseil d'administration n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années.

Conflit d'intérêt

Il n'existe aucun conflit d'intérêt potentiel entre les devoirs à l'égard de l'émetteur de l'un quelconque des membres du Conseil d'administration et leurs intérêts privés et/ou autres devoirs.

Initiés

Les membres du Conseil d'administration sont tenus de procéder à la déclaration des transactions effectuées sur les titres de Gaumont et s'interdisent d'intervenir, à titre personnel, sur les titres pendant les périodes suivantes :

- période de trente jours précédant la publication des comptes sociaux et consolidés semestriels ou annuels ;
- période comprise entre la date à laquelle Gaumont a connaissance d'une information qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une influence significative sur le cours des titres et la date à laquelle cette information est rendue publique.

Cette procédure a été étendue aux collaborateurs en position d'initiés permanents.



Rapport du Président du Conseil d'administration sur la gouvernance et le contrôle interne

En application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, il vous est rendu compte ci-après de la composition du Conseil d'administration et de l'application du principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes en son sein, des limitations apportées aux pouvoirs du Directeur général, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration ainsi que des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société.

Le présent rapport a été élaboré avec l'appui de la Direction financière et de la Direction juridique de Gaumont et en application :

- du guide de mise en œuvre du cadre de référence pour les valeurs moyennes et petites élaboré par l'AMF (Autorité des marchés financiers) et publié le 9 janvier 2008, puis revu et mis à jour par l'AMF le 22 juillet 2010 ;
- du Code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites de décembre 2009 publié par MiddleNext ;
- de la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle ;
- du guide de mise en œuvre du Code MiddleNext élaboré par MiddleNext et publié en avril 2013 ;
- de la recommandation de l'AMF n° 2013-17 du 4 novembre 2013 concernant le rapport des présidents sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques ;
- de la recommandation de l'AMF n° 2013-20 du 18 novembre 2013 sur le gouvernement d'entreprise et la rémunération des dirigeants des valeurs moyennes et petites ;
- du guide d'élaboration des documents de référence adapté aux valeurs moyennes prévu par la position-recommandation de l'AMF n° 2014-14 du 2 décembre 2014, qui se substitue à celui prévu par la position-recommandation de l'AMF n° 2008-12 du 9 janvier 2008.

Conformément aux dispositions législatives applicables, le présent rapport a été approuvé par le Conseil d'administration dans sa séance du 5 mars 2015.

Gouvernement d'entreprise

Code de gouvernement d'entreprise

Gaumont se réfère au Code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites de décembre 2009 publié par MiddleNext. Le code de référence peut être consulté sur le site internet de MiddleNext (www.middlenext.com). Il est fait référence, à chaque rubrique, aux recommandations du Code MiddleNext concernées.

Le code de référence contient des points de vigilance qui rappellent les questions que le Conseil d'administration doit se poser pour le bon fonctionnement de la gouvernance. Le Conseil d'administration a pris connaissance de ces points de vigilance dans sa séance du 6 mai 2010.

Séparation des fonctions de Président et de Directeur général

Depuis le 6 mai 2010, les fonctions du Président du Conseil d'administration et celles de la Directrice générale sont dissociées.

La Direction générale est assumée par Madame Sidonie Dumas, nommée Directrice générale pour une durée indéterminée par le Conseil d'administration du 6 mai 2010.

La Directrice générale est révocable à tout moment par le Conseil d'administration. Conformément à l'article 14 des statuts, la Directrice générale assume sous sa responsabilité la direction générale de la société, avec les pouvoirs les plus étendus sous réserve de ceux expressément attribués par la loi au Conseil d'administration et aux assemblées d'actionnaires.

Conformément à la loi, les cautions, avals et garanties doivent être soumis à l'autorisation expresse du Conseil d'administration.

En outre, à titre de mesure d'ordre interne inopposable aux tiers, sont soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'administration les opérations définies ci-après :

- tout emprunt d'un montant supérieur à € 10 millions ;
- tout investissement dans la production de films d'un montant supérieur à € 10 millions par opération ;
- tout autre investissement, notamment toute acquisition d'un bien ou droit immobilier, d'un montant supérieur à € 1 million par opération ;
- toute prise de participation ou augmentation de participation d'un montant excédant € 1 million dans toute société ou groupement constitué ou à constituer, ou quel que soit son montant si cette prise de participation porte sur une société ou un groupement dans lequel Gaumont aurait une responsabilité illimitée et/ou solidaire ;
- les cessions de droits corporels sur les films, d'un montant supérieur à € 1 million par opération.



Composition du Conseil

Selon les recommandations du Code MiddleNext n° R7, R8, R9 et R10

Il est rappelé que Gaumont est une société dont la majorité du capital est détenue depuis 1975, à travers la société Ciné Par, par Monsieur Nicolas Seydoux et sa famille.

Le Conseil d'administration de Gaumont est présidé par Monsieur Nicolas Seydoux. Il est composé de dix administrateurs : Monsieur Thierry Dassault, Madame Sidonie Dumas, Monsieur Antoine Gallimard, Madame Marie Seydoux, Monsieur Michel Seydoux, Monsieur Nicolas Seydoux, Madame Pénélope Seydoux, Monsieur Bertrand Siguier, Monsieur Marc Tessier et Monsieur Jean Todt.

Tous les administrateurs sont de nationalité française.

Le Conseil d'administration compte trois femmes et sept hommes en son sein, soit une proportion de 30 % de femmes.

Gaumont est sensibilisée à la question de la diversification de la composition du Conseil. Le Conseil d'administration de Gaumont atteindra dans sa composition la proportion de 40 % des administrateurs de chaque sexe requise par la loi au plus tard lors de la première Assemblée générale ordinaire qui suivra le 1^{er} janvier 2017.

Administrateurs indépendants

Le Conseil d'administration dans sa séance du 10 mars 2014 a décidé de retenir les critères précisés par le Code MiddleNext afin de déterminer l'indépendance de ses membres et a modifié corrélativement son Règlement intérieur.

Pour mémoire, le Code MiddleNext fixe quatre critères permettant de justifier l'indépendance des membres du conseil qui se caractérise par l'absence de relation financière, contractuelle ou familiale significative susceptible d'altérer l'indépendance du jugement :

- ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la société ou d'une société de son groupe et de ne pas l'avoir été au cours des trois dernières années ;
- ne pas être client, fournisseur ou banquier significatif de la société ou de son groupe ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité ;
- ne pas être actionnaire de référence de la société ;
- ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence ;
- ne pas avoir été auditeur de l'entreprise au cours des trois dernières années.

Cinq administrateurs dont la situation a été examinée par le Conseil d'administration du 5 mars 2015 répondent à ces critères : Monsieur Thierry Dassault, Monsieur Antoine Gallimard, Monsieur Bertrand Siguier, Monsieur Marc Tessier et Monsieur Jean Todt.

Quatre administrateurs, Madame Sidonie Dumas, Madame Marie Seydoux, Madame Pénélope Seydoux et Monsieur Michel Seydoux ont des liens familiaux avec Monsieur Nicolas Seydoux, Président du Conseil d'administration.

Administrateurs

Indépendance

Thierry Dassault	Oui
Sidonie Dumas	Non
Antoine Gallimard	Oui
Marie Seydoux	Non
Michel Seydoux	Non
Nicolas Seydoux	Non
Pénélope Seydoux	Non
Bertrand Siguier	Oui
Marc Tessier	Oui
Jean Todt	Oui

Il est précisé que les administrateurs dirigeants n'exercent pas plus de trois autres mandats d'administrateur dans des sociétés cotées, y compris étrangères, extérieures à Gaumont et à son groupe.

Déontologie des administrateurs

Les règles de déontologie dont celles sur la gestion des conflits d'intérêt, auxquelles sont soumis les administrateurs sont détaillées dans l'article 4 du Règlement intérieur du Conseil d'administration qui peut être consulté sur le site internet de Gaumont (www.gaumont.fr).

Choix des administrateurs

Chaque administrateur a été nommé aux termes d'une résolution distincte proposée à l'Assemblée générale qui a permis aux actionnaires de se prononcer librement sur la composition du Conseil d'administration de la société.

La liste des mandats et fonctions exercés par les administrateurs à la date d'établissement du présent rapport ainsi qu'un résumé du parcours professionnel de chacun des administrateurs et de ses compétences particulières figurent pages 154 à 161 de ce Document de référence.

Durée des mandats des administrateurs

Les mandats des dix administrateurs ont été renouvelés pour trois ans par l'Assemblée générale du 29 avril 2014, soit jusqu'à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil

Selon les recommandations du Code MiddleNext n° R6, R11, R13 et R15

Fonctionnement du Conseil

Le Conseil d'administration assume les missions et exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et les statuts. En particulier, le Conseil :

- détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent ;
- procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le Président ou le Directeur général est tenu de communiquer à chaque administrateur toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission ;
- donne son autorisation préalable aux opérations visées à l'article L. 225.38 du Code de commerce ;
- examine chaque année, conformément à l'article L. 225-40-1 du Code de commerce, les conventions conclues et autorisées au cours des exercices antérieurs dont l'exécution a été poursuivie au cours du dernier exercice ;
- élit le Président du Conseil d'administration et nomme le ou les Vice-présidents ;
- désigne et révoque le Directeur général ;
- fixe le mode et le montant de la rémunération du Président du Conseil d'administration et du Directeur général ;
- rend compte chaque année à l'Assemblée générale des actionnaires de ses observations sur les comptes ;
- veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires et aux marchés à travers les comptes ou à l'occasion d'opérations importantes ;
- définit à tout moment les éventuelles limitations de pouvoirs du Directeur général.

D'une manière habituelle, les procès-verbaux des réunions du Conseil sont établis à l'issue de chaque réunion. Après relecture et approbation du procès-verbal relatant les délibérations et décisions de la réunion précédente, le Conseil délibère et statue sur les questions proposées à son ordre du jour. Le Président organise et dirige les débats. Il veille à ce que l'intégralité des points fixés à l'ordre du jour soit examinée par le Conseil.

Les statuts de Gaumont prévoient, conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce, que les administrateurs ont la possibilité de participer aux délibérations du Conseil par des moyens de visioconférence.

Règlement intérieur du Conseil

Le Règlement intérieur qui précise et complète les modalités de fonctionnement du Conseil d'administration prévues par la loi et les statuts a été adopté par le Conseil d'administration du 6 mai 2010 à la suite des modifications statutaires adoptées par l'Assemblée générale du 6 mai 2010.

Le Règlement intérieur dans sa version modifiée et approuvée par le Conseil d'administration du 5 mars 2015 est mis en ligne sur le site internet de Gaumont (www.gaumont.fr).

Réunions du Conseil

Le Conseil d'administration se réunit, sur convocation de son Président, au moins quatre fois par an et aussi souvent que l'intérêt de Gaumont l'exige. L'ordre du jour est arrêté par le Président et joint à la convocation adressée aux administrateurs quinze jours à l'avance.

En 2014, les administrateurs se sont réunis cinq fois, les :

- 10 mars, pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2013, la revue de la marche des affaires et l'examen des critères d'indépendance remplis par les administrateurs ;
- 27 mars, pour la présentation d'un candidat au poste d'administrateur ;
- 29 avril, pour la mise en paiement du dividende et des jetons de présence et le renouvellement des membres du Comité des nominations et des rémunérations et du Comité d'audit ;
- 24 juillet, pour l'arrêté des comptes au 30 juin 2014 et des comptes prévisionnels au 31 décembre 2014 et la revue de la marche des affaires ;
- 3 novembre, pour les prévisions au 31 décembre 2014, le budget 2015, l'approbation et l'autorisation de la signature du crédit bancaire et de l'émission de l'emprunt obligataire et la revue de la marche des affaires.

Sur les dix administrateurs, huit ont assisté à la totalité des réunions.

Les représentants du Comité d'entreprise ont été convoqués et ont assisté aux réunions du Conseil.

Les Commissaires aux comptes ont été convoqués et ont assisté aux réunions du Conseil d'administration ayant arrêté les comptes annuels au 31 décembre 2013 et les comptes semestriels au 30 juin 2014.

En 2014, les documents concernant les comptes annuels 2013 et les comptes prévisionnels 2014 ont été remis aux administrateurs en temps utile.

Evaluation des travaux du Conseil et de ses comités

Le Code MiddleNext recommande qu'une fois par an, le Président du Conseil d'administration invite les membres à s'exprimer sur le fonctionnement du Conseil et sur la préparation de ses travaux.

Le Conseil d'administration du 22 novembre 2012, souhaitant espacer les travaux d'évaluation pour avoir davantage de recul et améliorer ainsi l'efficacité de cette évaluation et ses résultats, a décidé de passer à une évaluation formalisée triennale. La prochaine évaluation aura lieu au cours du second semestre de l'année 2015.



Comités au sein du Conseil

Selon les recommandations du Code MiddleNext n° R12 et R13

Le Conseil d'administration a constitué le 6 mai 2010 deux comités, le Comité d'audit et le Comité des nominations et des rémunérations.

Comité d'audit

Composition

Le Comité d'audit est composé de Monsieur Marc Tessier, Président, assisté de Monsieur Bertrand Siguier et de Madame Pénélope Seydoux. Les trois membres ont été renouvelés dans leurs fonctions lors du Conseil d'administration du 29 avril 2014.

Deux tiers de ses membres, Messieurs Marc Tessier et Bertrand Siguier, sont indépendants.

Les informations relatives à la formation et aux compétences spécifiques des membres de ce comité figurent pages 159 et 160 de ce Document de référence.

Mission

Le Comité d'audit a pour mission de s'assurer que la Direction financière et les Commissaires aux comptes effectuent leurs travaux relatifs aux comptes en toute indépendance, et que ces comptes reflètent fidèlement l'activité de la période, le patrimoine et la situation financière et comptable de Gaumont.

Le Comité d'audit assure, sous la responsabilité des administrateurs, le suivi des questions relatives :

- au processus d'élaboration de l'information financière ;
- à l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- au contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés par les Commissaires aux comptes ;
- à l'indépendance des Commissaires aux comptes.

Le Comité d'audit émet une recommandation sur les Commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'Assemblée générale.

Le Comité d'audit rend compte régulièrement au Conseil d'administration de l'exercice de ses missions et l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée.

Règlement intérieur

Le texte du Règlement intérieur qui précise et complète les modalités de fonctionnement du Comité d'audit a été approuvé par le Conseil d'administration du 6 mai 2010 à la suite des modifications statutaires adoptées par l'Assemblée générale du 6 mai 2010.

Le Règlement intérieur dans sa version modifiée par le Comité d'audit du 28 février 2011 et approuvée par le Conseil d'administration du 1^{er} mars 2011 est mis en ligne sur le site internet de Gaumont (www.gaumont.fr).

Activité

En 2014, le Comité d'audit s'est réuni les :

- 10 mars, pour examiner les comptes au 31 décembre 2013 ;
- 24 juillet, pour examiner les comptes au 30 juin 2014 et les comptes prévisionnels au 31 décembre 2014.

Sur les trois membres, deux étaient présents à chacune des réunions.

Le Directeur général adjoint, le Directeur financier, la Directrice du contrôle de gestion Groupe, la Directrice des comptabilités et de la consolidation et les Commissaires aux comptes ont assisté à toutes les réunions du comité.

Une réunion s'est tenue le 5 mars 2015 pour l'examen des comptes au 31 décembre 2014. Le Comité d'audit n'a pas formulé d'observation.

Comité des nominations et des rémunérations

Composition

Le Comité des nominations et des rémunérations est composé de Monsieur Nicolas Seydoux, Président, assisté de Messieurs Antoine Gallimard et Michel Seydoux. Les trois membres ont été renouvelés dans leurs fonctions lors de la réunion du Conseil d'administration du 29 avril 2014.

Mission

Le Comité des nominations et des rémunérations est chargé de mener les réflexions sur la rémunération du Président et de la Directrice générale et l'opportunité d'attribuer des options de souscription d'actions aux dirigeants.

Le Comité assiste le Conseil d'administration dans l'examen des questions relatives à la composition future des organes de direction de Gaumont, l'autoévaluation du Conseil et la détermination de la rémunération et des avantages des membres desdits organes.

Enfin, le Comité assiste le Conseil d'administration dans le cadre de sa délibération annuelle sur la politique de Gaumont en matière d'égalité professionnelle et salariale.

Règlement intérieur

Le texte du Règlement intérieur a été approuvé par le Conseil d'administration du 6 mai 2010 à la suite des modifications statutaires adoptées par l'Assemblée générale du 6 mai 2010.

Le Règlement intérieur dans sa version modifiée par le Comité des nominations et des rémunérations et approuvée par le Conseil d'administration du 1^{er} mars 2011 est mis en ligne sur le site internet de Gaumont (www.gaumont.fr).

Activité

En 2014, le Comité des nominations et des rémunérations a procédé à l'examen des critères d'indépendance des administrateurs, de la rémunération de la Directrice générale et de l'intéressement du Président, de la Directrice générale et du Directeur général adjoint.



Rémunération des mandataires sociaux

Selon les recommandations du Code MiddleNext n° R1, R2, R3, R4, R5 et R14

Actions de Gaumont détenues par les administrateurs

Chaque administrateur de Gaumont doit détenir statutairement au moins dix actions de Gaumont.

Conformément au Règlement intérieur du Conseil d'administration, chacun des administrateurs, afin de témoigner de l'intérêt qu'il porte à l'activité de Gaumont, doit faire ses meilleurs efforts afin de détenir un minimum de cinq cents actions de la société. Cette disposition ne s'applique pas à l'administrateur et aux membres directs de sa famille, qui détiennent des actions de Gaumont au travers de sociétés qu'ils contrôlent.

À ce jour, les administrateurs détiennent directement 5 240 actions de Gaumont et indirectement 2 729 402 actions de Gaumont, soit 64 % du capital.

Jetons de présence

Le montant des jetons de présence alloués aux administrateurs a été fixé par l'Assemblée générale du 25 avril 2013 à € 460 000 pour l'exercice 2013 et les années suivantes et ce, jusqu'à nouvelle décision de l'assemblée. Le Conseil d'administration du 29 avril 2014 a réparti les jetons de présence dus au titre de l'exercice 2014 de la façon suivante :

- € 200 000 répartis également entre tous les membres ;
- € 100 000 répartis entre les membres au prorata de leur présence effective aux réunions du Conseil ;
- € 60 000 répartis également entre les membres du Comité des nominations et des rémunérations et les membres du Comité d'audit ;
- € 100 000 attribués à Madame Marie Seydoux.

Rémunération du Président du Conseil d'administration et de la Directrice générale

La politique de rémunération et des avantages de toute nature est conforme aux recommandations du Code de référence et les principes de détermination des rémunérations répondent aux critères d'exhaustivité, d'équilibre, de comparaison, de cohérence, de lisibilité, de mesure et de transparence qui y sont mentionnés.

Le 27 juillet 2010, le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, a approuvé les modalités de rémunération du Président et de la Directrice générale.

Ces rémunérations comportent une part fixe et une part variable, définie sur la base d'un pourcentage du résultat consolidé part du Groupe avant impôts et éléments exceptionnels. La partie variable de la rémunération afférente à un exercice est versée au cours de l'exercice suivant.

Le 10 mars 2014, le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des nominations et de rémunérations, a décidé de modifier la rémunération globale de la Directrice générale au titre de l'exercice 2014.

Le 29 avril 2014, le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des nominations et de rémunérations, a décidé de modifier l'intéressement du Président du Conseil d'administration et de la Directrice générale, lequel est calculé sur la base d'un pourcentage du résultat consolidé part du Groupe après impôts, hors éléments exceptionnels à compter de l'exercice 2014.

Madame Sidonie Dumas bénéficie d'options donnant droit à la souscription d'actions, au titre des plans d'options de souscription d'actions institués par la société de février 1996 à février 2005.

Les mandataires sociaux ne bénéficient d'aucune indemnité d'arrivée ou de départ, ni d'aucun régime de retraite complémentaire.

Les rémunérations versées aux mandataires sociaux sont présentées en pages 162 à 163 et 208 à 209 de ce Document de référence.

Cumul contrat de travail et mandat social

Le non-cumul d'un contrat de travail avec un mandat social de Président ou de Directeur général s'applique dans la société depuis 2008.

Participation des actionnaires à l'Assemblée générale et informations prévues par l'article L. 225-100-3 du Code de commerce

Les modalités relatives à la participation des actionnaires à l'Assemblée générale des actionnaires sont précisées aux articles 17 et 18 des statuts, dont la modification sera proposée à l'Assemblée générale du 5 mai 2015 pour être en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur :

- décret n° 2014-1466 du 8 décembre 2014 arrêtant au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la date d'établissement de la liste des actionnaires habilités à participer à l'assemblée générale ;
- loi n° 2014-384 du 29 mars 2014 généralisant le droit de vote double à toutes les actions nominatives inscrites depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

Les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique sont présentés pages 206 à 207 de ce Document de référence.

Organisation des procédures de contrôle interne et de gestion des risques

Objectifs et principes du contrôle interne

L'organisation et les procédures de contrôle interne mises en œuvre chez Gaumont ont pour objectifs d'identifier, de prévenir et de maîtriser les risques auxquels sont confrontés Gaumont et ses filiales.

En particulier, le contrôle interne vise à :

- conforter la Direction dans l'atteinte de ses objectifs stratégiques et opérationnels ;
- assurer la fiabilité, la qualité et la disponibilité des informations financières ;
- protéger les actifs, le capital humain et les marques de Gaumont et de ses filiales ;
- garantir la conformité aux lois et réglementations en vigueur.

Le dispositif de contrôle interne mis en place fournit une assurance raisonnable que ces objectifs pourront être atteints. Comme tout dispositif de contrôle, il ne garantit pas que les risques auxquels Gaumont et



ses filiales peuvent être confrontés, en particulier les risques d'erreurs ou de fraudes dans les domaines comptable et financier, soient totalement éliminés. Il cherche néanmoins à réduire significativement la probabilité de leur survenance et leur impact potentiel.

Les principaux risques liés aux activités de Gaumont et de ses filiales sont présentés en pages 34 à 40 de ce Document de référence.

Le périmètre du contrôle interne

Gaumont SA, société mère du Groupe, définit les orientations du contrôle interne pour l'ensemble de ses filiales en France et à l'étranger.

Ces orientations sont déclinées en procédures au niveau de chaque société et mises en œuvre à l'aide des ressources locales et des services centralisés.

Les directions respectives des sociétés rendent compte régulièrement de leurs opérations à la Direction générale de Gaumont SA. Le suivi financier des sociétés est réalisé au travers de reportings opérationnels et de gestion. Les sociétés nouvellement créées sont intégrées au fur et à mesure de leur croissance et appliquent les mêmes procédures que la société mère.

Dans le cas de sociétés acquises, Gaumont s'efforce de les intégrer au dispositif dans des délais raisonnables, qui peuvent toutefois varier en fonction de la taille de la société.

Les référentiels généraux du contrôle interne

Cadre de référence

Le contrôle interne de Gaumont s'appuie sur les principes et composants du référentiel américain COSO (*Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission*) et sur le Cadre de référence simplifié de l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour les valeurs moyennes et petites publié le 9 janvier 2008 et mis à jour en juillet 2010.

Charte d'éthique

Gaumont veille au respect de certaines règles de conduite et d'éthique.

Ces règles et valeurs composent la Charte d'éthique professionnelle qui précise le code de conduite auquel chaque salarié doit se conformer : règles de déontologie boursière, respect de la confidentialité des données, avantages personnels, etc.

Les salariés doivent confirmer chaque année par écrit leur engagement au respect de ces règles.

La Charte d'éthique a été modifiée en application de la recommandation de l'Autorité des marchés financiers n° 2010-07 du 3 novembre 2010 relative à la prévention des manquements d'initiés imputables aux dirigeants des sociétés cotées.

La Charte d'éthique professionnelle est annexée au Règlement intérieur.

Règlement intérieur

Le Règlement intérieur de Gaumont fixe les mesures d'application de la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité dans l'entreprise, les règles relatives à la discipline, les dispositions relatives aux droits de défense des salariés conformément aux dispositions du Code du travail. Il définit également les règles d'utilisation des outils informatiques, téléphoniques et d'Internet et précise notamment la responsabilité des utilisateurs dans ce domaine, en accord avec la législation. Le Règlement intérieur a fait l'objet d'une mise à jour en 2014.

La gestion des risques

Identification et évaluation des risques

Le dispositif de contrôle interne s'inscrit dans une démarche continue d'identification, d'évaluation et de gestion des risques susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs définis par la Direction générale.

Les facteurs de risque que Gaumont juge pertinents et significatifs sont présentés pages 34 à 40 de ce Document de référence. L'identification des risques propres à chaque processus opérationnel ou financier est menée en collaboration avec les responsables opérationnels et fonctionnels.

La revue des risques est réalisée à l'occasion de changements organisationnels et lors de cycles de révision générale des principaux processus.

La maîtrise des coûts

La structure organisationnelle de Gaumont repose sur une définition de niveaux d'autorité et de responsabilité, et s'appuie sur un système de délégation et d'autorisation des transactions élaboré en adéquation avec les besoins et les contraintes propres à chaque activité.

Les procédures liées aux engagements des dépenses, formalisées dans le manuel des procédures, concernent l'ensemble des secteurs d'activité de Gaumont et de ses filiales, et portent notamment sur :

- les frais de développement, de production et de distribution des œuvres cinématographiques et audiovisuelles ;
- les redevances versées aux ayants droit ;
- les dépenses de fonctionnement général.

L'administration des ventes

Pour l'administration des ventes de l'ensemble des œuvres de Gaumont et de ses filiales, quel que soit leur support d'exploitation et de diffusion, Gaumont a développé des applications permettant la gestion et le contrôle des droits rattachés aux œuvres et acquis auprès des auteurs, et des droits d'exploitation cédés ou disponibles à la vente, par mode de diffusion et par territoire.

Ces applications permettent notamment le contrôle du respect des obligations contractuelles.



Le suivi des opérations

Les différents métiers de Gaumont et de ses filiales font l'objet d'un contrôle financier régulier, incluant l'élaboration de reportings opérationnels et comptables mensuels et/ou trimestriels permettant d'identifier et de maîtriser les impacts financiers de ces activités. Les risques de nature réglementaire ou opérationnelle sont sous le contrôle des structures appropriées ou de la Direction générale lorsque les enjeux le justifient. La mise en place d'une organisation structurée des opérations et des délégations de pouvoirs sont les clés de la gestion des risques.

La gestion du risque informatique

Les risques liés à la sécurité informatique sont couverts par des procédures visant la continuité d'exploitation, la disponibilité et l'intégrité des données, la sécurité physique des applications et la sécurité logique.

Gaumont investit largement dans la maintenance et l'optimisation de ses systèmes d'information et veille à s'inspirer des meilleures pratiques afin d'assurer la sauvegarde et la sécurité de ses données.

Les modifications réalisées sur les outils, quelles qu'en soient la nature et l'importance, font l'objet d'une demande, d'un suivi formalisé et d'une phase de test avant mise en production. Les interventions les plus significatives sont réalisées dans le cadre de projets organisés, impliquant des équipes opérationnelles et techniques et dirigés conjointement par la Direction informatique et les administrateurs fonctionnels.

A cet égard, et compte tenu des vols de données intervenus fin 2014 dans certaines grandes sociétés, Gaumont a décidé de faire établir un audit de ses systèmes d'information. Celui-ci est en cours au moment où ces lignes sont écrites.

L'organisation du contrôle interne de Gaumont

Les acteurs du contrôle interne de Gaumont sont le Conseil d'administration, la Direction générale, les directions opérationnelles et fonctionnelles et plus généralement, l'ensemble des salariés qui jouent un rôle dans la maîtrise des risques associés à leurs domaines de responsabilité.

La surveillance et le pilotage du dispositif de contrôle interne

Le Comité d'audit de Gaumont

Le Comité d'audit est, au sein du Conseil d'administration de Gaumont, le comité en charge de la surveillance du dispositif de contrôle interne.

La Direction financière présente semestriellement au Comité d'audit le bilan des activités de contrôle interne ainsi que le plan d'action prévu pour la période suivante.

Le Comité d'audit émet un avis sur les travaux effectués au titre du contrôle interne et sur le dispositif général mis en œuvre en la matière.

La Direction générale

La Direction générale définit la stratégie globale pour Gaumont et ses filiales et supervise son exécution. Elle s'assure que les actions de contrôle interne mises en œuvre sont en cohérence avec les objectifs stratégiques.

La Direction juridique

La Direction juridique occupe un rôle majeur dans le dispositif de contrôle interne, en particulier pour la maîtrise des risques juridiques et réglementaires.

Elle est en charge de la formalisation, de la négociation et de la rédaction de tous les contrats liés aux activités de Gaumont et de ses filiales, et au suivi des précontentieux et litiges liés à ces contrats en collaboration étroite avec des cabinets d'avocats.

Elle assure une veille juridique de la réglementation applicable aux différents secteurs d'activité.

La Direction juridique assure le suivi des assurances et du droit des sociétés, gère la protection des marques et mène les actions juridiques contre le piratage des œuvres de Gaumont et de ses filiales.

La Direction financière

La Direction financière constitue le point central du dispositif du contrôle interne pour la maîtrise des risques financiers.

La Direction financière est en charge :

- de l'élaboration et du traitement de l'information comptable et financière tant d'un point de vue des comptes consolidés de Gaumont et de l'information réglementée attachée que des comptes statutaires des entités et des obligations fiscales y afférentes ;
- de l'ensemble des opérations de contrôle de gestion et de contrôle budgétaire de chacune des divisions opérationnelles, des filiales, et au niveau consolidé ;
- de la gestion de la trésorerie de Gaumont et de ses principales filiales ;
- de la supervision de la fonction de contrôle interne.

Le département du contrôle interne

Le département du contrôle interne pilote le dispositif opérationnel de contrôle, de manière à l'adapter au mieux aux objectifs fixés par la Direction générale. Il sollicite dans sa mission les différents responsables et est en charge des actions suivantes :

- la surveillance du dispositif de contrôle interne par l'identification, l'analyse et le traitement des risques ;
- la coordination des actions de contrôle ;
- l'évaluation de la qualité du contrôle interne à chacun des niveaux de l'organisation et la mise en œuvre de plans d'action correctifs ;
- le contrôle du respect des procédures comptables et financières ainsi que la tenue et la mise à jour de la documentation relative à ces procédures.

Les procédures comptables et financières et les procédures générales détaillées par principaux métiers applicables pour chacune des natures d'opérations réalisées sont diffusées aux responsables de service et à leurs équipes et sont centralisées auprès du responsable du contrôle interne.



La communication des objectifs stratégiques fixés par la Direction générale

L'objectif général du contrôle interne est de permettre à Gaumont et à ses filiales d'atteindre dans les meilleures conditions possibles leurs objectifs stratégiques.

La qualité du contrôle interne dépend très largement de la diffusion de ces objectifs au sein des structures organisées par pôles d'activité et de leur assimilation par les salariés. La qualité de la communication interne est donc un facteur de succès du dispositif.

Cette communication s'effectue principalement grâce aux réunions hebdomadaires du Comité de direction et aux réunions des différents services opérationnels et fonctionnels.

Le Comité de direction

Le Comité de direction se réunit chaque semaine sous la présidence de la Directrice générale et en présence du Président du Conseil d'administration.

Le Comité de direction regroupe les directeurs opérationnels des différentes activités et les directions juridiques et financières centrales. Cette réunion permet à chaque directeur de présenter les actions spécifiques mises en œuvre dans sa direction et de s'assurer de la cohérence globale de ces actions. Les directeurs opérationnels présentent également lors de ces réunions un bilan de leur activité commerciale.

Chaque directeur met ensuite en œuvre au sein de son département les décisions arrêtées en Comité de direction.

Les réunions fonctionnelles et opérationnelles

Les principales directions opérationnelles et fonctionnelles organisent des réunions périodiques qui ont pour vocation d'examiner des points spécifiques à leur activité. En particulier, des réunions hebdomadaires se tiennent en présence de la Direction générale pour le suivi des activités de distribution et de vente en France et à l'international d'une part, et des activités de développement et de production cinématographique et audiovisuelle d'autre part.

Ces réunions permettent notamment d'organiser les processus de contrôle de l'activité et de garantir la bonne communication entre les différents services.

Les structures fonctionnelles, relais du contrôle interne

Les services juridiques

Les équipes juridiques sont composées de juristes spécialisés, répartis au sein de chaque direction opérationnelle. Cette organisation permet à Gaumont d'optimiser la prise en compte et la gestion des risques contractuels propres à chaque activité. Les contrats sont préparés par chaque juriste en collaboration avec les responsables opérationnels puis revus de manière centralisée par la Directrice juridique.

Au sein de la Direction juridique, la Direction administrative du catalogue assure le suivi des contrats d'auteurs et veille à ce que l'ensemble du catalogue de Gaumont et de ses filiales puisse être commercialisé par les différents services commerciaux.

Les services financiers

La Direction financière est organisée en pôles spécialisés permettant d'assurer la séparation des fonctions de production financière, de contrôle financier et de gestion de la trésorerie.

Un pôle comptable est chargé de la production de l'information financière de chaque entité juridique et de l'ensemble consolidé. Les équipes rattachées à la Direction comptable disposent d'outils informatiques garantissant la sécurité des données, l'automatisation et le contrôle des flux financiers. Ces outils permettent en outre la mise en œuvre d'habilitations individualisées reflétant les fonctions et responsabilités spécifiques par métier, et pour chaque utilisateur.

Une équipe spécialisée est dédiée à l'établissement et au suivi des comptes d'exploitation des œuvres, en application des contrats de coproduction et d'exploitation. Cette spécialisation permet d'assurer la fiabilité et la qualité de ces données financières particulièrement sensibles dans le secteur du cinéma et de l'audiovisuel. Le service des redevances dispose d'un outil développé en interne et interfacé au progiciel comptable permettant d'automatiser une grande partie des décomptes produits.

Un pôle de contrôle de gestion opérationnel est chargé de l'élaboration budgétaire, du contrôle des coûts engagés par les diverses activités et du suivi de la réalisation des objectifs commerciaux des différents services. Afin d'assurer une proximité avec les services opérationnels, les contrôleurs de gestion sont spécialisés par branche d'activité, affectés aux différents départements commerciaux, et reportent mensuellement au contrôle de gestion central. Ils supervisent par ailleurs l'administration des ventes et la comptabilité clients de chacune de leurs divisions et sont responsables de la gestion du risque client.

Le contrôle de gestion central élabore des reportings trimestriels consolidés ainsi que des tableaux de bord détaillés par activité et par œuvre pour les besoins de la Direction générale. Ces documents font l'objet de présentations semestrielles au Comité d'audit et au Conseil d'administration dans le cadre du suivi des affaires.

Un pôle de contrôle de production est chargé du suivi des coûts des productions en cours et du contrôle des risques financiers associés. Les équipes jouent un rôle essentiel dans la maîtrise des coûts de production en effectuant un suivi budgétaire mensuel des productions en étroite collaboration avec l'administration des productions externalisées.

Un pôle de trésorerie veille à ce que Gaumont et ses filiales disposent en permanence de sources de financement pérennes et suffisantes pour assurer la continuité de leur exploitation. Un suivi quotidien de la situation de trésorerie est réalisé et des tableaux de bord de trésorerie prévisionnelle sont établis et révisés périodiquement. Pour le financement des activités de production, les besoins de trésorerie et les modalités de financement sont étudiés au cas par cas avec la Direction des productions et la Direction générale. Les opérations de financements à court et long terme font l'objet d'accord préalable de la Direction générale ou du Conseil d'administration, selon l'importance des engagements.

Les risques de taux d'intérêt et de change des devises, qui ont un impact important sur les opérations de Gaumont, sont anticipés au mieux en ayant recours éventuellement à des couvertures de taux et de change.

La gestion du risque de détournement de fonds est organisée autour d'un système de double signature.



Procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information financière et comptable

L'élaboration de l'information financière et comptable est assurée par la Direction financière.

Les systèmes d'information financiers

En matière de production de l'information financière, Gaumont mène une politique d'automatisation et d'industrialisation des échanges entre les différents systèmes opérationnels et financiers. Il recourt à des progiciels comptables du marché, paramétrables et évolutifs. La lisibilité des flux par secteur d'activité est assurée par une architecture analytique définie au niveau du progiciel comptable et déclinée dans les différents progiciels métiers. Ces outils financiers font l'objet d'améliorations fonctionnelles et/ou technologiques en fonction des évolutions des différents métiers et ceci, par la livraison de versions successives mises en place lors de projets structurés et planifiés.

La sécurité et l'intégrité des systèmes d'information financiers et comptables sont organisées autour de deux administrateurs, l'un technique, rattaché à la Direction des systèmes d'information et l'autre fonctionnel, rattaché à la Direction financière. Ils veillent à l'adéquation des habilitations utilisateurs dans le respect des principes de séparation des fonctions et organisent les évolutions de paramétrage et les tests fonctionnels, en étroite relation avec les utilisateurs et les éditeurs. Ce binôme technico-fonctionnel est également en charge du contrôle quotidien des flux interfacés entre les différents systèmes d'information et des actions correctives éventuelles.

Les procédures de pilotage de l'information financière

Plan annuel

L'organisation de la planification est assurée par la Direction financière qui en définit les principes et le calendrier.

Chaque année, au second semestre, les responsables opérationnels et fonctionnels présentent à la Direction générale et à la Direction financière leur stratégie, leurs objectifs et le budget détaillé nécessaire à leur réalisation pour l'année à venir. Après approbation par la Direction générale, une synthèse consolidée, élaborée par la Direction du contrôle de gestion central est présentée au Conseil d'administration. Les budgets approuvés servent de référence aux engagements de dépenses pour l'exercice à venir.

Pour les investissements opérationnels, la Direction générale fixe chaque année une enveloppe pour l'année à venir et s'assure que les dépenses n'excèdent pas le montant prédéterminé.

Actualisation

Au fur et à mesure des sorties des films en salles, le contrôle de gestion organise une actualisation des prévisions de l'activité. Ce processus permet d'anticiper toute variation significative de l'activité qui pourrait avoir un impact sur le résultat consolidé. Une réactualisation de l'ensemble des budgets est effectuée au moins une fois par an sur la base des comptes du troisième trimestre.

Les procédures de production et de consolidation des comptes

Clôture des comptes individuels

Les comptes individuels font l'objet d'un arrêté trimestriel selon un planning détaillé établi par la Direction financière. Ce planning présente le séquençage des travaux à réaliser par les différents services et est diffusé à l'ensemble des salariés concernés et aux équipes informatiques.

Des dossiers de clôture détaillés sont systématiquement établis par les équipes comptables. Ils comprennent l'analyse des principaux postes comptables et de leur évolution par rapport à l'exercice précédent, ainsi que des commentaires permettant d'apporter un éclairage sur l'activité de Gaumont.

Consolidation et rapports financiers

Les comptes consolidés de Gaumont sont élaborés trimestriellement selon les normes comptables internationales (IFRS).

La consolidation des comptes est réalisée à l'aide d'un logiciel de consolidation qui constitue un outil structurant. Les liasses de consolidation des entités sont renseignées par les comptables en charge de la société, ou par le service de consolidation dans le cas des participations minoritaires. Une grande partie des contrôles est réalisée à travers le système de consolidation dans lequel ont été paramétrés de nombreux points de vérification.

Des procédures de remontée d'information et de réconciliation des opérations intragroupes permettent de garantir la fiabilité et la cohérence des données de base. L'objectif de ces procédures est de garantir que les états financiers consolidés sont élaborés dans le respect des normes et règlements en vigueur et qu'ils donnent une vision sincère de l'activité et de la situation financière de Gaumont et de ses filiales.

Les données issues de la consolidation font l'objet d'un rapprochement systématique avec les données issues du processus de reporting de gestion consolidé.

Les procédures de validation des comptes

Contrôle budgétaire trimestriel et tableaux de bord

Une clôture de gestion est réalisée à la fin de chaque trimestre.

Les travaux de consolidation des reportings sont sous la responsabilité de la Direction du contrôle de gestion central qui se charge de la mise en place de processus de collecte et d'analyse des données par secteur d'activité, en collaboration directe avec les contrôleurs de gestion des différentes divisions opérationnelles et les responsables financiers des filiales non centralisées.

Le reporting trimestriel détaillé permet, au niveau de chaque division opérationnelle et fonctionnelle, d'identifier et d'analyser les écarts entre le budget et le réel.

Trimestriellement, la Direction financière rend compte à la Direction générale de l'analyse des rapports et tableaux de bord consolidés. Chaque contrôleur de gestion rend compte au directeur opérationnel de sa division, de l'analyse des tableaux de bord par activité.



Gestion de l'information financière publiée

La Directrice générale s'appuie sur les directions financière et juridique pour remplir ses obligations en matière de diffusion de l'information auprès des investisseurs, du public, et des autorités réglementaires et des marchés (Autorité des marchés financiers).

Les Directions financière et juridique rédigent conjointement les documents suivants :

- les communiqués de presse financiers ou d'informations réglementées (droits de vote, actions propres...);
- le Rapport financier annuel et semestriel ;
- le Document de référence pour l'Autorité des marchés financiers ;
- les présentations pour l'Assemblée générale des actionnaires, le Comité d'audit et le Conseil d'administration.

Toute publication financière extérieure est soumise au préalable pour approbation à la Direction générale et, selon la nature du communiqué, au Conseil d'administration.

L'information financière est diffusée dans le strict respect des règles de fonctionnement des marchés et du principe d'égalité de traitement des investisseurs.

Relations avec les Commissaires aux comptes

Les comptes individuels et consolidés de Gaumont sont publiés semestriellement. Ils sont audités annuellement et font l'objet d'une revue limitée semestrielle, telle que prévue par les obligations légales. Les comptes annuels sont proposés par la Direction générale, puis arrêtés par le Conseil d'administration qui s'appuie sur les observations du Comité d'audit, et proposés à l'approbation de l'Assemblée générale annuelle.

S'agissant du suivi des règles d'indépendance des Commissaires aux comptes, la société prend en compte les dispositions du Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Chaque année, dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes sont appelés à émettre un rapport dans lequel ils délivrent une opinion sur la régularité et la sincérité des comptes individuels de Gaumont et de ses principales filiales et les comptes consolidés. Ils procèdent également à l'examen des résultats consolidés de la société et à la vérification des données contenues dans le Rapport financier semestriel. Ils sont régulièrement consultés sur les traitements comptables et en valident les grandes options.

Les Commissaires aux comptes participent aux réunions du Comité d'audit et du Conseil d'administration qui arrête les comptes annuels et semestriels.

En application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, les Commissaires aux comptes réalisent annuellement une revue du contrôle interne et des procédures de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information financière et comptable et présentent dans un rapport leurs observations sur le Rapport du Président du Conseil d'administration.

Bilan 2014 et perspectives

Le plan d'action continu visant à un renforcement du contrôle interne dans la société s'articule autour des axes suivants :

- une veille systématique du respect des procédures lors de tout changement survenu dans quelque processus opérationnel ou fonctionnel que ce soit, et la mise à jour de la documentation s'y référant ;
- le cas échéant, des actions d'amélioration de la couverture de ces processus ;
- le développement ou la mise à jour d'outils de reporting issus des systèmes d'information financiers.

Depuis 2013, Gaumont travaille à l'optimisation de ses ressources en créant notamment des services centralisés communs à ses différentes activités de production cinématographique et télévisuelle déployées en France et aux Etats-Unis. Dans ce contexte, au cours de l'année 2014, les processus de facturation, de recouvrement et de reporting des ventes ont évolué et la documentation a été mise à jour en conséquence.

En prévision d'importants projets structurants touchant l'organisation et les systèmes financiers, des études préalables ont été initiées au second semestre 2014 afin d'identifier les impacts techniques et organisationnels à prendre en compte. Le service de contrôle interne participe activement à ces projets.

En 2015, les travaux de contrôle interne porteront sur l'accompagnement des projets et le maintien de la documentation des procédures par activité.

Neuilly-sur-Seine, le 5 mars 2015

Nicolas Seydoux
Président du Conseil d'administration



Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil d'administration de la société Gaumont

établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce

Exercice clos au 31 décembre 2014

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Gaumont et en application des dispositions de l'article L. 225235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière ; et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris et Paris-La Défense, le 17 mars 2015

Les Commissaires aux comptes

ADVOLIS
Patrick Iweins

ERNST & YOUNG et Autres
Bruno Bizet



GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

7

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE ANNUELLE DU 5 MAI 2015

Rapport spécial du Conseil d'administration sur les plans d'options 178	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et/ou de diverses valeurs mobilières avec maintien du droit préférentiel de souscription 183
Rapport spécial du Conseil d'administration relatif au programme de rachat d'actions 179	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise du groupe Gaumont 184
Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés 180	Rapport du Conseil d'administration sur les projets de résolution 185
Rapport des Commissaires aux comptes sur la réduction du capital 181	Projets de résolution 188
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'autorisation d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions 182	Projet de statuts 194



Rapport spécial du Conseil d'administration sur les plans d'options

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, nous avons l'honneur de vous rendre compte des opérations réalisées en vertu des dispositions des articles L. 225-177 et suivants dudit code relatifs aux options d'achat et de souscription d'actions pour l'exercice 2014.

L'Assemblée générale du 3 mai 2012, par le vote de la neuvième résolution, a donné au Conseil d'administration l'autorisation à consentir, en une ou plusieurs fois, aux salariés et/ou mandataires sociaux de la société Gaumont ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, des options d'achat et de souscription d'actions. Cette autorisation a été conférée pour une durée de trente-huit mois, soit jusqu'au 2 juillet 2015.

Il sera proposé aux actionnaires lors de l'Assemblée générale du 5 mai 2015 de renouveler cette autorisation pour une durée de trente-huit mois à compter du jour de l'Assemblée générale. Cette autorisation annulera et remplacera celle précédemment consentie par l'Assemblée générale du 3 mai 2012.

Nous vous indiquons ci-après :

- le nombre, les dates d'échéance et le prix des options de souscription consenties par Gaumont, durant l'exercice écoulé, à chacun des mandataires sociaux ;
- le nombre, les dates d'échéance et le prix des options de souscription consenties par Gaumont, durant l'exercice écoulé, à chacun des dix salariés non-mandataires sociaux de la société et de celles qui lui sont liées, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé ;
- le nombre et le prix des options levées durant l'exercice par les personnes susvisées.

Octroi d'options

Informations générales

Aucune option donnant droit à la souscription d'actions Gaumont nouvelles n'a été consentie durant l'exercice 2014.

Options consenties

Aux mandataires sociaux

Néant.

Aux dix salariés non-mandataires sociaux les mieux allotés

Néant.

Exercice des options de souscription émises

Informations générales

Aucune option donnant droit à la souscription d'actions Gaumont nouvelles n'a été exercée durant l'exercice 2014.

Levées d'options effectuées

Par les mandataires sociaux

Néant.

Par les dix salariés non-mandataires sociaux dont le nombre d'options ainsi souscrites est le plus élevé

Néant.

Le Conseil d'administration



Rapport spécial du Conseil d'administration relatif au programme de rachat d'actions

Par délibérations en date du 29 avril 2014, l'Assemblée générale a autorisé le Conseil d'administration à acheter les propres actions de Gaumont, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en vue notamment :

- de l'animation du marché ou de la liquidité de l'action par un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- de l'acquisition d'actions aux fins de conservation et de remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe en tant que pratique admise par l'Autorité des marchés financiers ;
- de l'attribution d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux (dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi) notamment dans le cadre d'un régime d'options d'achat d'actions, de celui d'attributions gratuites d'actions ou de celui d'un plan d'épargne d'entreprise ;
- de l'attribution d'actions aux titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société lors de l'exercice qu'ils feront des droits attachés à ces titres, et ce conformément à la réglementation en vigueur ;
- de l'annulation éventuelle d'actions acquises.

Les caractéristiques essentielles de l'autorisation sont les suivantes :

- prix d'achat unitaire maximum autorisé : € 80 ;
- pourcentage maximum du capital dont le rachat est autorisé : 5 % du nombre total des actions qui composent le capital de Gaumont au moment des achats ;
- montant maximum des fonds destinés à la réalisation du programme : € 17 090 080 ;
- durée du programme : dix-huit mois à compter de l'Assemblée générale du 29 avril 2014, soit jusqu'au 28 octobre 2015.

Au 31 décembre 2014, Gaumont détient 6 495 actions propres pour un montant investi de € 251 549.

Il sera proposé aux actionnaires lors de l'Assemblée générale du 5 mai 2015, par le vote de la cinquième résolution, de renouveler cette autorisation dans des conditions similaires :

- objectifs du nouveau programme :
 - l'animation du marché ou la liquidité de l'action par un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des marchés financiers,
 - l'acquisition d'actions aux fins de conservation et de remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe en tant que pratique admise par l'Autorité des marchés financiers,
 - l'attribution d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux (dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi) notamment dans le cadre d'un régime d'options d'achat d'actions, de celui d'attributions gratuites d'actions ou de celui d'un plan d'épargne d'entreprise,
 - l'attribution d'actions aux titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société lors de l'exercice qu'ils feront des droits attachés à ces titres, et ce conformément à la réglementation en vigueur,
 - l'annulation éventuelle des actions acquises, sous réserve de l'adoption de la sixième résolution à caractère extraordinaire figurant à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du 5 mai 2015 ;
- prix d'achat unitaire maximum autorisé : € 80 ;
- pourcentage maximum du capital dont le rachat est autorisé : 5 % du nombre total des actions qui composent le capital de Gaumont au moment des achats ;
- montant maximum des fonds destinés à la réalisation du programme : € 17 090 080 ;
- durée du programme : dix-huit mois à compter de l'Assemblée générale du 5 mai 2015, soit jusqu'au 4 novembre 2016, sous réserve de son approbation.

Cette autorisation privera d'effet, pour la partie non utilisée, l'autorisation donnée précédemment par l'Assemblée générale du 29 avril 2014, dans sa cinquième résolution.

Le Conseil d'administration



Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos au 31 décembre 2014

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée générale

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Avec BNP Paribas et Banque Palatine, Banque Neuflyze OBC, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et Ile-de-France.

Personne intéressée

M^{me} Sidonie Dumas, administrateur et directrice générale de votre société et également membre du conseil de surveillance de Banque Neuflyze OBC.

Nature et objet

Convention de crédit du 5 novembre 2014 conclue entre votre société (l'emprunteur), BNP Paribas (l'arrangeur et l'agent) et Banque Palatine, Banque Neuflyze OBC, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et Ile-de-France (les banques), portant sur un crédit renouvelable d'un montant maximum de € 80 000 000 en principal, sur une durée de cinq ans, pour financer les besoins généraux de votre société.

Modalités

Les principales caractéristiques de cette convention de crédit sont les suivantes :

- la rémunération est variable, assise sur l'EURIBOR majoré d'une marge ;
- le crédit est assorti de ratios financiers à respecter semestriellement ;
- au 31 décembre 2014, l'en-cours utilisé s'élève à € 68 000 000.

Conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement déjà approuvé par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris et Paris-La Défense, le 17 mars 2015

Les Commissaires aux comptes

ADVOLIS
Patrick Iweins

ERNST & YOUNG et Autres
Bruno Bizet



Rapport des Commissaires aux comptes sur la réduction du capital

Assemblée générale mixte du 5 mai 2015 – 6^e résolution

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-209 du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Votre Conseil d'administration vous propose de lui déléguer, pour une période de dix-huit mois, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, par période de vingt-quatre mois, les actions achetées au titre de la mise en œuvre d'une autorisation d'achat par votre société de ses propres actions dans le cadre des dispositions de l'article précité.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des actionnaires, sont régulières.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Paris et Paris-La Défense, le 31 mars 2015

Les Commissaires aux comptes

ADVOLIS
Patrick Iweins

ERNST & YOUNG et Autres
Bruno Bizet



Rapport des Commissaires aux comptes sur l'autorisation d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions

Assemblée générale mixte du 5 mai 2015 – 7^e résolution

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-177 et R. 225-144 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur l'autorisation d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice des membres du personnel et des mandataires sociaux et des salariés et mandataires sociaux des sociétés dont 10 % au moins du capital ou des droits de vote sont détenus, directement ou indirectement, par votre société, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de l'autoriser pour une durée de trente-huit mois à compter du jour de la présente assemblée à attribuer des options de souscription ou d'achat d'actions.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport sur les motifs de l'ouverture des options de souscription ou d'achat d'actions ainsi que sur les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat. Il nous appartient de donner notre avis sur les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat des actions.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à vérifier que les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat des actions sont précisées dans le rapport du conseil d'administration et qu'elles sont conformes aux dispositions prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat des actions.

Paris et Paris-La Défense, le 31 mars 2015

Les Commissaires aux comptes

ADVOLIS

Patrick Iweins

ERNST & YOUNG et Autres

Bruno Bizet



Rapport des Commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et/ou de diverses valeurs mobilières avec maintien du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale mixte du 5 mai 2015 – 8^e résolution

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 228-92 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'administration de la compétence de décider une émission d'actions avec maintien du droit préférentiel de souscription d'actions et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la société à émettre, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de vingt-six mois la compétence pour décider une émission. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Le montant nominal global des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme ne pourra excéder € 15 000 000, étant précisé qu'en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de cette délégation, le montant susvisé sera ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital social après l'opération et ce qu'était ce montant avant l'opération.

Le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital ou à des titres de capital de la société à émettre ne pourra excéder € 15 000 000, le tout dans la limite des plafonds globaux fixés à la onzième résolution.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'administration, en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre.

Paris et Paris-La Défense, le 31 mars 2015

Les Commissaires aux comptes

ADVOLIS
Patrick Iweins

ERNST & YOUNG et Autres
Bruno Bizet



Rapport des Commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise du groupe Gaumont

Assemblée générale mixte du 5 mai 2015 – 10^e résolution

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'administration de la compétence de décider une émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux salariés adhérents du plan d'épargne d'entreprise du groupe Gaumont, pour un nombre maximal de 200 000 actions, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le plafond général des délégations de compétence en cas d'augmentation de capital est fixé à un montant nominal maximal de € 15 000 000, le tout dans la limite des plafonds globaux fixés à la onzième résolution.

Cette opération est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, pour une durée de vingt-six mois, la compétence pour décider une émission et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions et/ou de valeurs mobilières à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre Conseil d'administration en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émission d'actions.

Paris et Paris-La Défense, le 31 mars 2015

Les Commissaires aux comptes

ADVOLIS
Patrick Iweins

ERNST & YOUNG et Autres
Bruno Bizet



Rapport du Conseil d'administration sur les projets de résolution

Partie ordinaire

Approbation des comptes annuels, affectation du résultat de l'exercice 2014 et distribution du dividende

Résolutions 1, 2 et 3

Ces résolutions ont pour objet d'approuver, au vu des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes :

- les comptes sociaux, avec un compte de résultat qui fait ressortir au 31 décembre 2014 un bénéfice net social de € 5 549 272,16 contre un bénéfice net social de € 6 378 815,12 au 31 décembre 2013 ;
- les comptes consolidés au 31 décembre 2014 qui font ressortir un bénéfice net consolidé de € 18 322 529 (part du Groupe) contre un bénéfice net consolidé de € 12 690 176 (part du Groupe) au 31 décembre 2013 ;
- l'affectation du bénéfice net social de € 5 549 272,16, proposée par le Conseil d'administration, comme suit :
 - distribution d'un dividende à hauteur de € 4 272 530,
 - dotation du compte « Autres réserves » à hauteur de € 1 276 742,16, qui se trouverait porté de € 2 274 338,73 à € 3 551 080,89.

Le dividende revenant à chacune des 4 272 530 actions est fixé à € 1,00. La date et les modalités de paiement des dividendes seraient fixées par le Conseil d'administration.

Approbation des conventions et engagements réglementés

Résolution 4

Cette résolution a pour objet d'approuver la convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce, mentionnée dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes dont la lecture en sera faite à l'Assemblée.

La convention réglementée, autorisée par le Conseil d'administration du 3 novembre 2014, a pour objet le crédit consenti à la société pour le financement de ses besoins généraux par un groupe de banques prêteuses, au nombre desquelles la Banque Neuflyze OBC dont Madame Sidonie Dumas est membre du conseil de surveillance. A ce titre, Madame Sidonie Dumas ne prendra pas part au vote de cette résolution ; ses actions ne seront pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de faire acheter par la société ses propres actions

Résolution 5

Cette résolution permet à la société de racheter ses propres actions dans les limites fixées par les actionnaires et conformément à la loi.

Le descriptif du programme de rachat d'actions proposé serait le suivant :

- titres concernés : actions ;
- pourcentage de rachat maximum de capital autorisé : 5 % correspondant à 216 626 actions de € 8 de valeur nominale ;
- montant global maximum du programme : € 17 090 080 ;
- prix d'achat unitaire maximum : € 80.

L'autorisation donnée au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 29 avril 2014 arrive à échéance en octobre 2015. Elle a fait l'objet d'une utilisation, la société détient 6 495 actions propres au 31 décembre 2014.

Il est demandé à l'Assemblée générale de renouveler cette autorisation pour une durée de dix-huit mois à compter du jour de l'Assemblée générale. Cette autorisation annulerait et remplacerait celle précédemment consentie par l'Assemblée générale du 29 avril 2014.



Partie extraordinaire

Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'annuler les actions détenues par la société dans le cadre de l'autorisation d'achat d'actions

Résolution 6

Cette résolution permet au Conseil d'administration d'annuler, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions acquises par la société elle-même, à l'effet de réduire le capital social du montant nominal global des actions ainsi annulées, dans la limite prévue par l'article L. 225-209 du Code de commerce, soit 10 % du capital de la société par périodes de vingt-quatre mois.

L'autorisation donnée au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 29 avril 2014 arrive à échéance en octobre 2015 et n'a pas fait l'objet d'une utilisation.

Il est demandé à l'Assemblée générale de renouveler cette autorisation pour une durée de dix-huit mois à compter du jour de l'Assemblée générale. Cette autorisation annulerait et remplacerait celle précédemment consentie par l'Assemblée générale du 29 avril 2014.

Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions à des salariés et/ou dirigeants mandataires sociaux de la société et des sociétés du Groupe

Résolution 7

Cette résolution permet au Conseil d'administration de consentir, dans le cadre des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, au bénéfice des membres du personnel et des mandataires sociaux, des options donnant droit à la souscription d'actions de la société à émettre à titre d'augmentation de son capital, ainsi que des options donnant droit à l'achat d'actions préalablement rachetées par la société.

Conformément à l'article L.225-180 du Code de commerce, ces options pourront être également consenties au bénéfice des salariés et mandataires sociaux des sociétés dont 10 % au moins du capital ou des droits de vote sont détenus, directement ou indirectement, par la société.

Le prix d'émission ou d'achat des actions ne pourra être inférieur à 80 % de la moyenne des cours cotés sur le marché pendant les vingt séances de bourse précédant le jour de la réunion du Conseil d'administration au cours de laquelle seront consenties les options, étant précisé en outre que, s'agissant des options d'achat, le prix d'achat de l'action, au jour où l'option est consentie, ne pourra également être inférieur à 80 % du cours moyen d'achat par la société des actions détenues par elle au titre des articles L. 225-208 et L. 225-209 du Code de commerce.

L'autorisation donnée au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 3 mai 2012 arrive à échéance en juillet 2015 et n'a pas fait l'objet d'une utilisation.

Il est demandé à l'Assemblée générale de renouveler cette autorisation pour une durée de trente-huit mois à compter du jour de l'Assemblée générale. Cette autorisation annulerait et remplacerait celle précédemment consentie par l'Assemblée générale du 3 mai 2012.

Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou d'autres valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la société à émettre, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires

Résolution 8

Cette résolution permet au Conseil d'administration d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou valeurs mobilières diverses, y compris de bons de souscription ou de bons d'acquisition émis de manière autonome, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en conséquence de l'émission d'actions ou de valeurs mobilières serait fixé à € 15 000 000.

La délégation de compétence consentie au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 25 avril 2013 arrive à échéance en juin 2015 et n'a pas fait l'objet d'une utilisation.

Il est proposé à l'Assemblée générale de renouveler cette délégation pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de l'Assemblée générale. Cette délégation annulerait et remplacerait celle précédemment consentie par l'Assemblée générale du 25 avril 2013.

Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes

Résolution 9

Cette résolution permet au Conseil d'administration d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes.

Le montant d'augmentation de capital résultant de l'ensemble des émissions réalisées au titre de la présente délégation ne pourrait excéder le montant de € 15 000 000.

La délégation de compétence consentie au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 25 avril 2013 arrive à échéance en juin 2015 et n'a pas fait l'objet d'une utilisation.

Il est proposé à l'Assemblée générale de renouveler cette délégation pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de l'Assemblée générale. Cette délégation annulerait et remplacerait celle précédemment consentie par l'Assemblée générale du 25 avril 2013.



Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit des adhérents du plan d'épargne d'entreprise du Groupe

Résolution 10

Cette résolution permet au Conseil d'administration de procéder à une augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel des actionnaires, au profit des salariés du Groupe adhérents au plan d'épargne d'entreprise et à l'attribution gratuite d'actions de la société à ces salariés dans les limites prévues par la loi.

Le nombre d'actions susceptibles de résulter de l'ensemble des actions émises en vertu de cette délégation ne devrait pas excéder 200 000 actions.

Le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital en vertu de la présente délégation de compétence serait déterminé dans les conditions prévues par l'article L. 3332-21 du Code du travail.

La délégation de compétence consentie au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 25 avril 2013 arrive à échéance en juin 2015 et n'a pas fait l'objet d'une utilisation.

Il est proposé à l'Assemblée générale de renouveler cette délégation pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de l'Assemblée générale. Cette délégation annulerait et remplacerait celle précédemment consentie par l'Assemblée générale du 25 avril 2013.

Fixation de plafonds généraux des délégations de compétence au Conseil d'administration

Résolution 11

Cette résolution a pour objet de fixer les plafonds des augmentations de capital qui seraient réalisées en vertu des délégations de compétence attribuées au Conseil d'administration.

Le plafond général des délégations de compétence en cas d'augmentation de capital est fixé à un montant nominal maximum de € 15 000 000 :

- pour les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ;
- pour les augmentations par incorporation de réserves, bénéfices ou primes.

Modifications statutaires

Résolutions 12 et 13

Afin de mettre les statuts en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur, il est proposé à l'Assemblée générale de modifier :

- l'article 17 des statuts, en application du décret n° 2014-1466 du 8 décembre 2014 fixant la date d'établissement de la liste des actionnaires habilités à participer à l'assemblée générale au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris ;
- l'article 18 des statuts, en application de la loi n° 2014-384 du 29 mars 2014 généralisant le droit de vote double à toutes les actions nominatives inscrites depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire. Il est proposé à l'Assemblée générale de confirmer la durée minimale de trois ans pendant laquelle des actions doivent avoir fait l'objet d'une inscription nominative au nom du même actionnaire pour qu'il leur soit attribué un droit de vote double.

Partie ordinaire

Pouvoirs pour formalités

Résolution 14

Cette résolution est destinée à conférer les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des formalités consécutives à la tenue de l'Assemblée générale.

Nous vous remercions de bien vouloir approuver ces résolutions, comme nous vous remercions de votre confiance et de votre collaboration.

Le Conseil d'administration



Projets de résolution

A – à titre ordinaire

Première résolution

Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2014

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration, du Président du Conseil d'administration sur les procédures de contrôle interne et des Commissaires aux comptes, ainsi que des comptes sociaux qui lui ont été présentés, approuve les comptes sociaux de l'exercice 2014, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée générale donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de leur gestion pour ledit exercice.

Deuxième résolution

Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2014

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration, du Président du Conseil d'administration sur les procédures de contrôle interne et des Commissaires aux comptes, et des comptes consolidés qui lui ont été présentés, approuve les comptes consolidés de l'exercice 2014, tels qu'ils lui ont été présentés, qui font ressortir un bénéfice net consolidé de € 18 322 529 (part du Groupe), ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Troisième résolution

Affectation du résultat de l'exercice 2014 et distribution du dividende

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir constaté que l'exercice se solde par un bénéfice net social de € 5 549 272,16, décide, sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter cette somme comme suit :

- distribution d'un dividende € 4 272 530,00
 - dotation du compte « Autres réserves » € 1 276 742,16
- qui se trouvera porté de € 2 274 338,73 à € 3 551 080,89.

Le dividende revenant à chacune des 4 272 530 actions est fixé à € 1,00.

Les dividendes correspondant aux actions qui seront détenues par la société à la date de mise en paiement seront affectés au compte « Autres réserves ».

L'Assemblée générale délègue au Conseil d'administration tous pouvoirs pour fixer la date et les modalités de paiement des dividendes.

Il est rappelé que pour les personnes physiques domiciliées en France, le dividende est imposable à l'impôt sur le revenu au barème progressif et est éligible à l'abattement de 40 % prévu par l'article 158-3-2 du Code général des impôts. Avant la mise en paiement, sauf dispense, le dividende est soumis au prélèvement obligatoire non libératoire de 21 % prévu à l'article 117 quater du Code général des impôts, à titre d'acompte de l'impôt sur le revenu. Dans tous les cas, le dividende sera versé sous déduction des prélèvements sociaux et de la contribution sociale généralisée.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée constate qu'il lui a été rappelé qu'au cours des trois derniers exercices les distributions de dividendes ont été les suivantes :

Exercices	Nombre de titres rémunérés	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
2011	4 272 530 de € 8	1,3	-	1,3
2012	4 272 530 de € 8	1,0	-	1,0
2013	4 272 530 de € 8	1,0	-	1,0

Quatrième résolution

Approbation des conventions et engagements visés à l'article L. 225-38 du Code de commerce

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés, approuve la convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce et mentionnée dans ledit rapport.



Cinquième résolution

Autorisation à donner au Conseil d'administration pour une durée de 18 mois à l'effet de faire acheter par la société ses propres actions pour un prix maximum de € 80 par action soit un prix global maximum de € 17 090 080

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, autorise le Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et du Règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, à faire acheter par la société ses propres actions.

Cette autorisation est donnée pour permettre si besoin est :

- l'animation du marché ou la liquidité de l'action par un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- l'acquisition d'actions aux fins de conservation et de remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe en tant que pratique admise par l'Autorité des marchés financiers ;
- l'attribution d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux (dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi) notamment dans le cadre d'un régime d'options d'achat d'actions, de celui d'attributions gratuites d'actions ou de celui d'un plan d'épargne d'entreprise ;
- l'attribution d'actions aux titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société lors de l'exercice qu'ils feront des droits attachés à ces titres, et ce conformément à la réglementation en vigueur ;
- l'annulation éventuelle des actions acquises, sous réserve de l'adoption de la sixième résolution à caractère extraordinaire figurant à l'ordre du jour de cette Assemblée générale.

Les opérations d'acquisition, de cession ou de transfert ci-dessus décrites pourront être effectuées par tout moyen compatible avec la loi et la réglementation en vigueur, y compris par l'utilisation d'instruments financiers dérivés et par acquisition ou cession de blocs.

Ces opérations pourront intervenir à tout moment, y compris en période d'offre publique sur les actions de la société, sous réserve que cette offre soit réglée intégralement en numéraire et sous réserve des périodes d'abstention prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'Assemblée générale fixe le nombre maximum d'actions pouvant être acquises au titre de la présente résolution à 5 % du capital de la société à la date de la présente Assemblée ce qui correspond à 213 626 actions de huit euros de valeur nominale, étant précisé que **1**) dans le cadre de l'utilisation de la présente autorisation, le nombre d'actions auto-détenues devra être pris en considération afin que la société reste en permanence dans la limite d'un nombre d'actions auto-détenues au maximum égal à 10 % du capital social et que **2**) le nombre d'actions auto-détenues pour être remises en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % du capital.

L'Assemblée générale décide que le montant total consacré à ces acquisitions ne pourra pas dépasser € 17 090 080 et décide que le prix maximum d'achat ne pourra pas excéder € 80 par action.

En cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente autorisation ainsi qu'en cas de division ou de regroupement des actions, le prix unitaire maximum ci-dessus visé sera ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce que sera ce nombre après l'opération.

L'Assemblée générale confère au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, tous les pouvoirs nécessaires à l'effet :

- de décider de la mise en œuvre de la présente autorisation ;
- de passer tous ordres de bourse, conclure tous accords en vue, notamment, de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, conformément à la réglementation (boursière) en vigueur ;
- d'effectuer toutes déclarations et de remplir toutes autres formalités et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire.

Le Conseil d'administration informera les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire annuelle de toutes les opérations réalisées en application de la présente résolution.

La présente autorisation est donnée pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée. Elle annule et remplace l'autorisation antérieurement consentie sous la cinquième résolution de l'Assemblée générale du 29 avril 2014.

B – à titre extraordinaire

Sixième résolution

Autorisation à donner au Conseil d'administration pour une durée de 18 mois à l'effet d'annuler les actions détenues par la société dans le cadre de l'autorisation d'achat d'actions

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce à annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions de la société que cette dernière détient ou détiendrait dans le cadre de l'article L. 225-209 susvisé et à réduire le capital social du montant nominal global des actions ainsi annulées, dans la limite prévue par ledit article du Code de commerce.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de réaliser la ou les réductions de capital, imputer la différence entre le prix de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur tous postes de réserves et primes, procéder aux modifications consécutives des statuts, ainsi qu'effectuer toutes les déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.

La présente autorisation est donnée pour une période de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée. Elle annule et remplace l'autorisation antérieurement consentie sous la sixième résolution de l'Assemblée générale du 29 avril 2014.



Septième résolution

Autorisation donnée au Conseil d'administration pour une durée de 38 mois à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions à des salariés et/ou dirigeants mandataires sociaux de la société et des sociétés du Groupe dans la limite légale

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce :

- autorise le Conseil d'administration à consentir en une ou plusieurs fois, au bénéfice des personnes qu'il désignera parmi les salariés et dirigeants mandataires sociaux de la société et des sociétés françaises et étrangères qui lui sont liées dans les conditions énoncées à l'article L. 225-180 du Code de commerce, des options donnant droit à la souscription d'actions ordinaires nouvelles de la société, à émettre à titre d'augmentation de capital, ou à l'achat d'actions ordinaires existantes de la société détenues par celle-ci dans les conditions légales et réglementaires ;
- décide que, sans préjudice de l'incidence de l'ajustement visé ci-après, le montant total des actions auxquelles seront susceptibles de donner droit les options consenties en vertu de la présente autorisation ne pourra dépasser la limite légale visée aux articles L. 225-182 et R. 225-143 du Code de commerce, cette limite étant appréciée au jour où les options seront attribuées ;
- décide, sous réserve pour ce qui concerne les dirigeants mandataires sociaux de l'application des dispositions de l'article L. 225-185 du Code de commerce, que les options devront être levées dans un délai maximum de dix années à compter du jour où elles seront consenties ;
- décide que le prix d'émission ou d'achat des actions ne pourra être inférieur à 80 % de la moyenne des cours cotés sur le marché pendant les vingt séances de bourse précédant le jour de la réunion du Conseil d'administration au cours de laquelle seront consenties les options, étant précisé en outre que, s'agissant des options d'achat, le prix d'achat de l'action, au jour où l'option est consentie, ne pourra également être inférieur à 80 % du cours moyen d'achat par la société des actions détenues par elle au titre des articles L. 225-208 et L. 225-209 du Code de commerce ;
- prend acte que la présente autorisation comporte, au profit des bénéficiaires des options de souscription, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'options et décide que le montant des augmentations de capital en résultant s'ajoute aux montants des augmentations de capital encore en vigueur autorisées par les assemblées antérieures.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration pour arrêter, dans le respect des lois et règlements en vigueur ainsi que des dispositions de la présente résolution, toutes les conditions et modalités de l'attribution des options et de leur levée et, notamment :

- désigner les bénéficiaires des différentes sortes d'options ;
- fixer les prix de souscription des actions nouvelles ou d'achat d'actions anciennes ;
- fixer la ou les périodes d'exercice des options au cours de la durée de validité des options qui ne pourra pas être supérieure à la durée ci-dessus fixée ;

- fixer, le cas échéant, des conditions, notamment de performance, à l'exercice des options ;
- stipuler, éventuellement, une interdiction de revente de tout ou partie des actions souscrites ou acquises par l'exercice des options pendant un délai qui ne pourra pas excéder trois ans à compter de la levée de l'option, sachant qu'il appartiendra en tout état de cause au Conseil d'administration pour les options donnant droit à la souscription ou à l'achat d'actions qui seront attribuées aux dirigeants mandataires sociaux visés à l'article L. 225-185, al. 4 du Code de commerce, soit de décider que les options ne pourront être levées par les intéressés avant la cessation de leurs fonctions, soit de fixer la quantité des actions issues des levées d'options qu'ils seront tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions ;
- prendre les mesures nécessaires à la protection des intérêts des bénéficiaires des options en cas de réalisation de l'une des opérations énumérées à l'article L. 225-181 du Code de commerce ;
- prévoir la faculté de suspendre temporairement les levées d'options pendant un délai maximum de trois mois en cas de réalisation d'opérations financières impliquant l'exercice d'un droit attaché aux actions ;
- constater les augmentations du capital social résultant de levées d'option ; modifier les statuts en conséquence, accomplir toutes formalités, directement ou par mandataire ;
- imputer s'il le juge opportun les frais des augmentations du capital social sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation.

La présente autorisation est donnée pour une période de trente-huit mois à compter de la présente Assemblée. Elle annule et remplace l'autorisation antérieurement consentie au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 3 mai 2012.

Huitième résolution

Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou d'autres valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la société à émettre pour un montant maximum de € 15 000 000, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 228-92 :

- 1) délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, à l'émission, en France et/ou à l'étranger, en euros, ou en tout autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies, d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières, y compris de bons de souscription ou de bons d'acquisition émis de manière autonome, donnant accès à des titres de capital de la société à émettre, sous les formes et conditions que le Conseil d'administration jugera convenables, étant précisé que l'émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions de préférence est exclue de la présente délégation ;



- 2) fixe à vingt-six mois à compter de la présente Assemblée la durée de validité de la présente délégation de compétence ;
- 3) décide qu'en cas d'usage, par le Conseil d'administration, de la présente délégation de compétence :
 - le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en conséquence de l'émission d'actions ou de valeurs mobilières ci-dessus visé au 1) est fixé à € 15 000 000 étant précisé :
 - qu'en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente délégation de compétence, le montant nominal total (hors prime d'émission) susvisé sera ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce qu'était ce nombre avant l'opération,
 - au plafond ci-dessus s'ajoutera le montant nominal des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales, et le cas échéant aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital, d'options de souscription et/ou d'achat d'actions ;
 - le montant nominal maximum global des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances sur la société donnant accès au capital ou à des titres de capital de la société à émettre ne pourra excéder € 15 000 000 ou la contre-valeur à ce jour de ce montant en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies ;
- 4) décide qu'en cas d'usage de la présente délégation de compétence :
 - les actionnaires auront un droit préférentiel de souscription et pourront souscrire à titre irréductible proportionnellement au nombre d'actions alors détenu par eux, le Conseil d'administration ayant la faculté d'instituer un droit de souscription à titre réductible et de prévoir une clause d'extension exclusivement destinée à satisfaire des ordres de souscription à titre réductible qui n'auraient pas pu être servis,
 - si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra notamment offrir au public, totalement ou partiellement, les actions et/ou les valeurs mobilières non souscrites ;
- 5) donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi, la présente délégation, imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;
- 6) prend acte qu'en cas d'usage de la présente délégation de compétence, la décision d'émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société emportera, au profit des porteurs des titres émis, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels les valeurs mobilières émises donneront droit ;
- 7) prend acte de ce que la présente autorisation annule et remplace la délégation consentie au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 25 avril 2013.

Neuvième résolution

Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois à l'effet de décider d'augmenter le capital d'un montant maximal de € 15 000 000 par incorporation de réserves, bénéfices ou primes

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 225-130 du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'administration sa compétence, pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée, à l'effet de décider d'augmenter le capital social, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il déterminera, par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes, suivie de la création et de l'attribution gratuite de titres de capital ou de l'élévation du nominal des titres de capital existants, ou de la combinaison de ces deux modalités ;
- 2) décide que les droits formant rompus ne seront ni négociables, ni cessibles et que les titres seront vendus, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat ;
- 3) décide que le montant d'augmentation de capital résultant de l'ensemble des émissions réalisées au titre de la présente résolution ne pourra excéder le montant nominal de € 15 000 000 ou de sa contre-valeur dans toute autre monnaie autorisée ;
- 4) confère au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la société, tous pouvoirs conformément à la loi et aux statuts à l'effet de mettre en œuvre la présente résolution et en assurer la bonne fin ;
- 5) prend acte de ce que la présente autorisation annule et remplace la délégation consentie au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 25 avril 2013.



Dixième résolution

Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour une durée de 26 mois à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des adhérents du plan d'épargne d'entreprise du Groupe pour un plafond maximum de 200 000 actions, à un prix fixé selon les dispositions du Code du travail

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires et connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-129-2, L. 225-138, L. 225-138-1 du Code de commerce et L. 3332-1 et suivants du Code du travail et afin également de satisfaire aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce :

1) délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet :

- d'augmenter, en une ou plusieurs fois, le capital social par l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société réservée aux adhérents du Plan d'Epargne d'Entreprise (PEE) du Groupe,
- et de procéder, le cas échéant, à des attributions d'actions de performance ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en substitution totale ou partielle de la décote visée au 3) ci-dessous dans les conditions et limites prévues par l'article L. 3332-21 du Code du travail, étant précisé en tant que de besoin que le Conseil d'administration pourra substituer en tout ou partie à cette augmentation de capital la cession, aux mêmes conditions, de titres déjà émis détenus par la société ;

2) décide que le nombre d'actions susceptibles de résulter de l'ensemble des actions émises en vertu de la présente délégation, y compris celles résultant des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital éventuellement attribuées gratuitement en substitution totale ou partielle de la décote dans les conditions fixées par les articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, ne devra pas excéder 200 000 actions. A ce nombre s'ajoutera, le cas échéant, le nombre d'actions supplémentaires à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ;

3) décide :

- que le prix d'émission des actions nouvelles ne pourra être ni supérieur à la moyenne des premiers cours cotés de l'action lors des vingt séances précédant le jour de la décision du Conseil d'administration ou du Directeur général fixant la date d'ouverture de la souscription, ni inférieur de plus de 20 % à cette moyenne ; étant précisé que le Conseil d'administration ou le Directeur général pourra, le cas échéant, réduire ou supprimer la décote qui serait éventuellement retenue pour tenir compte, notamment, des régimes juridiques et fiscaux applicables hors de France ou choisir de substituer totalement ou partiellement à cette décote maximale de 20 % l'attribution gratuite d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- et que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera déterminé dans les conditions fixées par l'article L. 3332-21 du Code du travail ;

4) décide de supprimer au profit des adhérents au plan d'épargne du Groupe le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la société pouvant être émises en vertu de la présente délégation et de renoncer à tout droit aux actions et valeurs mobilières donnant accès au capital pouvant être attribuées gratuitement sur le fondement de la présente résolution ;

5) délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet notamment de :

- décider si les actions doivent être souscrites directement par les salariés adhérents au plan d'épargne du Groupe ou si elles devront être souscrites par l'intermédiaire d'un Fonds Commun de Placement d'Entreprise (FCPE) ou d'une SICAV d'Actionariat Salarié (SICAVAS),
- déterminer les sociétés dont les salariés pourront bénéficier de l'offre de souscription,
- déterminer s'il y a lieu de consentir un délai aux salariés pour la libération de leurs titres,
- fixer les modalités d'adhésion au PEE du Groupe, en établir ou modifier le règlement,
- fixer les dates d'ouverture et de clôture de la souscription et le prix d'émission des titres,
- procéder, dans les limites fixées par les articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, à l'attribution d'actions gratuites ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et fixer la nature et le montant des réserves, bénéfiques ou primes à incorporer au capital,
- arrêter le nombre d'actions nouvelles à émettre et les règles de réduction applicables en cas de sur-souscription,
- imputer les frais des augmentations de capital social, et des émissions d'autres titres donnant accès au capital, sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation.

La présente délégation de compétence est donnée pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée. Elle annule et remplace la délégation consentie au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 25 avril 2013.

Onzième résolution

Fixation de plafonds généraux des délégations de compétence au Conseil d'administration

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide de fixer ainsi qu'il suit les limites globales des montants des émissions qui pourraient être décidées en vertu des délégations de compétence au Conseil d'administration résultant des résolutions précédentes :

- le montant nominal maximum (hors prime d'émission) des augmentations de capital par voie d'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la société à émettre ne pourra être supérieur à € 15 000 000, majoré du montant nominal de l'augmentation de capital à réaliser pour préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou d'options de souscription ou d'achat d'actions. En cas d'augmentation de capital par incorporation



au capital de primes, réserves, bénéfiques ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité desdites délégations de compétence, le montant nominal maximum (hors prime d'émission) susvisé sera ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital social après l'opération et ce qu'était ce montant avant l'opération ;

- le montant nominal maximum global des valeurs mobilières représentatives de créances sur la société donnant accès à des titres de capital de la société à émettre ne pourra excéder € 15 000 000 ou la contre-valeur à ce jour de ce montant en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies ;
- étant précisé que les augmentations de capital résultant ou susceptibles de résulter des levées d'options de souscription ou d'achat d'actions consenties à des salariés et/ou mandataires sociaux de la société s'ajoutent au montant maximum des augmentations de capital sus-indiqué.

Douzième résolution

Modification de l'article 17 des statuts

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, afin de mettre les statuts en harmonie avec la rédaction actuelle de l'article R. 225-85 du Code de commerce, décide, sur proposition du Conseil d'administration :

- de supprimer les 12^e et 13^e alinéas de l'article 17 des statuts et de les remplacer par l'alinéa suivant :
« Tout actionnaire peut participer aux assemblées, sur justification de son identité et de l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire (ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte s'il réside à l'étranger) au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité. »

Le reste de l'article est inchangé.

Treizième résolution

Modification de l'article 18 des statuts

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, afin de mettre les statuts en harmonie avec la rédaction actuelle de l'article L. 225-123 du Code de commerce, décide, sur proposition du Conseil d'administration :

- de supprimer la restriction prévue à l'article 18 des statuts réservant le droit de vote double aux seuls actionnaires de nationalité française ou ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ;
- de confirmer, en tant que de besoin, la durée minimale de trois ans pendant laquelle des actions doivent avoir fait l'objet d'une inscription nominative au nom du même actionnaire pour qu'il leur soit attribué un droit de vote double ;

- en conséquence de ce qui précède, de supprimer le 7^e alinéa de l'article 18 des statuts et de le remplacer par l'alinéa suivant :

« Toutefois, dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, les propriétaires d'actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis trois ans au moins, au nom du même actionnaire, ont un droit de vote double à celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent. »

Le reste de l'article reste inchangé.

C – à titre ordinaire

Quatorzième résolution

Pouvoirs en vue des formalités

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, pour effectuer tous dépôts et accomplir toutes formalités prévues par la loi.



Projet de statuts

Titre I – Forme – Dénomination – Objet – Siège – Durée

Article 1^{er} – Forme

La présente société est de forme anonyme et est régie par les dispositions du Code de commerce et les présents statuts.

Article 2 – Dénomination

La société est dénommée : GAUMONT.

Article 3 – Objet

La société a pour objet, en tous pays, l'exercice de toutes activités liées à l'information, la culture, le tourisme et les loisirs, et notamment, sans que cette liste soit limitative :

- la production, la réalisation, la distribution, l'édition, l'exploitation, l'achat, la vente, la location, de tous films, livres, phonogrammes, ou programmes audio-visuels, français ou étrangers sur tous supports et par tous procédés ;
- la fabrication, l'exploitation, l'achat, la vente, la location, de tous appareils, instruments ou procédés d'enregistrement, transmission, diffusion, reproduction de sons ou d'images ;
- la création, l'achat, la vente, l'exploitation de toutes salles de cinéma, et généralement de tous lieux destinés à recevoir du public pour s'informer, se cultiver ou se distraire ;
- la création et l'exploitation de tous journaux et magazines ;
- et généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social, et même à tous autres objets qui seraient de nature à favoriser le développement de la société.

La société peut faire toutes ces opérations pour son compte ou pour le compte de tiers, et soit seule, soit en association avec tous tiers, et les réaliser sous quelque forme que ce soit.

Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé : 30, avenue Charles de Gaulle (92200) Neuilly-sur-Seine.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Conseil d'administration soumise à la ratification de la plus prochaine Assemblée générale ordinaire et en tout autre lieu en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale extraordinaire.

Le Conseil d'administration pourra créer en France et en tous autres pays, partout où il le jugera utile, des succursales, bureaux, agences ou représentations.

Article 5 – Durée

La durée de la société, fixée initialement à quatre-vingt-dix-neuf années à compter du 15 août 1938, a été prorogée jusqu'au 28 avril 2103, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Titre II – Capital social – Actions

Article 6 – Capital social

Le capital social est fixé à 34 180 240 euros. Il est divisé en 4 272 530 actions de 8 euros chacune, entièrement libérées.

Article 7 – Modification du capital social

Le capital social peut être augmenté ou réduit sur décision de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires dans les conditions fixées par le Code de commerce.

L'Assemblée peut déléguer au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à cet effet.

En cas d'augmentation faite par l'émission d'actions payables en numéraire, et sauf décision contraire de l'Assemblée générale prise conformément à la loi, les propriétaires des actions antérieurement émises ont un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles, dans la proportion du montant des actions que chacun possède alors. Ce droit sera exercé dans les formes, délais et conditions déterminés par la loi et le Conseil d'administration.

Ceux qui n'auraient pas un nombre suffisant de titres pour obtenir une action, pourront se réunir pour exercer leurs droits.

Article 8 – Actions

Libération

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées lors de la souscription du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est appelé dans le délai maximum de cinq ans par le Conseil d'administration.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des actionnaires au moins quinze jours à l'avance, soit par une insertion dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social, soit par lettre recommandée adressée à chaque actionnaire, conformément à la décision du Conseil d'administration.

Tout versement en retard sur les actions porte de plein droit, et sans mise en demeure préalable, un intérêt en faveur de la société calculé au taux légal en vigueur.



Forme

Les actions sont nominatives ou au porteur.

Les actions nominatives peuvent être converties au porteur et réciproquement.

Elles sont représentées par une inscription dans un compte ouvert au nom de leur propriétaire ou de l'intermédiaire inscrit visé à l'article L.228-1 du Code de commerce et tenu, selon la forme de l'action, soit par la société, soit par un intermédiaire financier habilité par l'Autorité des marchés financiers, selon les modalités fixées pour la tenue des comptes de titres et la circulation des valeurs mobilières par Euroclear France.

La société est en droit de demander, à tout moment, à ses frais, à l'organisme chargé de la compensation des titres, le nom ou la dénomination, la nationalité, l'année de naissance ou l'année de constitution et l'adresse des détenteurs des titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés.

Transmission des actions

Les actions, qu'elles soient nominatives ou au porteur, se transmettent par virement de compte à compte conformément à la réglementation en vigueur.

S'il s'agit d'actions non entièrement libérées, la signature du cessionnaire ou de son mandataire est nécessaire. Les actions sur lesquelles les versements échus ont été effectués sont seules transmissibles.

Droits des actions

La propriété d'une action entraîne de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions de l'Assemblée générale.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre en quelques mains qu'il passe.

A chaque action est attaché le droit de participer dans les conditions fixées par le Code de commerce et par les présents statuts aux Assemblées générales et au vote des résolutions.

Chacune donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle au nombre des actions existantes, compte tenu du montant nominal des actions et des droits des actions de catégories différentes.

Chaque action confère dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, une part proportionnelle au nombre des actions émises. Toute action donne droit, notamment, en cours de société comme en cas de liquidation, au règlement de la même somme nette dans toute répartition ou tout remboursement, en sorte qu'il sera, le cas échéant, fait masse, entre toutes les actions indistinctement, de toutes exonérations ou réductions d'impôts comme de toutes charges auxquelles cette répartition ou ce remboursement pourraient donner lieu.

Indivisibilité

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société ; tous les copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun régulier. En cas de désaccord, le mandataire est désigné par justice à la demande du co-proprétaire le plus diligent.

Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Actions démembrées

En cas de démembrement de l'action, le droit de vote qui y est attaché appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-proprétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la société par lettre recommandée adressée au siège social, la société étant tenue de respecter cette convention pour toute Assemblée générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Titre III – Administration de la société

Chapitre I – Conseil d'administration

Article 9 – Composition du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

Les membres du Conseil d'administration, personnes physiques ou personnes morales, sont élus par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires. La durée de leur mandat est de trois ans. Ils sont rééligibles sous réserve des dispositions relatives à la limite d'âge.

Les fonctions de chaque membre du conseil prennent fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat de l'intéressé.

En cas de fusion ou de scission, la nomination peut être faite par l'Assemblée générale extraordinaire.

Chaque membre du Conseil d'administration doit être propriétaire d'au moins dix actions de la société. Si, au jour de sa nomination, un membre du Conseil d'administration n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office, s'il n'a pas régularisé sa situation dans les délais prévus par les dispositions légales en vigueur.



Le nombre de membres du Conseil d'administration âgés de plus de soixante-quinze ans ne peut être supérieur au tiers des membres en fonction. Si ce nombre vient à être dépassé, le membre le plus âgé, en dehors du Président, sera réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice au cours duquel sera intervenu le dépassement.

Lorsque une personne morale est portée aux fonctions de membre du Conseil d'administration, elle est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était membre du conseil en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de pourvoir en même temps à son remplacement.

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges, le Conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Ces nominations provisoires sont soumises à la ratification de la prochaine Assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis par les administrateurs provisoires, ou avec leur concours n'en demeurent pas moins valables.

Lorsque le nombre des membres du Conseil d'administration est devenu inférieur à trois, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement l'Assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil d'administration.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que jusqu'à l'époque prévue pour la fin du mandat de son prédécesseur.

Les membres du Conseil d'administration sont révocables par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires à tout moment sans préavis ni indemnité.

Article 10 – Président du Conseil d'administration

Le conseil élit parmi ses membres un Président qui est obligatoirement une personne physique. Le Président demeure en fonction, sauf décision contraire du conseil, pendant la durée de son mandat d'administrateur.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de Président du Conseil d'administration est fixée à quatre-vingts ans. Ses fonctions cesseront de plein droit à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui suivra son quatre-vingtième anniversaire. Toutefois, le conseil pourra à titre exceptionnel, prolonger par périodes d'une année renouvelable, la durée des fonctions du Président ayant atteint cette limite d'âge.

Le Président représente le Conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure d'accomplir leur mission.

Le Président préside les assemblées générales d'actionnaires et établit les rapports prévus par la loi.

Le conseil peut, s'il le juge utile, nommer un ou plusieurs Vice-Présidents dont les fonctions consistent exclusivement, en l'absence de Président, à présider les séances du conseil et les assemblées.

Article 11 – Délibérations du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation du Président ou, en cas d'empêchement, du ou des Vice-Présidents aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, soit au siège social, soit en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Les convocations sont faites par tous moyens, même verbalement.

Les administrateurs constituant au moins le tiers des membres du conseil, ou le Directeur général si les fonctions de celui-ci ne sont pas assumées par le Président, peuvent, en indiquant l'ordre du jour de la séance, demander au Président de convoquer le conseil, si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Les administrateurs ont le droit de se faire représenter à chaque séance par un de leurs collègues désigné même par lettre ou télégramme ou télécopie, mais un administrateur ne peut représenter, comme mandataire, qu'un seul de ses collègues.

Le conseil peut, dans un règlement intérieur, prévoir dans les limites et conditions prévues par la loi, que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres qui participent à la réunion du conseil par des moyens de visioconférence tels que déterminés par décret. Cette disposition n'est pas applicable aux décisions pour lesquelles le Code de commerce exclut le recours à ce procédé.

Les réunions du Conseil d'administration sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, à défaut, par le ou l'un des Vice-Présidents ou par tout autre administrateur désigné par le conseil à cet effet.

Le conseil peut décider de nommer un secrétaire qui peut être une personne actionnaire ou non.

Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié de ses membres sont effectivement présents à la réunion ou, le cas échéant, participent à cette dernière par des moyens de visioconférence ou autres moyens de télécommunication.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres participants ou représentés ; l'administrateur qui représente l'un de ses collègues a deux voix.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'administration.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis soit sur un registre spécial tenu au siège social, et coté et paraphé, soit sur des feuillets mobiles numérotés sans discontinuité et paraphés, le tout, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Les procès-verbaux sont revêtus de la signature du président de séance et d'au moins un administrateur ; en cas d'empêchement du président de séance, ils sont signés par deux administrateurs au moins.

Les copies, ou extraits de procès-verbaux des délibérations du Conseil d'administration, sont valablement signés par le Président du Conseil d'administration, le Directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de Président ou un fondé de pouvoirs, habilité à cet effet.

Vis-à-vis des tiers, la justification du nombre et de la nomination des administrateurs en exercice, ainsi que la justification des pouvoirs des administrateurs représentant leurs collègues, résultent suffisamment de l'énonciation, dans le procès-verbal de chaque délibération et dans l'extrait qui en est délivré, des noms des administrateurs participants ou représentés et de ceux des administrateurs absents.



Article 12 – Pouvoirs du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

En outre, il donne son autorisation préalable aux opérations visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Le Conseil d'administration peut décider la création en son sein de comités dont il fixe la composition et les attributions et qui exercent leur activité sous sa responsabilité, sans que lesdites attributions puissent avoir pour objet de déléguer à un comité les pouvoirs qui sont attribués au Conseil d'administration lui-même par la loi ou les statuts, ni pour effet de réduire ou de limiter les pouvoirs du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration peut conférer à un ou plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

A peine de nullité, il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers. La même interdiction s'applique au Directeur général et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs, ainsi qu'aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus visées et à toute personne interposée.

Les administrateurs ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements de la société, autres que celles prévues par les dispositions légales en vigueur.

Article 13 – Rémunération des administrateurs et du Président

L'Assemblée générale peut allouer aux membres du Conseil d'administration, en rémunération de leur activité, à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle que cette assemblée détermine sans être liée par des décisions antérieures. Le montant de celle-ci est porté aux charges d'exploitation.

Le Conseil d'administration répartit librement entre ses membres les sommes globales allouées à ceux-ci sous forme de jetons de présence. Il peut notamment allouer aux membres du conseil qui font partie des comités spéciaux une part supérieure à celle des autres.

Il peut être alloué par le Conseil d'administration, des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des membres de ce conseil ; dans ce cas, ces rémunérations, portées aux charges d'exploitation sont soumises à la procédure spéciale visant les conventions réglementées.

Outre sa part dans les jetons de présence qu'il reçoit en qualité d'administrateur, le Président du Conseil d'administration reçoit une rémunération spéciale qui est déterminée par le Conseil d'administration.

Article 14 – Direction générale

La direction générale de la société est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur général.

Le Conseil d'administration choisit entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale à chaque expiration du mandat du Directeur général ou du mandat du Président du Conseil d'administration lorsque ce dernier assume également la direction générale. Le Conseil d'administration peut, avec l'accord du Directeur général ou du Président lorsque ce dernier assume la direction générale, avant l'expiration de leur mandat, modifier les modalités d'exercice de la direction générale.

Lorsque la direction de la société est assumée par le Président du Conseil d'administration, les dispositions ci-après relatives au Directeur général lui sont applicables.

Le Conseil d'administration détermine la durée des fonctions conférées au Directeur général.

Le Directeur général peut être révoqué à tout moment par le Conseil d'administration.

Le Directeur général représente la société dans ses rapports avec les tiers et peut substituer partiellement dans ses pouvoirs tous mandataires spéciaux qu'il avisera.

Sous réserve des limitations légales, le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Toute limitation de ses pouvoirs par décision du Conseil d'administration est sans effet à l'égard des tiers.

Toutefois, les cautions, avals et garanties doivent faire l'objet d'une autorisation du Conseil d'administration dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de Directeur général est fixée à 65 ans. Ses fonctions cesseront de plein droit lors du premier Conseil d'administration suivant son 65^e anniversaire. Toutefois, sur proposition du Président, le conseil pourra à titre exceptionnel, prolonger par périodes d'une année renouvelable, la durée des fonctions du Directeur général ayant atteint cette limite d'âge.

Article 15 – Rémunération du Directeur général

Les avantages fixes et, s'il y a lieu, proportionnels destinés à rémunérer le Directeur général sont déterminés par le Conseil d'administration ; leur montant est porté aux charges d'exploitation.

Chapitre II – Contrôle de la société

Article 16 – Commissaires aux comptes

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes, dans les conditions fixées par la loi.



Titre IV – Assemblées générales

Chapitre I – Dispositions générales

Article 17 – Dispositions générales relatives aux assemblées

Effet des délibérations

L'Assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses délibérations, prises conformément au Code de commerce et aux statuts, obligent tous les actionnaires, même absents, incapables ou dissidents.

Convocations

Les actionnaires sont réunis chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice en assemblée générale ordinaire.

Des assemblées générales, soit ordinaires réunies extraordinairement, soit extraordinaires peuvent, en outre, être réunies à toute époque de l'année.

Les assemblées générales sont convoquées dans les délais prévus par les dispositions légales en vigueur.

Les convocations sont faites au moyen d'un avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social et, en outre, si la société fait publiquement appel à l'épargne, au Bulletin des annonces légales obligatoires. Les actionnaires titulaires de titres nominatifs depuis un mois au moins à la date de la convocation sont convoqués par lettre.

Si toutes les actions sont nominatives, les insertions peuvent être remplacées par une convocation faite aux frais de la Société, par lettre recommandée adressée à chaque actionnaire.

Le tout indépendamment des avis préalable aux actionnaires dans les formes et délais légaux relatifs à leurs demandes éventuelles d'inscription de projets de résolutions ou de points à l'ordre du jour.

Participation

L'Assemblée générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions.

Tout actionnaire peut participer aux assemblées, sur justification de son identité et de l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire (ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte s'il réside à l'étranger) au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Les titulaires d'actions sur le montant desquelles les versements exigibles n'ont pas été effectués dans le délai de 30 jours à compter de la mise en demeure effectuée par la société ne peuvent être admis aux assemblées. Ces actions sont déduites pour le calcul du quorum et de majorité.

Tout actionnaire peut également, si le Conseil d'administration le permet au moment de la convocation d'une assemblée générale, participer à cette assemblée par visioconférence ou par des moyens électroniques de télécommunication ou de télétransmission sous les réserves et dans les conditions

fixées par la législation ou la réglementation en vigueur. Cet actionnaire est alors réputé présent à cette assemblée pour le calcul du quorum et de la majorité.

Article 18 – Tenue des assemblées

Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'administration, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

A défaut, elles peuvent être également convoquées :

- 1) par le commissaire aux comptes ;
- 2) par un mandataire désigné en justice, à la demande, soit de tout intéressé ou du Comité d'entreprise, en cas d'urgence, soit d'un ou de plusieurs actionnaires réunissant au moins le vingtième du capital social, soit d'une association d'actionnaires répondant aux conditions de l'article L. 225-120 du Code de commerce ;
- 3) par les actionnaires majoritaires en capital ou en droit de vote après une offre publique d'achat ou d'échange ou après une cession de bloc de contrôle.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Toutefois, dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, les propriétaires d'actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis trois ans au moins, au nom du même actionnaire, ont un droit de vote double à celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent.

En outre, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou prime d'émission, ce droit de vote double est conféré dès leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison des actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perdra le droit de vote double attribué. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fera pas perdre le droit acquis et n'interrompra pas le délai ci-dessus visé.

La fusion sera sans effet sur le droit de vote double qui pourra être exercé au sein de la société absorbante si les statuts de celle-ci l'ont institué.

Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par le Vice-Président, ou par un membre du Conseil d'administration désigné à cet effet ; à défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

L'ordre du jour est arrêté en principe par l'auteur de la convocation.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée présents et acceptant qui disposent du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne le Secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence dûment émarginée par les participants et certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial coté et paraphé tenu au siège social, ou sur des feuilles mobiles numérotées et paraphées sans discontinuité.

Ces procès-verbaux sont signés par les membres du bureau. Les copies ou extraits sont valablement certifiés par toute personne autorisée en vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.



Chapitre II – Assemblées générales ordinaires

Article 19 – Quorum et majorité

L'Assemblée générale ordinaire réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Les délibérations de l'Assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

Article 20 – Pouvoirs

L'Assemblée générale ordinaire délibère sur toutes questions qui ne sont pas de la compétence exclusive de l'Assemblée générale extraordinaire.

Chapitre III – Assemblées générales extraordinaires

Article 21 – Quorum et majorité

1) L'Assemblée générale extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des actions ayant le droit de vote ou, sur deuxième convocation ainsi qu'en cas de prorogation de la seconde assemblée, le cinquième des dites actions.

Les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

2) S'il s'agit de décider ou d'autoriser le Conseil d'administration à réaliser l'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le quorum nécessaire n'est que du cinquième sur première convocation. La délibération est valable sur seconde convocation quel que soit le nombre des actions représentées.

Les décisions sont prises à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

3) L'augmentation du capital par majoration du montant nominal des actions à libérer en espèces ou par compensation ne peut être décidée qu'à l'unanimité des actionnaires réunissant la totalité des actions composant le capital.

Article 22 – Pouvoirs

L'Assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.

L'Assemblée générale extraordinaire peut décider la création par augmentation de capital ou par conversion d'actions ordinaires déjà émises, d'actions de préférence, la fixation des droits et règles s'y appliquant et les modifications statutaires correspondantes, le tout dans les conditions et limites prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

Elle ne peut toutefois, si ce n'est à l'unanimité des actionnaires, augmenter les engagements des actionnaires sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Titre V – Comptes sociaux

Article 23 – Exercice social

Chaque exercice social a une durée de douze mois qui commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Article 24 – Documents comptables

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, ainsi que les comptes sociaux et, le cas échéant, les comptes consolidés.

Il établit également un rapport écrit sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Article 25 – Bénéfices

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions.

Sur ces bénéfices nets, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social. Le solde, augmenté des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable que l'Assemblée générale décide, en tout ou partie, d'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve, de reporter à nouveau ou de distribuer.

Article 26 – Paiement du dividende en actions

L'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice peut accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à tous les actionnaires.



Titre VI – Dissolution – Prorogation – Liquidation – Contestation

Article 27 – Dissolution anticipée – Prorogation

L'Assemblée générale extraordinaire peut, à toute époque, prononcer la dissolution anticipée de la société et, à l'expiration de celle-ci, sa prorogation.

Un an au moins avant l'expiration de la durée de la société, le Conseil d'administration provoque la réunion d'une Assemblée générale extraordinaire des actionnaires à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

Article 28 – Perte de la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'Assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider, s'il y a lieu, la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Article 29 – Liquidation

A l'expiration de la société, ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

La nomination des liquidateurs met fin aux fonctions des administrateurs et du Directeur général.

Pendant toute la durée de la liquidation, l'Assemblée générale conserve les mêmes pouvoirs.

Le produit net de la liquidation après le règlement du passif est employé d'abord à rembourser le montant libéré et non amorti des actions ; le surplus est réparti entre toutes les actions.

Les actionnaires sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif, sur le quitus de la gestion des liquidateurs, la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation ; celle-ci est publiée conformément au Code de commerce.

Article 30 – Contestations

Sauf disposition légale d'ordre public contraire, toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, soit entre la société et les actionnaires eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire doit faire élection de domicile dans le ressort du tribunal compétent du lieu du siège social, et toutes assignations et significations sont régulièrement délivrées à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au Parquet du Procureur de la République, près le tribunal de grande instance du lieu du siège social.

8 RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Renseignements généraux concernant la société Gaumont	202
Actionnariat de la société	204
Informations concernant le capital	208
Informations sur le marché des titres	212



RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Renseignements généraux concernant la société Gaumont

Renseignements généraux concernant la société Gaumont

Dénomination (article 2 des statuts)

La société est dénommée Gaumont.

Siège social (article 4 des statuts)

Le siège social est fixé au 30 avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine.

Forme juridique et législation applicable (article 1 des statuts)

Société anonyme régie par les dispositions du Code de commerce et par ses statuts.

Date de constitution, durée de vie (article 5 des statuts)

La société a été constituée sous la dénomination Société Nouvelle des Etablissements Gaumont le 11 août 1938. L'Acte Constitutif a été déposé le 5 septembre 1938 au greffe du Tribunal de Paris et la société a été immatriculée le 7 septembre 1938 au Registre du commerce. La dénomination sociale est devenue Gaumont par décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 20 juin 1975.

La durée de la société, fixée initialement à 99 ans à compter du 15 août 1938, a été prorogée jusqu'au 28 avril 2103, sauf dissolution anticipée ou prorogation prévue aux statuts.

Immatriculation au Registre du commerce et des sociétés et code APE

La société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro d'identification SIREN 562 018 002.

Son code d'activité économique est le 5911C : Production de films pour le cinéma.

Objet social (article 3 des statuts)

La société a pour objet, en tous pays, l'exercice de toutes activités liées à l'information, la culture, le tourisme et les loisirs, et notamment, sans que cette liste soit limitative :

- la production, la réalisation, la distribution, l'édition, l'exploitation, l'achat, la vente, la location, de tous films, livres, phonogrammes, ou programmes audiovisuels, français ou étrangers sur tous supports et par tous procédés ;
- la fabrication, l'exploitation, l'achat, la vente, la location, de tous appareils, instruments ou procédés d'enregistrement, transmission, diffusion, reproduction de sons ou d'images ;
- la création, l'achat, la vente, l'exploitation de toutes salles de cinéma, et généralement de tous lieux destinés à recevoir du public pour s'informer, se cultiver ou se distraire ;
- la création et l'exploitation de tous journaux et magazines ;
- et généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social, et même à tous autres objets qui seraient de nature à favoriser le développement de la société.

La société peut faire toutes ces opérations pour son compte ou pour le compte de tiers, et soit seule, soit en association avec tout tiers, et les réaliser sous quelque forme que ce soit.

Exercice social (article 23 des statuts)

Chaque exercice social a une durée de douze mois qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Consultation des documents sociaux relatifs à la société

Les documents relatifs à Gaumont qui, en application de la législation sur les sociétés commerciales, sont mis à la disposition des actionnaires et du public, peuvent être consultés au siège social de la société, 30 avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine.

Répartition des bénéfices (article 25 des statuts)

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions.



Sur ces bénéfices nets, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le solde, augmenté des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable que l'Assemblée générale décide, en tout ou partie, d'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve, de reporter à nouveau ou de distribuer.

Modalités de paiement des dividendes (article 26 des statuts)

L'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice peut accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à tous les actionnaires.

Assemblées générales (articles 17 à 22 des statuts)

Les Assemblées générales d'actionnaires sont convoquées et délibèrent conformément au Code de commerce et aux statuts.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

L'Assemblée générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions.

Conformément à l'article R. 225-85 du Code de commerce, il est institué une date limite d'inscription en compte des titres, qu'ils soient nominatifs ou au porteur, fixée au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris. Seuls les actionnaires connus à cette date, soit par une inscription en compte nominatif ou par une attestation de participation délivrée par le teneur de compte au porteur, peuvent assister et voter à l'Assemblée ou valider leur vote à distance. Tout transfert de propriété réalisé après le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, n'est pas pris en considération par la société, nonobstant toute convention contraire.

Chaque membre de l'Assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par le Vice-Président, ou par un membre du Conseil d'administration désigné à cet effet ; à défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'Assemblée présents et acceptant qui disposent du plus grand nombre de voix.

Le Bureau désigne le Secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence dûment émargée par les participants et certifiée exacte par le Bureau de l'Assemblée.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial coté et paraphé tenu au siège social, ou sur des feuilles mobiles numérotées et paraphées sans discontinuité.

Ces procès-verbaux sont signés par les membres du Bureau. Les copies ou extraits sont valablement certifiés par toute personne autorisée en vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Droits de vote double (article 18 des statuts)

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis trois ans au moins, au nom du même actionnaire.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, le droit de vote double est conféré dès leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison des actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Le droit de vote double cesse pour toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert. Il n'existe pas d'autres cas dérogatoires prévus dans les statuts.

La fusion est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la société absorbante si les statuts de celle-ci l'ont institué.

Identification des détenteurs de titres (article 8 des statuts)

La société est en droit de demander, à tout moment, à ses frais, à l'organisme chargé de la compensation des titres, le nom ou la dénomination, la nationalité, l'année de naissance ou l'année de constitution et l'adresse des détenteurs des titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés.

Franchissement de seuils

Les dispositions de l'article L. 233-7 du Code de commerce qui imposent à toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, de déclarer tout franchissement des seuils de 5, 10, 15, 20, 25, 30, 33.33, 50, 66.66, 90 et 95 % du capital ou des droits de vote d'une société s'appliquent à Gaumont.

Toute personne physique ou morale qui acquiert plus de 10 %, 15 %, 20 % ou plus de 25 % des actions ou des droits de vote doit déclarer à Gaumont et à l'Autorité des marchés financiers les objectifs qu'elle a l'intention de poursuivre au cours des six mois à venir.

Conformément à l'article L. 233-14 du Code de commerce, l'actionnaire qui n'aurait pas procédé régulièrement aux déclarations auxquelles il est tenu est privé des droits de vote attachés aux actions excédant la fraction qui n'a pas été régulièrement déclarée pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.



RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Actionnariat de la société

Actionnariat de la société

Actionnaires détenant plus de 5 % des droits et titres d'autocontrôle

Evolution de l'actionnariat

	31.12.14				31.12.13				31.12.12			
	Répartition du capital		Répartition des droits de vote ⁽¹⁾		Répartition du capital		Répartition des droits de vote		Répartition du capital		Répartition des droits de vote	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Ciné Par ⁽²⁾	2 729 402	63,88	5 253 574	66,22	2 729 402	63,88	5 112 822	69,90	2 729 402	63,88	5 112 822	69,90
First Eagle Investment Management LLC (USA)	478 078	11,19	956 017	12,05	478 050	11,19	478 050	6,54	478 050	11,19	478 050	6,54
Bolloré	408 852	9,57	817 704	10,31	408 852	9,57	817 704	11,18	408 852	9,57	817 704	11,18
Groupe Industriel Marcel Dassault	232 670	5,45	465 340	5,87	232 670	5,45	465 340	6,36	232 670	5,45	465 340	6,36
Public	417 033	9,76	441 332	5,56	416 685	9,75	440 542	6,02	416 894	9,76	440 283	6,02
Actions détenues par Gaumont SA	6 495	0,15	-	-	6 871	0,16	-	-	6 662	0,16	-	-
TOTAL	4 272 530	100,00	7 933 967	100,00	4 272 530	100,00	7 314 458	100,00	4 272 530	100,00	7 314 199	100,00

(1) En application de la loi Florange du 29 mars 2014, un droit de vote double est conféré à toutes les actions nominatives inscrites depuis trois ans au moins au nom du même actionnaire, quelle que soit sa nationalité.

(2) Société contrôlée par Nicolas Seydoux.

À la connaissance de Gaumont, il n'existe aucun actionnaire, autre que ceux mentionnés dans le tableau ci-dessus, détenant directement, indirectement ou de concert plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Gaumont n'est pas en mesure, à ce jour, d'estimer le nombre exact de ses actionnaires. Au 31 décembre 2014, le nombre d'actionnaires nominatifs s'élevait à 85.

Au 31 décembre 2014, Gaumont détenait, dans le cadre de son contrat de liquidité, 6 495 actions propres au nominal de € 8, représentant un investissement de € 251 549. Ces actions représentent 0,15 % du capital et n'ont ni droit de vote, ni droit au versement de dividende.

Aucune société contrôlée ne détient de titres Gaumont.

Principaux événements survenus au cours des trois derniers exercices ayant eu un impact sur l'actionnariat

Au 12 décembre 2012, à la suite de la fusion-absorption de la société Financière du Loch par la société Bolloré, les 408 852 actions Gaumont détenues par la Financière du Loch et les 817 704 droits de vote qui y sont attachés ont été transférés à la société Bolloré.

Au 31 janvier 2014, la société Ciné Par a bénéficié du droit de vote double attaché aux 140 752 actions Gaumont inscrites à son nom depuis janvier 2011, à la suite de la transmission universelle du patrimoine de la société Socipar à Ciné Par réalisée en septembre 2010.

Le 25 avril 2014, la société First Eagle Investment Management a bénéficié du droit de vote double attaché aux 478 050 actions Gaumont inscrites à son nom, en application de la loi n° 2014-384 du 29 mars 2014 dite « loi Florange » modifiant l'article L. 225-123 du Code de commerce.



Franchissement de seuils

Le 1^{er} mai 2014, la société First Eagle Investment Management a déclaré à Gaumont et à l'AMF le franchissement à la hausse du seuil légal de 10 % des droits de vote de Gaumont, à la suite du droit de vote double attribué à ses 478 050 actions Gaumont nominatives en application de la loi n° 2014-384 du 29 mars 2014 dite « loi Florange » modifiant l'article L. 225-123 du Code de commerce.

Le 2 mai 2014, la société First Eagle Investment Management a adressé à Gaumont et à l'AMF sa déclaration d'intention.

Ces informations ont été portées à la connaissance du public par l'AMF.

Opérations effectuées par la société sur ses propres actions

Dans le cadre du contrat de liquidité, conforme à la Charte déontologique établie par l'AMAFI, signé le 1^{er} juillet 2010, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, et en vue de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations du titre Gaumont sur le marché, un compte de contrepartie est ouvert dans les livres de la société de bourse Exane BNP Paribas.

Le montant des apports initiaux s'élève à € 300 000, augmentés de € 100 000 en novembre 2010.

A la date du 31 décembre 2014, le montant total des moyens affectés à ce contrat était de 6 495 actions propres et € 64 524,50 en espèces.

La gestion du contrat de liquidité est assurée par la société Exane BNP Paribas qui appréciera seule les opportunités d'intervention sur le marché aux seules fins de :

- faciliter la cotation du titre ;
- contribuer à améliorer la diffusion du capital de la société ;
- contribuer à améliorer la liquidité du marché du titre.

Gaumont a réalisé, au travers de son contrat de liquidité, les opérations suivantes sur ses propres actions :

	2014	2013
Nombre de titres acquis	9 947	4 474
Cours moyen d'acquisition	€ 39,09	€ 37,86
Nombre de titres cédés	10 323	4 265
Cours moyen de cession	€ 38,45	€ 38,56
Frais de négociation	-	-
Nombre de titres détenus au 31 décembre	6 495	6 871
Valeur des titres détenus au 31 décembre	€ 251 549	€ 259 714
Quote-part du capital détenue au 31 décembre	0,15 %	0,16 %
Nominal des actions	€ 8	€ 8

Participation des salariés et des dirigeants au capital de la société

Dirigeants actionnaires

A la connaissance de Gaumont, les administrateurs détenaient directement ensemble 5 240 actions représentant 0,12 % du capital et 0,11 % des droits de vote au 31 décembre 2014.

Opérations des dirigeants sur les titres de la société

Néant.

Actionariat salarié

A la connaissance de Gaumont, deux de ses salariés détenaient ensemble 28 actions au 31 décembre 2014.

A la connaissance de Gaumont, il n'existe aucun plan d'épargne ou fonds de gestion collective au bénéfice des salariés ou anciens salariés qui serait investi en titres de la société.

Politique en matière de dividendes

La politique de distribution des dividendes à venir est fondée sur différents critères notamment les besoins d'investissement de la société, sa situation financière et la pratique du marché.

Tout dividende non réclamé dans les cinq ans suivant son exigibilité, est prescrit dans les conditions prévues par l'article 2224 du Code civil. Les dividendes dont le paiement n'a pas été demandé sont versés au Trésor, en application de l'article L. 1126-1 du Code de propriété des personnes publiques.

Au cours des cinq derniers exercices, Gaumont a distribué les dividendes suivants :

Années	Nombre de titres rémunérés ⁽¹⁾	Dividendes versés au titre de l'exercice fiscal (en euros)		
		Net	Avoir fiscal	Total
2008	4 271 516	0,30	-	0,30
2009	4 271 516	0,30	-	0,30
2010	4 265 797	0,30	-	0,30
2011	4 266 772	1,30	-	1,30
2012	4 265 835	1,00	-	1,00
2013	4 266 045	1,00	-	1,00

(1) Hors titres autodétenus à la date de mise en paiement.



RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Actionnariat de la société

Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Actionnariat de référence

L'actionnaire de référence de Gaumont est la société Ciné Par, contrôlée par Nicolas Seydoux, qui détient 63,88 % du capital et 66,22 % des droits de vote au 31 décembre 2014.

La présence de membres indépendants au Conseil d'administration de la société (cinq sur dix membres que compte le Conseil) et le fait que certaines décisions soient soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'administration visent à garantir que le contrôle de la société n'est pas exercé de manière abusive. En particulier, il est rappelé que sont soumises à l'autorisation préalable du Conseil

d'administration certaines opérations de la Direction générale dont le détail est donné page 165 de ce Document de référence.

Pacte / convention d'actionnaires

A la connaissance de Gaumont, il n'existe aucun accord entre actionnaires (notamment entre les dirigeants) susceptibles d'entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote.

Engagement de conservation

Le 2 avril 2014, Monsieur Nicolas Seydoux, Madame Anne-Marie Seydoux, Madame Pénélope Seydoux, Madame Sidonie Dumas et la société Ciné Par ont renouvelé l'engagement collectif de conservation pris le 4 février 2004, puis renouvelé le 17 mars 2008, portant sur 2 700 004 actions Gaumont qui leur appartiennent et représentent 63,19 % du capital de la société et 68,06 % des droits de vote au 31 décembre 2014.

Au 31 décembre 2014, les caractéristiques de l'engagement de conservation sont les suivantes :

Régime applicable	Article 787-B du Code général des impôts sur les transmissions à titre gratuit
Date de signature	2 avril 2014
Durée de l'engagement collectif	2 ans à la date d'enregistrement à la recette des impôts
Durée contractuelle du pacte	2 avril 2014 au 2 avril 2016
Modalités de reconduction	Au-delà de 2 ans, prorogation par périodes successives de 3 mois
Pourcentage du capital visé par le pacte à la date de signature du pacte	63 %
Pourcentage de droits de vote visés par le pacte à la date de signature du pacte	70 %
Noms des signataires ayant la qualité de dirigeants	Nicolas Seydoux Sidonie Dumas
Noms des signataires ayant des liens avec les dirigeants	Anne-Marie Seydoux Pénélope Seydoux Ciné Par SAS
Noms des signataires détenant au moins 5 % du capital et/ou des droits de vote de la société	Ciné Par SAS

A la connaissance de la société, il n'existe aucune autre disposition qui pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle.



Nantissement des actions

Il n'existe aucun nantissement d'actions Gaumont au 31 décembre 2014, ni à ce jour.

Modifications du capital et des droits affectés aux actions

Le capital social et les droits attachés à chaque action ou chaque catégorie d'actions ne sont susceptibles de modification que sous réserve du respect des dispositions légales en vigueur. Les statuts de la société ne subordonnent ces opérations à aucune condition ou restriction particulière.

Accords conclus par la société comprenant une clause particulière en cas de changement de contrôle

A la connaissance de Gaumont, les accords qui sont modifiés ou qui prennent fin en cas de changement de contrôle de la société, sont les suivants :

- accord de participation financière pour la restauration et la numérisation de titres du catalogue signé avec la Caisse des dépôts et consignations le 6 juillet 2012 ;
- convention de crédit d'un montant maximum de k€ 80 000 du 5 novembre 2014 ;
- emprunt obligataire d'un montant total de k€ 60 000 à échéance du 14 novembre 2021 et du 14 novembre 2024.



RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Informations concernant le capital

Informations concernant le capital

Evolution du capital de Gaumont SA

Au 31 décembre 2014, le capital social de Gaumont s'élève à € 34 180 240. Il est composé de 4 272 530 actions de € 8 de nominal chacune, toutes intégralement libérées et de même catégorie.

Le nombre total des droits de vote attachés aux actions est de 7 933 967, incluant 3 661 437 actions à droit de vote double.

Gaumont n'a émis aucun titre non représentatif du capital.

Aucun événement n'a affecté le capital de la société au cours des trois dernières années.

Capital potentiel

Au 31 décembre 2014, 164 728 actions restaient susceptibles de création par exercice d'options de souscription accordées aux salariés de Gaumont et des sociétés qui lui sont liées.

Sur les 164 728 options exerçables, aucune ne présentait un caractère dilutif au 31 décembre 2014.

Le tableau suivant présente les effets sur le capital et le résultat par action d'une levée de la totalité des options à caractère dilutif.

	2014	2013	2012
Nombre moyen d'actions	4 272 530	4 272 530	4 272 530
Résultat consolidé part du Groupe <i>(en milliers d'euros)</i>	18 322	12 690	21 220
Résultat net par action <i>(en euros)</i>	4,29	2,97	4,97
Nombre d'options de souscription d'actions à caractère dilutif	-	-	-
Nombre potentiel moyen d'actions	4 272 530	4 272 530	4 272 530
Résultat net dilué par action <i>(en euros)</i>	4,29	2,97	4,97
Pourcentage de dilution <i>(en %)</i>	-	-	-

Historique des plans d'options de souscription d'actions

Depuis décembre 1987, Gaumont a institué huit plans de souscription d'actions au profit d'un certain nombre de ses salariés, et notamment de ses cadres dirigeants, à l'exception du Président du Conseil d'administration qui ne bénéficie d'aucun plan.

Conformément aux dispositions légales prévues pour préserver l'intégralité des droits des salariés, des ajustements du prix d'offre et du nombre d'actions restant à souscrire ont été effectués en application de l'article R. 228-91 du Code de commerce. Ces ajustements font notamment suite aux distributions de dividendes.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, les informations relatives aux options consenties et levées durant l'exercice 2014 concernant les mandataires sociaux ainsi que les dix salariés non mandataires sociaux, figurent dans un rapport spécial présenté par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale.

Plans d'options en cours à la clôture de l'exercice

Tableau N° 8 de la recommandation AMF N° 2014-14

Les plans I et II ont expiré respectivement le 2 décembre 2002 et le 22 décembre 2003.

Les options attribuées au titre des plans III et IV ont été levées en totalité.

Les plans V à VIII sont toujours en cours au 31 décembre 2014. Ils présentent les caractéristiques suivantes :

	Plan V	Plan VI	Plan VII	Plan VIII
Date d'Assemblée générale	02.06.94	25.04.96	30.04.98	29.04.04
Date d'attribution	15.02.96 ⁽¹⁾	12.03.98 ⁽¹⁾	09.04.02 ⁽¹⁾	28.02.05 ⁽²⁾
Type d'option	Souscription	Souscription	Souscription	Souscription
Point de départ d'exercice des options	15.02.01	12.03.03	09.04.06	28.02.09
Date d'expiration	14.02.46	11.03.48	08.04.46	27.02.49
Prix d'exercice initial (en euros)	€ 50,31	€ 64,03	€ 48,00	€ 64,00
Prix d'exercice ajusté (en euros)	€ 45,10	€ 57,40	€ 43,03	€ 57,49
Nombre total d'options attribuées	104 000	168 000	165 000	196 750
Nombre total d'options attribuées ajusté	116 133	187 624	184 422	219 788
Nombre cumulé d'options annulées au 31.12.14	45 785	96 079	117 908	92 743
Nombre cumulé d'options exercées au 31.12.14	64 873	80 367	43 249	2 235
NOMBRE D'OPTIONS RESTANT EN CIRCULATION AU 31.12.14	5 475	11 178	23 265	124 810
Dont nombre d'options pouvant être souscrites par les mandataires sociaux				
• Sidonie Dumas	1 117	2 235	3 351	33 463
Dont nombre d'options pouvant être souscrites par les dix salariés dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé ⁽³⁾	4 358	8 943	19 873	54 134

(1) Conseil d'administration.

(2) Directoire.

(3) Lorsque plus de dix salariés sont concernés à égalité, le nombre indiqué tient compte de tous les intéressés (dont les personnes qui ont quitté la société).

Options détenues par les dix salariés de la société dont le nombre d'options est le plus élevé

Tableau N° 9 de la recommandation AMF N° 2014-14

Au cours de l'exercice 2014, aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été attribuée aux salariés de Gaumont SA ou de ses filiales.

Aucune levée d'option n'a été réalisée par ces salariés sur la période.



RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Informations concernant le capital

Délégations consenties par l'Assemblée générale au Conseil d'administration dans le domaine des opérations sur le capital

	Autorisations en cours				Autorisations proposées à l'AG du 5 mai 2015		
	AG (N° de résolution)	Durée (date d'expiration)	Montant ou plafond maximum	Utilisation de l'autorisation en 2014	N° de résolution	Durée	Plafond maximum
AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL ⁽¹⁾							
Par émission d'actions, titres ou valeurs mobilières, avec maintien du DPS	AG 25.04.13 (9)	26 mois (24.06.15)	k€ 15 000	Non utilisée	(8)	26 mois	k€ 15 000
Par incorporation de réserves, bénéfices ou primes	AG 25.04.13 (10)	26 mois (24.06.15)	k€ 15 000	Non utilisée	(9)	26 mois	k€ 15 000
Réservée aux salariés du Groupe adhérents du plan d'épargne d'entreprise	AG 25.04.13 (11)	26 mois (24.06.15)	200 000 actions	Non utilisée	(10)	26 mois	200 000 actions
RACHAT PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS							
Achat par la Société de ses propres actions ⁽²⁾	AG 29.04.14 (5)	18 mois (28.10.15)	k€ 17 090	Utilisée	(5)	18 mois	k€ 17 090
Réduction du capital social par annulation d'actions autodétenues	AG 29.04.14 (6)	18 mois (28.10.15)	10 % du capital au jour de l'AG	Non utilisée	(6)	18 mois	10 % du capital au jour de l'AG
PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS							
Attribution d'options d'achat et/ou de souscription d'actions ⁽³⁾	AG 03.05.12 (9)	38 mois (02.07.15)	Limite légale ⁽⁴⁾	Non utilisée	(7)	38 mois	Limite légale ⁽⁴⁾

(1) Capital social plafonné à un montant nominal global de k€ 15 000.

(2) Dans la limite de 5 % du nombre d'actions qui composent le capital de la société au moment des achats.

(3) En faveur des salariés et des mandataires sociaux de la société et/ou de celles qui lui sont liées.

(4) Articles L. 225-182 et R. 225-143 du Code de commerce : le total des options consenties non encore levées ne peut excéder le tiers du capital social.



Description des principales autorisations financières

Augmentations de capital

Par émission d'actions, titres ou valeurs mobilières et par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes

L'Assemblée générale du 25 avril 2013 a renouvelé, pour une durée de 26 mois, les délégations de compétence consenties au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 3 mai 2011, à l'effet :

- d'émettre en une ou plusieurs fois, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, des actions ou valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dans la limite de k€ 15 000 ;
- de procéder à une augmentation de capital, en une ou plusieurs fois, par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes, suivie de la création et de l'attribution gratuite de titres de capital ou de l'élévation du nominal des titres de capital existants, ou de la combinaison de ces deux modalités, dans la limite de k€ 15 000.

L'objectif de ces délégations est de permettre à la société de procéder à toute émission de valeurs mobilières lui permettant de réunir avec rapidité et souplesse les moyens financiers qui lui seraient nécessaires.

L'ensemble des émissions d'actions, titres de capital ou valeurs mobilières diverses est plafonné à un montant nominal global de k€ 15 000.

Ces délégations de compétence venant à échéance le 24 juin 2015, il sera proposé à l'Assemblée générale du 5 mai 2015 de les renouveler pour une durée de 26 mois.

Réserve aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise

En application de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, l'Assemblée générale du 25 avril 2013 a renouvelé, pour une durée de 26 mois, l'autorisation donnée au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 3 mai 2012, de procéder à une augmentation de capital, dans la limite de 200 000 actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés de la société et/ou de celles qui lui sont liées dans les conditions prévues par l'article L. 225-180 du Code de commerce, adhérents du plan d'épargne d'entreprise et dans les conditions fixées par les articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail.

Cette autorisation venant à échéance le 24 juin 2015, il sera proposé à l'Assemblée générale du 5 mai 2015 de la renouveler pour une durée de 26 mois.

Rachat par la société de ses propres actions

L'Assemblée générale du 29 avril 2014 a renouvelé, pour une durée de 18 mois, l'autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'achat par la société de ses propres actions dans la limite maximale de 5 % du nombre des actions qui composent le capital de la société au moment des achats dans la limite de k€ 17 090.

Cette autorisation venant à échéance le 28 octobre 2015, il sera proposé à l'Assemblée générale du 5 mai 2015 de la renouveler pour une durée de 18 mois.

Corrélativement, il sera proposé à l'Assemblée générale du 5 mai 2015 de renouveler, pour une durée de 18 mois, l'autorisation donnée au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 29 avril 2014, à l'effet d'annuler les actions que la société aurait achetées dans le cadre de l'autorisation de rachat de ses propres actions. Cette autorisation arrive à échéance le 28 octobre 2015.

Attribution d'options d'achat ou de souscription d'actions

L'Assemblée générale du 3 mai 2012 a renouvelé, pour une durée de 38 mois, l'autorisation donnée au Conseil d'administration de consentir, en une ou plusieurs fois, des options de souscription et/ou d'achat d'actions de la société au bénéfice de ceux qu'il désignera parmi les membres du personnel et dirigeants mandataires sociaux de la société ou celles qui lui sont liées dans les conditions prévues par l'article L. 225-180 du Code de commerce.

Cette autorisation venant à échéance le 2 juillet 2015, il sera proposé à l'Assemblée générale du 5 mai 2015 de la renouveler pour une durée de 38 mois.

Au 31 décembre 2014, 164 728 actions restaient susceptibles de création par exercice d'options de souscription accordées aux salariés de Gaumont et des sociétés qui lui sont liées.



RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Informations sur le marché des titres

Informations sur le marché des titres

Les actions de Gaumont ont été admises pour la première fois au Marché du Comptant de la Bourse de Paris le 26 août 1948. Depuis le 24 juin 1996, elles font l'objet de transactions sur le Marché d'Euronext Paris et appartiennent au compartiment B de l'Eurolist (code ISIN : FR0000034894). Il n'existe pas d'autre place de cotation.

Synthèse de l'évolution du cours de l'action des trois derniers exercices

(en euros)	2014	2013	2012
Haut	44,30	46,00	48,48
Bas	34,90	34,30	34,85
Dernier cours	40,27	35,90	38,70

Source : NYSE Euronext.

Evolution du cours de bourse et volumes de transactions sur les titres Gaumont en 2014

	Cours mensuel (clôture, en euros)			Nombre de titres échangés	Capitaux échangés (en milliers d'euros)
	Plus haut	Plus bas	Moyen		
Janvier	44,30	35,50	39,15	22 468	928
Février	41,95	40,10	40,93	3 450	141
Mars	41,94	39,00	40,53	8 042	324
Avril	40,29	37,20	39,47	6 087	236
Mai	39,99	37,75	38,93	5 472	212
Juin	40,49	36,25	39,30	5 023	196
Juillet	40,50	36,80	38,98	3 295	128
Août	40,28	36,75	38,74	3 430	132
Septembre	41,95	38,75	40,63	9 325	379
Octobre	40,95	34,90	38,44	8 487	325
Novembre	39,99	38,50	39,28	3 053	120
Décembre	40,27	38,00	39,37	4 554	179
EXTREMES DE LA PERIODE	44,30	34,90			
MOYENNES DE LA PERIODE			39,48	6 891	275

Source : NYSE Euronext.

Le cours moyen du mois de décembre 2014 fait ressortir une capitalisation boursière de k€ 168 210.

9 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

<u>Calendrier de l'information financière en 2015</u>	<u>214</u>	<u>Table de réconciliation : Rapport financier annuel</u>	<u>220</u>
<u>Documents accessibles au public</u>	<u>214</u>	<u>Table de réconciliation : Rapport de gestion du Conseil d'administration</u>	<u>221</u>
<u>Informations financières historiques</u>	<u>215</u>	<u>Table de correspondance : Responsabilité sociétale des entreprises</u>	<u>223</u>
<u>Responsables de l'information</u>	<u>216</u>		
<u>Table de concordance</u>	<u>218</u>		



Calendrier de l'information financière en 2015

En application de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, tel que modifié par l'article 9 de la loi n° 2014-1662 du 30 décembre 2014, et conformément à la Recommandation AMF n° 2015-03 du 3 février 2015, Gaumont a décidé de ne plus publier d'information financière trimestrielle.

Publication des comptes

9 mars 2015 : Résultats annuels 2014

28 juillet 2015 : Résultats semestriels 2015

Assemblée générale des actionnaires

5 mai 2015 : Assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2014

Documents accessibles au public

Tous les documents mis à la disposition des actionnaires et du public dans les conditions légales, peuvent être consultés au siège social de Gaumont, 30 avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Des exemplaires du Document de référence sont disponibles sans frais auprès de Gaumont, ainsi que sur les sites internet de Gaumont (www.gaumont.fr) et de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org).

L'information réglementée est accessible sur le site : <http://www.gaumont.fr>, page Finances.

Informations financières historiques

Comptes consolidés 2013 et 2012

Les comptes consolidés du Groupe pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 31 décembre 2012, préparés conformément aux *International financial reporting standards* (IFRS) tels qu'endossés par l'Union européenne aux 31 décembre 2013 et 31 décembre 2012, figurent respectivement dans les Documents de référence afférents à l'exercice 2013, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 8 avril 2014 sous le n° D.14-0305, aux pages 59 à 116, et à l'exercice 2012, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 avril 2013 sous le n° D.13-0274, aux pages 57 à 118.

Comptes annuels 2013 et 2012

Les comptes annuels de Gaumont SA, établis selon les normes comptables françaises, pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 31 décembre 2012 figurent respectivement dans les Documents de référence afférents à l'exercice 2013, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 8 avril 2014 sous le n° D.14-0305, aux pages 119 à 149, et à l'exercice 2012, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 avril 2013 sous le n° D.13-0274, aux pages 121 à 151.

Rapport de gestion 2013 et 2012

Les rapports de gestion, présentant l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de Gaumont SA et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elles sont confrontées, pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 31 décembre 2012 figurent respectivement dans les Documents de référence afférents à l'exercice 2013, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 8 avril 2014 sous le n° D.14-0305, aux sections référencées dans la table de réconciliation présentée aux pages 213 et 214, et à l'exercice 2012, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 avril 2013 sous le n° D.13-0274, aux sections référencées dans la table de réconciliation présentée aux pages 215 et 216.

Les chapitres des Documents de référence n° D.14-0305 et n° D.13-0274 non visés ci-dessus sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couverts à un autre endroit de ce Document de référence.

Vérification des informations financières historiques

En application de l'article 28 du Règlement CE n° 809/2004 du 29 avril 2004, les informations suivantes sont incluses par référence dans ce Document de référence :

- les comptes consolidés des exercices clos les 31 décembre 2013 et 31 décembre 2012 ont fait l'objet d'une certification par les Commissaires aux comptes de Gaumont SA. Les rapports figurent respectivement dans les Documents de référence afférents à l'exercice 2013, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 8 avril 2014 sous le n° D.14-0305, à la page 117, et à l'exercice 2012, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 avril 2013 sous le n° D.13-0274, à la page 119 ;
- les comptes annuels des exercices clos les 31 décembre 2013 et 31 décembre 2012 ont fait l'objet d'une certification par les Commissaires aux comptes de Gaumont SA. Les rapports figurent respectivement dans les Documents de référence afférents à l'exercice 2013, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 8 avril 2014 sous le n° D.14-0305, à la page 150, et à l'exercice 2012, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 avril 2013 sous le n° D.13-0274, à la page 152.



Responsables de l'information

Responsable du Document de référence

Nom et fonction de la personne qui assume la responsabilité du Document

Sidonie Dumas

Directrice générale

Attestation

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de Gaumont et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le Rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans ce Document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Document.

Neuilly-sur-Seine, le 13 avril 2015

Sidonie Dumas
Directrice générale



Responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

Advolis

- Membre de la Compagnie régionale de Paris
- Adresse : 13, avenue de l'Opéra, 75001 Paris
- Représentée par Patrick Iweins
- 1^{re} nomination : Assemblée générale du 2 mai 2005 en remplacement de KPMG anciennement RSM Salustro Reydel

Ernst & Young et Autres

- Membre de la Compagnie régionale de Versailles
- Adresse : 1-2, place des Saisons, 92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1
- Représentée par Bruno Bizet
- 1^{re} nomination : Assemblée générale du 3 mai 2011 en remplacement de Ernst & Young Audit

Commissaires aux comptes suppléants

Damien Bourg

- Membre de la Compagnie régionale de Paris
- Adresse : 13, avenue de l'Opéra, 75001 Paris
- 1^{re} nomination : Assemblée générale du 3 mai 2011 en remplacement de Patrick Iweins

Auditex

- Membre de la Compagnie régionale de Versailles
- Adresse : 1-2, place des Saisons, 92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1
- 1^{re} nomination : Assemblée générale du 3 mai 2011 en remplacement de Dominique Thouvenin

Les mandats de tous les Commissaires aux comptes expirent à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Responsable de l'information financière

Fabrice Batieau

Directeur financier

Adresse : 30, avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine

Téléphone : 01 46 43 20 00

Télécopie : 01 46 43 21 25

Courriel : fbatieau@gaumont.fr



Table de concordance

Afin de faciliter la lecture du présent Rapport annuel enregistré comme Document de référence, la table de concordance suivante (en application du schéma de l'annexe I du Règlement CE n° 809/2004 du 29 avril 2004) permet d'identifier les principales informations requises par l'Autorité des marchés financiers dans le cadre de ses règlements et instructions d'application.

Informations	Pages
1. Personnes responsables	
1.1. Responsable du Document de référence	216-217
1.2. Attestation du responsable du Document de référence	216
2. Contrôleurs légaux des comptes	
2.1. Responsables du contrôle des comptes	217
2.2. Changement de contrôleurs légaux	217
3. Informations financières sélectionnées	11
4. Facteurs de risques	34-40
5. Informations concernant l'émetteur	
5.1. Histoire et évolution de la société	10, 67, 202-203
5.2. Investissements	28-29, 67, 79-83, 101, 129-131, 145
6. Aperçu des activités	
6.1. Principales activités	25-27, 31
6.2. Principaux marchés	14-24
6.3. Événements exceptionnels	*
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	*
6.5. Position concurrentielle	14-24
7. Organigramme	
7.1. Description du Groupe et de la place de l'émetteur	30-32
7.2. Liste des filiales	68, 149-150
8. Propriétés immobilières, usines et équipements	
8.1. Immobilisations corporelles importantes	74, 81, 131
8.2. Impact sur l'environnement	53-54

Informations	Pages
9. Examen de la situation financière et du résultat	
9.1. Situation financière	25-29
9.2. Résultat d'exploitation	
9.2.1. Événements exceptionnels	*
9.2.2. Changements importants	25-26
9.2.3. Influence d'événements extérieurs	34-37
10. Trésorerie et capitaux	
10.1. Capitaux	27-28, 64, 84-85
10.2. Flux de trésorerie	28, 65, 98-100, 123, 142-144
10.3. Conditions d'emprunt – Structure de financement	27-28, 90-92, 101-104
10.4. Restrictions à l'utilisation des capitaux	27-28
10.5. Sources de financement futures	27-28
11. Recherche et développement, brevets et licences	29
12. Information sur les tendances	
12.1. Principales tendances depuis la fin du dernier exercice	4-7, 29, 32
12.2. Tendances identifiées pour l'exercice en cours	29
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	
13.1. Prévisions et estimations du bénéfice	*
13.2. Rapport des contrôleurs légaux sur les prévisions	*
13.3. Bilan et résultats prévisionnels	*
13.4. Prospectus en cours avec des données prévisionnelles	*

* Sans objet pour l'émetteur.



Informations	Pages
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et Direction générale	
14.1. Composition des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale	154-161, 165-169
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale	164
15. Rémunération et avantages	
15.1. Rémunération et avantages en nature	101, 162-163, 169
15.2. Primes, retraites ou autres avantages	162-163, 169, 208-209
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction	
16.1. Mandats dans la société	154-161
16.2. Contrats de service	164
16.3. Comités d'audit et des rémunérations	168
16.4. Gouvernement d'entreprise	165
17. Renseignements concernant le personnel	
17.1. Informations relatives aux salariés	49-52
17.2. Participations et stock-options	84-85, 154-161, 169, 178, 205, 208-209
17.3. Participations des salariés dans le capital	84-85, 178, 205, 208-209
18. Renseignements concernant le capital	
18.1. Répartition actuelle du capital et des droits de vote	204-205
18.2. Titres ayant des droits spécifiques	203
18.3. Contrôle de l'émetteur	204-206
18.4. Pacte d'actionnaires	206
19. Opérations avec des apparentés	82, 144, 164, 180

Informations	Pages
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur	
20.1. Informations financières historiques	215
20.2. Informations financières pro forma	*
20.3. Etats financiers	59-116, 119-150
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	215
20.5. Date des dernières informations financières	215
20.6. Informations financières intermédiaires et autres	*
20.7. Politique de distribution des dividendes	205
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	38-39
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	32
21. Informations complémentaires	
21.1. Capital social	133-135, 205, 208-211
21.2. Acte constitutif et statuts	194-200, 202-203
22. Contrats importants	*
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	
23.1. Déclaration/Rapport d'expert	*
23.2. Informations provenant de tierces parties	*
24. Documents accessibles au public	214
25. Informations sur les participations	68, 149-150

* Sans objet pour l'émetteur.



INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Table de réconciliation : Rapport financier annuel

Table de réconciliation : Rapport financier annuel

Le présent Document de référence intègre tous les éléments du Rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier ainsi qu'à l'article 222-3 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers. La table de réconciliation suivante renvoie aux extraits du Document de référence correspondant aux différentes rubriques du Rapport financier annuel.

Informations	Pages
1. Comptes annuels de la société	119-150
2. Comptes consolidés du Groupe	59-116
3. Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	151
4. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	117
5. Rapport de gestion du Conseil d'administration	voir table page suivante
6. Déclaration des personnes physiques qui assument la responsabilité du rapport financier annuel	216
7. Descriptif du programme de rachat d'actions	178
8. Communication relative aux honoraires des contrôleurs légaux des comptes	116
9. Rapport du Président du Conseil d'administration sur la gouvernance et le contrôle interne du Groupe	165-174
10. Rapport des Commissaires aux comptes sur le Rapport du Président du Conseil d'administration	175



Table de réconciliation : Rapport de gestion du Conseil d'administration

Le Rapport de gestion du Conseil d'administration rendant compte à l'Assemblée générale des actionnaires des éléments mentionnés ci-dessous est inclus dans le présent Document de référence aux pages détaillées ci-après.

Codification ⁽¹⁾	Description	Pages	Codification ⁽¹⁾	Description	Pages
L. 225-100-2, L. 233-6, L. 233-26, L. 233-29, L. 233-30, R. 225-102, R. 233-19	Analyse de la situation du Groupe consolidé Prises de participation ou de contrôle dans des sociétés ayant leur siège en France Aliénations d'actions intervenues à l'effet de régulariser des participations croisées Evolution des affaires, des résultats et de la situation financière et de l'endettement durant l'exercice écoulé Résultats des filiales et des sociétés contrôlées par branche d'activité Évolution prévisible de la situation et perspectives d'avenir Activités en matière de recherche et développement Événements importants survenus après la date de la clôture de l'exercice	25-30	L. 225-100, L. 225-102-1, R. 225-104, R. 225-105, R. 225-105-2-II	Responsabilité sociale des entreprises et avis du vérificateur indépendant Informations sur la manière dont le Groupe prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité ainsi que sur ses engagements sociétaux en faveur du développement durable et en faveur de la lutte contre les discriminations et de la promotion des diversités Indicateurs clés de performance de nature non financière ayant trait à l'activité spécifique de la société, notamment des informations relatives aux questions d'environnement et de personnel	41-57
L. 225-100, L. 232-1, L. 232-6, L. 441-6-1, R.225-102	Analyse de la situation de Gaumont SA Evolution des affaires, des résultats et de la situation financière et de l'endettement durant l'exercice écoulé Évolution prévisible de la situation et perspectives d'avenir Activités en matière de recherche et développement Informations sur les délais de paiement des fournisseurs Modifications intervenues dans la présentation des comptes annuels Événements importants survenus après la date de la clôture de l'exercice Tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices	31-33	L. 225-100, L. 225-100-2, L. 464-2	Facteurs de risques Description des principaux risques et incertitudes Analyse de l'exposition du Groupe aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie et description de la politique du Groupe en matière de gestion des risques financiers Injonctions ou sanctions pécuniaires pour des pratiques anticoncurrentielles	34-40
			L. 225-102-1	Informations concernant les mandataires sociaux Mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux durant l'exercice Rémunération totale et avantages de toute nature versés à chaque mandataire social par la société, les sociétés contrôlées ou la société qui contrôle celle dans laquelle ils exercent leur mandat Engagements de toutes natures pris par la société au bénéfice de ses mandataires sociaux	154-163

(1) En l'absence d'information contraire, les articles renvoient au Code de commerce.



INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Table de réconciliation : Rapport de gestion du Conseil d'administration

Codification ⁽¹⁾	Description	Pages
L. 225-100, L. 225-100-3, L. 225-102, L. 225-211, L. 233-13, R. 228-90, R. 228-91, R. 225-138 L. 621-18-2 et R. 621-43-1 du Code monétaire et financier 223-22 et 223-26 du RG de l'AMF 243 bis du CGI	Informations relatives au capital et à l'actionariat de la société Délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée générale au Conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital et utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice Identité des actionnaires détenant directement ou indirectement plus de 5 % et actions d'autocontrôle Opérations effectuées par la société sur ses propres actions Participation des salariés et des dirigeants au capital social au dernier jour de l'exercice Proportion du capital détenue dans le cadre d'une gestion collective de type PEE ou FCPE ou frappée d'une inaccessibilité Informations relatives à l'ajustement des titres donnant accès au capital et des conditions de souscription des plans d'option ou d'achat d'actions État récapitulatif des opérations réalisées par les dirigeants sur les titres de la société Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique Montant des dividendes distribués au titre des trois derniers exercices	204-211

(1) En l'absence d'information contraire, les articles renvoient au Code de commerce.



Table de correspondance : Responsabilité sociétale des entreprises

Les informations relatives à la responsabilité sociale, environnementale et sociétale du Groupe requises en application de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce et détaillées à l'article R. 225-105-1 du Code de commerce sont disponibles dans ce Document de référence aux pages indiquées ci-après.

Chapitre	Thème	Indicateur	Pages
Informations Sociales	Emploi	L'effectif total et la répartition des salariés par sexe, par âge et par zone géographique	49
		Les embauches et licenciements	50
		Les rémunérations et leur évolution	50
	Organisation du travail	L'organisation du temps de travail	50-51
		L'absentéisme	51
	Relations sociales	L'organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci	51
		Le bilan des accords collectifs	51
	Santé et sécurité	Les conditions de santé et de sécurité au travail	51
		Le bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail	NP* – 51
		Les accidents du travail, notamment leur fréquence et leur gravité, ainsi que les maladies professionnelles	51
	Formation	Les politiques mises en œuvre en matière de formation	51
		Le nombre total d'heures de formation	51
	Egalité de traitement	La politique mise en œuvre et les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	52
		La politique mise en œuvre et les mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées	52
		La politique mise en œuvre et les mesures prises en faveur de la lutte contre les discriminations	52
	Promotion et respect des conventions fondamentales de l'OIT relatives :	Au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	51
		A l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession	52
A l'élimination du travail forcé ou obligatoire		NP* – 52	
A l'abolition effective du travail des enfants		52	



INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Table de correspondance : Responsabilité sociétale des entreprises

Chapitre	Thème	Indicateur	Pages
Informations environnementales	Politique générale	Démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement	NP* – 53
		Formation et information des salariés en matière de protection de l'environnement	NP* – 53
		Prévention des risques environnementaux et des pollutions	NP* – 53
		Provisions et garanties pour risque en matière d'environnement	53
	Pollution et gestion des déchets	Rejets dans l'air, l'eau et le sol	53
		Déchets	53
		Nuisances sonores et autre forme de pollution	53
	Utilisation durable des ressources	Consommation d'eau	53
		Consommation de matière première	53
		Consommation d'énergie	53
		Utilisation des sols	53
	Changement climatique	Gaz à effet de serre	54
		Impacts du changement climatique	NP* – 54
	Protection de la biodiversité	Biodiversité et espèces protégées	NP* – 54
Informations sociétales	Impact territorial, économique et social de l'activité	Emploi et développement régional	42-43, 45-47
		Impact de l'activité sur les populations riveraines ou locales	42-43
	Relations avec les parties prenantes	Conditions de dialogue avec les parties prenantes	43-44
		Actions de soutien, de partenariat ou de mécénat	44-45
	Sous-traitance et fournisseurs	Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux	NP* – 46-47
		Responsabilité sociale et environnementale dans les relations avec les fournisseurs	NP* – 46-47
	Loyauté des pratiques	Actions engagées pour prévenir la corruption	NP* – 47-48
Santé et sécurité des consommateurs		48	
Droits de l'homme	Actions engagées en faveur des droits de l'homme	NP* – 48	

* NP : Non pertinent – Les pages référencées présentent la justification du caractère non pertinent de l'indicateur.

Le système de management régissant l'impression de ce document est certifié ISO 14001:2004



30 avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine France - Tél.+33 1 46 43 20 00 - Fax +33 1 46 43 21 68 - www.gaumont.fr
Société anonyme au capital de 34 180 240 € - Siren : 562 018 002 R.C.S Nanterre - Siret 562 018 002 00013 - Code APE 5911 C